



**CANAL+**  
L'étou se resserre sur J.-M. Messier p. 20 et 21

**AFGHANISTAN**  
Le retour du roi p. 4

**HARCÈLEMENT SEXUEL**  
Interdit dans toute l'Europe en 2005 p. 7

**SUPPLÉMENT**  
Le Monde  
**DES LIVRES**  
Patrick Weil et la nationalité française

**PROCÈS DILS**  
Heaulme nie p. 12

**ANTISÉMITISME**  
300 actes en France en trois semaines p. 14

**FOOTBALL**  
France-Russie p. 28

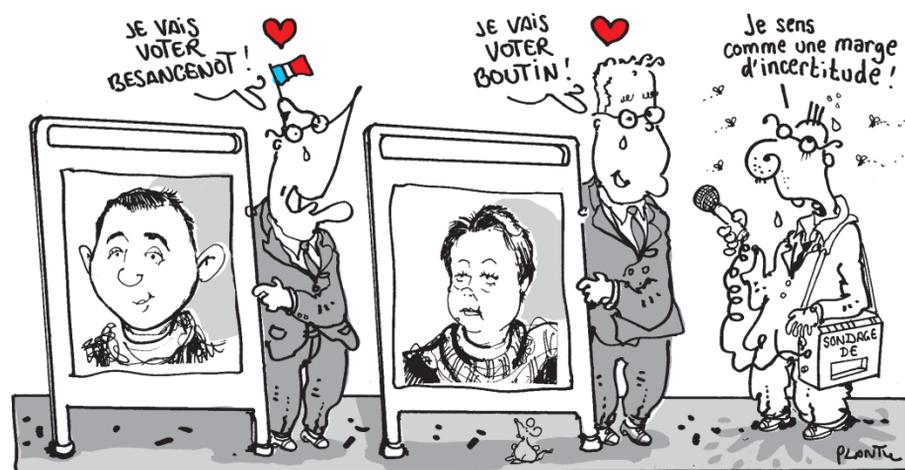
International.....	2	Communication.....	23
Union européenne.....	7	Marchés.....	24
France.....	8	Aujourd'hui.....	26
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	29
Régions.....	15	Carnet.....	30
Horizons.....	16	Abonnements.....	30
Kiosque.....	17	Culture.....	31
Entreprises.....	20	Radio-Télévision.....	35

## Les scores dont rêvent les candidats

Pourcentages, additions, écarts avec les rivaux : leurs ambitions, leurs espoirs et leurs doutes à la veille du premier tour

CHEZ Lionel Jospin et chez Jacques Chirac, les mêmes doutes et les mêmes angoisses s'expriment sur les résultats du premier tour. L'éparpillement des intentions de vote dans les sondages, entre seize candidats, le peu d'impact de leurs campagnes, les situent autour ou au-dessous de 20 %. Chacun suppose ses chances. Du côté de Lionel Jospin, on situe à 2 points l'écart qui, s'il arrivait deuxième, handicaperait le candidat socialiste pour le second tour. On rêve d'un Jospin à plus de 20 %, flanqué d'un Mamerà à 8 % et d'un Hue à 6 %. Bernadette Chirac s'interroge : « *Croyez-vous que mon mari dépassera 20 % ?* » De ce côté, on estime qu'un Jean-Marie Le Pen à 15 % générerait considérablement le président sortant. Et qu'un écart de plus de 4 points avec Lionel Jospin serait une promesse de succès au second tour.

L'entourage de François Bayrou (UDF) place à 6 % la barre qui rendrait ce candidat « *incontour-*



nable » dans les négociations à droite. Alain Madelin (DL) ne veut surtout pas être décroché par son rival centriste. Les Verts de Noël Mamère estiment à 7 %

le seuil qui leur donnerait une solide assise politique. Les communistes de Robert Hue sont obnubilés par la barre des 5 % et l'écart promis par les sondages avec Arlette Laguiller. Quant à Jean-Pierre Chevènement, l'attitude qu'il adoptera au soir du premier tour - désistement ou non - dépend de son score.

► Les seuils du succès et de l'échec, candidat par candidat

► Sondage : encore 31 % d'indécis

► Entretiens : Boutin et Hue

► Portrait : Daniel Gluckstein

► Internet est entré en force dans la vie politique française

Lire pages 8 à 11  
Portrait page 16, Débats page 18  
Internet pages 26 et 27  
Chroniques pages 34 et 36

## L'échec de la mission Powell

LE SECRÉTAIRE d'Etat américain, Colin Powell, qui a achevé, mercredi 17 avril, sa mission au Proche-Orient sans résultats concrets, a appelé Israël à se retirer des villes occupées de Cisjordanie, condition préalable à un cessez-le-feu, et il a prié le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, de ne plus « *tergiverser* » sur le terrorisme. M. Powell doit retourner dans la région dans deux ou trois semaines. Le ministre israélien de la défense, Benjamin Ben Eliezer, a déclaré, jeudi, que Tsahal évacuerait la plupart des villes de Cisjordanie d'ici à la fin de la semaine.



HUSSAIN HUSSAIN/REUTERS

► Le secrétaire d'Etat américain repart sans cessez-le-feu

► Tsahal quitte le camp de Jénine

► Premier bilan de l'opération militaire

Lire pages 2 et 3  
et notre éditorial page 19

## Guerre de classes en Chine : les bobos détrônent les petits-bourgeois !

PÉKIN

de notre correspondant

Alerte rouge ! Les bobos débarquent en Chine ! A Pékin et à Shanghai, les gazettes et les talk-shows se penchent ces derniers temps sur le surgissement, du sein des nouvelles couches montantes, d'une avant-garde de bourgeois bohèmes, sorte de section chinoise de l'« Internationale bobo ». Les choses vont décidément vite en Chine. Il y a six mois, le petit-bourgeois était la figure-culte des médias (*Le Monde* du 22 septembre 2001).

Peu fortuné, mais épris d'art de vivre, le petit-bourgeois se distinguait par sa quête effrénée du bon goût, en réaction à l'inculture crasse du parvenu. Il prisait le café noir, le vin rouge et le sashimi quand ses vulgaires contemporains peinaient à s'affranchir du thé, de la bière ou du bol de nouilles. Le petit-bourgeois chinois était un snob délicat qui adorait lire ostensiblement Marguerite Duras en trempant ses lèvres dans un cappuccino, affalé dans un fauteuil de

Starbucks. Le parcours fléché l'amenait ensuite dans une salle de théâtre confidentiel - Dario Fo si possible - avant de finir la soirée dans une boîte de jazz.

Dépassé tout cela ! Au panthéon des nouvelles icônes sociales, le bobo détrône désormais ces gagne-petit du chic. Pointe avancée du phénomène urbain « *dink* » (*double income no kid*), les bobos chinois, eux, cumulent l'argent et le goût. Et le bon goût, par les temps qui courent, c'est de se poser en prophète du temps libre. Le *Quotidien de la jeunesse de Chine* rappelle qu'il y a deux ans certains magazines, bobos avant l'heure, avaient fait l'éloge d'une vie simple et rustique, loin des trépidations urbaines. L'idée n'avait alors suscité qu'une moue d'indifférence. « *C'était trop fade pour tous ces citoyens pressés de réussir* », écrit le quotidien.

C'est pourtant aujourd'hui le must. Le bobo chinois a assez de capital en stock pour jouer au vagabond. Son idole est l'écrivaine taïwanaise San Mao, qui, avant son suicide, en 1991, à l'âge

de 41 ans, avait sillonné l'Afrique et planté sa tente dans les dunes du Sahara. Sa longue robe de laine et ses jeans effrangés, lointaines réminiscences hippies, fascinent nos stylistes, architectes, publicitaires et informaticiens de Pékin ou de Shanghai qui rêvent de larguer les amarres.

En général, ils ne vont guère jusqu'à Tamarassat. Ils se contentent des terrasses verdoyantes du Yunnan ou des plateaux secs du Tibet, s'enivrent de canyoning ou apprennent à piloter les avions bimoteurs pour « *éviter les bouchons* ». Les moins aventureux cuisinent des repas bio entre copains dans leur résidence secondaire. Mais ce rêve bobo reste hors d'atteinte pour l'écrasante majorité des Chinois, plongés dans les tracas du quotidien. « *Le bonheur parfait d'être un vrai bobo* [en français dans le texte], met en garde le *Quotidien de la jeunesse de Pékin*, est aussi éloigné que la carotte suspendue au nez de l'âne. »

Frédéric Bobin

### PORTRAIT

## Torretton, Vert critique



ANCIEN sociétaire de la Comédie-Française, Philippe Torretton s'est engagé auprès de Noël Mamère, sans pour autant souscrire à l'écologie militante. Lire page 34

### ANALYSE

## La montée des extrêmes

SI LES SONDAGES disent juste, le premier tour de l'élection présidentielle devrait être marqué non seulement par une atomisation des votes, mais aussi par une montée des extrêmes, à l'extrême gauche comme à l'extrême droite. Avec ses trois candidats trotskistes, l'extrême gauche devrait en effet battre tous ses records électoraux et avoisiner les 10 % des suffrages exprimés, là où sa meilleure performance jusque-là s'arrêtait à 5,3 % pour Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995. A l'autre bout de l'échiquier politique, l'extrême droite, gravement affaiblie après la scission de la fin 1998, est créditée aujourd'hui, avec ses deux frères ennemis, de 12 % à 14 % des suffrages exprimés, proche donc de ses records de 15 % établis dans trois scrutins différents - présidentielle,

législatives et régionales - durant la période 1995-1998.

Cumulé, le vote des extrêmes pourrait ainsi concerner un électeur sur quatre et ajouter à la particularité française d'un fort vote d'extrême droite, réapparu il y a presque vingt ans, un fort vote d'extrême gauche, qui, de scrutin en scrutin, poursuit sa marche en avant depuis la première candidature d'« Arlette », puisque, signe de sa popularité, c'est ainsi que chacun la nomme : 2,7 % en 1974, 3,4 % en 1981, 4,5 % en 1988 et 5,3 % en 1995. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le vote d'extrême gauche ne se limite pas aux jeunes et aux catégories populaires, et le vote d'extrême droite aux catégories les moins instruites de la population.

Selon les indications moyennes des instituts de sondage, le vote

d'extrême gauche touche 15 % des 18-24 ans, mais aussi 13 % des 35-49 ans ; il atteint 12 % chez les ouvriers, mais culmine à 15 % parmi les professions intermédiaires (anciennement cadres moyens) et est plus fort parmi les revenus moyens-supérieurs que parmi les revenus modestes. Pour sa part, depuis 1995, le vote d'extrême droite semble s'être profondément modifié. Il touchait alors surtout les jeunes et les ouvriers. Sept ans plus tard, il semble culminer chez les 50-64 ans (à 19 %) alors qu'il ne représenterait plus que 9 % chez les 18-24 ans, et il est presque aussi fort chez les commerçants (18 %) que chez les ouvriers (20 %).

Jérôme Jaffré pour *Le Monde*

Lire la suite page 19

### EXPOSITION

## Sous la pyramide du Louvre, l'art des fossoyeurs de Pharaon



LE MUSÉE DU LOUVRE présente jusqu'au 22 juillet, dans le hall Napoléon, un ensemble d'œuvres, d'outils et de reconstitutions qui montrent le savoir-faire des artisans de Deir el-Médineh, en Egypte. Ces ouvriers très qualifiés étaient chargés de creuser et de décorer les tombes royales sous la dynastie des Ramsès. Lire page 31

MUSEES ROYAUX D'ART ET D'HISTOIRE, BRUXELLES

## Le Roi de la reprise, c'est Citroën Félix Faure !

### 3800€\*

pour l'achat d'une CITROËN récente XM, EVASION OU XANTIA

### 2280€\*

pour l'achat d'une CITROËN récente XSARA, XSARA PICASSO\*\* OU SAXO

Reprise minimum de votre véhicule, quels que soient l'état, la marque et beaucoup plus si son état le justifie.

FAIBLE KILOMETRAGE • GARANTIE 1 AN PIÈCE ET MAIN D'ŒUVRE • PRIX ATTRACTIF • FINANCEMENT À LA CARTE

\* Offre spéciale jusqu'au 30 avril 2002 non cumulable avec d'autres promotions, réservée aux particuliers, dans la limite des stocks disponibles. Carte grise au nom du propriétaire depuis 1 an. \*\*Sauf Xsara Picasso HDI. En échange de cette publicité

## CITROËN FÉLIX FAURE

fournisseur officiel en bonnes affaires

Paris 15	10, place Étienne Perrin	01 53 68 15 15
Paris 14	50, boulevard Jourdan	01 45 89 47 47
Paris 19	59, avenue Jean Jaurès	01 44 52 79 79
Colignières (78)	74, RN 10	01 30 66 37 27
Limay (78)	266, rte de la Nozé, Port Autonome	01 34 78 73 48
Bezons (95)	30, rue Émile Zola	01 39 61 05 42
Thiais (94)	273, av. de Fontainebleau, RN 7	01 46 86 41 23
Nantes (44)	7, Île des Martyrs Nantais, Île Beaulieu	02 40 89 21 21
Corbas (69)	21 Corbas Mont-Martin, rue M. Méreaux	04 78 20 67 77
Vitrolles (13)	Av. Joseph Cagnat, Zac des Caillots	04 42 78 77 37

# INTERNATIONAL

## PROCHE-ORIENT

Le président américain, George W. Bush, devait s'entretenir, jeudi 18 avril, à Washington, avec le secrétaire d'Etat Colin Powell, de retour d'une mission au Proche-Orient qui n'a débouché sur aucun résultat.

L'Autorité palestinienne a accusé **ISRAËL** d'avoir fait échouer cette mission en refusant de retirer « *immédiatement* » et totalement ses troupes des **TERRITOIRES PALESTINIENS** réoccupés. Israël entend conti-

nuer ses opérations militaires et ne retirera partiellement ses troupes que dans quelques jours, selon son ministre de la défense. L'armée israélienne s'est repliée mercredi du centre de la ville de **JÉNINE** et jeu-

di matin du camp de réfugiés adjacent, mais demeure aux abords immédiats. Les **ORGANISATIONS HUMAINES** et de défense des droits de l'homme continuent de réclamer le droit d'accès aux lieux sinistrés.

## Colin Powell a quitté le Proche-Orient sur un échec

Le secrétaire d'Etat américain n'a pas réussi à convaincre Ariel Sharon de retirer les troupes israéliennes de la totalité des territoires palestiniens réoccupés. Faute d'une telle promesse, Yasser Arafat s'est refusé à prendre un quelconque engagement quant à l'arrêt des hostilités

**LE SECRÉTAIRE** d'Etat américain, Colin Powell a regagné Washington dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 avril, sans avoir abouti à des résultats au cours de la navette qu'il a effectuée entre le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Ariel Sharon. Selon un haut responsable du département d'Etat qui accompagnait M. Powell, ce dernier retournera dans la région dans deux ou trois semaines. Les dates exactes dépendront des résultats obtenus sur le terrain par le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, William Burns, resté sur place pour des consultations avec les responsables israéliens et palestiniens.

► **À WASHINGTON**, le président George W. Bush, qui devait le recevoir jeudi, a d'ores et déjà salué les « progrès » enregistrés lors de sa mission. « *Il est temps pour tout le monde de faire le choix de la paix* », a-t-il dit. « *Je vais continuer à être porteur d'une vision de*

*paix.* » « *La seule solution de long terme est celle qui voit deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la sécurité et la paix.* » « *Cela demandera des choix difficiles de la part des dirigeants israéliens, palestiniens et de leurs voisins arabes.* », a ajouté M. Bush qui a appelé l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite « *qui contribuent à la lutte plus large contre le terroris-*

*me, [à] aider à s'opposer aussi au terrorisme au Proche-Orient. (...)* Toutes les parties doivent dire clairement qu'un meurtrier n'est pas un martyr, ce n'est qu'un meurtrier », a-t-il dit.

► **ISRAËL**. Le ministre israélien de la défense Benjamin Ben Eliezer a déclaré que son pays accèdera d'ici à dimanche aux demandes américaines de retrait pour ce qui

concerne Jénine, Naplouse et partiellement Ramallah. Dans un entretien diffusé par la télévision publique israélienne, M. Ben Eliezer a indiqué que le premier ministre, Ariel Sharon et lui-même avaient « *déjà décidé de retirer, dans quelques jours, l'armée des territoires. Je pense que cela est clair pour le secrétaire d'Etat et qu'il le comprend* », a-t-il ajouté. M. Ben Eliezer n'a toutefois fixé aucune date précise et il a précisé que le retrait ne concernerait pas le complexe présidentiel assiégé de Ramallah, ni l'église de la Nativité à Bethléem, aussi longtemps que ceux des « *terroristes* » qui sont à l'intérieur ne se rendraient pas.

► **PALESTINIENS**. La direction israélienne a accusé mercredi Israël d'avoir fait échouer la mission de M. Powell. « *Israël assume l'entière responsabilité de l'échec de M. Powell à obtenir un retrait immédiat et total de toutes les villes et secteurs où il est entré* », indique un communiqué de la haute instance palestinienne. « *Israël est*

*aussi responsable de tout ce qui pourrait arriver au siège de la présidence [à Ramallah] et à la basilique de la Nativité à Bethléem* », ajoute le texte. « *Nous mettons le monde entier en garde contre les plans terroristes visant nos villes, notre peuple, la direction palestinienne et le président Arafat* », assésé par les soldats israéliens à Ramallah.

► **JÉNINE**. Les blindés et les militaires israéliens ont quitté jeudi matin le camp de réfugiés de Jénine, ont annoncé des témoins présents dans cette ville de Cisjordanie. « *Je ne vois plus de soldats, à l'exception de ceux présents aux abords du camp* », a raconté Ghasan Assadi, un employé municipal qui travaille dans le camp pour rétablir l'approvisionnement en eau. L'armée s'était retirée mercredi soir du centre de Jénine mais campait encore dans son camp de réfugiés, alors que les organisations humanitaires multipliaient les appels pour obtenir un accès au camp en vue de secourir la

population, sauver d'éventuels survivants ensevelis sous les décombres et enlever les corps des lieux qui ont connu les plus violents combats de l'offensive israélienne.

► **FAO**. La nourriture se raréfie dans les territoires palestiniens en raison du blocus imposé par Israël en Cisjordanie et à Gaza, a indiqué mercredi le responsable de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « *Il ne fait aucun doute que cela aggrave la faim* », a déclaré Jacques Diouf, directeur de la FAO.

Selon un rapport de la Banque mondiale, la proportion de Palestiniens vivant avec moins de deux dollars par jour est passée de 20 % à 50 % depuis le début de la nouvelle Intifada, il y a 18 mois. « *Nous en concluons que les gens sont dans une situation de moins en moins sûre en matière alimentaire* », a commenté Diouf. Les affrontements ont fait depuis septembre 2000 au moins 1 272 morts côté palestinien et 452 côté israélien.

### Kofi Annan pour une force internationale

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan devait présenter, jeudi 18 avril au Conseil de sécurité, son initiative sur le déploiement d'une force internationale au Proche-Orient, qui serait « *une coalition militaire de pays volontaires* ». Estimant que « *la logique de la guerre s'est installée au Proche-Orient et des "lignes rouges" ont été franchies* », M. Annan devait souligner que « *le moment est venu pour la communauté internationale d'assumer un rôle direct et efficace sur le terrain* ». A son avis, la détérioration de la situation est telle que la « *sécurité* [de simples observateurs] ne pourrait être assurée ».

Pour ces raisons, la communauté internationale doit « *réfléchir, sérieusement au déploiement d'une force internationale (...) impartiale (...) agissant sous le chapitre sept de la Charte de l'ONU, l'autorisant à utiliser la force et avec un mandat robuste, une capacité militaire crédible et d'une taille importante* ». Elle travaillerait avec les parties pour, entre autres, mettre fin à la violence, et participerait à la création d'un environnement sûr dans les territoires occupés et aiderait à l'acheminement de l'aide humanitaire. — (Corresp.)

## L'Égypte et la Jordanie exigent le retrait de l'armée israélienne

### LE CAIRE

de notre correspondant

Avant de rentrer à Washington, le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, aurait dû rencontrer le président égyptien, Hosni Moubarak, ainsi que les chefs de diplomatie d'Égypte, de Jordanie et d'Arabie saoudite, mercredi 17 avril au Caire. Mais les résultats de l'entretien à Ramallah de M. Powell avec le président palestinien Yasser Arafat, qualifiés de « *catastrophiques* » par les Palestiniens, ont visiblement refroidi le Caire. La présidence égyptienne a soudain annoncé que M. Moubarak ne recevrait pas le secrétaire d'Etat, sans donner d'explications. On « *m'a dit qu'il [M. Moubarak] est souffrant* », s'est borné à commenter M. Powell.

Maladie toute diplomatique puisque le président égyptien a continué ses activités et discuté au téléphone de la situation régionale avec le premier ministre espagnol, José Maria Aznar. Il a néanmoins joint au téléphone Colin Powell, afin de « *souligner la nécessité d'un retrait israélien immédiat des territoires palestiniens et demander aux Etats-Unis de remplir leurs engagements* », a indiqué le ministre égyptien des affaires étrangères, Ahmad Maher.

L'Arabie saoudite, l'autre grand allié de Washington, a exprimé sa déception de manière presque similaire. Le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud

Al-Fayçal a fait valoir qu'il devait effectuer le lendemain une visite à Moscou. M. Powell ne s'est donc entretenu au Caire qu'avec M. Maher et son homologue jordanien, Marouane Moacher, dont les pays ont déjà signé des traités de paix avec Israël et sont les deux principaux bénéficiaires de l'aide américaine après Israël.

Cela n'a pas empêché les deux ministres de rejeter l'appel du président américain, George W. Bush, à agir contre le terrorisme. « *Les Égyptiens, les Jordaniens et les Saoudiens qui contribuent à la lutte plus large contre le terrorisme, doivent aider à s'opposer aussi au terrorisme au Proche-Orient (...)* et toutes les parties doivent dire clairement qu'un meurtrier n'est pas un martyr, ce n'est qu'un meurtrier », avait déclaré M. Bush. « *L'Égypte rejette l'appel du président Bush et affirme qu'il doit être d'abord adressé à Israël pour qu'il mette fin à son occupation et à son agression contre le peuple palestinien* », a déclaré M. Maher. Le retrait israélien des territoires réoccupés « *est un préalable après lequel viendraient des obligations arabes* », a renchéri M. Moacher.

Cette fermeté, qui n'est pas pour déplaire à une opinion publique de plus en plus frustrée par l'attitude américaine, a été saluée par la presse égyptienne de jeudi, très critique à l'encontre des Etats-Unis.

Alexandre Buccianti

## A Jénine, « urgence absolue », s'écrie le délégué d'Amnesty

Depuis le camp, l'envoyé appelle à une aide immédiate pour les vivants enterrés sous les ruines

« *C'EST l'une des pires scènes de dévastation que j'aie jamais vues. Il est impossible d'imaginer que ce qui était une ville est devenu aujourd'hui un paysage lunaire. Il existe une possibilité réelle que des gens encore en vie soient ensevelis sous les débris de ce qui était leur maison ; l'un de nos collègues d'une organisation de défense des droits de l'homme locale a reçu un coup de fil d'une famille de dix, prise au piège sous terre et demandant de l'aide, et il n'existe aucune preuve d'efforts concertés pour faire des recherches et sauver les survivants.* » Propos de Javier Zuniga, délégué de l'organisation de défense des droits de l'homme, Amnesty International, qui se trouvait mercredi 17 avril dans le camp de réfugiés palestiniens de Jénine, en Cisjordanie.

Joint mercredi 17 avril en fin d'après-midi au téléphone par *Le Monde* depuis Paris, M. Zuniga, qui a déjà effectué des missions pour Amnesty en Amérique du Sud, lance un cri d'alarme : « *Il est de première importance de faire un effort de sauvetage immédiat, avec des chiens renifleurs, des équipements* » pour essayer de sauver ceux des Palestiniens qui, réfugiés dans leurs caves au moment de l'offensive israélienne, seraient encore vivants sous les débris de leurs maisons démolies au bulldozer par l'armée israélienne.

« *Beaucoup d'habitations ont des caves, et les gens avaient fait des*

*réserves alimentaires. Pour peu qu'il y ait une entrée d'air, certains peuvent être encore vivants, souligne-t-il. Chaque heure qui passe est une heure gaspillée, dit-il. L'armée israélienne elle-même dispose des équipements et du matériel suffisants pour les mettre au service de la vie et pas seulement au service de la guerre, poursuit M. Zuniga, pour qui, ce que la délégation d'Amnesty a vu dans le camp est une destruction délibérée, dont il est difficile de voir l'intérêt militaire. Il est certain, ajoute-t-il, que les Israéliens vont devoir expliquer ce qu'ils ont fait.* »

« *Nous avons vu des convois des Nations unies arrêtés et interdits d'accès au camp. Il faut que l'aide entre. Nous ne portons sur nous que des documents et nous avons passé des heures à parlementer pour entrer. Il faut que le gouvernement israélien laisse les secours arriver.* » La délégation d'Amnesty, qui venait de quitter le périmètre de Jénine, avait réussi, malgré les

barrages de l'armée israélienne et après des kilomètres de marche, à entrer dans la ville et dans le camp de réfugiés où elle a passé trois jours.

L'armée s'est repliée mercredi, mais elle restait « *aux abords immédiats du lieu et dans les points stratégiques. La ville qui était totalement morte s'est soudain animée. Les gens sont sortis en masse de chez eux pour aller voir, et ce dont nous avons peur, c'est que les militaires reviennent et qu'il y ait une véritable catastrophe* », dit encore M. Zuniga.

### « UNE ENQUÊTE IMPARTIALE »

S'il s'était agi d'un tremblement de terre, « *la communauté internationale aurait été sollicitée et aurait accordé une aide urgente. Il est choquant que les autorités n'aient pas réclamé du secours et que la communauté internationale n'en offre pas. Que ceci soit une sonnette d'alarme : une aide est requise maintenant pour sauver ce qui reste encore de*

*vie là-bas* », indique Amnesty dans un communiqué.

Mardi, Amnesty avait exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à demander au secrétaire général d'envoyer « *sans délai* » une équipe d'experts internationaux enquêter sur les présumées violations des droits humains qui ont eu lieu à Jénine au cours des douze derniers jours. « *Conformément aux principes de la légalité internationale, lorsque des personnes sont tuées dans des circonstances exceptionnelles, il doit y avoir une enquête impartiale avec la coopération de toutes les parties. Nous demandons qu'une équipe internationale d'experts soit constituée et autorisée à entrer à Jénine MAINTENANT [les majuscules sont d'Amnesty] avec pour mandat de mener une enquête rapide, et indépendante, et de rendre publiques ses conclusions* », écrivait Amnesty.

Mouna Naïm

### Rony Brauman, écrivain, ancien président de Médecins sans frontières

## « Il faut une enquête internationale »

L'armée israélienne se livre-t-elle à des violations du droit humanitaire ?

Oui, et de sérieuses ! La torture, les attaques contre des ambulances, le blocage des secours humanitaires, le bouclage intégral de certaines zones, les destructions de maisons, de bâtiments et d'infrastructures civiles, les tirs contre des civils... Tout cela dans une espèce de démonstration permanente de puissance sans limite, la limite étant celle que veut bien se donner le soldat. Tout cela entre dans la catégorie générale des crimes de guerre et appelle une investigation. Il faut une commission d'enquête internationale comme on l'a fait pour Srebrenica et d'autres événements majeurs de ce type.

Les conventions de Genève ne stipulent-elles pas que les signataires s'engagent à les faire respecter ?

Cette responsabilité n'est jamais assumée par les Etats signataires, le droit humanitaire ne prévoyant pas de sanctions. Nous sommes dans une situation où le chapitre 7 de la Charte des Nations unies (NDR : qui autorise des mesures coercitives) pourrait être invoqué, comme ce fut le cas pour le Timor oriental il y a deux ans. Le moins que l'on puisse dire est que la paix et la sécurité régionales sont menacées. Mais cela voudrait dire : intervention armée, ce qui est inenvisageable. Restent les sanctions. Si l'on pense que la paix et la justice ne sont pas des notions superflues, notre responsa-

bilité est d'exercer des pressions aussi constantes que possible pour arrêter cette marche suicidaire. Nous sommes dans une situation inédite dans l'Histoire, où un pays mène une guerre dans la condamnation unanime des nations du monde ; où même son plus proche allié est allé jusqu'à la réprover publiquement. Il faut activer la dynamique créée par cette réprobation générale et la transformer en actes. Les institu-



« *Il y a une montée commune de la barbarie dans les deux sociétés.* »  
RONY BRAUMAN

tions privées, publiques, peuvent gélifier leurs relations avec leurs contreparties israéliennes, sur le plan institutionnel, commercial, sportif, culturel.

Que faire quand une démocratie ne respecte pas le droit ?

Israël est-il une démocratie ? A l'époque coloniale, un Etat pouvait se réclamer de la démocratie et pratiquer une politique raciste et violente sur une partie de sa population. Mais notre définition de la démocratie a évolué. Certes, la liberté d'expression existe en Israël. Mais la discrimination légale à l'encontre des Arabes israéliens et la colonisation continue des territoires palestiniens sont tout simplement incompatibles avec la démocratie.

Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est le processus de brutalisation de la société israélienne induit par cette occupation. Cette violence, elle a resurgi avec une force qui a étonné beaucoup de gens. Mais elle est d'autant moins étonnante que les contacts physiques entre Israéliens et Palestiniens ont pratiquement disparu depuis quelques années. Dans les Palestiniens, beaucoup d'Israéliens ne voient plus que des forcenés qui ne pensent qu'à les détruire. Ce qui explique ces comportements de « *hooligans* » qu'on voit chez des soldats. Ils ne sont pas seulement la réponse aux « *bombes humaines* ».

Ces violences, humiliations et destructions, étrangères aux « *nécessités militaires* », selon les termes du droit humanitaire, sont largement dues à la disparition de toutes relations personnelles entre les uns et les autres. Cela n'avait pas été le cas pendant la première Intifada. Paradoxalement, ce fossé a été creusé par le processus d'Oslo qui a organisé et consacré la séparation entre les deux populations.

Il y a une montée commune de la barbarie dans les deux sociétés. Les chars contre des civils d'un côté et les attentats-suicides de l'autre. Il faudrait de longues années pour que tout cela soit intériorisé, travaillé par les sociétés respectives. Ce ne sont pas seulement des gens que l'on tue, c'est l'avenir.

Propos recueillis par  
Corine Lesnes

VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR  
UN GRAND PASTIS.



PASTIS  
HENRI BARDOUIN  
Le Grand Cru  
du Pastis



JÉRÔME DELAY/AP

## Jénine cherche des survivants

LA POPULATION a profité, mercredi 17 avril, d'une levée temporaire du couvre-feu imposé par les autorités israéliennes sur le camp de réfugiés de Jénine pour fouiller les décombres des maisons à la recherche des corps de membres de leur famille, voire

de survivants. Plusieurs organisations humanitaires ont appelé la communauté internationale à envoyer des équipes de secours et de recherche.

L'armée israélienne a commencé à se retirer jeudi matin du camp de réfugiés.

## Gilles, soldat de Tsahal : « Des innocents qui meurent à la guerre, oui ; des exécutions, non ! »

### JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Le soldat de Tsahal repart demain à la guerre. A Jénine. Il est volontaire. Et, de toute façon, il

### ■ TÉMOIGNAGE

**Demain il repart à la guerre. A Jénine. Toujours avec « la foi en Israël » inébranlée**

n'a pas le choix. « Mon arme est prête », dit-il. « Notre guerre est juste », murmure-t-il aussi. La permission n'a duré que 24 heures. Israël a besoin de ses guerriers.

Le soldat de Tsahal s'appelle Gilles Sperling. Il a 26 ans. Il est d'origine à Jérusalem, et sergent de réserve dans l'armée israélienne. Il a émigré de France en Israël en 1995, de même que Yael, son épouse. Sept ans après sa décision de lier son existence à celle d'Israël, « pour la vie » croit-il, Gilles vient de subir, en dix jours d'opérations militaires, son baptême du feu. Le jeune homme approuve la « guerre contre le terrorisme » décrétée par Ariel Sharon. Il s'interroge beaucoup sur le comportement de Tsahal face aux Palestiniens, ne trouve rien à critiquer dans les ordres reçus ni dans leur mise en œuvre, et fustige ceux qui évoquent un « massacre » à Jénine.

« Peu après qu'Ariel Sharon annonce la mobilisation de vingt mille réservistes, j'ai reçu la convocation. Départ immédiat. J'ai pris mon arme, un sac, et je suis parti vers ma

base. Il y a eu trois jours d'entraînement, puis je suis parti pour Jénine avec ma compagnie. Soixante-dix fantassins, raconte-t-il. Quand j'ai reçu l'appel, j'ai eu un frisson. Une légère angoisse. Puis je me suis calmé. Au camp militaire, j'ai réalisé que, cette fois, ce n'était plus un exercice. Je parlais à la guerre. Ce qui me rassurait est que nous pensions tous qu'il n'y aurait pas de résistance. » Gilles Sperling et ses camarades se trompaient. A Jénine, vingt-trois soldats de Tsahal sont morts.

« C'était une unité de parachutistes. Un commando des forces spéciales, ils sont tombés dans une embuscade. Ils n'ont pas vu les barils d'explosifs dans une cour. Puis il y a eu des tirs sur les toits, des lancers de grenades. Ils n'ont pas eu de chance », commente Gilles. Il raconte son premier combat : « Nous étions en train de patrouiller dans Jénine. Cinq soldats. Nous avons essayé des tirs de fusils automatiques, nourris mais lointains. Aucun d'entre nous n'a été touché, grâce à Dieu. Nous avons riposté immédiatement, puis appelé un tank et des renforts, puis encerclé la maison. Nous avons attaqué, et le tank a détruit la maison. Aucun des terroristes, qui devaient être quatre, n'a survécu. » A-t-il tué ? « Je ne sais pas. C'est fort possible. Tout va tellement vite. Je sais qu'un homme est tombé sous nos tirs mais je ne sais pas si c'est une balle de mon fusil qui l'a atteint. »

Gilles Sperling tient absolument à préciser que « la maison était vide, évacuée ». « C'est vrai que nous avons une armée puissante, que nous sommes nettement plus forts qu'eux, mais Tsahal ne tue pas

gratuitement des innocents. Nos ordres, très stricts, sont au contraire de ne tuer ni un civil ni même un terroriste désarmé, insiste-t-il. Ce qui arrive parfois est que des terroristes se réfugient dans des endroits habités, et que nous devons détruire le bâtiment. Je crois d'ailleurs que c'est une stratégie palestinienne d'entraîner des innocents dans la mort, de forcer l'armée israélienne à s'attaquer à des innocents. »

Le soldat Gilles Sperling n'a « aucun doute » sur « l'esprit moral » de Tsahal. « L'emploi des mots "massacres" ou "tueries", l'accusation de jeter des corps dans des "fosses communes", cela me choque et me fait mal au cœur. C'est ahurissant ! Le peuple juif, qui a vécu cela, ne peut pas commettre la même chose ! »

### « J'AI CONFIANCE »

« S'il était un jour avéré que Tsahal tue volontairement des innocents, si une unité de l'armée avait des ordres différents des nôtres et tuait des innocents, Yael et moi quitterions Israël. J'aime ce pays, où je me sens chez moi. J'aime Jérusalem, pour sa beauté et son esprit religieux. Mais si la morale d'Israël ne correspond plus à la mienne, je partirai ailleurs. » Cela dit, il répète ce qu'il croit : « Des innocents qui meurent à la guerre, oui. Des exécutions, non ! »

Yael Sperling regarde attentivement les informations télévisées. La jeune femme, qui contrairement à Gilles a soutenu la gauche israélienne et l'accord d'Oslo, « regrette d'avoir cru que la paix était possible avec Arafat » et « soutient la guerre pour la sécurité d'Israël ». « Je ne veux plus vivre d'attentat en attentat, dit-elle. Je ne veux de Gaza qu'elle avait occupés. Bref, le sentiment, ici, c'est celui d'une grande frustration et d'un effroi devant ce qui risque encore de se passer. On se dit : soit les Etats-Unis ont perdu leur influence sur Israël, soit ils jouent double jeu. Nous sommes sidérés de voir toutes ces condamnations internationales, et Israël continuer froidement l'occupation et ses offensives. Hier, nous avons ainsi appris qu'un gamin de dix ans est mort dans un des deux camps près de Naplouse qui furent encerclés et attaqués. »

« Si j'avais eu quelques doutes avant de venir ici, maintenant je n'en ai plus du tout, assure Marie-Joseph Pin de Chancotte, 64 ans, qui habite Grenoble. Je ne parle ni arabe ni anglais, mais on se comprend très bien et l'ambiance est extraordinaire. Malgré les souffrances : je l'ai senti auprès des deux malades auprès desquels j'ai été affectée, dont un jeune de 23 ans, blessé, qui n'a plus qu'un moignon et qui craint d'aller à l'hôpital. Il dit pourtant des choses si simples, sans aucune agressivité, tout simplement sur la vie qu'il veut vivre sur sa terre. »

Propos recueillis par Sophie Shihab

## L'armée israélienne dresse un premier bilan de l'opération « Mur de protection »

Selon le chef d'état-major de Tsahal, Shaul Mofaz, les résultats « dépassent tout ce qu'on aurait pu imaginer »

### JÉRUSALEM correspondance

Fête de l'indépendance oblige, plusieurs groupes d'hélicoptères et d'avions de chasse ont traversé, mercredi 17 avril à midi, le ciel de Jérusalem, respectant la tradition d'un passage au-dessus de la résidence du président de l'Etat, Moshe Katsav, qui recevait le gotha israélien. La veille, le chef d'état-major, Shaul Mofaz, avait accordé un entretien au plus grand quotidien israélien, le *Yediot Aharonot*, dressant une sorte de premier bilan de l'opération « Mur de protection », toujours en cours.

« Les résultats dépassent ce que nous escomptions. Dans tous les domaines, (...) cela excède tout ce que nous aurions pu imaginer. » Au 17 avril, le bilan quantitatif est le suivant : 29 soldats tués, dont 23 à Jénine, et 125 blessés ; côté palestinien, l'armée a dénombré 188 morts et 599 blessés. En outre, 4 258 Palestiniens auraient été arrêtés, la grande majorité ayant été relâchés après une pério-

de de détention variant de quelques heures à trois ou quatre jours. « Beaucoup racontent tout ce qu'ils savent sur tel ou tel terroriste », dit un proche des milieux du renseignement militaire. Ces informations expliqueraient les deux incursions rapides de l'armée à

**Les dégâts matériels sont tels que les Palestiniens auront besoin d'une sorte de « Plan Marshall »**

Tulkarem quelques jours après qu'elle en était sortie.

Restent en prison aujourd'hui ceux qui, d'après Israël, ont participé directement ou indirectement à des actions terroristes, les seconds n'étant pas destinés à y rester. Selon

les sources, 130 à 200 des Palestiniens arrêtés figuraient sur la liste des 387 « terroristes » recherchés par Israël qui avait été transmise à l'Autorité palestinienne, afin qu'elle se charge de les appréhender. Lors de leurs opérations, les forces israéliennes auraient découvert 1 949 kalachnikovs, 2 563 fusils de précision, 779 pistolets, 81 fusils à visée télescopique, 93 mitraillettes, 23 laboratoires de fabrication d'explosifs, 430 charges explosives, 8 ceintures explosives prêtes à l'emploi, des dizaines de tonnes d'explosifs, des kippas pour se déguiser en religieux pour agir.

Le bilan est beaucoup plus mitigé au plan politique. Il y a les nombreux documents saisis portant la signature de Yasser Arafat. Selon les Israéliens, ils prouvent les liens que ce dernier entretenait avec des hommes tenus pour responsables d'attentats et il semble bien qu'ils aient convaincu les Américains de la « duplicité » du dirigeant palestinien. M. Arafat n'a pas pour autant donné l'ordre de mettre fin au terrorisme, a déclaré Shaul Mofaz au *Yediot Aharonot*.

Au-delà, beaucoup craignent que l'opération « Mur de protection » n'ait créé de nouvelles vocations de kamikazes. « Sharon et Mofaz créent l'infrastructure terroriste, remarque Ouri Avneri, responsable de Gush Shalom, un mouvement d'extrême gauche. Le concept de cette opération était stupide, sa mise en œuvre cruelle, ses résultats seront désastreux. »

Un officier supérieur remarquait il y a quelques jours que les dégâts matériels infligés aux propriétés privées et à l'infrastructure de l'Autorité palestinienne sont tels que les Palestiniens auront besoin d'une sorte de « Plan Marshall » pour les aider à se reconstruire.

Rémy Ourdan

Catherine Dupeyron

## Dans le QG d'Arafat, colère et alerte maximales après la deuxième visite de Colin Powell

LA DEUXIÈME visite de Colin Powell au président palestinien Yasser Arafat, mercredi 17 avril, a laissé derrière elle colère, frustration et désarroi. Au point que M. Arafat, assiégé par l'armée israélienne, a dérogé à l'habitude de venir parler le soir à la trentaine d'« internationaux » présents, tels des boucliers humains, dans ce qui reste de sa résidence de Ramallah. « Il était trop en colère, ça se voyait et puis il a été trop occupé. Il doit préparer les dix jours ou deux semaines à venir, que Sharon s'est arrogés pour "finir son travail", c'est-à-dire arrêter ou tuer tous les Palestiniens militants, policiers ou membres du Fatah et détruire les dernières traces d'infrastructures autonomes », a raconté Mohammed Macharqa, écrivain et journaliste palestinien qui s'était joint aux étrangers membres de la campagne civile de protection du peuple palestinien.

« Powell est resté quatre-vingt-dix minutes avec Arafat. Mais il a parlé comme un ambassadeur de Sharon, présentant ses exigences en matière de sécurité. Il n'a pas même pu donner de garanties de sécurité pour le QG où nous sommes. Il a évoqué en termes

assez flous des promesses israéliennes de ne pas attaquer l'église de la Nativité, encerclée à Bethléem. Mais ils l'avaient attaquée pas plus tard qu'hier soir, mettant le feu à une pièce qui servait aux baptêmes et à un bureau du patriarcat orthodoxe. C'est pourquoi nous sommes ici en état d'alerte maximum, avec des tours de garde renforcés. Le responsable des services secrets pour la Cisjordanie, Tawfiq Al-Tiraoui, nous a dit clairement qu'on ne peut exclure un acte de folie de Sharon contre Yasser Arafat. »

### « UNE GRANDE FRUSTRATION »

Le « vieux » était venu voir les volontaires étrangers la veille, à l'improviste, raconte Christophe Delmeire, 34 ans, « le Suisse » du groupe, contrôleur aérien et militant syndical. « On lui avait demandé s'il était optimiste. Il a dit : "Not too much", et il a rappelé que les Etats-Unis, chaque fois qu'ils le voulaient vraiment, avaient toujours su arrêter les Israéliens. Il a cité plusieurs cas : en 1956, quand Tsahal a évacué le nord du Sinaï, en 1991, quand elle n'a pas répondu aux attaques de missiles irakiens et en janvier de cette année, quand elle est ressortie en trente minutes des camps du nord



Breguet. La passion laisse des traces.

Breguet  
Depuis 1775

Boutique et Musée Breguet, 20, Place Vendôme, 75001 Paris, tel. 01 47 02 65 00  
Boutique Breguet, 28, Le Croisillon, 98400 Nouméa, tel. 04 03 38 10 22  
Boutique Breguet, 6, Rue Royale, 75004 Paris, tel. 01 26 25 01 50

# Le retour de l'ex-roi modifie l'équilibre politique en Afghanistan

Les Pachtounes attendent que Zaher Chah leur rende un pouvoir perdu avec la chute des talibans. Officiellement, le rôle de l'ancien monarque se limitera à ouvrir la Loya Jirga qui devra désigner, en juin, le prochain gouvernement

## KABOUL

de notre envoyée spéciale

Sa silhouette frêle s'est arrêtée un instant avant de poser le pied sur le sol. Zaher Chah a retrouvé son royaume, jeudi 18 avril, à 11 h 35 locales, sous les applaudissements furtifs des officiels venus en nombre à l'aéroport de Kaboul. En descendant de l'un des trois C-130 de l'armée de l'air italienne qui venaient d'atterrir, le roi mettait fin à vingt-neuf ans d'exil romain. Accompagné du chef de l'administration intérimaire, Hamid Karzaï, l'ancien roi, qui semblait particulièrement en forme et décontracté dans sa veste en cuir, a passé en revue une garde d'honneur de l'armée afghane. Il s'est ensuite laissé embrasser par ses amis d'antan et a serré les mains du corps diplomatique. Puis Zaher Chah est monté en voiture pour passer lentement devant les représentants des provinces afghanes parmi lesquelles le *salwar khamis* (large pantalon et longue chemise) et le turban pachtounes dominaient.

Visiblement, l'administration intérimaire ne voulait pas de débordement populaire et le protocole a remplacé l'émotion pour ce moment tant attendu par les Afghans. Nul portrait du roi n'a été affiché dans les rues de la capitale et, sans l'imposant dispositif de sécurité le long des 4 kilomètres qui séparent l'aéroport de la résidence de Zaher Chah, les Kabouliens auraient pu ignorer qu'ils allaient vivre un moment historique. Même la télévision d'Etat n'avait pas cru bon, dans ses bulletins d'information, mercredi soir, d'annoncer la venue du roi. Mais le bouche-à-oreille a suffi à faire sortir des foules de Kabouliens pour saluer la fin



Exilé depuis vingt-neuf ans en Italie, l'ancien roi Zaher a quitté l'aéroport militaire Pratica di Mare, dans la banlieue de Rome, tard dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 avril, pour regagner son pays. Il était accompagné du chef de l'administration intérimaire afghane, Hamid Karzaï.

d'un si long exil. Revenu dans son pays grâce à la volonté internationale, attendu comme le Messie par beaucoup de ses sujets qui voient en lui un symbole de paix et d'unité, Zaher Chah ne fait pas l'unanimité au sein de l'administration intérimaire. Les Tadjiks, héritiers de feu le commandant Massoud, qui ont

pris Kaboul grâce aux bombes américaines, se seraient bien passés de la venue de cet ex-roi dont les Pachtounes attendent qu'il leur rende un pouvoir perdu avec la chute des talibans. Le puissant ministre de la défense, Mohammed Fahim, a d'ailleurs choisi de se rendre à Paris plutôt que d'accueillir l'ex-souve-

rain. Premier intéressé au retour de Zaher Chah, le Pachtoune Hamid Karzaï a précisé, avant même le départ de Rome, les limites de la venue du roi. « C'est un Afghanistan nouveau, celui qui donne la bienvenue à tous ses fils, y compris l'ex-roi, une figure paternelle et symbole de l'unité de la nation », a-t-il relevé. Comme pour calmer les inquiétudes après les récentes déclarations de Zaher Chah, laissant entendre qu'il accepterait de remonter sur le trône « si le peuple le voulait ». Officiellement chargé par l'accord de Bonn d'ouvrir la Loya Jirga (Grand conseil) qui doit se réunir du 10 au 16 juin pour choisir un gouvernement de dix-huit mois et élire un chef de l'Etat, l'ex-roi pourrait avoir une influence non négligeable pour le choix des 1 051 élus de ce conseil.

Pour l'instant, les Pachtounes se sentent marginalisés face au poids

démessuré accordé par les circonstances aux Tadjiks, qui ont les trois ministères clés de la défense, de l'intérieur et des affaires étrangères. Ils attendent que le roi adoube, pour le renforcer, celui qui devait être leur représentant, Hamid Karzaï. S'il préside et s'il est le visage de l'Afghanistan nouveau, Hamid Karzaï ne gouverne en effet pas vraiment. Déjà quasiment circonscrit à Kaboul et ses environs, le pouvoir de son cabinet est restreint et, au sein de celui-ci, son autorité ne prime pas toujours. Marginalisés politiquement, les Pachtounes souffrent aussi du fait que la guerre sévit dans plusieurs de leurs provinces de peuplement, ce qui freine les efforts de développement et entretient les luttes entre des commandants qui se disputent la manne américaine distribuée pour lutter contre les talibans et Al-Qaïda. Enfin, le gouvernement affiche sa volonté de détruire le pavot à opium, cultivé en majorité dans les régions pachtounes.

Face à tant d'attentes, l'ex-roi risque de décevoir. Mais sa seule présence modifie l'équilibre au sein d'une administration dont tous les membres cherchent à perpétuer leur pouvoir à moins de deux mois de la Loya Jirga. Alors que la situation se tend dans la perspective de cette réunion, dont chacun attend qu'elle dessine un pouvoir plus équilibré, le retour de Zaher Chah pourrait être, contrairement à l'objectif visé par la communauté internationale, un facteur de tension supplémentaire. Mais il est trop tôt pour savoir comment agira l'ex-roi, revenu au pays avec une vingtaine de membres de son entourage, dont trois de ses fils.

Françoise Chipaux

## Quatre Canadiens tués par un F-16 américain

Un bombardement opéré par un avion F-16 américain a tué, accidentellement, quatre soldats canadiens qui participaient à un exercice d'entraînement à environ 14 kilomètres au sud de Kandahar (sud de l'Afghanistan), a annoncé le ministre canadien de la défense, jeudi 18 avril. Huit soldats ont été blessés, dont deux grièvement.

« Le président Bush m'a téléphoné (...) pour offrir aux familles canadiennes les plus sincères condoléances du peuple américain », a déclaré le premier ministre canadien, Jean Chrétien. M. Bush a « promis l'entière coopération de son pays avec les autorités canadiennes qui seront chargées de mener une enquête exhaustive sur cet incident », a-t-il ajouté.

Le F-16 ne participait pas à l'exercice d'entraînement au cours duquel le groupe de soldats a été touché par une ou deux de ses bombes. Les victimes appartiennent au groupement tactique d'un bataillon d'infanterie déployé en Afghanistan depuis la fin du mois de janvier dans le cadre de la contribution militaire canadienne à la campagne contre le terrorisme.

## Un citoyen très protégé

La sécurité de l'ex-roi a fait l'objet d'intenses négociations. Malgré la volonté de l'administration intérimaire afghane d'assurer sa protection à Kaboul, les carabinieri italiens continueront pendant environ trois mois à protéger Zaher Chah. C'est George W. Bush lui-même qui a demandé cet engagement pour la sécurité de l'ancien souverain, a affirmé Silvio Berlusconi, à Rome. Les anges gardiens italiens seront épaulés par une quarantaine d'Afghans, entraînés par la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF). Choisis parmi les différentes ethnies, ces derniers ont été tous agréés par des proches de Zaher Chah. A l'extérieur de la villa, une force de police d'environ 600 hommes sera déployée. C'est le ministre afghan de l'intérieur qui est responsable de la sécurité de l'ancien souverain. Toutefois, l'ISAF est en partie chargée de la sécurité à Kaboul, notamment du quartier où va s'installer l'ex-roi.

## Zaher Chah, ou l'espoir insensé de ressusciter le passé

### KABOUL

de notre envoyée spéciale

Vingt-neuf ans, dans l'histoire d'un pays, c'est une génération. Mais, pour l'Afghanistan et ses millions de victimes, c'est une éternité de malheurs. C'est un pays différemment physiquement détruit et moralement traumatisé, que va redécouvrir l'ex-roi Zaher, après avoir passé ces vingt-neuf années d'exil dans le confort d'une demeure romaine. De ce roi qui a régné, sans réellement gouverner, quarante ans (1933-1973), les Afghans qui l'ont connu gardent un souvenir ému, et les autres, un espoir insensé dans sa capacité à ressusciter le passé.

Monté sur le trône à dix-neuf ans, le soir même de l'assassinat de son père, le roi Nadir, le 8 novembre 1933, Zaher Chah a, entre son éducation en France (les lycées Jansouven et de Saillay et Michelet, le Collège de Montpellier) et son long exil en Italie, passé la moitié de sa vie hors d'Afghanistan. Mais le souvenir de son règne pacifique, comparé aux années de guerre et de destruction qui ont suivi, balaye dans la conscience populaire le fait que ce roi n'a jamais été très intéressé

par le pouvoir et qu'il est resté bien absent quand son pays souffrait.

« J'attends ce moment depuis trente ans », confie le général Mohammed Zarif. Lieutenant sous Zaher Chah, il l'a servi pour développer l'un de ses passe-temps : la ferme modèle que le souverain avait fait construire à Karezmir (une heure de route au nord de Kaboul). « Il était le roi, mais toujours très gentil quand il nous parlait. Il détestait la rouge et nous disait : cela sent le sang », se rappelle le général Zarif.

### SOUVENIRS PERSONNELS

Toujours visibles, les ruines de Karezmir se dressent sur fond de sommets enneigés et les villageois y ont tous des souvenirs personnels du roi. « Il venait chaque vendredi et marchait beaucoup dans ses vergers. Il parlait avec tout le monde », raconte, enveloppée dans sa burqa, Moussafa, qui a perdu quatre fils durant les années de guerre.

« Depuis son départ, nous n'avons rien connu de bon. Avec Zaher Chah, la sécurité était bonne et, par-dessus tout, nous avions un système éducatif, avec des professeurs qualifiés », dit Mohammed Nabi, un ancien

employé de la Banque centrale. Comme la plupart de ses concitoyens, il veut un rôle pour l'ex-roi. « J'espère qu'il ne va pas être simplement un citoyen ordinaire. J'espère qu'il va nous servir de guide et, même s'il n'est pas nommé président, qu'il pourra conseiller celui-ci ».

Issu de la confédération tribale pachtoune des Durrani, Zaher Chah ne parle pas le pachtou. « Mais ses habitudes et ses mœurs sont pachtounes », assure un officier pachtoune qui veut garder l'anonymat. « Aujourd'hui, nous n'avons pas nos droits et il est temps que les gens pensent sérieusement à l'autorité des Pachtounes, majoritaires en Afghanistan », souligne-t-il. S'ils avaient le choix, nul doute que les Afghans désigneraient Zaher Chah comme leur président – ou encore comme leur roi. Et sans doute Mohammed Nabi résume-t-il le sentiment populaire en affirmant : « Seuls les gens qui veulent le bien de l'Afghanistan sont heureux du retour du roi. Ceux qui veulent des positions et du pouvoir au sein du gouvernement ne sont pas contents. »

F. C.

## Attentat de Djerba : la piste d'Al-Qaïda de plus en plus citée

LES RÉVÉLATIONS se succèdent à propos de l'explosion survenue le 11 avril devant la synagogue de la Ghrîba, sur l'île de Djerba, provoquant la mort de 15 personnes (10 Allemands, 3 Tunisiens, un Franco-Tunisien, et un Français) et faisant 20 blessés. Otto Schily, le ministre allemand de l'intérieur, a exclu, mercredi, qu'il puisse s'agir d'un accident, soulignant que les enquêteurs n'avaient recueilli « aucun élément en ce sens ».

De source gouvernementale allemande, on apprend que le président Ben Ali avait lui-même parlé d'un attentat, en recevant l'ambassadeur d'Allemagne à Tunis quelques heures après le drame, et l'on s'étonne, dans ces conditions, que les autorités tunisiennes aient tenté de faire circuler aussi longtemps « la fable de l'accident ».

A Berlin et à Paris, on confirme que le nom du kamikaze, aux commandes du camion citerne de gaz à l'origine de la tragédie, Nizar Ben Mohammed Nasr Nawar, est le même que celui qui était cité dans la revendication d'un groupe se présentant comme proche du réseau d'Oussama Ben Laden, Al-Qaïda. Ceci prouve, souligne-t-on, que les auteurs de la lettre connaissaient le chauffeur du camion.

Mardi, deux journaux d'expression arabe basés à Londres, *Al-Hayat*, et *Al-Qods-al-Arabi*, avaient diffusé un communiqué affirmant que l'explosion de la synagogue était un attentat-suicide perpétré par un ressortissant tunisien, en signe de soutien aux Palestiniens. « La question est maintenant de savoir s'il s'agit d'un auteur ayant agi seul ou d'un groupe », a déclaré Otto Schily en conseil des ministres, indiquant qu'il se rendrait « dans les tout prochains jours » en Tunisie, sans doute dès ce week-end.

### DEUXIÈME SUSPECT

Un deuxième suspect a par ailleurs été entendu en Allemagne dans le cadre de l'enquête en cours. Lundi, un homme soupçonné d'avoir été en contact avec « l'auteur présumé de l'attentat », selon le parquet fédéral de Karlsruhe, avait été interpellé, puis relâché, faute d'indices probants. Cet homme, identifié comme Michael Christian G., habitant Mülheim, près de Duisbourg, dans la Ruhr, a cependant bien reçu un coup de téléphone de Nizar Ben Mohamed Nasr Nawar, quelques instants avant l'attentat. Agé de 34 ans, converti à l'islam, Michael Christian G. était depuis longtemps surveillé par la police allemande en raison de ses fréquentations des milieux intégristes. Dans son édition du 18 avril, la *Süddeutsche Zeitung* publie l'essentiel de la conversation téléphonique tenue entre G. et Nizar.

D'après le journal, qui affirme détenir le verbatim de l'écoute, l'entretien a eu lieu le 11 avril, quelques minutes avant 7 heures, c'est-à-dire une heure trente avant l'explosion. Le Tunisien a dit à son correspondant allemand qu'il ne lui manquait que le « commandement » pour agir et lui a demandé de prier pour lui. Tous ces éléments accroissent, aux yeux des enquêteurs, la probabilité d'une organisation qui serait derrière l'attentat, et les soupçons se portent en premier lieu vers Al-Qaïda.

De son côté, la section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert, mercredi, une enquête préliminaire afin de vérifier s'il existait une relation entre l'explosion de Djerba, et d'éventuels réseaux liés à la mouvance islamiste radicale en France.

L'enquête a été confiée conjointement aux policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST) et de la Division nationale antiterroriste (DNAT). Les policiers vont tenter de vérifier si Nizar a séjourné en France ou non. Ils disposent désormais d'un cadre procédural pour interroger sa famille, installée à Saint-Priest, une commune de l'agglomération lyonnaise.

Florence Beaugé et Georges Marion (à Berlin)

## Encore la vidéo inédite de Ben Laden

Après la chaîne Al-Jazira (basée au Qatar), mardi, sa concurrente, la chaîne de télévision satellitaire saoudienne Middle East Broadcasting Center (MBC) a diffusé à son tour, mercredi 18 avril, des extraits d'un enregistrement vidéo inédit, présenté comme daté de décembre 2001, d'Oussama Ben Laden qui s'y félicite des attentats du 11 septembre.

« Les pertes de Wall Street ont atteint 16 % et [les Américains] ont dit que c'était un record depuis l'ouverture du marché il y a plus de 230 ans », y déclare le chef du réseau Al-Qaïda. « Selon des études et des analyses américaines, 70 % des Américains souffrent jusqu'à ce jour de dépression et de troubles psychologiques après les événements des deux tours et du ministère de la défense (Pentagone) », dit-il encore. Les pertes s'élèvent « au moins à mille milliards de dollars, grâce à Dieu et grâce à ces coups réussis et bénis. Nous prions Dieu d'accepter les frères martyrs dans son paradis ». Dans le même enregistrement, un porte-parole du réseau terroriste Al-Qaïda revendique explicitement les attentats du 11 septembre. — (AFP.)

## Des armements aux couleurs de l'ancien souverain reprennent du service

AVANT MÊME le retour de l'ex-roi Zaher à Kaboul, l'armée afghane a pris possession d'une partie de l'arsenal acquis dans les années 1970 et dispersé, depuis, hors du pays en raison des événements. L'hebdomadaire aéronautique spécialisé *Air et Cosmos* apporte, sous la signature de son envoyé spécial, Bernard Bombeau, et photographies à l'appui, des précisions troublantes, authentifiées après-coup par les services de renseignement.

Ainsi un avion de combat Mig-21MF, aux cocardes de l'ancienne royauté afghane, s'est-il récemment posé à Kaboul, au grand effarement de la tour de contrôle de l'aéroport, prévenue au dernier moment. Depuis 1955, l'URSS avait fourni une importante aide militaire à l'Afghanistan. Au total, on a dénombré jusqu'à 65 Mig 21MF répartis en quatre escadrons. L'appareil qui a atterri à Kaboul venait de Kulai Mor, au Turkménistan, et fait partie d'un groupe de six ou sept autres du même type, encore en état de vol, « disséminés dans des anciennes Républiques de l'ex-Union soviétique et entretenus par des partisans de Zaher Chah », selon M. Bombeau. Le Mig 21MF est parqué sous la garde des forces fidèles à Hamid Karzaï, dans un hangar

endommagé par les raids aériens américains, non loin de quelque 70 épaves d'avions répertoriées. Les soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) ne sont pas pressés de le voir être ravitaillé en carburant. Ainsi cloué au sol, le Mig 21MF n'est pas armé, mais il dispose d'un réservoir supplémentaire extérieur.

Dans la même enquête d'*Air et Cosmos*, illustrée par une photographie prise au déboté, il est indiqué que la Central Intelligence Agency (CIA) exploite deux hélicoptères russes de combat Mi-17, pour ses missions de renseignement au profit des Etats-Unis, au-dessus de l'Afghanistan.

### DES HÉLICOPTÈRES RUSSES POUR LA CIA

On savait déjà que la CIA avait joué un rôle important, avant même la grande offensive contre les talibans, en étant l'un des intermédiaires grâce auxquels passaient, par la Russie, les fournitures destinées aux combattants de l'Alliance du Nord – chars T-55, véhicules, pièces d'artillerie et munitions – moyennant une contrepartie en dollars. Mais on ignorait que la CIA, dans un coin caché et étroitement surveillé de l'aéroport de Bagram, avait déployé deux hélicoptères

Mi-17 Hip-H russes. Hors une discrète immatriculation noire fondue dans le camouflage, rien ne permet de les identifier. Ils ne figurent sur aucun registre des forces aériennes.

Les Mi-17 de la CIA sont bourrés d'électronique et, principalement, de « capteurs » qui leur permettent de collecter, jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des informations de toutes origines. Le choix de la CIA s'est porté sur cet hélicoptère parce qu'il est capable d'opérer à haute altitude – à plus de 4 000 mètres – et d'emporter une lourde charge militaire (il peut, par exemple, acheminer un commando d'une vingtaine d'hommes). Ses pales et son pare-brise sont chauffés électriquement, de sorte qu'il s'affranchit du relief montagneux et de la dureté du climat en Afghanistan. Les deux « machines » ont sans doute été récupérées parmi les 45 Mi-17 que les armées afghanes ont détenu à l'époque.

Si la CIA exploite ces « machines », la présence d'Afghans, dans ce coin retiré de la base, illustre la thèse comme quoi l'agence américaine forme le personnel de services de renseignement proches de Hamid Karzaï.

Jacques Isnard

MÉDAILLE D'OR 2001  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
**VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDÉS

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans  
Et une gamme spéciale de literie pour dos sensibles.

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/17**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

## Devant le TPIY, un officier britannique fait état d'un plan serbe pour éliminer les Albanais du Kosovo

Le témoignage d'un ancien membre de la mission de vérification (KVM) déployée au Kosovo entre la fin 1998 et mars 1999 a mis en difficulté Slobodan Milosevic



LE PROCÈS  
DE SLOBODAN  
MILOSEVIC

LA HAYE

de notre envoyé spécial

Entre deux regards méprisants posés sur les officiers britanniques appelés comme témoins, mercredi 17 avril, dans le prétoire du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye, Slobodan Milosevic a parfois failli s'assoupir. L'ancien président yougoslave baïllait ostensiblement pendant la longue énumération des armements utilisés par l'armée yougoslave et la police serbe, et que ces deux officiers de haut rang étaient chargés de surveiller en tant qu'observateurs internationaux, membres de la Mission de vérification (KVM) déployée au Kosovo de la fin 1998 à

### Belgrade lance un ultimatum à 23 accusés

Le gouvernement yougoslave a rendu public, mercredi, une liste de 23 personnes recherchées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) en leur donnant trois jours pour se livrer. Soumises aux pressions des Etats-Unis, qui subordonnent le versement d'une importante aide financière à la coopération de Belgrade avec le TPIY, les autorités précisent que, passé ce délai, elles engageront toutes les procédures judiciaires conduisant à l'arrestation des suspects. Le Parlement a adopté une loi autorisant le gouvernement à livrer au TPIY les inculpés.

La liste des 23 comprend l'ancien dirigeant des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et le chef militaire Ratko Mladic. Deux des autres inculpés - l'ancien vice-premier ministre Nikola Sainovic et l'ancien chef d'état-major Dragoljub Ojdanic - seraient disposés à se rendre.

mars 1999. Slobodan Milosevic avait l'air renfrogné, jusqu'à ce que le colonel Richard Ciaglinski, ancien officier de liaison de la KVM avec les représentants serbes, le sorte de sa léthargie en lui assénant un coup qu'il n'avait pas vu venir.

« C'était à la fin d'une des réunions quotidiennes du comité de coordination réunissant des représentants serbes et de la KVM. L'un des participants a déroulé sous mes yeux une carte du Kosovo pour m'expliquer, sans préambule, comment éliminer l'UCK [la rébellion albanaise au Kosovo] et les Albanais », raconte le colonel britannique. Le nom de ce représentant serbe est couvert par un bref huis-clos à l'énoncé de son identité. Puis le colonel britannique reproduit les gestes de son interlocuteur en février 1999, traçant au surligneur, sur une carte de la province, une grande ligne en « S » descendant de Guicidrn (au nord de Pristina) jusqu'à Kacanik (proche de la frontière macédonienne) pour remonter jusqu'à Pec, dans l'ouest du Kosovo (proche de la frontière avec le Monténégro et l'Albanie).

#### ENTRE DEUX ATTITUDES

« Il s'agissait de prendre [les combattants de] l'UCK en tenailles, de les pousser à partir de Vuchitrin, à quitter leur montagne et à les diriger contre leur gré sur des positions stratégiques tenues par un grand nombre de policiers et de militaires serbes. Ce responsable m'a expliqué que cela devait conduire à l'élimination permanente et totale de l'UCK, et il a ajouté : quand nous en aurons fini avec l'UCK, nous éliminerons à jamais les Albanais du Kosovo et nous épargnerons ainsi à l'OTAN des problèmes à venir avec eux », rapporte le colonel Ciaglinski. Puis, se tournant vers l'accusé, l'officier britannique poursuit : « J'ai eu le sentiment que cet homme [le représentant serbe] n'exprimait pas son opinion personnelle, mais celle des autorités yougoslaves. » Slobodan Milosevic

joue alors la surprise. « Si cette carte existe, c'est une honte pour l'armée yougoslave », dit-il au juge avant de demander que ce responsable serbe vienne à la barre confirmer ses propos de l'époque.

Avant de porter son coup, le colonel Ciaglinski s'était attardé sur les obstacles dressés par les autorités serbes à l'encontre de la Mission de vérification. Le colonel se rappelle que « la situation s'est encore aggravée à l'approche des bombardements [de l'OTAN, à partir du 24 mars 1999]. Alors que les Serbes s'étaient engagés à retirer les troupes envoyées au Kosovo, ils ont, en fait, doublé leur nombre et les ont mieux équipées. (...) Nous sentions que quelque chose se préparait à l'approche du printemps ». Quelques jours avant les bombardements de l'OTAN, la KVM pliait bagage sans avoir pu accomplir sa mission.

Face à la déposition du colonel et à celle de son supérieur hiérarchique à la KVM, le général britannique Karol Drewienkiewicz, tendant à démontrer « un usage excessif de la force par les Serbes », « les bombardements aveugles de populations civiles et les ratissages non ciblés », M. Milosevic a oscillé entre deux

attitudes. D'une part, il a cherché à démentir que Belgrade eût systématiquement entravé le travail de la KVM. D'autre part, il a distillé l'idée que l'on ne pouvait pas faire confiance à une mission internationale théoriquement civile mais truffée de militaires d'active ou à la retraite.

La semaine précédente, le général Drewienkiewicz avait en effet expliqué que les Etats participant à la KVM avaient généreusement pioché dans leurs bataillons, parce qu'« un militaire peut partir en quelques heures, ce qui n'est pas le cas des civils, surtout pour des zones dangereuses ». Selon Slobodan Milosevic, une autre logique était à l'œuvre : « Avez-vous remarqué que les lieux que vous avez le plus visités pendant la durée de votre mission ont été les plus bombardés par l'OTAN ? », a-t-il demandé au colonel ; « N'êtes-vous pas un officier du renseignement ? » ; « Ne transmettiez-vous pas vos rapports à vos supérieurs en Grande-Bretagne ? » Autant de questions qui ont été ponctuées d'autant de dénégations de la part du témoin.

Christophe Châtelot

## L'armée américaine pourra désormais être mobilisée pour le maintien de l'ordre intérieur

Le Pentagone crée un nouveau commandement

LE PENTAGONE a créé un nouveau commandement, le Northern Command - qui sera effectif en octobre -, destiné à prendre, en soutien des autorités civiles, la responsabilité de la défense du territoire. George W. Bush confiera ce nouvel état-major au général Ralph Eberhart. C'est un changement radical du haut commandement américain, dans un pays où les forces armées, depuis 1878, après la guerre de Sécession, sont interdites d'activités relevant du maintien de l'ordre intérieur.

Cette réorganisation du dispositif militaire américain, selon Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, est censée « mieux convenir aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle ». Les attentats du 11 septembre 2001 ont montré, outre-Atlantique, que l'institution militaire n'avait pas été structurée pour protéger la nation de menaces émanant de l'intérieur même des Etats-Unis. Il existe bien une garde nationale, mais elle dépend d'abord des gouverneurs d'Etat. A terme, le Northern Command, dont les missions seront nationales, y compris dans les eaux territoriales le long des côtes de l'Atlantique et du Pacifi-

que, aura autorité sur les activités - actuellement dispersées - de plusieurs commandements existants, comme le North American Aerospace Defense Command, à Colorado Springs, ou le Joint Forces Command, à Norfolk (Virginie), dont il regroupera les fonctions. Comme les autres titulaires de grands commandements, il recevra ses ordres de la Maison Blanche par l'intermédiaire du Pentagone. Le Northern Command prend à son compte la défense militaire du territoire national et sa sécurité dans l'hypothèse d'une agression terroriste ou par le biais d'armements de destruction massive contre des installations « sensibles » du pays.

Cet état-major, dont la création avait été annoncée par des fuites dans la presse (*Le Monde* des 22 décembre 2001 et 23 février 2002), doit travailler en liaison avec Thomas Ridge, nommé en octobre 2001 auprès de M. Bush pour occuper le poste de directeur de la sécurité du territoire. Cette dernière fonction civile, qui n'existait pas précédemment, avait été instaurée après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et à Washington.

## Le ministre italien du travail convoque une réunion, le 23 avril, avec les syndicats

ROME

de notre correspondante

Au lendemain de la grève générale en Italie, la Chambre des députés a confirmé, mercredi 17 avril, sa confiance au gouvernement, celui-ci ayant sollicitée sur un projet de loi incitant à la rentrée des capitaux de l'étranger et au passage au secteur légal pour les entreprises travaillant « au noir ». Ce vote, obtenu par 330 voix favorables, 237 contre et 1 abstention, avait pour objectif affiché d'accélérer le processus : le rapatriement de capitaux discrètement exportés bénéficie d'un délai supplémentaire, jusqu'au 15 mai, dans des conditions d'impunité, mise à part une taxe de 2,5 % qui, elle-même, peut faire l'objet de dispense. Les entreprises de l'économie souterraine peuvent choisir l'accès au grand jour jusqu'au 30 novembre prochain. Pour ce faire, elles bénéficient de conditions d'exception : au-dessus de quinze salariés, elles sont dispensées pour trois ans d'appliquer les règles syndicales, et leurs travailleurs s'engagent à ne pas revendiquer pendant cette période. Le passage accéléré de ces mesures est « un cadeau au patronat » aux yeux de l'opposition.

Le ministre du travail, Roberto Maroni (Ligue du Nord) a annoncé qu'il convoquait, pour le mardi 23 avril, les trois principales confédérations, la CGIL, la CSIL et l'UIL, pour discuter du « Plan national pour l'emploi ». Mais les syndicats maintiennent leur condition : que le gouvernement de Silvio Berlusconi retire d'abord le projet de réforme de l'article 18 du code du travail visant à priver un licencié pour motif abusif du droit à être automatiquement réintégré. Ils entendent maintenir leur pression par des arrêts de travail tournants ou d'autres initiatives. Cela pourrait confirmer l'impasse, peut-être même jusqu'au 26 mai, jour des

élections locales. L'issue de ce vote sera un test pour tous, y compris pour le gouvernement : son orientation ultra-libérale est mal vécue par une partie croissante de l'électorat populaire. Dans la journée du 17 avril, le ministre du travail aurait tenté de joindre séparément les dirigeants de la CSIL et de l'UIL, plus centristes que la CGIL, mais les intéressés ont démenti toute volonté de traiter en ordre dispersé et l'atmosphère ne paraît guère propice à la reprise de ce dialogue souhaitée par le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi.

#### M. RAU À MARZABOTTO

Ce dernier a participé, mercredi 17 avril, à une cérémonie voulant transcender les querelles nationales : un hommage aux 955 victimes du massacre de Marzabotto, près de Bologne (centre), assassinées par les SS le 29 septembre 1944. Il y recevait son homologue allemand, Johannes Rau, venu « demander pardon » au nom de son pays. Devant l'immense mémorial qui évoque le sort commun de cette cité et des villes avec lesquelles elle est jumelée - Oradour-sur-Glane, Lidice (république tchèque), Guernica, Cefalonia en Grèce et Kragujevac (Serbie), Johannes Rau a avoué éprouver « douleur et honte » et n'a pas retenu ses larmes à l'évocation de « ce jour où des assassins en uniforme noir arrivèrent ici comme des hyènes pour effacer toute trace de vie humaine ». La majorité des victimes étaient des femmes, des enfants et des vieillards. « Plus jamais de haine ni de sang entre les peuples d'Europe. Employons-nous à faire régner entre nous la fraternité », a ajouté le président Rau. En Italie, le geste est célébré avec une très forte émotion, certains commentateurs le comparant à celui du chancelier Kohl à Auschwitz.

Danielle Rouard

PATEK PHILIPPE  
GENEVE

Quelles heures choisissez-vous d'être dans vos prochaines 24 heures ?

Twenty-1  
by Patek Philippe

Pour information Patek Philippe : 13 Place Vendôme, 75001 Paris. Tél. (01) 42 44 17 77 - www.patek.com

# L'OCDE table sur une croissance mondiale de 2,8 % pour l'année 2002

Le sursaut de l'activité est particulièrement sensible outre-Atlantique

## WASHINGTON

de notre envoyée spéciale

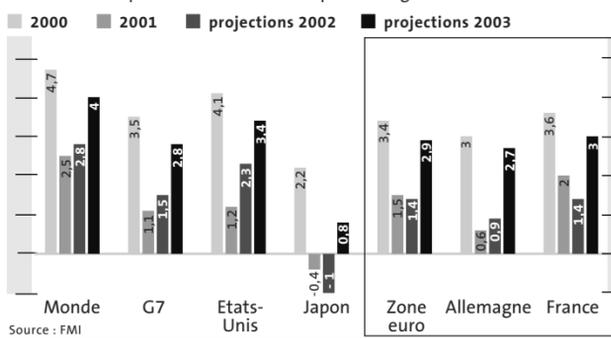
Dans son rapport semi-annuel sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI révisé à la hausse, à 2,8 %, ses prévisions pour 2002. La reprise aux Etats-Unis (2,3 %) et en Europe (1,4 %) se confirme. Mais la solidité et la durée de la reprise dépendent de l'évolution de la situation au Proche-Orient et des prix du pétrole.

Merci aux Etats-Unis. Une fois de plus, la première économie du monde a fait ce qu'il fallait pour sortir de l'ornière. C'est en tous cas l'analyse du directeur général du Fonds monétaire international, qui a rendu mercredi un hommage appuyé à son premier actionnaire. S'exprimant devant le National Press Club à Washington, la veille de la publication du rapport semi-annuel des perspectives économiques mondiales du FMI, Horst Kohler a avoué avoir à l'automne pêché par pessimisme. « Il est clair désormais que les attentats du 11 septembre n'ont pas handicapé l'économie mondiale très longtemps » a-t-il affirmé, mettant cette reprise précoce au crédit des Etats-Unis « qui ont pris les décisions courageuses de baisser leur taux d'intérêt et de réduire les impôts ». En novembre, lors de la réunion du comité monétaire et financier du FMI, il s'était accroché avec le secrétaire américain au Trésor, Paul O'Neill qui lui reprochait de trop noircir le tableau.

Pour les experts du FMI, il existe désormais de plus en plus de signes qui témoignent que le ralentissement global, qui a débuté mi-2000,

## LA REPRISE AUX ETATS-UNIS ET EN EUROPE SE CONFIRME

Evolution de la production mondiale en pourcentage



est derrière nous. Les indicateurs sont favorable : la confiance des ménages et des entreprises s'est renforcée ; la productivité industrielle – y compris dans le secteur de la technologie de l'information – décolle.

### MOTEUR ÉCONOMIQUE

Ce sursaut de l'activité est particulièrement visible outre-atlantique. Avec 2,3 % de croissance en 2002 (en hausse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions) les Etats-Unis redeviennent indubitablement le moteur économique de la planète. « Avec une activité qui devrait accélérer de façon significative au premier semestre, la récente récession aura donc été la plus douce que les Etats-Unis ont connue », estiment les experts du FMI.

Une douceur toute relative. L'économie américaine est tout de

même passée brutalement de 4,1 % en 2000 à 1,2 % en 2001, provoquant un ralentissement qui n'a épargné aucune région du monde. La question est donc de savoir si la reprise sera à son tour synchronisée. Ce devrait être le cas pour l'Europe. « La rapidité et l'ampleur du ralentissement, comme le degré de synchronisation avec les Etats-Unis a pris la plupart des prévisionnistes et des responsables économiques par surprise ». L'inverse pourrait être vrai. Malgré une activité et une demande qui restent faibles dans la zone euro, les signes de reprise commencent à apparaître, estime le rapport. La croissance devrait ainsi se raffermir au premier semestre 2002, dans le sillage des Etats-Unis, grâce au récent assouplissement de la politique monétaire, un environnement extérieur plus vigoureux et la précédente baisse des prix du pétrole.

le. Le FMI révisé pourtant légèrement à la baisse des prévisions pour la zone euro en 2002 (1,4 % contre 1,5 % en décembre). Avec 0,9 %, l'Allemagne fait office de lanterne rouge. Cette relative vigueur pourrait malgré tout être compromise notamment par une reprise moins forte que prévue en Allemagne compte tenu de sa taille et de ses liens avec les autres pays de la zone euro ; une nouvelle flambée du prix du brut et les faiblesses structurelles notamment dans le marché du travail. Il s'agit d'un des sujets favoris du FMI qui critique régulièrement le manque de flexibilité européenne. Dans ce domaine pourtant, la France se voit décerner un satisfecit inattendu sur les 35 heures. Sans les nommer, le FMI reconnaît les progrès réalisés pour encourager le temps partiel. Il tempère aussitôt son enthousiasme en pointant les insuffisances françaises (et allemandes) sur les incitations faites aux chômeurs pour retrouver du travail. Enfin, les experts estiment qu'en France « les réformes ont été suspendues et devraient être une priorité pour le nouveau gouvernement issu des prochaines élections ».

Selon le FMI, il faudra attendre 2003 pour que l'économie mondiale retrouve un régime de croissance soutenu. A part le Japon qui ne passerait toujours pas la barre des 1 %, les grandes économies retrouveront alors des rythmes frôlant les 3 %... sauf si le pétrole et les événements au Proche-Orient viennent gâcher cet optimisme retrouvé.

Babette Stern

## L'OCDE épingle sept paradis fiscaux

WASHINGTON. Andorre, le Lichtenstein, le Liberia, Monaco, les Iles Marshall, Nauru et Vanuatu ont été à nouveau épinglés jeudi, pour la deuxième fois, comme des paradis fiscaux refusant de coopérer avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans la lutte contre l'évasion fiscale. Publiée en juin 2000, la liste noire de l'OCDE comprenait 35 paradis fiscaux. 28 d'entre eux se sont engagés à coopérer, c'est-à-dire notamment à mettre en place un échange effectif de renseignements en matière fiscale avec les pays de l'OCDE d'ici à fin 2005. Les sept territoires récalcitrants s'exposent à partir d'avril 2003 à des sanctions qui peuvent aller jusqu'à l'imposition de taxes sur les transferts d'argent de manière à décourager les échanges financiers. L'OCDE précise qu'il ne s'agira en aucun cas de blocus économique à l'égard de ces paradis fiscaux mais de mesures essentiellement fiscales. Les pays de l'OCDE se sont eux-mêmes engagés à abandonner les pratiques fiscales dommageables d'ici fin avril 2003, à l'exception de la Suisse et du Luxembourg. – (Corresp.)

## Pays-Bas : démission du chef de l'armée de terre

LA HAYE. Le chef

de l'armée de terre néerlandaise, le général Van Baal, a annoncé, mercredi 17 avril, sa démission. Soumis à de fortes de pression suite à la démission, mardi, du gouvernement dirigé par Wim Kok, le général était dans une position intenable. Le rapport officiel sur le massacre de Srebrenica, une poche de casques bleus néerlandais étaient censés protéger, avait conclu que l'état-major de l'armée n'avait pas transmis au ministre de la défense toutes les informations qu'il détenait. Les principaux partis politiques néerlandais plaident pour une réforme en profondeur de l'état-major. En fonction depuis l'an dernier, le général avait, dans un premier temps, indiqué qu'il ne quitterait pas son poste. (Corresp.)



CEES ZORN/AP

## La tension au Venezuela inquiète l'OEA

La nouvelle charte démocratique de l'Organisation des Etats américains a été mise à l'épreuve

### CARACAS

de notre envoyée spéciale

« Les esprits sont encore survoltés et cela est inquiétant » : tel est le diagnostic effectué mercredi par le secrétaire général de l'Organisation des Etats Américains (OEA), le Colombien Cesar Gaviria. Il se trouvait en mission pour 48 heures à Caracas afin d'évaluer les circonstances du coup d'Etat manqué contre Hugo Chavez. S'il était besoin de lui donner raison, un député antichaviste du parti Action démocratique a publiquement estimé que « M. Chavez n'est pas le président légitime du Venezuela ».

M. Gaviria s'est dit inquiet de l'extrême polarisation de la scène politique : « Le dialogue, le bon sens et le respect de l'autre doivent s'imposer. Le désaccord est normal dans une démocratie mais un minimum de confiance est nécessaire à la gouvernabilité. » Il est urgent, selon lui, que les forces armées se retirent du débat politique auquel tous les secteurs d'opinion les ont incitées à prendre part : « C'est aux politiques de faire savoir que l'opinion des militaires ne les intéresse pas. » M. Gaviria considère par ailleurs que les médias sont au centre de la crise : « A tort ou à raison, les journalistes

se sentent menacés et c'est inacceptable. Une démocratie se doit de laisser travailler les médias, quel que soit le produit ou la qualité de leur travail. »

Enfin, s'exprimant au nom des 34 pays membres de l'OEA – dont les Etats Unis – M. Gaviria a été catégorique : Hugo Chavez est le président constitutionnel du Venezuela et l'opposition se doit de respecter coûte que coûte la légalité institutionnelle. Faute de quoi, elle serait mise au ban de la communauté internationale, conformément à la récente charte démocratique adoptée en septembre dernier en présence de Colin Powell.

### POLITIQUE AMBIGUË

Les ambiguïtés de la politique américaine ne facilitent pas la tâche de l'OEA. Le lendemain de la destitution du chef de l'Etat vénézuélien, la satisfaction à peine dissimulée des Etats-Unis et leur empressé-

ment à se réunir avec le gouvernement provisoire ne sont pas passés inaperçus. La fermeté de certains pays latino-américains n'en a été que plus remarquée : le chef d'Etat mexicain, Vicente Fox, a ainsi manifesté son intention de ne pas reconnaître le gouvernement provisoire. En revanche, la Colombie s'est alignée sur les Etats-Unis, ce qui n'est pas de nature à détendre les relations compliquées qu'elle entretient avec son voisin, deuxième partenaire commercial. Beaucoup à Bogota soupçonnent le gouvernement d'Hugo Chavez d'une certaine bienveillance envers les guérillas locales, voire de complicité active.

Au terme d'une réunion de douze heures à huis clos et alors qu'à Caracas la situation était en train de tourner à l'avantage de M. Chavez, les Etats-Unis ont finalement souscrit à la résolution de l'OEA « condamnant l'altération de l'ordre constitutionnel au Venezuela ». Elle leur

a permis de sauver la face. Cela dit, Washington, qui tient Chavez pour responsable des événements, se refuse toujours à qualifier sa brève destitution comme un coup d'Etat. M. Gaviria a prudemment refusé de se prononcer sur le sujet : « Ce n'est pas mon rôle. C'est un débat intéressant des Etats-Unis. »

La toute jeune charte démocratique de l'OEA trouve dans la crise vénézuélienne son baptême du feu. La résolution adoptée et les propos très fermes tenus par Cesar Gaviria ont confirmé la détermination de l'OEA en matière de défense de la légalité constitutionnelle, d'autant plus remarquable étant donné les réticences américaines. Mais la charte démocratique doit désormais faire ses preuves pour contraindre les Vénézuéliens – Hugo Chavez en tête – à retrouver le chemin d'une véritable démocratie.

Marie Delcas

## Washington et la « démocratie à la carte »

La Maison Blanche avait salué avec précipitation le coup d'Etat à Caracas

### WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush a-t-elle encouragé la tentative de renversement du président vénézuélien, Hugo Chavez, le 12 avril ? L'a-t-elle approuvée ? Ce qui est sûr, c'est qu'elle ne l'a pas condamnée et qu'elle se trouve dans une situation embarrassante. Les Etats-Unis sont pris en flagrant délit de non-respect de la démocratie. Un ancien dirigeant mexicain déclare anonymement, dans le *Washington Post* du 16 avril, que l'administration Bush, « c'est le multilatéralisme à la carte et la démocratie à la carte ».

Dans le *New York Times* du 17 avril, un diplomate anonyme assure que Otto Reich, l'adjoint au secrétaire d'Etat pour les Amériques, nommé il y a trois mois par le président George W. Bush, a tenté, dans l'après-midi du 12 avril, de dissuader les putschistes de dissoudre le Congrès.

Mardi, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, expliquait que lorsqu'il avait imputé la responsabilité de la crise au président vénézuélien et souligné que ce dernier avait donné sa démission, c'était avant que la dissolu-

tion du Congrès et de la Cour suprême par les auteurs du coup d'Etat. Au même moment, les chefs d'Etat du Mexique, du Costa Rica, d'Argentine, du Paraguay s'élevaient, eux, contre le renversement d'un président démocratiquement élu.

### VISITES ET MESSAGES

L'équipe de M. Bush ne parvient pas à convaincre qu'elle ignorait les projets des adversaires de M. Chavez. Mercredi matin, un collaborateur du président, s'exprimant *off the record*, assurait que l'administration n'était pas informée précisément qu'un coup d'Etat était en préparation. Les diplomates admettaient pourtant, ces derniers jours, qu'ils avaient reçu des visites et des messages des anti-Chavez, y compris de Pedro Carmona, l'éphémère président. Vu l'hostilité existant entre Chavez et les Etats-Unis, les opposants voulaient savoir comment serait accueillie, à Washington, une initiative de leur part. Les mêmes diplomates assuraient avoir condamné toute démarche « extra-constitutionnelle ».

Cependant, les entretiens téléphoniques de M. Reich, dans l'après-midi du 12 avril, prouvent

que le contact était maintenu avec les putschistes. Le même jour, selon le *Washington Post*, M. Reich s'adressait aux ambassadeurs d'Amérique latine pour leur dire que les Etats-Unis n'approuvaient pas ce qui s'était passé à Caracas, mais que M. Chavez l'avait bien cherché. Le lendemain, au cours de la réunion de l'Organisation des Etats américains (OEA), dont le siège est à Washington, le représentant des Etats-Unis reprochait aux pays qui proposaient de condamner le coup d'Etat de s'émouvoir davantage de cette violation de la démocratie que de celles dont M. Chavez s'était rendu coupable, selon lui, depuis deux ans.

Ce n'est que dans l'après-midi de dimanche – le président destitué ayant été ramené au pouvoir – qu'un communiqué de la Maison Blanche a approuvé l'envoi d'une mission d'enquête de l'OEA. L'attitude de Washington est si suspecte, aux yeux des partisans de M. Chavez, que le département d'Etat a invité les fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Caracas, dont la présence n'est pas indispensable, à quitter le pays.

Patrick Jarreau

## Une commission électorale de contrôle en Algérie

ALGER. Le président Bouteflika a annoncé mercredi 17 avril la mise en place d'une commission politique nationale de surveillance des élections législatives du 30 mai prochain, chargée de veiller à l'équité du scrutin. Aucun représentant du gouvernement ne siégera au sein de cette instance, composée exclusivement de membres de l'opposition et de personnalités indépendantes, a-t-on précisé de source officielle. « En tant que garant de la constitution, je tiens à réunir toutes les conditions nécessaires pour un déroulement régulier et honnête du scrutin », a déclaré M. Bouteflika.

Le doute sur un éventuel report de ces élections est donc à présent levé. Les autorités restent déterminées à procéder au renouvellement de l'Assemblée nationale à la date fixée, malgré le boycottage annoncé de la Kabylie et des deux partis qui y sont fortement implantés, le Front des forces socialistes (FFS) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD). – (AFP, Reuters.)

### DÉPÊCHES

■ **MADAGASCAR** : les deux protagonistes de la crise ouverte depuis l'élection présidentielle à Madagascar, les présidents sortant Didier Ratsiraka et autoproclamé Marc Ravalomanana, « se sont embrassés lorsqu'ils se sont vus » mercredi 17 avril à Dakar, selon un responsable sénégalais. Les deux rivaux malgaches, qui ne s'étaient pas rencontrés depuis le 13 février, devaient poursuivre leurs négociations jeudi qui se tiennent dans un grand hôtel de Dakar sous l'égide de l'Organisation des Etats africains (OUA). – (AFP.)

■ **ÉTATS-UNIS** : une plainte en nom collectif a été déposée mercredi 17 avril devant un tribunal fédéral de New York, accusant notamment le ministre de la Justice John Ashcroft d'avoir emprisonné de nombreux musulmans « dans des conditions excessivement dures » après les attentats du 11 septembre. Parmi les plaignants figure un Français d'origine pakistanaise, Asif-Ur-Rehman Saffi, qui a reçu un avis d'expulsion, mais n'en a pas moins été maintenu en détention pendant trois mois supplémentaires. – (AFP.)

■ **TCHÉCHÉNIE** : un attentat contre des policiers tchéchènes prorusse à fait 16 morts jeudi 18 avril à Grozny, a annoncé l'agence Itar-Tass, citant des sources policières. Une mine a sauté au passage d'un véhicule qui transportait dix policiers. D'autres collègues qui se trouvaient à bord d'un véhicule venu leur porter secours ont également été tués par l'explosion d'un autre engin, selon les mêmes sources. L'engin avait été posé près du bâtiment du ministère de l'Intérieur en Tchétchénie. C'est l'un des plus lourds bilans ces derniers mois de la guerre des mines que livrent les indépendantistes tchéchènes à l'armée russe et aux forces de l'ordre tchéchènes prorusse. – (AFP.)

## Des immigrés clandestins se noient en mer Egée

ATHÈNES. Les corps de deux immigrés ont été repêchés près de l'île de Naxos, dans les Cyclades, dans le centre de la mer Egée, après le naufrage d'un bateau-passeur turc mercredi 17 avril au nord de l'île, a indiqué le ministère grec de la Marine marchande. Le corps d'un homme a été repêché mercredi soir tandis que celui d'une femme a été retrouvé dans la nuit, a ajouté la même source. 31 personnes sont rescapées. Le groupe comprend 12 Indiens, 9 Kurdes, 6 Pakistanaï, 1 Irakien, tous des hommes, et les trois Turcs qui composaient l'équipage et qui ont été arrêtés. Le Bandirma, un bateau de pêche turc en bois long de 20 m, avait été signalé en détresse dans un appel téléphonique anonyme auprès de la cellule grecque de sauvetage, alors que des vents forts soufflaient dans la région. La Grèce est confrontée à un afflux incessant de clandestins à ses frontières, notamment maritimes, la plus souvent en provenance de Turquie, et a souvent mené ces dernières années des opérations de sauvetage de bateaux-passeurs se trouvant en détresse dans ses eaux. – (AFP.)

esec.edu/

ESEC

Diplôme homologué par l'État

images / cinéma / numérique / sons /

- Réalisateur cinéma
- Concepteur en numérique
- Producteur audiovisuel
- Monteur en numérique
- Créateur d'effets spéciaux

www.esec.edu/

01 43 42 43 22

21, rue de Cîteaux 75012 Paris  
enseignement supérieur libre

## L'Europe se dote d'un dispositif commun de lutte contre le harcèlement sexuel

La moitié des Européennes en ont déjà souffert

### BRUXELLES

de notre bureau européen

C'est avec le sourire, cette fois, que la commissaire Anna Diamantopoulou, en charge de l'emploi et des affaires sociales, a évoqué la question du harcèlement sexuel, mercredi 17 avril : elle a annoncé que le Parlement européen et le Conseil venaient d'adopter définitivement une loi européenne devant interdire cette discrimination fondée sur le sexe, à partir de juillet 2005.

Deux ans plus tôt, Mme Diamantopoulou avait pris un ton beaucoup plus grave pour confier qu'elle avait elle-même été victime de harcèlement, lorsqu'elle avait commencé à travailler : « Je n'avais pas pu réagir, faute de cadre législatif adéquat en Grèce, et j'avais dû quitter mon cabinet d'ingénieurs civils pour en chercher un autre », avait-elle déclaré, en annonçant qu'elle voulait une directive pour toute l'Union européenne.

A l'heure actuelle, seuls deux pays, la France et la Belgique, disposent d'un arsenal réprimant le harcèlement sur le lieu de travail. Or, Mme Diamantopoulou a rappelé que « 40 à 50 % des femmes en Europe ont reçu des avances sexuelles non désirées », et que « 80 % les ont subies, dans certains Etats » – les pays du sud de l'Europe étant particulièrement visés.

La commissaire s'est félicitée de ce que, « pour la première fois, le harcèlement sexuel trouve une définition », ce qui permettra de mieux évaluer le phénomène : il s'agit d'un « comportement non désiré, verbal, non verbal ou physique, à connotation sexuelle, qui tente de porter atteinte à la dignité d'une personne, en créant une situation intimidante, hostile, dégradante, humiliante ou offensante ». Cette définition ne fait pas référence à la notion d'autorité hiérarchique : le harceleur peut être un collègue ou un subordonné, et pas seulement un supérieur.

La nouvelle loi européenne impo-

se aux employeurs l'obligation d'empêcher le harcèlement. Sinon, ils peuvent être traduits en justice par la victime d'un harcèlement, et condamnés à lui payer de fortes indemnités. « C'est à l'employeur de prouver qu'il a fait le nécessaire pour empêcher le harcèlement, en interdisant par exemple qu'on affiche des photos pornographiques sur les murs, ou en mettant à la porte une personne accusée de harcèlement »,



« Pour la première fois, le harcèlement sexuel trouve une définition »

ANNA DIAMANTOPOULOU

indique Heidi Hautala, rapporteure (Verte) du texte au Parlement : « La charge de la preuve est inversée. »

Mme Diamantopoulou a affirmé qu'avec ce texte, l'Europe « disposera d'une législation adaptée aux évolutions de la société » : il révisait une directive de 1976, qui imposait l'égalité entre les sexes dans le monde du travail – elle a tardé à être transposée en France, parce qu'elle autorise le travail de nuit pour les femmes.

La nouvelle loi interdit toute discrimination sexuelle dans l'accès à une profession, sauf dans des cas limités « à la nature des activités professionnelles » : cette dérogation que le Parlement a tenté en vain de combattre, a été introduite à la demande de la Grande-Bretagne et de la Grèce. La Royal Air Force ne veut pas de femmes chez ses « co-cker-killer-pilots », ces 4 % de militaires qui doivent savoir piloter un avion, atterrir en catastrophe, manipuler des armes et... cuisiner sur tous les terrains. Quant à la Grèce, elle ne veut pas que des femmes puissent exercer la fonction de prêtre orthodoxe.

Rafaële Rivais

## La zone euro aux prises avec un dérapage des finances portugaises

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Promesses électorales et baisses d'impôts enterrées, hausse annoncée de la TVA, la droite portugaise a décidé, un mois après sa victoire aux élections législatives, d'administrer un remède de cheval au pays, en pleine déconfiture financière en dépit des aides nombreuses qu'il reçoit de l'Union européenne. Le pays est l'un des quatre bénéficiaires du fonds de cohésion, réservé aux pays aux plus bas revenus, qui a permis à l'Irlande son décollage économique.

En présentant son programme mercredi 17 avril devant le Parlement, le nouveau premier ministre, le centriste José Manuel Duaro Barroso, a accusé le gouvernement socialiste sortant d'être responsable d'un « désastre national », estimant que « si des mesures ne sont pas prises, le déficit atteindra 4,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002 ». Il a affirmé qu'il était obligé de reporter le « choc fiscal » qu'il avait promis pendant la campagne pour essayer de tenir l'objectif de parvenir à l'équilibre budgétaire en 2004, auquel seul des mesures correctrices.

« Nous attendons que le gouvernement portugais prenne les mesures nécessaires à la mise en œuvre des engagements pris le 12 février, d'avoir un déficit inférieur à 3 % en 2002 et des finances équilibrées en 2004 », souligne le porte-parole de M. Solbes.

Les ministres des finances de la zone euro devraient accepter ce répit de quelques semaines au nouveau gouvernement portugais, le temps qu'il rentre dans les dossiers. Le Portugal est ici protégé par son statut de « petit pays ». Reste à savoir si les grands pays que sont la France, l'Allemagne et l'Italie tiendront l'objectif du retour à l'équilibre en 2004, ce qu'ils rechignent à faire, si l'on en croit les déclarations de campagne du président Chirac ou les difficultés allemandes.

Arnaud Leparmentier

## Tony Blair décide d'augmenter les impôts pour moderniser le système de santé en Grande-Bretagne

Présentant le budget 2002-2003 aux Communes, le chancelier de l'échiquier, Gordon Brown, a annoncé une augmentation des prélèvements sociaux

### LONDRES

de notre correspondant

En politique, il est un temps pour tenir ses promesses, et un temps pour s'en délier. Après cinq ans au pouvoir, Tony Blair et son équipe ont choisi, pour la première fois, d'accentuer délibérément la pression fiscale, contrairement à l'un de leurs principaux engagements électoraux. Ils le font pour tenir une autre promesse, tout aussi importante : remettre sur pied les services publics, et d'abord, le plus précieux d'entre eux aux yeux des Britanniques, le système de santé, le National Health Service (NHS).

Pour la première fois depuis 1997, le chancelier de l'échiquier, Gordon Brown, a non seulement présenté aux Communes, mercredi 17 avril, un budget 2002-2003 assorti d'une hausse des impôts directs mais il a fermement revendiqué cette décision, politiquement courageuse, en la justifiant par la poursuite d'un objectif à long terme : « Faire du NHS le meilleur système d'assurance santé du monde. » Tony Blair et Gordon Brown avaient, depuis des mois, préparé l'opinion à ce revirement. « On ne peut pas avoir des écoles et des hôpitaux pouvant

soutenir la comparaison avec le reste du monde si l'on n'est pas prêt à payer pour cela », soulignait encore dimanche dernier le premier ministre, dans un entretien avec l'hebdomadaire *The Observer*.

En cinq ans de pouvoir néotravailleuse, la charge fiscale s'est, en réalité, alourdie, mais de manière furtive, pour l'essentiel aux dépens des entreprises. Cette fois, les choses sont claires : la hausse des impôts frappera – mais seulement à partir d'avril 2003 – les classes moyennes qui composent la « Middle England », l'Angleterre profonde. Elle prendra la forme d'une augmentation de 1 % des prélèvements sociaux, qui passeront de 10 % à 11 % – côté salarié – et de 11,8 % à 12,8 %, côté patronal.

Aux yeux du gouvernement, le jeu en vaut la chandelle : les dépenses de santé augmenteront en termes réels de 43 % en cinq ans, soit plus de deux fois plus vite qu'aujourd'hui. Leur part du PIB passera de 7,7 % à 9,4 % en 2007-2008. Cette forte hausse des dépenses de santé est la recommandation essentielle d'un rapport officiel commandité par Gordon Brown et publié mercredi quelques heures avant la pré-

sentation du budget. Ce rapport conseille de porter les dépenses de santé à 10,6 % dans vingt ans. La moyenne européenne était de 8 % en 1998, dernier chiffre connu. Selon ce même rapport, la Grande-Bretagne manquera de 25 000 médecins en 2022.

La pénurie de praticiens est l'un des nombreux maux du NHS qui, depuis sa création en 1948, assure

### Les hôpitaux sont vétustes et surpeuplés, l'informatique insuffisante

gratuitement les soins de tous les Britanniques. Les hôpitaux sont vétustes et surpeuplés, leur équipement informatique est insuffisant. Ils manquent de spécialistes et d'infirmières. Surtout, les malades doivent attendre, parfois plus d'un an, avant d'être opérés. En cas d'urgence, ils vont se faire soigner à l'étranger, notamment en France. Sur une liste de 21 pays européens, la Gran-

de-Bretagne est lanterne rouge en ce qui concerne le nombre de médecins et de lits d'hôpitaux réservés aux soins intensifs.

Ce budget a été bien accueilli par les milieux médicaux et les syndicats du secteur de la santé, un peu moins bien par la City, rétive à toute hausse des charges patronales, et franchement attaqué par l'opposition conservatrice, qui dénonce le retour du vieux Labour, celui qui ne songeait qu'à « imposer et dépenser ».

En fait, le New Labour n'a plus rien à voir avec l'ancien travaillisme. Le contexte a lui aussi changé du tout au tout. Gordon Brown a souligné avec fierté les performances économiques du royaume : une croissance soutenue (2,2 % en 2001, 2 à 2,5 % attendus cette année), un budget excédentaire malgré une hausse des dépenses publiques de 11 milliards de livres (18,3 milliards d'euros), une dette publique très allégée, un chômage au plus bas. Mais l'électeur risque d'oublier tous ces chiffres flatteurs si l'effort fiscal qu'on lui demande n'entraîne pas une amélioration rapide et durable du système de santé.

Jean-Pierre Langellier

PARTOUT DANS LE MONDE  
NOUS CHERCHONS À  
GAGNER VOTRE SOURIRE



Accor, c'est un regard toujours renouvelé sur l'hôtellerie. Avec 1700 hôtels partout dans le monde, de l'hôtellerie économique à l'hôtellerie de luxe, vous trouverez toujours la meilleure solution. Accor c'est aussi une nouvelle vision des services aux entreprises et aux collectivités pour favoriser le bien-être et la productivité de leurs collaborateurs. Accor, c'est enfin une ambition, gagner le sourire de nos clients.

ACCOR.COM

ACCOR

NOUS FABRIQUONS DU SOURIRE

STARS OF THE NIGHT

SOFITEL

NOVOTEL

Mercure

Surfhotel

ibis

ETAP

Förmanite

TRÉ TIMP WIS

6 Studio

Caralia

THALASSA

Caribini Wagonniti

ACCOR TOMY

FRANTOUR

LL&R

campagne Wagonniti

GEMEZ CRISTIN

ACCOR CASINOS

Ticket Restaurant

Childcare Vouchers

Clean Way

Ticket Service

INCENTIVE HOUSE

# FRANCE

## PRÉSIDENTIELLE

Comment **COMPRENDRE LES RÉSULTATS** au soir du premier tour ? Où se situe pour chacun des candidats la barre du succès et de l'échec ? Dans les états-majors, les prétendants à l'Élysée font leurs comp-

tes. Pour Jacques Chirac, il s'agit de **SORTIR EN TÊTE** de la compétition au soir du 21 avril. L'objectif de Lionel Jospin sera de **LIMITER L'ÉCART** avec son principal adversaire. De leur score respectif dépendra l'am-

pleur de la mobilisation pour le second tour. Mais **D'AUTRES DUELS SONT À SUIVRE**. A gauche : celui entre Arlette Laguiller (LO) et Robert Hue (PCF). A droite : celui entre Alain Madelin (DL) et François Bay-

rou (UDF). **À L'EXTRÊME DROITE** : celui entre Jean-Marie Le Pen (FN) et Bruno Mégret (MNR). Sans oublier, celui entre Noël Mamère (Verts) et Jean Saint-Josse (CPNT), le candidat de la ruralité.

# Chirac, Jospin et les autres : ce qu'ils attendent du premier tour

Les scores obtenus au soir du 21 avril seront déterminants. Pour les deux favoris, ils seront un indicateur de la mobilisation au second tour. Pour les quatorze autres candidats, ils influenceront leur avenir politique ou celui de leur formation

« **CROYEZ-VOUS** que mon mari dépassera les 20 % au premier tour ? » La question, posée avec un brin d'angoisse, est de Bernadette Chirac, lundi 15 avril, lors de son voyage en Haute-Loire. Mercredi 17 avril, dans le silence de la réunion de campagne qui précède le conseil politique du candidat Jospin, la sentence de Bertrand Delanoë est plus brutale. « *La vérité nous oblige à dire qu'il y a des probabilités pour que Lionel ne gagne pas le second tour. Il ne faut pas écarter le risque de perdre* », lâche le maire de Paris. « *Vous me connaissez. Je n'ai pas l'habitude de vous mentir. C'est cinquante-cinquante* », corrige calmement Gérard Le Gall, le conseiller ès sondages de Lionel Jospin.

Deux scènes, deux camps, et, depuis quelques jours, aux sièges de campagne des deux favoris, les mêmes doutes, les mêmes angoisses. Au Tapis rouge et à l'Atelier, on tourne et on retourne ces sondages qui décrivent un paysage éclaté, comme si le premier tour, diagnostiquent les deux équipes du RPR et du PS, n'était qu'une « *élection à la proportionnelle* ».

► **Les objectifs secrets des candidats.** Pour certains, c'est d'abord une question de survie : en deçà de 5 %, le montant du remboursement forfaitaire est de 739 800 euros. Au-delà, il est de 7 398 000 euros. Tous pensent, surtout, aux rapports de force que, forts ou faibles de leur score, ils pourront établir dans d'éventuelles coalitions gouverne-

mentales – et même, à gauche, pour un « *contrat de gouvernement* », puisque François Hollande s'y est dit favorable.

Ils pensent surtout aux élections législatives. A gauche, les investitures sont déjà bouclées. Mais avec une inconnue : que feront les candidats du Pôle républicain de Jean-Pierre Chevènement ? A droite, en revanche, seuls les sortants sont assurés de retrouver leur investiture. Le sort des autres est lié aux résultats respectifs de Jacques Chirac, de François Bayrou et d'Alain Madelin, le 21 avril. Sans parler de l'étiquette qu'ils porteront : celle d'un parti de la droite unie, ou celle des traditionnels RPR, UDF et DL.

Sans le dire, beaucoup additionnent déjà les voix : si l'extrême gauche, avec ses trois candidats, atteint un score supérieur à 10 %, la donne à gauche sera changée. S'il atteignait 15 % des voix, Jean-Marie Le Pen générerait grandement Jacques Chirac. Il y a aussi des seuils symboliques : des comparaisons ne manquent pas d'être faites avec le premier tour de l'élection de 1995, ou de 1999. François Bayrou bousculerait le jeu de la droite en égalant son score des européennes de 1999 (9,29 %). De même, la face de la gauche plurielle serait changée si les Verts confirmaient leur score de 1999 et s'imposaient définitivement comme la deuxième force de gauche devant le Parti communiste, qui joue sa survie dans une partie historique. Ou évidemment si le pôle



PANCITO

républicain de Jean-Pierre Chevènement, qui a quitté cette force, les devançant.

Personne n'envisage sérieusement que MM. Chirac et Jospin ne se retrouvent pas face à face au second tour. Mais les deux favoris savent que leur score sera regardé sous deux angles. Les 20 % représentent un seuil critique : si Lionel Jospin avait réuni 23 % des voix en 1995, Jacques Chirac n'a jamais pu

dépasser ce score au cours des trois présidentielles où il a été candidat. La place de second, ensuite, lesterait l'un ou l'autre d'un grave handicap psychologique. Les deux camps s'accordent pour expliquer que « *c'est l'écart entre les deux premiers candidats qui comptera davantage que le score* ».

► **L'hypothèse du coude à coude.** « *Chirac à plus de quatre points devant Jospin, c'est plié pour la gau-*

*che. Car cela crée une dynamique imparable* », explique Antoine Ruffenacht, le directeur de campagne du chef de l'Etat. Depuis deux semaines, le débat de l'entre-deux tours reprend une place capitale. Les scores des autres candidats de droite sont également attendus comme autant de points de repères, à la fois sur l'ampleur des reports de voix qui pourront se porter sur Jacques Chirac au second tour, et sur les rapports de force qui détermineront les contours de la droite. Il n'a pas échappé à l'équipe de Jacques Chirac que François Bayrou, dopé par sa remontée dans les sondages, a expliqué qu'il « *négoiera jusqu'au dernier moment* ». Enfin, les chiraquiens, s'ils s'inquiètent déjà d'un fort score de Jean-Marie Le Pen (*Le Monde* du 18 avril), se réjouiraient d'un beau score des chasseurs, qu'ils placent « *à droite* », ou... d'Arlette Laguiller, parce qu'elle est une gêne réelle pour Lionel Jospin.

► **Pas plus de 2 % de retard.** Du côté de Lionel Jospin, on s'inquiète. Si le candidat socialiste affichait un retard supérieur à 2 %, il serait très handicapé pour le second tour. « *Ce qui sera déterminant et sera pris en compte c'est moins le score lui-même que l'écart avec Chirac qui devra être le plus faible possible* », répète ainsi François Hollande et Dominique Strauss-Kahn. Voilà un

mois en revanche que, face à la poussée dans les sondages d'Arlette Laguiller, on cherche par tous les moyens à mobiliser l'électeur socialiste qui se réserverait pour le second tour. Seule la « *gauche réelle* » mérite qu'on vote pour elle, une voix pour une Arlette « *incantatoire* » est une « *voix perdue* ». « *Il n'y a pas deux élections présidentielles – celle du premier et celle du second tour – qui fonctionneraient sur deux registres totalement différents* », tente encore de persuader Lionel Jospin dans le *Nouvel observateur* (18 au 24 avril), tandis que François Hollande décline son nouveau théorème de meeting en meeting : « *Il faut voter au premier tour pour le candidat que l'on veut voir au second* ». Confiant sur les reports de la gauche plurielle, Lionel Jospin explique qu'« *une gauche qui serait trop éclatée ne serait pas dans une situation idéale, ni pour battre la droite ni pour réaliser ses objectifs majeurs* ». Surtout, les socialistes se rassurent avec... les « *qualis* », c'est-à-dire les sondages qualitatifs, et quelques enquêtes plus poussées, où l'on demande aux Français leur avis sur les deux principaux candidats. Et notamment cette enquête annuelle de la Sofres (*Le Monde* du 11 avril), qui expliquait que deux tiers des Français se déclaraient déçus par le bilan du septennat de Jacques Chirac...

Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin

## François Bayrou (UDF)



LE PRÉSIDENT de l'UDF, qui rêvait lui aussi d'incarner le « *troisième homme* », a dû se résoudre à des perspectives moins glorieuses. Soucieux de conserver la maîtrise de son parti pour préparer la prochaine échéance présidentielle, en 2007, le député européen veut désormais approcher le score (9,3 %) qu'il avait obtenu aux élections européennes de juin 1999, en évitant surtout de se retrouver sous la barre des 5 %. Il n'oublie sans doute pas, non plus, que Raymond Barre avait réuni 16,54 % des voix sur son nom à la présidentielle de 1988.

Si sa récente progression dans les sondages se confirme le 21 avril, M. Bayrou aurait l'avantage de terminer sa campagne en laissant l'impression d'une petite dynamique.

Plus important que le « *match dans le match* » l'opposant au libéral Alain Madelin pour la première place des candidats de la droite non chiraquienne, l'écart le séparant de Jacques Chirac donnera la mesure de son poids dans les négociations à venir. « *A 6 %, on sera incontournable* », prévient son entourage. Jean-Louis Borloo, maire (UDF) de Valenciennes, juge même que la nomination de M. Bayrou à Matignon est « *incontournable* » s'il fait un bon score.

## Olivier Besancenot (LCR)



LA LIGUE communiste révolutionnaire (LCR) estime avoir déjà rempli son contrat. « *Olivier Besancenot est identifié et identifiable, ce qui n'était pas évident lorsqu'on a lancé sa candidature en juin 2001* », reconnaît l'un de ses responsables, François Sabado. Cette formation, qui n'avait pas retenté l'expérience d'une candidature à la présidentielle depuis 1974, où elle avait présenté Alain Krivine, a redouté, pendant plusieurs semaines, ne pas réunir les cinq cents signatures en faveur d'un jeune facteur, quasi-inconnu. Avoir franchi cette étape a été vécu, en interne,

comme un petit succès. L'objectif principal de la LCR était de ne pas laisser le monopole de l'expression électorale de l'extrême gauche à LO et Arlette Laguiller. Elle se satisfait d'y être parvenu : « *Olivier a installé la Ligue dans le paysage électoral* ». Crédité de 0,5 % des intentions de vote avant la campagne officielle, M. Besancenot oscille désormais entre 2 et 4 %. La LCR reste prudente : « *On ne sait pas si le mouvement de sympathie se transformera en votes réels* ». Mais si ce rééquilibrage se confirme, elle aura gagné son pari. Contrairement à LO, la LCR juge que « *la gauche et la droite, ce n'est pas la même chose* », même si elle n'appellera pas à voter pour M. Jospin au second tour.

## Jean-Pierre Chevènement (Pôle républicain)



EN SE POSANT d'emblée en « *troisième homme* » de la campagne, Jean-Pierre Chevènement a mis la barre très haut, mais il a pris un risque. S'il devait se contenter des 6 à 8 % des suffrages que les sondages lui attribuent aujourd'hui, ce résultat serait perçu comme un échec. Entre 9 et 10 %, M. Chevènement devient, comme il le dit lui-même en privé, « *la clef de l'élection présidentielle* ». Du report de ces voix au second tour – et particulièrement celles qui se porteront sur Lionel Jospin – peut dépendre l'issue du scrutin. Dans ce cas, M. Chevène-

ment peut espérer faire fructifier ce bon résultat aux législatives sans donner, au préalable, de signes trop ostensibles à gauche, afin de garder intact l'équilibre fragile de son Pôle républicain composé d'hommes de droite et de gauche.

Mais dans une hypothèse basse (6 ou 7 % des voix), le Mouvement des citoyens hésitera à brûler ses vaisseaux et M. Chevènement sera poussé par ses partisans à déclarer que son camp est à gauche. En réclamant à leur candidat qu'il les laisse « *libres de leur parole* » au soir du premier tour, des élus MDC comme Michel Suchod (Dordogne), son porte-parole, ou Jean-Pierre Michel (Haute-Saône) ne disent pas autre chose.

## Robert Hue (PCF)



POUR le candidat du Parti communiste à l'élection présidentielle, rééditer son score de 8,64 % des suffrages exprimés atteint en 1995 semble désormais hors de portée. Dès lors, il s'agit de limiter les dégâts. Au stade actuel, réunir 6,8 % des votes – la plus mauvaise performance historique du PCF à une élection présidentielle, réalisée par André Lajoinie en 1988 – serait considéré comme une victoire.

Le PCF espère – sans le dire – se rapprocher le plus possible de ce seuil qu'il estime être « *politiquement gérable* » en raison du nom-

bre élevé de candidats. La barre des 5 %, en revanche, fait figure de couperet politique et s'apparente, dans les esprits communistes, à la règle fatale du « *but en or* » au football.

Ne pas la franchir signifierait la marginalisation du PCF et déclencherait immédiatement une grave crise interne. Le PCF doit également se battre sur un autre front : celui de l'extrême gauche et plus particulièrement de Lutte ouvrière. Arlette Laguiller n'a eu de cesse de distancer Robert Hue en termes d'intentions de vote dans les sondages. Si cet écart devait se confirmer, ce serait une première historique et une vraie défaite pour le PCF.

## Arlette Laguiller (LO)



POUR Lutte ouvrière, la campagne présidentielle 2002 est d'ores et déjà un succès. A sa cinquième tentative, sa candidate, Arlette Laguiller, est quasiment assurée de dépasser son plus haut score historique – les 5,3 % de suffrages exprimés réunis en 1995 – et peut espérer creuser l'écart de plusieurs points avec le PCF. Le paradoxe de LO est ailleurs.

M<sup>me</sup> Laguiller, parfois pointée à 10 % par les instituts de sondage, se satisfait d'une performance à 7 ou 8 % qui signifierait déjà une réelle victoire politique. Un tel score aurait par ailleurs pour avantage de dispen-

ser son organisation d'une réflexion sur sa transformation en parti des travailleurs, plus ouvert dans son recrutement et dans son mode de fonctionnement. Après la présidentielle de 1995, LO avait fixé à 10 % des suffrages le seuil qui déclencherait la formation d'un tel parti. Dimanche 14 avril, lors de son meeting parisien au Zénith, M<sup>me</sup> Laguiller a esquissé des conditions plus restrictives : plus de 3 millions de voix devraient se porter sur son nom – soit 10 % des suffrages si l'absentéisme ne dépasse pas 25 % des inscrits, d'ailleurs dans le cas contraire –, le tout accompagné d'un mouvement spontané d'adhésion, chiffré par M<sup>me</sup> Laguiller à « *30 000, 40 000 ou 50 000 personnes* ».

## Jean-Marie Le Pen (FN)



LE CANDIDAT du Front national espère être présent au second tour de la présidentielle et si, d'aventure, les électeurs lui donnaient raison, ce serait pour lui une victoire qui, explique son entourage, « *provoquerait un séisme politique d'envergure européenne* ». Les législatives en seraient bien évidemment transformées. Cela dit, M. Le Pen estime que sa situation de « *troisième homme* » est déjà un succès compte tenu du chemin parcouru depuis la scission de janvier 1999 et la création du MNR. Son but est de dépasser les 15 % obtenus à l'élection présidentielle

de 1995, mais en même temps, il rappelle que sa liste a obtenu 5,71 % aux européennes de 1999. Aux législatives, le FN présentera des candidats dans toutes les circonscriptions et espère installer un rapport de force qui obligera les partis de droite à discuter avec lui. En attendant, M. Le Pen répète à l'envi sa phrase du 1<sup>er</sup> mai 1995 : « *Chirac, c'est Jospin en pire* ».

Bruno Mégret, de son côté, souhaiterait dépasser le résultat des européennes (3,29 %). Un score inférieur provoquerait des remous au sein du MNR, mais ils ne devraient apparaître qu'après les législatives. M. Mégret espère en effet emporter la circonscription de Vitrolles-Mari-gnane (Bouches-du-Rhône).

## Alain Madelin (DL)



LE PRÉSIDENT de Démocratie libérale (DL), qui s'est mis à son compte après avoir été l'une des chevilles ouvrières de la campagne de Jacques Chirac en 1995, s'est efforcé de se prémunir par avance des conséquences d'un score plutôt médiocre. Prenant soin de ne pas mêler son parti à sa campagne, le député européen a relativement ménagé le chef de l'Etat, en s'inscrivant assez tôt dans la perspective d'un rassemblement entre les deux tours. M. Madelin souhaite dépasser la barre des 5 % sans être « *décroché* » par son rival centriste, Fran-

## Noël Mamère (Verts)



LONGTEMPS inaccessible, la barre financière fatidique des 5 % est devenue aujourd'hui l'objectif officiel des Verts. « *Chaque demi-point au-dessus de 5 % sera un cadeau* », répète à l'envi la secrétaire nationale, Dominique Voynet, et le candidat, Noël Mamère. Depuis 1974, dans la course à l'Élysée, la moyenne des candidats écologistes tourne autour de 3,5 %.

Un score de 5 % donnerait aux Verts une meilleure assise financière, mais pas la place qu'ils briguent dans le paysage politique. Ils espèrent en réalité atteindre

7 %, ce qui les placerait probablement devant le Parti communiste et rééquilibrerait la majorité en leur faveur. Mieux encore, ils souhaitent arriver devant Jean-Pierre Chevènement, sorti, lui, de la gauche plurielle.

Cet objectif paraît plus difficile à atteindre mais plausible, M. Mamère se situant à 6 % en moyenne dans les sondages récents et M. Chevènement à 7 %. Plus le score des Verts sera élevé, mieux il leur permettra de négocier avec M. Jospin un éventuel accord de gouvernement, en cas de victoire de celui-ci, notamment sur la question du nucléaire, des transports, ou encore sur le scrutin proportionnel.

## Jean Saint-Josse (CPNT)



CHEZ les chasseurs, on ne croit pas aux sondages, ni aux pourcentages : on compte en nombre de voix. Jean Saint-Josse, candidat de Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT), répète donc depuis le début de sa campagne que son objectif est de dépasser les 1,2 million de voix obtenues aux élections européennes de 1999. « *En deçà, je considérerai que c'est un échec* », dit souvent le maire de Coarrazze (Pyrénées-Atlantiques). En corrigeant le taux de participation, plus important à la présidentielle qu'aux européennes, conser-

ver le même nombre d'électeurs placerait M. Saint-Josse à 4 % environ. Il flirte pour l'instant avec les 3,5 % dans les sondages, mais les instituts avaient largement sous-estimé son électoral rural en 1999.

Derrière la présidentielle, CPNT vise surtout les législatives de juin. Le parti des chasseurs entend peser sur ce scrutin en présentant le plus de candidats possible. Initialement décidé à en découdre avec des candidats de gauche, il assure maintenant qu'il déterminera sa stratégie après la présidentielle en fonction du résultat de M. Saint-Josse au second tour. CPNT espère qu'au soir du 16 juin, le parti aura plusieurs élus à l'Assemblée nationale.

Credits photos : AFP

## La gifle de François Bayrou séduit une partie des indécis

Selon la troisième vague de notre sondage Novatris, 21 % d'entre eux ont fait leur choix pour le premier tour



A UNE SEMAINE du premier tour de l'élection présidentielle, les électeurs indécis continuent à faire peser une grande incertitude sur les résultats du scrutin du 21 avril. La troisième enquête réalisée par l'institut Novatris, pour *Le Monde* et *lemonde.fr*, entre le 12 et le 15 avril, fait apparaître que, en l'espace d'une semaine, l'horizon des électeurs hésitants s'est un peu éclairci : 21 % de l'échantillon de 1 536 indécis interrogés par Internet ont finalement choisi un candidat de façon sûre.

Cela signifie cependant que plus des trois quarts d'entre eux (77 %) étaient encore indéterminés à huit jours du scrutin – soit qu'ils hésitaient entre plusieurs candidats (60 %), soit qu'ils n'avaient encore aucune idée précise (17 %) –, tandis que 2 % ont décidé de voter blanc. Par rapport à l'ensemble de l'échantillon d'électeurs initialement interrogés, les indécis sont donc encore 31 %. Et les trois quarts d'entre eux (74 %) assurent qu'ils n'envisagent de faire leur choix que dans les deux derniers jours précédant le vote ou au moment du vote.

### DISPERSION TRÈS FORTE

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette nouvelle vague d'enquêtes. En premier lieu, la dispersion entre les seize candidats reste très forte. Parmi les 20 % d'indécis qui ont finalement fait leur choix durant l'avant-dernière

semaine de campagne, c'est François Bayrou qui a marqué le plus de points : 13 % de ces électeurs-là ont décidé de voter pour le président de l'UDF, contre 12 %, qui ont choisi Jacques Chirac, et 11 % Lionel Jospin ; mais aucun candidat ne se détache nettement et aussi bien Christiane Taubira que M. Chevènement, M. Le Pen, M. Besancenot ou M. Mammère attirent 7 % à 9 % de ces suffrages.

Le même constat peut être fait sur les sondés qui hésitent encore. Certes, Lionel Jospin, Jacques Chirac et Jean-Pierre Chevènement

des indécis. Invités à se projeter le jour du vote et à faire leur choix, ces électeurs hésitants citent d'abord François Bayrou (13 %), puis Jean-Pierre Chevènement (11 %), Arlette Laguiller (9 %) et Noël Mamère (7 %). Jacques Chirac et Lionel Jospin, pourtant cités par 35 % à 40 % comme un choix possible, ne recueillent au final que 7 % et 9 % des suffrages respectivement. Cela explique sans doute l'érosion des intentions de vote en leur faveur que constatent actuellement tous les instituts.

L'absence de dynamique derrière

### 60 % des jeunes croient en la politique

Le collectif d'associations Cidem (Civisme et démocratie) a estimé, jeudi 18 avril, que si la campagne présidentielle est jugée peu intéressante, il s'agit plus d'une « distorsion entre la perception de l'offre politique et les attentes des Français » que d'« un rejet général de la politique ». Commentant le sondage qu'il a commandé à la Sofres, le Cidem souligne notamment que 60 % des jeunes « pensent toujours que la politique permet de changer les choses dans leur pays et leur vie quotidienne ».

Ce collectif, dont font partie notamment la Ligue des droits de l'homme et la Ligue de l'enseignement, « souhaite encourager la participation citoyenne du plus grand nombre » et mène une campagne contre l'abstention, reposant sur le message : « Ne laissez personne décider à votre place, votez. »

restent le trio le plus souvent cité de candidats en faveur desquels ces hésitants pourraient se prononcer. Mais François Bayrou progresse fortement, avec 32 % de citations, soit 10 points de plus qu'il y a deux semaines. De même, Olivier Besancenot est désormais cité par 17 % (+ 8 points) et Christiane Taubira par 15 % (+7 points).

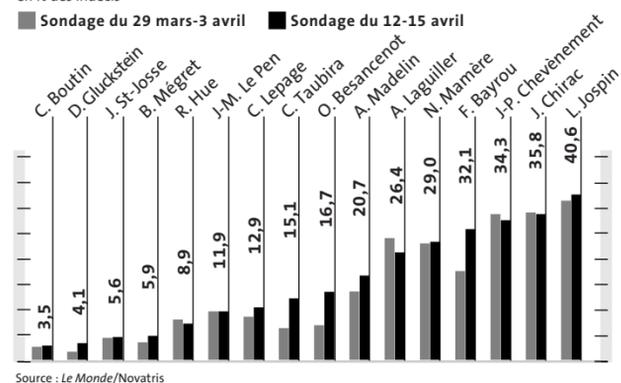
Il apparaît, enfin, que ce sont les candidats « moyens » qui peuvent tirer le meilleur profit du réservoir

re les deux principaux candidats est tout aussi sensible dans la perspective du second tour. En cas de duel Chirac-Jospin, 71 % des électeurs indéterminés le demeurent, soit qu'ils « restent indécis » (37 %), soit qu'ils envisagent de voter pour l'un ou pour l'autre tout en disant qu'ils peuvent encore changer d'avis (34 % répartis pour moitié entre les deux candidats), tandis que 10 % assurent qu'ils voteront blanc.

Il reste que François Bayrou apparaît comme celui qui tire le meilleur profit de la fin de campagne. Interrogés en question ouverte sur le fait qui les a marqués pour chaque candidat, deux répondants sur trois mentionnent la gifle donnée par le candidat UDF au garçon qui voulait lui faire les poches à Strasbourg, alors que les autres candidats ne suscitent aucun souvenir saillant. La traduction est immédiate : M. Bayrou est désormais jugé pertinent sur les problèmes de l'insécurité par 21 % des indécis (+ 10 points en une semaine), en deuxième position derrière M. Chevènement, alors qu'il était jusqu'à présent quasi inexistant sur ce thème.

### ENTRE QUELS CANDIDATS HÉSITENT-ILS ?

en % des indécis



Source : Le Monde/Novatris

Gérard Courtois

Christine Boutin, candidate du Forum des républicains sociaux

### « Une claque ne remplace pas un programme »

NOUS PUBLIONS ci-dessous un entretien avec Christine Boutin, dont le texte a été relu et approuvé par la candidate.

Après six mois de campagne, votre candidature ne décolle pas. Votre pari n'était-il pas trop risqué ?

Lorsque j'ai annoncé ma candidature, j'ai mesuré les risques politiques que cela comportait, j'ai évalué la faisabilité financière. Je suis députée depuis seize ans. Ma seule motivation, c'est la place de l'homme dans la société. Face aux grandes questions de notre époque, la mondialisation, la bioéthique, les hommes se sentent déphasés. Nombreux sont ceux qui me disent : « Je ne suis pas reconnu dans la société. » Plus encore qu'en juin, je trouve que j'ai eu raison de faire ce choix.

Vous placez votre engagement sur le terrain des valeurs morales et spirituelles. Pensez-vous qu'elles doivent figurer dans le débat politique ?

Ce qui motive ma démarche, c'est la défense des plus faibles. Durant ces mois où j'ai parcouru le pays, j'ai rencontré une France à deux vitesses : l'une active, dynamique, intelligente, un peuple extraordinaire ; l'autre avec des défaillances terribles. Nous sommes en échec dans la bataille contre la pauvreté – la pauvreté économique bien sûr, mais aussi culturelle, sociale.

Justement, dans un quartier difficile, François Bayrou a giflé un enfant qui lui faisait les poches...

Moi aussi, je suis allée dans des ZUP. J'ai toujours été entourée de jeunes d'origine maghrébine ou autres. Jamais ils ne m'ont fouillé les poches. Je trouve dommage cet amalgame entre jeunes des quartiers difficiles et délinquance. En tout cas, je m'interroge sur la spontanéité du geste de François Bayrou et l'exploitation médiatique qui en est faite. C'est étonnant que cela prenne une telle importance. Une claque ne remplace pas un programme.



« Avant de me prononcer en faveur de M. Chirac, j'attends de voir ce qui sortira du premier tour »  
CHRISTINE BOUTIN

Vous semblez défendre une France ancrée sur ses traditions. Vous gardez l'image de la madone anti-pacs...

Je suis catholique, et alors ? Ce que j'ai à dire ne s'adresse pas qu'aux catholiques et je ne suis pas la porte-parole de l'Église. Je suis consciente que je n'aurais pas cette notoriété sans le pacs, mais j'aurais préféré l'obtenir sur d'autres sujets. Les gens qui me connaissent savent que mon cheval de bataille, c'est le social.

Votre discours ne touche pourtant qu'un public pas très laïque.

C'est vrai, et je le regrette. Mais ça viendra. J'ai, dans mon entourage, des gens qui viennent de la gauche. Mon charisme est né de cette

caricature insupportable. Mais les gens qui se sont reconnus dans ce que j'exprimais à ce moment-là venaient d'horizons sensibles à ces questions. Mais cela ne m'a pas empêchée d'adopter des positions qui prenaient ce courant à rebrousse-poil. Par exemple, me prononcer en faveur de la libération de Patrick Henry n'était pas évident. D'ailleurs, j'ai été la seule députée à le faire.

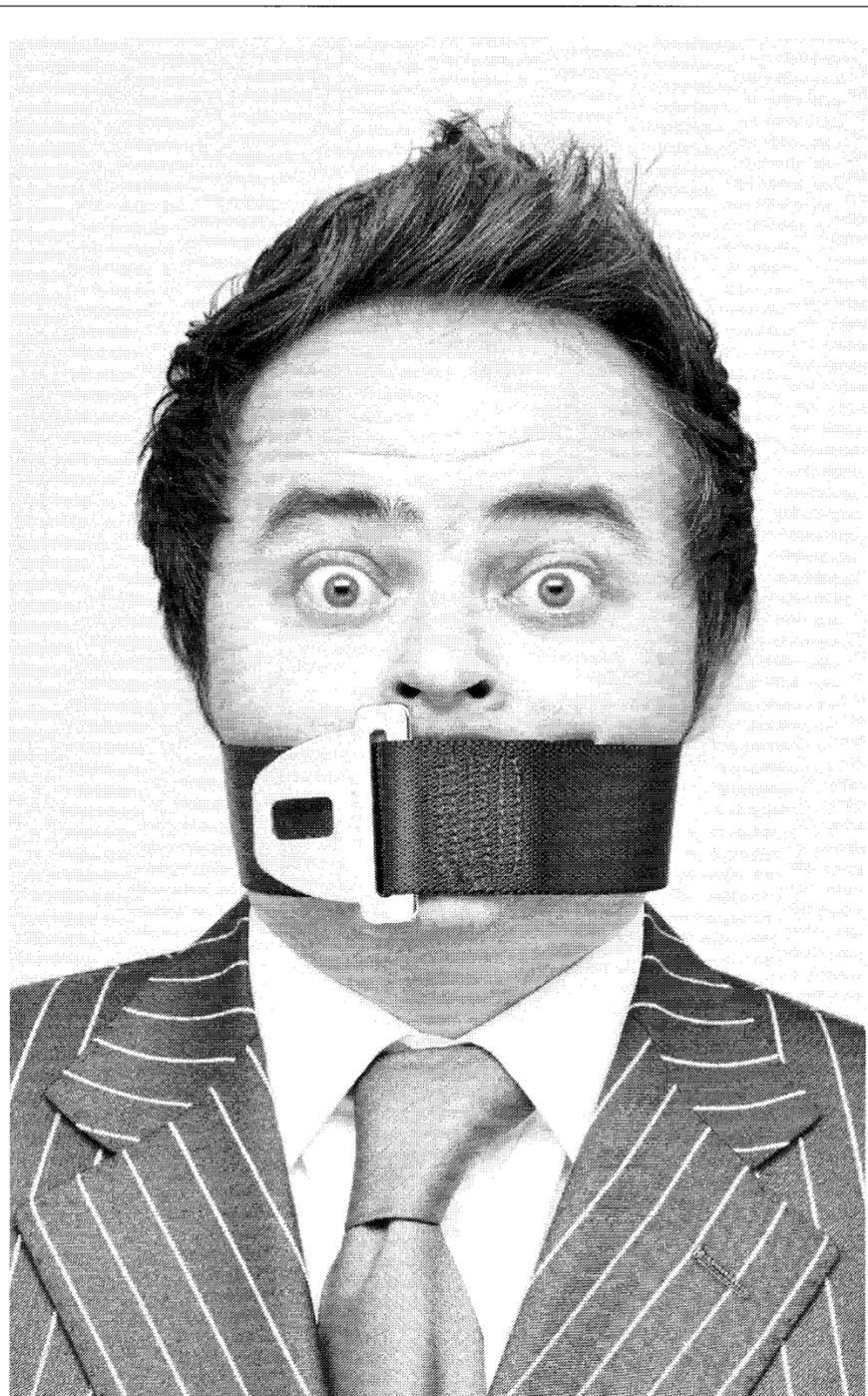
Appellerez-vous à voter pour Jacques Chirac le 5 mai ?

Je ne sais pas. Mais Lionel Jospin m'a tout de même donné des signaux qui pourraient influencer mon choix. Ses proches ont annoncé qu'ils étaient favorables à l'euthanasie, à la manipulation des cellules de l'embryon et à l'homoparentalité. Ce sont des choix de société que je combats. Avant de me prononcer en faveur de M. Chirac, j'attends de voir ce qui sortira du premier tour. De toute façon, contrairement à d'autres, je n'ai reçu aucun appel de l'Élysée.

Présenteriez-vous des candidats aux législatives de juin ?

Oui. J'espère en présenter dans un maximum de circonscriptions. Déjà plus de cinquante défendront les couleurs du Forum des républicains sociaux. C'est le sens de mon engagement : le social, plus que le côté qui m'a rendu célèbre. Toute ma démarche consiste à faire lever une nouvelle génération d'hommes politiques.

Propos recueillis par Yves Bordenave



# PEUT-ON FAIRE RÉPARER SA VOITURE SANS SE SENTIR PRIS EN OTAGE ?

Pour que vous veniez dans le Réseau Peugeot en toute sérénité, nous avons pris cette résolution :

**ENGAGEMENT n°1 :** avant chaque intervention, nous nous engageons à vous communiquer une estimation\* chiffrée, immédiatement ou par téléphone.

RÉSEAU PEUGEOT, LE SERVICE EST L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE.

\* Estimation du coût des réparations réalisée selon état apparent du véhicule non constitutive d'un devis. Modalités de l'opération Engagements du Réseau Peugeot disponibles sur le point de vente.



PEUGEOT

Robert Hue, candidat du Parti communiste français

## « Il n'y aura de victoire de la gauche que si le PCF fait un bon score »

Selon le président du PCF, les ministres communistes ont limité une « dérive social-libérale »

**Arlette Laguiller n'a eu de cesse de répéter dans cette campagne : « Nous sommes le véritable parti communiste ». Cela vous agace ?**

Il y a une présence et une réalité du PCF dans ce pays. La preuve, c'est que personne n'a douté de ma capacité à réunir les cinq cents signatures nécessaires à la présidentielle. Alors, je vois bien que M<sup>me</sup> Laguiller s'époumone à vouloir être ce parti des travailleurs qui progresserait sur le PCF. Or, aujourd'hui, je vous le dis tout net, sa progression se fait davantage au détriment du PS et de Noël Mamère.

**Vous en êtes sûr ?**

C'est la réalité ! J'ajoute, sans vouloir jouer les gros bras, que beaucoup ont confondu des intentions de vote – très conjoncturelles – avec ce qui va se traduire dans les urnes, dimanche soir. Il y a un forcing militant des communistes. Et je sens que sont en train de se raviser ceux des électeurs de gauche qui étaient tentés de donner un avertissement gratuit à tel ou tel en se tournant vers des votes protestataires.

**Dans un éditorial récent de L'Humanité, Claude Cabanes dit du PCF qu'il n'est pas un parti institutionnel mais un parti révolutionnaire. Vous pouvez nous l'expliquer ?**

C'est simple : le PCF est une formation politique dont l'ambition est de transformer profondément la société. Être révolutionnaire, c'est vouloir contribuer à changer le cours des choses. Et la meilleure façon d'y parvenir, c'est d'être à la

fois au cœur de la protestation sociale et au cœur des institutions.

**Le même éditorial ajoute que ce que fait Berlusconi en Italie c'est – je cite – « ce qui nous pend au nez, version dure avec Chirac ou molle avec Jospin »...**

Ce qui se passe aujourd'hui en Italie justifie totalement la décision que nous avons prise en 1997 de participer au gouvernement. Regardez ce qui s'est passé là-bas : parce que la gauche n'a eu de cesse de dériver du centre gauche au social-libéralisme, elle a permis le retour de M. Berlusconi. En France, la présence du PCF a évité une telle dérive, même si, incontestablement, la fin de la législature a été marquée par l'acceptation de choix sociaux-libéraux par le PS au détriment de l'ancrage à gauche.

**Et aujourd'hui ?**

Comme je l'ai déjà dit, la gauche plurielle version 1997 a vécu. Trois critères doivent à l'avenir s'imposer. Il faut une gauche d'audace sociale qui s'attaque à la réduction des inégalités. Il faut une gauche réellement plurielle, pas seulement dans le nom mais dans les faits, où le PS ne se comporte pas comme une force hégémonique. Il faut une gauche citoyenne qui n'ait pas peur du mouvement social, mais qui le considère, au contraire, comme un élément essentiel de sa propre dynamique.

**Vous pensez être en mesure d'imposer ces trois critères au lendemain de l'élection présidentielle ?**

D'abord, il faut être conscient qu'il n'y aura de victoire de la gau-

che que si le PCF fait un bon score. En même temps, ceux qui imaginent tirer des conclusions au soir du premier tour sur les rapports de forces au sein de la gauche sont à côté de la réalité politique. Le vrai rapport de forces ne pourra être mesuré qu'au lendemain des législatives. J'ajoute qu'il faut un million de voix PCF pour que 150 députés PS soient élus, quand il ne faut que 300 000 voix socialistes pour que 20 députés communistes le soient.

## « Le PCF est une formation politique dont l'ambition est de transformer profondément la société »

**N'êtes-vous pas inquiet pour votre avenir personnel au soir du premier tour ?**

Je ne me suis jamais soucié de mon avenir personnel. Et j'ai été d'une fidélité totale à la stratégie élaborée par le PCF lors de son dernier congrès et pour laquelle j'ai été mandaté. De toute façon, je vous le répète, le rapport de forces au sein de la gauche ne peut être évalué que dans la conjonction des résultats de la présidentielle et des législatives.

**La relative poussée de l'extrême gauche dans les sondages**

**l'amène à multiplier les propositions de recomposition politique. Olivier Besancenot, le candidat de la LCR, propose, par exemple, un rassemblement « unitaire et non sectaire » des forces anticapitalistes. Cela vous convainc-t-il ?**

D'abord, le PCF est au cœur de la gauche anticapitaliste. Ensuite, que M. Besancenot fasse un résultat, et alors nous verrons. Enfin, ni M. Besancenot ni M<sup>me</sup> Laguiller ne peuvent prétendre rassembler cette gauche anticapitaliste quand ils risquent de contribuer à la faire perdre en faisant le jeu de la droite au second tour. Quand je vois *Le Figaro* consacrer deux pleines pages gentilles à M<sup>me</sup> Laguiller, je m'interroge. Ce quotidien serait-il devenu l'organe central de la dictature du prolétariat ?

**Une proportion élevée des électeurs, lorsqu'ils sont interrogés, déclarent leur peu d'intérêt pour la campagne présidentielle et l'on s'attend à un niveau élevé d'abstentions. Quelles conclusions en tirez-vous ?**

Aujourd'hui, il y a un refus de l'offre politique qui apparaît trop médiocre. Si la façon de faire de la politique ne change pas, la notion même de représentation politique sera discréditée durablement. Les citoyens, les salariés veulent aujourd'hui intervenir directement. Et la représentation politique ne pourra vivre que si elle prend en compte cette envie de démocratie directe.

**Propos recueillis par Caroline Monnot**

## Pour M<sup>me</sup> Voynet, Noël Mamère est « le meilleur candidat que les Verts ont jamais eu »

« Merde à Trotski », lance Daniel Cohn-Bendit

**C'ÉTAIT** la soirée des mercis, art délicat qui ne tolère aucun oubli. A quatre jours du résultat, chacun y a eu droit, lors du dernier meeting de campagne de Noël Mamère, mercredi soir 17 avril. Devant 1 700 personnes réunies dans une ambiance allègre au Cirque d'hiver, Dominique Voynet, secrétaire nationale des Verts, a remercié le candidat – « peut-être le meilleur que les Verts ont jamais eu », a dit celle qui avait tenu le rôle en 1995, rappelant que M. Mamère avait été, il y a peu, « cloué au pilori pour ne pas avoir respecté tous les commandements du catéchisme Vert ».

Trois mois après le lancement de sa croisade écologiste, sur le site de l'usine AZF à Toulouse, le candidat a remis un faux pétard géant « de la meilleure campagne » à son équipe. Il a également dit « merci » aux traducteurs en langues des signes qui ont accompagné tous ses meetings, pour les spectateurs sourds ou malentendants. « Candidat heureux », il s'est montré convaincu de franchir « la barre fatidique des 5 %, pour que les Verts pèsent dans la société et dans la gauche ».

Puis est venu le tour de ceux auxquels les Verts disent : « Non merci ». Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, pour la « sale guerre » du Proche-Orient, ou Jacques Chirac, à cause du « fumet insupportable de corruption qui flotte autour de lui », dixit M<sup>me</sup> Voynet. En pourfendeur d'Arlette Laguiller, Daniel Cohn-Bendit s'est révélé presque aussi inusable que la candidate de Lutte ouvrière, qualifiée de « secte politique qu'il faut combattre politiquement ». « Et je dis merde à Trots-

ki », a-t-il ajouté, après avoir lu quelques fragments passablement autocratiques de son œuvre.

Le président du groupe des Verts européens a aussi défendu l'idée d'une manifestation pour la paix au Proche-Orient qui réunirait, le même jour, à la même heure, en Europe, toutes les communautés « main dans la main », avec le slogan : « Deux Etats, une paix ». M. Cohn-Bendit a recueilli autant de huées que d'applaudissements, quand il a fixé le prix de la paix : le retrait de toutes les colonies occupées pour les Israéliens, le renoncement au retour de tous les réfugiés pour les Palestiniens et l'abandon des attentats-suicides.

**« NON MERCI » À...**

Enfin, le candidat a offert au public très « bo-bo » de cette soirée parisienne un « best-off » de sa campagne. « Non merci » à la société Monsanto et à ses OGM, à Jean-Marie Messier, patron de Vivendi Universal, à Thierry Desmarest, PDG de TotalFinaElf, aux dirigeants de LU, à McDonald's, qui « illustrent de façon obscène les méfaits de la mondialisation », a-t-il dit. Non merci surtout, au vote utile, dès le premier tour, en faveur de Lionel Jospin. « Entre Supermateur et Superfrileux, on peut comprendre que les Français ne soient pas enthousiastes », a fait valoir M. Mamère. « Mais ne vous laissez pas bernier. Faire croire que Jospin peut ne pas être au second tour, c'est prendre les Français pour des imbéciles », a-t-il conclu.

**Béatrice Gurrey**

## Chronique présidentielle par Patrick Artinian



**AUX HALLES DE RUNGIS.** Ce matin du 2 avril, Robert Hue a rendez-vous à 5 heures pétantes. C'est tôt ! Dirigeants du MIN, élus locaux, camarades, en tout une vingtaine de

personnes se pressent pour l'accueillir. A peine arrivé, il prévient qu'il devra écourter sa visite pour se rendre à la commémoration en l'honneur des victimes de la tuerie de Nanterre. Le

petit aréopage s'engouffre dans un bus pour une tournée des lieux. Triperie, boucherie, fruits et légumes, fleurs, la visite est complète.

**P. A.**

### ILS ONT DIT

■ **Jean-Louis Debré** (président du groupe RPR à l'Assemblée) : « Nicolas Sarkozy est au premier rang des personnalités dont le président de la République aura besoin. » (Meeting à Evreux, 17 avril.)

■ **Nicolas Sarkozy** (député RPR) : « Le profil idéal du gouvernement de Jacques Chirac, c'est un gouvernement qui mettra scrupuleusement en œuvre tous les engagements de Jacques Chirac (...). Nous avons retenu les leçons du passé et nous en avons tiré des leçons irrévocables. » (RTL, 18 avril.)

■ **Jacques Chirac** (candidat RPR) : « Si quelqu'un favorise les extrêmes, dans un pays comme le nôtre ou ailleurs, ce sont toujours ceux qui ne veulent pas voir, qui ne veulent pas comprendre, qui ne veulent pas agir. » (TF1, 17 avril.)

■ **Jean-Pierre Chevènement** (candidat du Pôle républicain) : « [Le Pen] a bénéficié d'une campagne de promotion de l'establishment bien-pensante. » (France Info, 17 avril.)

■ **Jean-Marie Le Pen** (FN) : « On ne peut pas reprocher aux petits voyous de banlieue d'être délinquants quand, quelquefois, de grands délinquants sont à la tête du pays. » (TV5, 17 avril.)

■ **Robert Hue** (candidat du PCF) : « Le Pen n'ira pas au second tour. Et c'est parce qu'il n'y a pas de danger Le Pen que le vote utile sera communiste. » (BFM, 18 avril.)

■ **Daniel Gluckstein** (candidat du PT) : « On parle de "petits candidats". Mais ils sont où, les "grands candidats" ? » (RMC, 18 avril.)

## M. Madelin termine sa campagne en présentant sa campagne

**MARSEILLE**

*de notre envoyé spécial*

Sacrifiant lui aussi aux us et coutumes de cette campagne présidentielle, Alain Madelin s'est décidé – in extremis – à présenter aux électeurs sa jeune compagne, Karine. Après avoir été photographiée dans *Gala* (daté du 18 au 24 avril) dans leur appartement du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, cette executive woman d'origine suédoise qui « partage secrètement » depuis trois ans la vie du président de Démocratie libérale (DL) est montée à la tribune sous une pluie de confettis, à Marseille, au terme de la dernière réunion publique du député européen.

Cette apparition fut bien la seule nouveauté de la soirée. Tout en renouant avec le côté festif qui avait marqué son entrée en campagne, en novembre 2000, M. Madelin a pris soin, à quatre jours du premier tour, de ne pas modifier la teneur de son message. L'effritement des intentions de vote dont sont crédités les deux chefs de l'exécutif, permettent au député européen de prédire, lui aussi, une « surprise » au soir du 21 avril. « Tout le monde sent bien qu'il se passe quelque chose (...) qui déroute la météo des sondages. Quelque chose qui va déjouer tous les pronostics », a-t-il affirmé devant près d'un millier de personnes. Soulignant que les Français « ne veulent pas » du « match revanche de 1995 », M. Madelin a estimé que les sondages les plus récents traduisaient un « formidable appétit de changement ».

A la différence de François Bayrou, qui refuse de parler du second tour, M. Madelin s'est à nouveau

clairement inscrit dans la perspective d'un rassemblement derrière le candidat de droite arrivé en tête, avec lequel il souhaite conclure un « pacte de confiance ». « Ce n'est pas avec Jospin qu'on fera bouger la France », a souligné le président de DL. Notant que « Jospin n'est pas Tony Blair », M. Madelin a toutefois ajouté que « Chirac n'est pas Aznar ». « On ne va pas faire une France forte avec des choix mous », a-t-il ajouté, en se disant « déçu de voir le chef de l'Etat faire campagne au centre ».

**« MAJORITÉ AUDACIEUSE »**

En l'absence des parlementaires chiraquiens – seul le député DL des Bouches-du-Rhône, Guy Teissier, a fait une brève apparition –, le candidat libéral a de nouveau évoqué le « temps perdu » depuis 1995, lorsqu'il avait mené campagne pour M. Chirac. « Je suis convaincu que ce qui était déjà nécessaire hier est aujourd'hui plus que jamais indispensable », a souligné M. Madelin, en affirmant qu'il se porterait « garant » des voix qui se seront portées sur lui le 21 avril, « Si ce vote est puissant, je le ferai peser pour construire une majorité audacieuse », a-t-il promis.

Crédité de 3 % à 5 % d'intentions de vote dans les sondages, le président de DL a toutefois exprimé une certaine amertume lors de cette ultime réunion publique. « Jamais sans doute campagne électorale ne fut aussi triste que celle-ci », a-t-il confié, en relevant que « lorsque la posture l'emporte sur le projet, le débat tourne à l'imposture ».

**Jean-Baptiste de Montvalon**



**ventes aux enchères publiques**

47, rue Louis Blanc – 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 – Fax. 01 43 33 51 36

92

Vente au Palais de Justice de Nanterre, Jeudi 16 Mai 2002 à 14h

### APPARTEMENT à GARCHES

**109, Rue de Buzenval**

dans le bâtiment C, au 3<sup>ème</sup> étage gauche, comprenant : 4 PIÈCES PRINCIPALES cuisine, salle de bains, wc, séchoir CAVE - PARKING

**Mise à Prix : 22.867,35 €**

S'adr. à Me Alain SCHINDLER, Avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 82, Rue Marcel Dassault (92100) Boulogne-Billancourt  
Tél : 01.47.66.59.89 - Internet : www.licitor.com  
Sur les lieux où une visite sera organisée

**BAC + 1**



**ISG**

**RÉORIENTEZ-VOUS VERS UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE**

**L'AFIG**

(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris

**Tél. 01 56 26 26 10/26**

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

# Lionel Jospin : « Il faut aller chercher la victoire voix après voix »

Pour son dernier meeting avant le premier tour, le candidat a plaidé en faveur du « progrès social »

RENNES

de notre envoyée spéciale

Dans la voiture-bar du TGV Rennes-Paris, les ministres Claude Bartolone et Marylise Lebranchu appliquent la consigne que Lionel Jospin vient de délivrer, quelques minutes plus tôt, à Rennes, lors de son dernier meeting avant le premier tour de l'élection présidentielle : « Il faut aller chercher la victoire voix après voix autour de vous (...) Jusqu'à la dernière minute », a lancé le candidat socialiste, mercredi soir, devant un public d'environ 8 000 personnes.

Le ministre de la ville et la garde des sceaux ont donc convaincu le serveur, un jeune black de Mantes-la-Jolie, de « voter Jospin » dès dimanche, et non « Christiane Taubira » (PRG) comme l'employé de la SNCF en avait l'intention... Dans le train affrété spécialement pour les militants socialistes, on se désolait alors à l'idée que les médias ne vont retenir de la soirée que l'image du candidat dégoulinant de sauce tomate : alors que M. Jospin faisait son entrée dans la salle, vers 19 heures 30, aux côtés du maire (PS) de Rennes, Edmond Hervé, deux adolescents lui ont aspergé la



DANIEL JANIN/AFP

porte-parole de Lionel Jospin sur les questions sociales, Eric Besson, rencontrait les syndicats CGT et CFDT de Mitsubishi, dont le site de production de téléphones mobiles, à Etrelles (Ille-et-Vilaine), va fermer.

Ces incidents passés, le meeting a pu commencer. Après un long,

long, hommage à la « belle et fière Bretagne », ses « festnoz », ses « exploreurs », ses « marins » – pour le compte-rendu dans les onze éditions de *Ouest-France*, décryptant un conseiller – le candidat a déroulé le message du jour, ciblé sur l'« efficacité économique » et le « progrès social ». « La gauche tient les deux bouts de la chaîne », a assuré M. Jospin, accompagné de sa « femme qui porte une veste rou-

ge », a-t-il précisé. « Oui, c'est intéressant d'investir en France ! », a lancé le candidat, en évoquant l'installation de Toyota à Valenciennes, et en fustigeant ceux qui, à droite, « chantent l'hymne du déclin ». M. Jospin a eu beaucoup de succès en s'appuyant sur des exemples d'actualité, comme il avait été décidé, le matin, lors de la réunion du conseil politique au siège de campagne : l'Italie de Silvio Berlusconi, et ses deux millions de personnes dans les rues, mardi, protestant contre la réforme des licenciements, servent de repoussoir. « Je ne veux pas que ce qui arrive en Italie arrive dans mon propre pays », a scandé le candidat, sous les applaudissements. Le PDG de Vivendi, Jean-Marie Messier, est sifflé et, quand M. Jospin salue « l'apport essentiel de Canal + au cinéma », les militants du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) crient « libérez Canal + ! ».

Il ne fallait pas oublier de lancer quelques piques au président « sortant ». En début de soirée, à la tribune, François Hollande avait ironisé sur les « billets d'avion gratuits » que M. Chirac a proposé aux jeunes lors de son voyage aux Antilles et en Guyane (*Le Monde* du 8 avril). « Je ne prends pas les

Mercredi 17 avril, Lionel Jospin quitte l'Elysée, à l'issue du dernier conseil des ministres avant la présidentielle. Le premier ministre-candidat est entouré de François Patriat, ministre de l'Agriculture, Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé, Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à la famille.

Français catégorie électorale par catégorie électorale pour leur faire à chacun des promesses », quand elles ne sont pas « contradictoires », a glissé pour sa part M. Jospin. Ironique, il a relevé que M. Chirac avait demandé, lors de son déplacement en Corse, mardi, et sans jamais citer les accords de Matignon, « la pleine réalisation des engagements de la loi du 22 janvier » 2002 (*Le Monde* du 18 avril). « Je me suis pincé ! », s'est exclamé M. Jospin. A la fin, quittant ses notes, il a commenté le sondage, « un de plus », selon lequel 30 % de Français n'iraient pas voter, dimanche, car « une fois élus, les politiques ne tiennent pas leurs promesses ». « C'est peut-être un motif pour ne pas voter pour M. Chirac, mais certainement pas un motif pour ne pas voter pour moi ! », a-t-il conclu.

Clarisse Fabre

# Le PS utilise le « repoussoir » Berlusconi contre M. Chirac

Les chiraquiens dénoncent « une conception singulière de la démocratie »

L'ARGUMENT a été rodé tout au long de la journée. C'est nous ou la grève générale à l'italienne n'ont pas cessé de marteler en chœur, mercredi 17 avril, les socialistes. Tôt le matin, invité sur Europe 1, Lionel Jospin a ouvert le bal. « Vous avez vu ce qui s'est passé en Italie », a-t-il déclaré en faisant référence au conflit déclenché par la réforme des licenciements prônée par le chef du gouvernement conservateur, Silvio Berlusconi. « Si le président sortant devait être renouvelé dans sa fonction (...) je pense que nous n'irions pas à 2007 sans crise », ajoutait-il.

A 8 h 30, à « l'Atelier », la réunion quotidienne de campagne du premier ministre-candidat roule sur ce thème. Stéphane Le Foll, directeur de campagne de François Hollande, exhibe *Ouest-France*. Ce jour-là, le quotidien consacre sa « une » à un entretien avec M. Jospin titré « l'enjeu majeur, c'est la justice sociale », et juste en dessous, à la grève générale qui a « paralysé l'Italie ». « La mise en scène est parfaite », se réjouit M. Le Foll. Une heure plus tard, lors d'un point-presse censé expliquer les « vraies différences » en matière sociale, les porte-parole et lieutenants se relaient pour faire passer le message. Jérôme Cahuzac, député PS de Lot-et-Garonne, évoque « ce qui se passe en Italie et ce que d'aucuns qualifient de blocage à la Juppé ». Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, insiste sur « un risque à l'italienne ». « J'ai testé l'argument hier soir dans un meeting à La Rochelle, ça marche très bien », confie ce dernier en aparté, tout sourire.

A la mi-journée, à l'issue de la réunion du conseil politique du candidat socialiste, c'est au tour du premier secrétaire du parti, M. Hollan-

de, de sonner la charge. Le parallèle italien, c'est son idée, son dada depuis la manifestation du 23 mars qui avait déjà réuni 2 millions de personnes à Rome. « Il y a comme une anticipation, si les électeurs ne faisaient pas le choix utile le moment venu, de ce qui pourrait se passer en France », souligne M. Hollande.

La riposte des chiraquiens ne s'est pas faite attendre. « Menacer le peuple français dans son ensemble : sans doute voudrait-il mieux rire de ce nouvel écart de langage s'il n'était pas, une nouvelle fois, le révélateur d'une conception singulière de la démocratie », écrit dans un communiqué Antoine Rufenacht, directeur de campagne de M. Chirac, en réponse à M. Jospin. « Rien qu'en 2001, se sont succédés dans la rue les médecins, le personnel hospitalier, les sage-femmes, les policiers, les magistrats et même – fait inédit dans l'histoire de la République – les gendarmes. Beau bilan social », conclut-il.

INQUIÉTUDE SUR « L'APRÈS »

Au-delà des petites phrases, cette bataille à coups d'anticipation de grèves marque bien l'inquiétude des deux camps sur « l'après », compte tenu de l'éparpillement des voix et de la montée des extrêmes. « Je l'ai dit en réunion : notre premier signe ne pourra pas être l'ouverture du capital d'EDF », confie Alain Vidalies, porte-parole sur les questions sociales dans l'équipe de M. Jospin. Le député des Landes milite activement pour que, en cas de victoire de son camp, l'une des premières mesures soit consacrée à la réforme de la représentativité des syndicats. Mettre dans le jeu l'UNSA et le Groupe des Dix (dont les SUD) permettrait d'apaiser le climat social, estime-t-on au PS.

Isabelle Mandraud

## Une réélection qui aurait « un goût d'impunité »

Lors d'un meeting, mercredi soir, à Paris, Daniel Vaillant a estimé qu'une réélection de Jacques Chirac aurait « un goût d'impunité », « un parfum d'amnistie par les urnes ». Devant près de 900 personnes, le ministre de l'intérieur s'en est pris au président sortant, candidat de « l'inconstance » et des « promesses non tenues », qui « pense que l'Elysée, c'est pour lui un droit », avant d'ironiser sur le fait que « sa situation personnelle le motive ». Tout comme Martine Aubry et Bertrand Delanoë, également présents au meeting, il a estimé que, « si on veut battre Jacques Chirac, il faut voter Lionel Jospin dès le premier tour ».

joue de ketchup – « pour que Jospin soit plus à gauche », ont-ils expliqué par la suite. Le candidat est allé se changer tandis que les jeunes étaient remis à la police.

La soirée a démarré sur les chapeaux de roue. Vers 19 heures, des CRS ont tiré des grenades lacrymogènes sur les dizaines de douaniers qui manifestaient en tenue et tentaient de pénétrer dans le Parc des expositions. Pendant ce temps, le

long, hommage à la « belle et fière Bretagne », ses « festnoz », ses « exploreurs », ses « marins » – pour le compte-rendu dans les onze éditions de *Ouest-France*, décryptant un conseiller – le candidat a déroulé le message du jour, ciblé sur l'« efficacité économique » et le « progrès social ». « La gauche tient les deux bouts de la chaîne », a assuré M. Jospin, accompagné de sa « femme qui porte une veste rou-

## Le nouveau glossaire de gauche du candidat socialiste

DE MEETING en meeting, le candidat socialiste a multiplié les signes et les symboles en direction de l'électorat de gauche à mesure qu'apparaissent la faible mobilisation socialiste et la progression des intentions de vote en faveur d'Arlette Laguiller.

► **La « France du travail ».** M. Jospin se veut « le candidat de la France du travail, qui travaille dur et qui gagne peu, la France des ouvriers », des « chauffeurs de bus » (Dijon, 28 mars), de ceux « qui travaillent derrière une chaîne d'usine, derrière la caisse d'un supermarché, auprès des malades dans un hôpital ou sur un tracteur » (Bordeaux, 11 avril). « La gauche se donne comme vision ultime l'émancipation humaine » (Dijon).

► **L'utopie.** « On dit qu'il n'y a plus d'utopie. Mais quand on dit "zéro SDF", on nous dit que ce n'est pas crédible. Il faudrait choisir, messieurs les censeurs ! » (Bordeaux). « Ce qui était utopique en 1999 [l'objectif du retour au plein emploi] est aujourd'hui considéré comme une chose possible » (Lens, 13 avril).

► **Marx et Mitterrand.** « Nous sommes fiers que Guesde, [Edouard] Vaillant, Jaurès, Blum, Mitterrand aient illustré la pensée et parfois la doctrine socialiste (Limoges,

14 mars). « La France plus juste, c'est aussi une France où chaque être humain peut s'accomplir. Léon Blum nous l'a appris » (Lens). « Parce que je retrouve dans ton visage nombre de traits qui m'émeuvent, je suis heureux que tu sois là, Gilbert Mitterrand ! » (Bordeaux). « La production, la gauche en a toujours parlé (...) : Saint-Simon, les socialistes utopiques et Marx lui-même » (Rennes).

► **L'antimondialisation.** Interrogé par Karl Zéro, dimanche 14 avril, sur Canal +, sur son engagement militant s'il avait « aujourd'hui » 20 ans, le candidat n'a pas hésité à répondre : « Je serai sûrement proche du courant (...) pour une autre mondialisation. »

► **Double peine et vote des étrangers.** M. Jospin n'a jamais remis en cause le système de la double peine. Pourtant, le 9 avril, dans le mensuel *Pote à pote*, il se dit favorable, « dans certaines situations », à sa révision. Sur Radio-Beur, le 15, il a indiqué, par ailleurs, que le droit de vote des étrangers aux élections locales, inscrit dans son programme, sera proposé d'« ici une année, une année et demie ».

Ar. Ch. et M. N.

## Dans la Nièvre, un maire a dû démissionner pour avoir accordé sa signature à M. Le Pen

Un adjoint d'une autre ville sanctionné pour avoir soutenu M. Mégret

NEVERS

de notre correspondant

« La Nièvre parraine large ». Le titre à la une du quotidien régional *Le Journal du Centre* du 11 avril a fait l'effet d'une petite bombe au sein de plusieurs conseils municipaux. Parmi les cinquante élus du département dont le nom a été publié au *Journal officiel*, onze ont accordé leur signature à un candidat d'extrême droite – Jean-Marie le Pen ou Bruno Mégret.

Maire de Raveau (717 habitants), Alain Viturat, cuisinier âgé de 56 ans, a donné son paraphe au président du Front national (FN). Treize des quatorze élus de son conseil municipal, tous issus d'une liste apolitique, se sont sentis « trahis » et lui ont demandé de « démissionner immédiatement ». Lundi, M. Viturat a annoncé sa démission

en déclarant qu'il s'était « fait piéger ». « Il avait l'air de regretter, raconte Philippe Audoin, un de ses adjoints. Cette démission répond à nos inquiétudes. La prise de position de M. Viturat (...) risquait de freiner l'avancement de nos projets. » Le démissionnaire a précisé qu'il continuerait de siéger au conseil municipal « afin de ne pas provoquer de nouvelles élections ».

Un autre élu nivernais a été victime de sa signature – apportée, elle, à la candidature de Bruno Mégret. Conseiller général du canton de Cosne-Sud, Michel Veneau, adjoint au maire de Cosne-sur-Loire, est désormais privé de toutes ses délégations de représentation et de signature. Le maire (UDF), Didier Béguin, l'a annoncé mardi, tout en soulignant « le travail constant et déterminé » accompli par celui qui

était son deuxième adjoint depuis treize ans. Le groupe socialiste, minoritaire au conseil municipal, a dénoncé cette « mesurette » et réclame une démission pure et simple. La polémique a même dépassé le terrain communal : Gaëtan Gorce, député (PS) de la 2<sup>e</sup> circonscription de la Nièvre et maire de La Charité-sur-Loire, a estimé, mercredi 17 avril, qu'il est « grave d'apprendre d'un élu ses préférences, une fois le scrutin passé ». Pour M. Gorce, « l'affaire de ce parrainage est révélatrice des dérives de la droite locale qui, depuis les élections régionales [l'élection de Jean-Pierre Soisson à la présidence du conseil régional de Bourgogne avec les voix du FN] ne parvient pas à clarifier sa position par rapport à l'extrême droite ».

Philippe Depalle

## Rotary International

### 70 décideurs de demain s'engagent pour la paix

Le Rotary International et sa Fondation sont fiers de vous présenter la première promotion des boursiers des Centres du Rotary. Soixante-dix talentueux jeunes gens qui étudieront la résolution des conflits dans des universités prestigieuses de 6 pays. Leur objectif : devenir des dirigeants possédant les connaissances et outils nécessaires à la paix mondiale.

[www.rotary.org](http://www.rotary.org)

Monica Alfred, Sri Lanka Ylenia Ariano, Italie Rochelle Arms, États-Unis Jacqueline Bass, États-Unis Jose Bayona, Colombie Francisco Benavides, Mexique Karla Berg, États-Unis Ole Bergum, Norvège Tenzin Bhuchung, Inde Alison Bond, Nouvelle-Zélande Helga Bragadottir, Islande Heather Brock, États-Unis Margaret Carolla, États-Unis Marien Correa, Colombie Erin Corrigan, États-Unis Francesca Delmese, Royaume-Uni Nagarjun Devaraj, Inde	Amy Erickson, États-Unis Amritha Fernandes-Bakshi, Canada Pamina Firchow, États-Unis Conor Fortune, Irlande Richard Gee, Royaume-Uni Stefano Gnes, Italie Deborah Goldberg, États-Unis Khaleen Grant, Jamaïque Rowan Griffin, Royaume-Uni Tomoko Hashimoto, Japon Path Heang, Cambodge Ryan Hendy, Canada Thomas Henokl, Autriche Patricia Hewitson, Australie Mary Ann Hurst, États-Unis Maria Clara Jaramillo, Colombie Krishna Jhugroo, Maurice	Min-young Kim, Corée du Sud Toshiaki Komatsuzaki, Japon Sofia Ledberg, Suède Bautista Logioco, Argentine Nani Mahanta, Inde Josephine Manuel, Philippines Martha McManus, Canada Tania Miletic, Australie Rebecca Milligan, États-Unis Derran Moss, Australie Jan Nemecek, République tchèque Christian Oakes, États-Unis Mitchell O'Brien, Australie David Oliveira de Souza, Brésil Chantal Paydar, États-Unis Wendi Pillars, États-Unis Simona Pinton, Italie	Amy Van Poperin, États-Unis Arnoldas Prancevicius, Lituanie Sergio Rapu Haoa, Chili Danielle Reiff, États-Unis Carl Skau, Suède Margaret Soo, Malaisie Carmen Strigel, Allemagne Ena Sugiyama, Japon Josephus Tenga, Sierra Leone Tunde O. Thompson, Nigeria Syeda Uddin, États-Unis Ximena Valente, Argentine Mariana Vigo, Argentine Ian Wadley, Australie Shih-szu Wang, Taïwan Jeffrey Whitfield, États-Unis Beyene Zewdineh, Éthiopie
--	--	--	--

Les Centres du Rotary pour études internationales sur la paix et la résolution des conflits

# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

La huitième audience d'appel du procès en révision de Patrick Dils a été marquée, mercredi 17 avril, par le **TÉMOIGNAGE** de Francis Heaulme. Six fois condamné pour des crimes, ce dernier a reconnu une nouvel-

le fois qu'il était passé **SUR LES LIEUX** du double meurtre des enfants, quelques heures avant les faits. Mais il a maintenu qu'il n'était pas l'auteur des ces crimes. « *Mon style, c'est l'Opinel et j'étrangle les*

*mains nues* », a-t-il affirmé à la barre, en donnant une version très précise de sa journée du 28 septembre 1986. **HENRI LECLAIRE**, lui aussi cité comme témoin, a également nié avoir joué un rôle dans ce crime,

qu'il avait avoué à l'époque aux policiers. En tout, **QUATRE PERSONNES**, dont trois sur procès-verbal, se sont attribués les faits au cours de l'enquête initiale, avant que Francis Heaulme les évoque à son tour.

# Francis Heaulme nie être l'auteur du crime reproché à Patrick Dils

Venu témoigner devant les assises des mineurs du Rhône, le meurtrier en série a fait preuve sur certains points d'une très bonne mémoire, et confirmé sa présence, il y a quinze ans, sur les lieux du crime, le jour des faits. Il a cependant maintenu n'avoir joué aucun rôle dans le double meurtre du 28 septembre 1986



**COUR D'ASSISES DES MINEURS DU RHÔNE**  
8<sup>e</sup> audience d'appel du procès en révision

LYON

de notre envoyé spécial

Il est de ces instants où les prétoires, gonflés par la foule, se font silence de cathédrale. On recueille le serment. « *Je m'présente. Heaulme Francis, né le 25-02-59 à Metz. J'ai 43 ans, sans profession.* » Dira-t-il la vérité ? « *Je le jure.* »

Voici donc Francis Heaulme, pull jacquard, visage indélébile, haute silhouette immortalisée par les crimes. La cour et les jurés, qui en ont tant entendu sur leur sauvagerie, convergent leurs regards vers celui du multiple meurtrier. Francis Heaulme, comme le lui dit la présidente Yvette Vilvert, est « *un témoin important* ». Doux euphémisme. Témoin gigogne, derrière lequel se cache, si attendue, la figure du suspect. Involontairement, la présidente a d'ailleurs renommé l'accusé « *Patrick Heaulme* », en trébuchant sur les noms...

Avec une diction pâteuse, voici le vieil enfant narrant son emploi du temps d'il y a quinze ans. Le 28 septembre 1986, jour où l'on retrouva, vers 20 heures, crânes fracassés à coups de pierres, les corps d'Alexandre et Cyril, 8 ans, sur un talus SNCF, Francis Heaulme affirme être passé par là en vélo, vers 13 h 30. Arrivant sous un pont de chemin de fer, il a aperçu « *des gamins qui balançaient des cailloux* ». « *J'ai posé mon vélo, j'ai regardé en l'air. Il n'y avait plus personne.* » De retour de Metz vers 17 h 15, il est rentré chez sa grand-mère - qui habitait le village voisin de Vaux -, s'est changé, est parti à Ars-sur-Moselle où, non loin de la ligne de chemin de fer - qui mène à Montigny -, il a glissé, s'est blessé

et s'est retrouvé tâché de sang. Là, vers 19 heures, des pêcheurs l'ont pris dans une 4RL blanche - scène qu'à l'audience ceux-ci ont confirmé.

« **JE SUIS UN TUEUR EN SÉRIE** »

M<sup>me</sup> Vilvert : « *A l'époque, vous n'étiez pas bien du tout, je crois ?* » « *J'ai perdu ma mère le 16 octobre 1984 suite à un cancer de l'utérus. Ça m'a marqué à vie.* » La présidente s'interroge sur ses déclarations, recueillies depuis le recours en révision. En janvier et février, avant de se rétracter, Francis Heaulme s'est présenté en témoin du crime, à 17 h 40, assurant même avoir eu un contact avec le meurtrier et être allé voir les corps des enfants. Pour les gendarmes, qui connaissent bien leur homme, ce sont manières d'aveux. « *C'est faux ! Tellement j'en avais marre, j'ai raconté n'importe quoi.* »

La présidente n'insiste pas, s'éloigne du sujet, y revient. Le témoin : « *J'ai dit plusieurs versions. Non, non, non. Je ne me rappelle pas. J'étais sous traitement. Je prends quatre Valium, un Tercian et des comprimés pour ma phlébite (...).* Ecoutez, madame la présidente, tout le monde me connaît. Je suis un tueur en série. Un expert, une fois, a



Francis Heaulme (ici photographié le 22 novembre 1999 devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle), est venu témoigner mercredi 17 avril, lors de la 8<sup>e</sup> audience d'appel en révision du procès de Patrick Dils devant la cour d'assises des mineurs du Rhône. Il a confirmé avoir été sur les lieux au moment du crime, mais a nié en être l'auteur.

dit que je ne l'étais pas. Mais chaque fois qu'il y a un meurtre, c'est Heaulme. Je commence à en avoir assez.

La présidente, cependant, s'étonne d'un si bon souvenir de ce dimanche d'automne 1986. Vécu comme une agression, le jet de cailloux en serait-il la cause ? « *Ça m'a impressionné. Je me demandais pourquoi ils me lançaient à moi.* » Serait-il revenu dans l'après-midi

pour corriger les garnements ? « *Non, non !* » Et puis : « *Deux gamins d'un coup, je vois pas.* » « *Comment pouvez-vous dire cela ?* »

« **UN BOUCLIER ÉMISSAIRE** »

Francis Heaulme a dessiné des croquis, attestant sa parfaite connaissance des lieux. Il dit s'être changé, avoir enfilé un pantalon à pinces, une chemise blanche, qu'il a tâchée de sang. Il souffrait d'une plaie au pied. Or, au lendemain des meurtres, un jeune homme a indiqué avoir parlé, vers 17 h 35, non loin de la voie ferrée, à deux kilomètres des faits, à un personnage « *endimanché* », titubant, avec, sur sa chemise blanche, « *une grosse tâche de sang et des éclaboussures* ».

M<sup>me</sup> Jacques Parisot, pour la partie civile, intervient au secours du témoin : « *On essaie de vous impliquer dans tous les meurtres...* » « *Je suis un bou... bouclier émissaire. J'arrive pas à prononcer le mot.* » L'avocat général : « *Je suis inquiet,*

*M. Heaulme. A chaque déclaration, vous dites : "La dernière fois, j'ai dit n'importe quoi". Or vous commencez toujours par prêter serment de dire la vérité !* » « *Comme je l'ai dit à madame la présidente, je change chaque fois de version...* »

Face à l'anguille, la défense essaye les sentiments. Depuis le premier procès en révision, à Reims l'an dernier, Francis Heaulme affirme que Patrick Dils est innocent. M<sup>me</sup> Bertrand Becker : « *Pourquoi dites-vous cela ?* » « *Je vois pas un jeune de 16 ans faire ça.* » M<sup>me</sup> Jean-Marc Florand, penché vers lui, lui rappelle que, lors de l'une de ses versions, avant de se rétracter, il avait « *juré sur la tombe de sa mère* » qu'il avait vu un homme « *petit et trapu* » descendre le talus, le tee-shirt en sang, lui déclarant avoir tué les deux enfants - il avait cité le nom d'Henri Leclair, l'un de ceux qui avait avoué en 1986 avant d'être blanchi. « *Ecoutez, je ne m'en rappelle plus (...).* Ça fait trois semaines que je pense à

[Patrick Dils] souvent. » M<sup>me</sup> Becker : « *Pourquoi ?* » « *Je pense que c'est pas lui.* »

On fait observer qu'après qu'il a reconnu le meurtre de Joris Viville, 8 ans, près d'Antibes (étrangement, 84 coups de poinçons), sa sœur, presque dernier lien familial, a rompu tout contact avec lui pendant deux ans. Aurait-il peur, en avouant un double meurtre d'enfants, de perdre à nouveau ce soutien ? « *Je veux pas m'accuser d'un meurtre que je n'ai pas commis. Moi, mon style, c'est l'Opinel et j'étrangle les mains nues.* »

Henri Leclair, petit quinquagénaire effectivement trapu, vient bredouiller des explications sur ses aveux circonstanciés de 1986. « *Pourquoi vous êtes-vous accusé ?* » « *J'en sais rien !* » Il s'agit : « *Moi, j'ai rien à faire dans cette histoire !* » Comme Claude Grabot, autre suspect ayant avoué en 1987, il n'a que silences de peur, semble-t-il, ou d'incompréhension, pour explications. Ou alors : « *Des questions, on vous en met plein la tête ! On vous fait du harcèlement jusqu'à temps que vous disiez n'importe quoi !* »

Francis Heaulme est rappelé, confronté. Il avait cité le nom d'Henri Leclair parce qu'il l'avait vu, dit-il, après Reims, à la télévision. « *Pourtant vous citez ce nom à des gendarmes dès 1989...* » Mystère. « *Est-ce lui que vous avez vu descendre le talus ?* » Catégorique : « *Non, ce n'est pas lui.* ». Flottement. Aurait-il alors vu quelqu'un d'autre ? « *Non je n'ai vu personne descendre ce talus.* ». Puis avant de partir en la fixant longuement, Francis Heaulme demande à ajouter un mot pour la grand-mère d'Alexandre. « *M<sup>me</sup> Beckrich, je n'ai pas tué les enfants. Je vous le jure sur la tombe de ma mère.* »

Jean-Michel Dumay

## PROFIL LE « ROUTARD DU CRIME »

Une nouvelle fois, l'ombre de Francis Heaulme, 43 ans, déjà condamné six fois pour meurtre, dont deux à la réclusion à perpétuité, est venue hanter les prétoires. Avec son passé de « *roulard du crime* », sa carcasse de colosse décharné, son regard fixe et sa personnalité torturée, qui l'inscrit déjà dans la filiation des Landru, Petiot et autres « *serial killers* » à la française.

Fils d'un ouvrier violent, Heaulme avoue avoir entamé sa dérive sanglante après le décès, en 1984, de sa mère adorée. « *Le jour où elle est morte, ça a fait boum dans ma tête* », expliquait-il devant la cour d'assises de la Dordogne, en 1997. Il a alors 26 ans. Il quitte son emploi de maçon, sa ville natale, Metz. Et de foyers en hôpitaux psychiatriques, sillonne la France à pied, en train, en stop. Sans logique définie, mais avec une particularité : celle de se retrouver, souvent, dans les environs de crimes non élucidés.

C'est en enquêtant sur le meurtre d'une aide-soignante, tuée en 1989 près de Brest, qu'un gendarme, Jean-François Abgrall, va parvenir à reconstituer son itinéraire. Sa ténacité paie : Francis Heaulme est finalement interpellé en 1992, dans le Bas-Rhin. Il s'agit alors de recoller les morceaux d'un puzzle, composé d'incessantes contradictions. Le jeu du tueur consiste à lâcher des bribes, à évoquer d'autres « *pépins* »... Il attribue ses crimes à des tiers. Parfois, il avoue. Puis se rétracte.

De fil en aiguille, la liste de ses méfaits s'allonge. Et le « *roulard du crime* » repart pour un nouveau tour de France. Celui des prétoires,

cette fois. Condamné, en 1994, à vingt ans de réclusion pour le meurtre de l'aide-soignante. Perpétuité, en 1995, pour sa participation à l'assassinat d'une adolescente, en 1991. Acquitté, une fois, en 1997. A nouveau perpétuité, pour avoir étranglé, en 1989, un enfant de 9 ans, près de Port-Grimaud. Quinze ans de prison, en 1999, pour le meurtre d'un sexagénaire en 1992. Trente ans de prison, deux mois plus tard, pour le meurtre d'une adolescente, en 1984. Enfin, en décembre 2001, à nouveau trente ans de prison, pour le meurtre d'une femme, en 1986, à Metz.

Dans ses crimes, des constantes : la violence extrême, la connotation de sexe, les hospitalisations après les actes. Et dans ses interrogatoires, le « *blocage* » ou les « *tremblements convulsifs* », notés par les enquêteurs, lorsqu'il s'agit d'évoquer les meurtres d'enfants.

L'irresponsabilité pénale, prévue par la loi dans le cas de maladies mentales, ne lui a jamais été accordée. Tout juste les experts ont-ils admis « *des traits patents de déséquilibre psychique* » et un quotient intellectuel entre 63 et 90. « *Manipulateur* », selon un gendarme qui l'a interrogé plusieurs fois, « *pauvre diable* », pour sa sœur, Francis Heaulme dérouté : on ne sait s'il faut le ranger dans la catégorie des indigents d'esprit à la responsabilité altérée ou des grands pervers mythomanes, que le hasard pousse toujours au mauvais endroit au mauvais moment.

Delphine Saubaber

## Le détenu qui a rendu la parole à l'accusé

Le témoin, détenu de 53 ans, a peu à dire, outre sa conviction de l'innocence de Patrick Dils. Il a partagé sa cellule avec lui, à Reims, quatre mois après la deuxième condamnation, en juin 2001. La présidente : « *Expliquez-nous pourquoi vous l'avez fait venir, M. Dils ?* » L'accusé : « *Je tiens à remercier M. Lefèvre pour tout ce qu'il a fait pour moi. C'est quelqu'un que je ne pourrais jamais oublier. Il a su apporter ce que tous les autres n'ont jamais su m'apporter. Pendant 15 ans, j'ai été vraiment seul, à l'abandon. C'était impossible de comprendre ce qui se passait (...). Lui, il m'a écouté. On a longuement parlé. Il m'a fait confiance. Je n'ai rien à me reprocher, je suis innocent. Lui, il avait compris une chose : j'avais besoin de comprendre et essayer de pouvoir le faire comprendre et, croyez-moi, c'est vraiment une tâche qui relève de l'impossible. Imaginez que je vous demande de me prêter un stylo, Madame la Présidente. Et maintenant, vous dites que je l'ai volé. Eh bien, vous, vous êtes à la bonne place, et moi à la plus mauvaise !* »

## Quatre personnes, dont trois sur procès-verbal, avaient avoué le crime avant que Francis Heaulme n'évoque sa présence sur les lieux

Au cours de l'enquête de 1986 et 1987, trois versions circonstanciées des faits avaient été recueillies

Le PROCÈS de Patrick Dils pose la question de la place des aveux dans la procédure criminelle et de la façon dont ceux-ci, hors enregistrements sonores ou vidéo, sont recueillis. Au cours de l'enquête initiale, menée en 1986 et 1987 par le SRPJ de Metz, quatre personnes, sous les questions des policiers, se sont attribués la responsabilité du double meurtre de Montigny. L'une d'elles aurait relevé de la psychiatrie et ses aveux n'ont pas fait l'objet d'un procès-verbal. En revanche, trois aveux circonstanciés, dont ceux de Patrick Dils, ont été consignés par écrit.

► **Henri Leclair**. Manutentionnaire de 38 ans habitant non loin de la rue Vénizelos, qui jouxte le talus SNCF où ont été retrouvées les deux victimes, Henri Leclair est interrogé le 10 décembre 1986 par l'inspecteur Bernard Varlet. Au cours de son audition, l'homme nie tout d'abord deux fois, puis s'accuse, semble-t-il, hors procès-verbal, puis nie encore, avant de reconnaître être monté sur le talus où se trouvaient les enfants, « *entre 16 heures ou 17 heures, ou même plus tard* » :

« *Je leur ai posé la question : "Qu'est-ce que vous faites là ?" Ils m'ont répondu : "On s'amuse à jeter des cailloux". Les enfants se sont sauvés par les wagons et n'ont pas cherché à se sauver par la butte (...). J'ai poursuivi celui que je con-*

*naissais, et qui était parti entre la première et la deuxième rangée de wagons. Je l'ai rattrapé au niveau des premiers wagons de la rame (...). Je suis parti à la poursuite de l'autre, entre la deuxième et troisième rangée de wagons et je l'ai rattrapé à peu près à hauteur du sixième wagon de la troisième voie (...). Je leur ai dit qu'ils n'avaient rien à faire sur les voies. Ils m'ont répondu : "On est souvent ici".* »

« *J'ai commencé à les engueuler. Je leur ai donné une gifle à chacun. Je me suis énervé. Je les ai un peu bousculés. J'en tenais un par chaque main. Ils ne se sont pas débattus et ils n'ont pas crié (...). Ensuite, à un moment donné, Alexandre a trébuché et il est tombé à terre où il a heurté un rail. Il était alors sur le dos. L'autre voulait s'enfuir et en reculant il a heurté un tampon avec la tête. Il est également tombé sur le dos. A ce moment-là, les enfants étaient à terre l'un à côté de l'autre. J'ai pris une pierre de la grosseur d'une main et j'ai tapé à tour de rôle sur les fronts des enfants. J'ai porté à chaque enfant un seul coup.* » (...)

Quand l'audition se termine : « *A votre question, je réponds avoir dit toute la vérité sur cette affaire. Je n'ai rien inventé.* » Ces aveux ont été répétés une fois devant un autre policier.

► **Claude Grabot**. Manutentionnaire également, alors âgé de 18 ans, Claude Grabot avoue le 12 février 1987, racontant une scène d'attentat à la puceur en présence des enfants. Il se trompe sur l'arme du crime (il cite un bâton), mais termine cependant par : « *J'ai vu le second enfant bouger. J'ai saisi alors une pierre de la dimension d'un ballon de football, que j'ai jetée vers ce second enfant. Pour une raison que je ne peux expliquer, j'ai repris cette pierre dans les mains et j'ai frappé.*

*Je suis incapable de vous dire à partir de cet instant ce que j'ai fait exactement.* » En conclusion : « *Je suis totalement incapable de vous dire pour quelles raisons j'ai commis cet acte. J'ai agi dans un moment d'égalité.* » (...)

► **Patrick Dils**. Longuement débattus lors de la première semaine d'audience, les aveux de Patrick Dils, passés hors la présence d'un avocat, lorsqu'il était jeune apprenti cuisinier de 16 ans, ont la particularité d'avoir été réitérés quatre fois, avant qu'il ne se rétracte un mois plus tard. Les enquêteurs, selon le mot de l'avocat général, semblent s'y être tenus « *comme si le récit apparaissait plus concordant par la seule vertu de sa répétition* ».

Interrogé le 29 avril 1987 par l'inspecteur Varlet, il maintient tout d'abord par trois fois sa version déjà donnée aux enquêteurs précédemment, expliquant des discordances par sa « *peur de la police* ». Puis, après une nuit de garde à vue, il reconnaît lui aussi être monté sur le talus - peu avant 19 heures - et avoir vu les enfants :

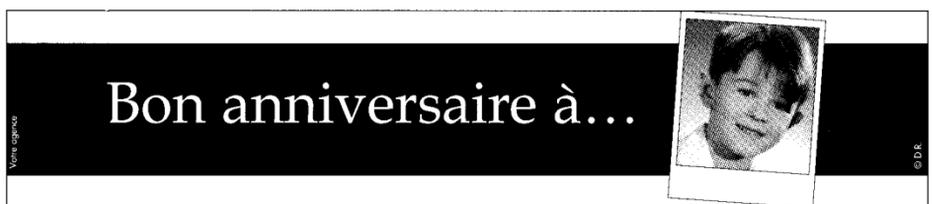
« *Je les ai suivis, je me trouvais à 4 ou 5 mètres derrière eux. Ils sont arrivés à hauteur des wagons et ont marché entre les rames. Je les ai suivis à hauteur du deuxième wagon que je situe à partir du plan des lieux [établi par l'identité judiciaire] que vous me présentez (...). J'ai dit un ou deux mots à Alexandre, comme : "Salut, Alexandre !". Je ne sais pas s'il m'a répondu quelque chose. C'est à ce moment que, pour une raison que je ne m'explique pas, j'ai ramassé une pierre que je tenais dans ma main droite. Je me suis rapproché de l'enfant que je ne connaissais pas. Il me faisait face, je lui ai donné un coup avec la pierre toujours dans ma main, suffisamment fort pour qu'il tombe (...). Alexandre poussait des*

*cris de frayeur et il ne bougeait plus comme s'il était paralysé. Il criait fort et cela m'a affolé. Comme j'avais jeté la pierre que j'avais utilisée pour le premier enfant, j'en ai ramassé une autre d'une grosseur identique et j'ai frappé Alexandre à peu près au milieu du front, pour le faire taire (...). Je pense ne lui avoir donné qu'un seul coup.* »

Patrick Dils explique avoir encore frappé les enfants « *avec une grosse pierre* » à trois ou quatre reprises. En fin d'audition, il indique : « *Je ne comprends pas pourquoi je m'en suis pris à ces deux enfants. Je regrette mon geste.* »

► **Francis Heaulme**. Interrogé pour sa part plusieurs fois par les gendarmes, à l'occasion de la procédure de révision, Francis Heaulme, lui, n'a jamais avoué. Il a cependant toujours affirmé sa présence, rue Vénizelos, le jour des faits, quand des enfants jetaient des cailloux. Lors de ses dernières auditions, en janvier et février, avant qu'il ne se rétracte, il a indiqué avoir vu le meurtrier (il a cité le nom d'Henri Leclair, puis s'est rétracté), puis être monté sur le talus : « *Je comptais retrouver les personnes auxquelles cet homme avait fait du mal (...). Soudain, de loin, à un peu près une centaine de mètres après le chemin par lequel je suis monté, j'ai vu des vêtements, sur le côté du talus, mais du côté opposé. Je me suis approché, et c'est là que j'ai découvert deux enfants couchés, l'un à côté de l'autre, par terre sur le ballast. J'étais effrayé mais je me suis quand même approché de l'un d'eux. Je ne sais plus lequel. Je l'ai retourné car il était sur le ventre. Il était mort et portait des blessures à la tête laquelle était complètement en sang.* »

J.-M. Dy.



Bon anniversaire à...

## Sept interpellations dans l'enquête sur les complicités dont aurait bénéficié l'islamiste Richard Reid

Les enquêteurs soupçonnent des ressortissants pakistanais de l'avoir aidé au cours de son séjour à Paris. Ils s'interrogent sur le rôle d'une association humanitaire du 9<sup>e</sup> arrondissement

SEPT PERSONNES d'origine pakistanaise ont été interpellées, mardi 16 avril, à Paris dans le Val d'Oise et en Seine-Saint-Denis, dans l'enquête sur Richard Reid, un Britannique de 28 ans qui avait tenté de faire sauter, le 22 décembre 2001, un avion reliant Paris à Miami en mettant le feu à des explosifs dissimulés dans ses chaussures. Jeudi matin, quatre étaient toujours en garde à vue dans les locaux parisiens de la brigade criminelle. Les enquêteurs s'interrogent sur les complicités et l'éventuel soutien logistique dont Richard Reid aurait bénéficié lors de son séjour dans la capitale. L'opération déclenchée mardi est l'aboutissement d'un long travail de surveillance effectué par les policiers de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG).

Parmi les personnes interpellées figure le propriétaire d'une boucherie hallal située 81, rue Rochechouart, à Paris (9<sup>e</sup> arrondissement), dans un quartier où Richard Reid avait séjourné. Les policiers attendaient son retour du Pakistan pour l'arrêter. De nationalité britannique, cet homme d'environ 70 ans est l'animateur d'une association baptisée « Chemin droit » – dont l'objet est de venir en aide aux musulmans nécessiteux et qui était domiciliée dans l'appartement situé au 1<sup>er</sup> étage au-dessus

de la boucherie. Mardi, à 6 heures du matin, une trentaine de policiers avaient fait irruption dans la boucherie et arrêté trois personnes, soupçonnées d'avoir hébergé le militant islamiste : outre le propriétaire, son fils et son gendre – ce dernier a été remis en liberté mercredi soir – ont été interrogés par la brigade criminelle. Un sac de documents, des téléphones portables et des ordinateurs ont également été saisis par les enquêteurs.

Les interpellations ont suscité de nombreuses réactions dans le quartier. « Cela fait dix-quinze ans qu'ils sont là. Ce ne sont pas des gens méchants, mais leurs fréquentations étaient mauvaises », estime un libraire de la rue Rochechouart. Mario, restaurateur dans une rue voisine, assure de son côté que les trois hommes étaient réputés pour leurs sympathies islamistes. « Pour les taquiner, je leur disais tout le bien que je pensais du président pakistanais, Pervez Musharraf. Ils s'énermaient aussitôt et prenaient la parti des talibans. » Selon le commerçant, « ils recevaient tellement de monde dans leur appartement, situé au premier étage, qu'on se demandait dans le quartier si la boucherie n'était pas devenue un local politique ».

Selon le patron d'un bar voisin, « le père était très discret et très impressionnant avec sa longue bar-

be, qui lui vaut dans le quartier d'être surnommé Ben Laden ! ». D'après un autre commerçant, depuis quelques années, « toute cette partie de la rue Rochechouart est sous influence islamiste ». D'origine pakistanaise, les trois hommes seraient originaires de Faisalabad, une ville située à 300 kilomètres au sud d'Islamabad.

### BOUCHERIE HALLAL

Mercredi après-midi, les policiers sont revenus rue Rochechouart pour interpellé deux personnes, logées à deux numéros de la boucherie hallal, qui auraient également été en contact avec Richard Reid. Elles ont été remises en liberté en début de soirée. Par ailleurs, le gérant d'un cybercafé que fréquentait Richard Reid – également situé dans le 9<sup>e</sup> arrondissement – était toujours interrogé par les policiers jeudi matin.

L'instruction, conduite par les juges Jean-Louis Bruguière et Jean-François Ricard, a permis de reconstituer l'itinéraire de Richard Reid les mois précédant la tentative d'attentat. Après un séjour dans la zone pakistano-afghane à l'automne 2001, le militant islamiste s'était envolé pour l'Europe. Il était resté une semaine en Belgique avant de se rendre à Paris, le 7 décembre. Richard Reid avait établi ses « quartiers » dans le nord de

la capitale : il se restaurait régulièrement dans un fast-food du 18<sup>e</sup> et se rendait quotidiennement dans un cybercafé situé rue Labat, dans le même arrondissement. Les policiers avaient dès lors acquis la conviction qu'il avait été hébergé dans ce secteur. D'après les expertises des disques durs saisis dans les cybercafés qu'il fréquentait, le terroriste avait été en liaison avec des correspondants au Pakistan, avec qui il avait échangé des mails. C'est également dans une agence de voyages du 18<sup>e</sup> arrondissement que Richard Reid avait acheté un billet d'avion.

Le 22 décembre 2001, Richard Reid avait embarqué, à l'aéroport de Roissy, dans un avion d'American-Airlines à destination de Miami avec des explosifs – de la pentrite – dissimulés dans le talon de ses chaussures. Repéré, le terroriste avait été maîtrisé par des membres de l'équipage et des passagers. Poursuivi aux Etats-Unis, Richard Reid a plaidé non coupable mi-janvier devant un tribunal fédéral de Boston (Massachusetts). Les enquêteurs du FBI sont convaincus de son appartenance aux réseaux Ben Laden. Son procès est prévu pour le 4 novembre. Il risque la prison à vie.

Fabrice Lhomme  
et Gaïdz Minassian

## Les candidats à la présidentielle interrogés sur leur programme pour la justice

Tous promettent une augmentation des crédits

A L'INITIATIVE des instances représentatives de la profession d'avocat, les différents candidats à l'élection présidentielle ont été invités à détailler leur programme en matière de justice. Interrogés sur l'organisation judiciaire, la sécurité, l'accès au droit, la place du droit français dans le monde, et la profession d'avocat, une dizaine de candidats ont répondu, début avril, aux questions de la Conférence des bâtonniers, du barreau de Paris et du Conseil national des barreaux. Seuls Christiane Taubira (PRG) et les trois candidats d'extrême-gauche – Arlette Laguiller (LO), Daniel Gluckstein (PDT) et Olivier Besancenot (LCR) – ne se sont pas exprimés.

De l'analyse des réponses émergeant davantage de convergences que de clivages marquants. Au cœur du débat sur l'indépendance de la justice, la question des rapports entre les parquets et la chancellerie est, à cet égard, emblématique : aucun prétendant à la présidence de la République ne songe à revenir sur la pratique du gouvernement Jospin, qui s'est interdit d'intervenir dans les dossiers individuels. Seuls Jean-Marie Le Pen (FN) et Jacques Chirac (RPR) n'excluent pas des interventions auprès des parquets afin d'engager des poursuites. La réforme de la gestion des carrières des magistrats du parquet n'est, par ailleurs, guère abordée. Seuls Noël Mamère (Verts), Alain Madelin (DL) et Lionel Jospin (PS) envisagent de « reprendre » la réforme constitutionnelle dont l'examen par le Congrès avait été « reporté » en janvier 2000 et qui visait à soumettre les nominations des procureurs au Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Si les candidats demandent une réforme du CSM, organe de nomination et de discipline des magistrats, ils s'opposent sur ses modalités. Ainsi, Alain Madelin, Corinne Lepage (CAP 21), Lionel Jospin, Robert Hue (PCF) et Jacques Chirac souhaitent l'ouvrir à des personnalités extérieures au monde judiciaire. M. Madelin propose en outre de lui rattacher l'inspection des services judiciaires et d'autoriser sa saisine par les particuliers. A l'inverse, Jean-Marie Le Pen entend confier l'entière gestion des carrières au ministère de la justice. Le premier ministre-candidat préconise, lui, que toutes les décisions du CSM s'imposent au garde des sceaux, tandis que Robert Hue veut « élargir son champ de responsabilités à l'ensemble de l'activité judiciaire ». A la suite des mises en causes répétées de magistrats, comme dans l'affaire des disparues de l'Yonne, Jean-Pierre Chevènement (MDC) en appelle à « une sanction plus stricte des dysfonctionnements » par le CSM.

Fait remarquable, la pénurie de magistrats est constatée par l'ensemble des prétendants à l'Élysée, qui promettent tous, en cas de victoire, une forte augmentation des

crédits de la justice – un doublement, selon Robert Hue et Noël Mamère.

En matière de procédure pénale, le placement en détention provisoire par un juge des libertés, institué par la loi sur la présomption d'innocence, n'est pas fondamentalement remis en cause par la majorité des candidats. Seuls Alain Madelin et Jean-Marie Le Pen s'y opposent, Christine Boutin (Forum des républicains sociaux) se disant, quant à elle, « dubitative ». En revanche, hormis Bruno Mégret (MNR), aucun candidat n'est opposé à l'idée de soumettre le placement en détention provisoire à un collège de magistrats.

Par ailleurs, interrogés sur la fonction du juge d'instruction, Bruno Mégret, Corinne Lepage, Christine Boutin et Jacques Chirac se déclarent favorables à ce que celle-ci ne puisse être exercée par un magistrat qu'après quelques années d'ancienneté. « Un minimum de quatre à sept ans de fonction antérieure », précise le président-candidat, qui propose aussi « une durée maximale de sept ans d'exercice continu de la fonction ».

### « ETAT DE DROIT EN PRISON »

Si la plupart des candidats déplorent l'inflation législative, ils avancent des priorités différentes en matière de dépenalisation. Ainsi, Bruno Mégret souhaite supprimer la loi Pleven de 1972 sur le racisme et la loi Gayssot de 1990 contre le négationnisme, ainsi que les délits d'imprudences ou de « harcèlement au travail ». Noël Mamère veut dépenaliser certaines infractions concernant le séjour des étrangers et les stupéfiants, ainsi que la contrainte par corps, qui oblige les détenus condamnés pour trafic de stupéfiants à payer leurs amendes douanières pour sortir de prison. Alain Madelin, quant à lui, suggère de revenir sur des infractions « bénignes ou par trop formelles » du droit du travail ou des sociétés. Christine Boutin préconise la suppression des délits de presse et propose de leur substituer un règlement au civil. Plus surprenant, Jean-Pierre Chevènement envisage de « décriminaliser » le trafic de drogue et de « contraventionnaliser » l'usage de cannabis.

Au chapitre des réformes avortées, Noël Mamère regrette l'abandon de la loi pénitentiaire, et propose d'« instaurer l'Etat de droit en prison en faisant respecter les droits sociaux, les droits du malade, le droit à l'intimité, les droits d'expression des détenus ». Enfin, l'idée de créer une police judiciaire placée sous l'autorité exclusive des parquets, soutenue par le Syndicat de la magistrature (gauche) pour contrer l'influence du ministère de l'Intérieur sur la conduite des enquêtes, trouve un écho dans les programmes de Noël Mamère et de Jean-Marie Le Pen.

Benoist Hurel

## Le rapport de l'inspection générale des services judiciaires sur les affaires des disparues de l'Yonne dédouane le tribunal d'Auxerre de toute faute

L'ULTIME rapport d'enquête sur le tribunal d'Auxerre a le mérite d'être clair : l'inspection générale des services judiciaires (IGSJ) avait été chargée, le 12 décembre 2001, par Marylise Lebranchu d'examiner les dysfonctionnements de la justice dans l'Yonne. C'est simple : il n'y en a pas ; ou si peu, et d'ordre strictement administratif. La garde des sceaux a rendu le rapport public, mercredi 17 avril, avec un embarras certain et après l'avoir gardé une dizaine de jours sous le coude. Elle a « pris acte » des conclusions du texte et « des limites de toute enquête administrative ». Le rapport remonte en fait vigoureusement à contre-courant des enquêtes précédentes ; il s'indigne même de « l'effet dévastateur de certains amalgames » et des rumeurs « parfois portées par des magistrats », ce qui n'est guère gracieux pour les collègues.

Pour l'inspection, en dehors des huit disparitions liées au dossier Emile Louis, les affaires de l'Yonne « ont toutes donné lieu à un traitement judiciaire régulier », « normalement attentif et conforme aux dispositions légales en vigueur ». Y compris la disparition d'Isabelle Laville, dix-sept ans, qui n'est jamais rentrée de l'école, le 11 décembre 1987. Ses parents ont appris en décembre 2001 que l'enquête était classée depuis quatorze ans, sans même qu'une information ait été ouverte. Un substitut, Frédéric Clot, avait expliqué au *Journal du Dimanche* qu'il avait ouvert une information, mais que son réquisitoire avait mystérieusement disparu. Il l'a confirmé le 28 janvier devant la mission : son réquisitoire aurait été « escamoté ». Frédéric Clot est revenu le 6 mars sur ses déclarations. Il le fallait bien : l'ordre de classement de la procédure, retrouvé par l'inspection, était de sa main. Les inspecteurs ne critiquent pas la décision

de classement, au contraire – ils n'en ont d'ailleurs pas le droit. Mais ils s'attardent longuement sur la notion de « classement sans suite », semble-t-il très au point dans l'Yonne : ils expliquent qu'il s'agit seulement d'un « classement sans poursuite », des poursuites qui peuvent reprendre au premier élément nouveau. Ainsi, sur les 17 affaires de jeunes filles disparues ou tuées entre 1970 et 1999, qui avaient inquiété Marylise Lebranchu, l'inspection n'en retient que 15, retire les 8 dossiers d'Emile Louis. Cinq dossiers, « liés à la découverte de cadavres », ont fait l'objet « d'un traitement judiciaire exempt de critiques », même s'il s'agit de suicides étranges. Et deux disparitions, dont celle d'Isabelle Laville, ont donné lieu à « un traitement judiciaire régulier et normalement attentif », bien qu'il existe « un vide juridique » sur les disparitions. Les magistrats, en somme, n'ont fait que leur devoir, selon l'inspection. Qui a quand même dû trouver un responsable : un obscur greffier adjoint.

### « UN ARCHIVAGE DÉSORDONNÉ »

Parce qu'effectivement il manque beaucoup de dossiers. Près de 1200 affaires de non-lieu sur vingt-cinq ans, et même après l'informatisation du tribunal, il ne reste « qu'entre 20 et 25 dossiers conservés » pour l'année 1988. Heureusement, assure l'IGSJ, ces « dysfonctionnements fautifs sont sans lien avec la nature des affaires évoquées » : ils ne sont imputables qu'à « un archivage désordonné », des « versements incohérents et des éliminations incontrôlées ». L'année 1987 par exemple, « a été détruite par erreur par le tribunal de grande instance ».

Le chef du greffe a expliqué qu'il était débordé, et que c'était la faute de son adjoint,

d'ailleurs sanctionné en 1999. Restait pour l'inspection à faire un sort aux « rumeurs tenaces de corruption ». Qui reposaient en partie sur les déclarations d'un ancien substitut d'Auxerre, Daniel Stilianovic, qui a fait prudemment marche-arrière : ses déclarations auraient été « un peu déformées » et il ne reposaient que sur ce qu'il lisait dans la presse...

Au total, « rien ne justifie la remise en question systématique du travail » des enquêteurs ou des magistrats. Et Jean-Paul Collomp, le chef de l'inspection, qui signe traditionnellement le rapport, en profite pour souligner « l'effet dévastateur de certains amalgames, à l'origine de rumeurs malveillantes et tenaces, instillant le doute pour satisfaire des intérêts étrangers à ceux de la justice ». Et d'ajouter, « c'est ce mécanisme pervers qui a été rencontré par la mission tout au long de ses travaux. Il est particulièrement préoccupant de constater que de telles rumeurs sont parfois portées par des magistrats et des fonctionnaires de justice ».

Pierre Monnoir est un peu consterné. « A lire le rapport, on se demande même s'il y a eu des disparitions », soupire le président de l'association de défense des handicapés de l'Yonne (ADHY), qui compte sur l'inspection, confiée à Paris aux juges Bruno Pireyre et Armand Riberoles, pour y voir plus clair. « Quel est le rôle de la justice, s'interroge Me Didier Seban, l'avocat des familles des victimes. Bien gérer administrativement les dossiers ou bien trouver les coupables ? Ce rapport a pour objectif de fermer des portes. Face à l'inefficacité terrifiante du parquet d'Auxerre, il parvient à écrire que tout a bien fonctionné ».

Franck Johannès

## Air Liquide célèbre ses 100 ans

Actlonnaires  
d'Air Liquide  
venez nous rejoindre à  
l'Assemblée  
Générale  
le mardi 30 avril 2002  
à 15 heures



au Palais Omnisports de Paris Bercy,  
8, boulevard de Bercy - 75012 Paris

Accès métro : Bercy (ligne 6)  
Gare de Lyon : ligne 11  
Accès bus : N° 24 et 87 (arrêt : Ministère de l'Économie et des Finances)  
N° 20 et 63 (arrêt : Gare de Lyon)  
Parking : PAFB (attention, nombre de places limité)

Pour tout renseignement, contactez :  
Service Actlonnaires Air Liquide  
75, Quai d'Orsay 75321 Paris Cedex 07

N° Vert 0 800 16 61 79  
www.airliquide.com

Ouverture des portes à partir de 13 heures.  
En cas d'empêchement, vous pourrez suivre l'Assemblée en direct sur Internet.

AIR LIQUIDE

100 ans. Un souffle d'avance

## Le nombre d'agressions antisémites a brutalement augmenté ces dernières semaines

Entre le 29 mars et le 17 avril, la police a recensé 395 faits, allant des graffitis aux agressions. Un conseil interministériel devait se réunir, jeudi, pour faire le point sur la prévention et la répression

**CETTE FOIS**, impossible d'évoquer des « actes isolés » ou une simple « recrudescence » : il s'agit bien d'une vague. Depuis près de trois semaines, le nombre d'actes antisémites recensés en France par les services de police atteint des proportions considérables. Entre le 29 mars et le 17 avril, 395 faits antisémites ont été enregistrés, indique-t-on de source policière. Détail important concernant leur gravité : 63 % de ces faits concernent des inscriptions antisémites, qui peuvent valoir des condamna-

### 63 % des faits concernent des inscriptions antisémites

tions à de la prison ferme. Seize cas d'agressions physiques et 14 cas d'incendie ou de tentatives d'incendie contre des lieux de culte juifs ont été constatés. Autre chiffre permettant de constater l'aggravation brutale de la situation depuis le début de l'année : selon les renseignements généraux, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 2 avril, 34 actes antisémites graves ont été commis, contre 5 pour la même période en 2001.

Pour mesurer l'ampleur de cette vague, il faut la mettre en perspective avec les constats dressés récemment par les organisations juives sur des périodes plus longues. Le 1<sup>er</sup> décembre 2001, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) faisait état de 330 actes d'hostilité commis contre des juifs entre le 9 septembre 2000 et le 20 novembre 2001. Le 12 mars, le Livre blanc de l'Union des étudiants juifs de France et de SOS-Racisme avançait le

chiffre de 405 actes anti-juifs, allant des graffitis aux agressions physiques, constatés entre le 1<sup>er</sup> septembre 2000 et le 31 janvier 2002. Soit presque autant, en dix-sept mois, qu'au cours des trois semaines qui viennent de s'écouler. « Aujourd'hui, il devient presque impossible de tenir un registre des actes anti-juifs », affirme Patrick Klugman, président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF). On ne s'en prend pas aux institutions et à ses représentants, au CRIF ou à l'UEJF, mais aux juifs en général. C'est une chose inédite en France depuis bien longtemps : un ressentiment public contre les juifs s'exprime au grand jour. »

Le lien avec la tournure dramatique prise par le conflit israélo-palestinien apparaît clairement. En 1999, on avait recensé 69 actes à caractère antisémite en France ; ce chiffre est monté jusqu'à 743 en 2000, au moment de la deuxième Intifada. Ce lien avec le Proche-Orient sert souvent sinon d'excuse, tout au moins d'explication aux actes commis, de sorte que la profanation, par exemple, de cimetières juifs ne provoque plus vraiment d'indignation sauf très localement. Vendredi 12 avril, par exemple, des inscriptions antisémites étaient découvertes dans un cimetière juif du quartier de Cronembourg, à Strasbourg. Des croix gammées et des insultes à caractère raciste avaient été tracées sur une vingtaine de tombes et sur un mur. Un autre cimetière juif de ce même quartier avait été profané une semaine plus tôt.

La géographie des faits recensés par les services de police et de gendarmerie est sans surprise. Il s'agit des grandes zones urbaines, notamment l'Île-de-France, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) ou encore l'Alsace. Néanmoins, lorsqu'on se penche sur les décisions de justice ayant

suivi le constat de ces faits antisémites, on s'aperçoit que la plus forte condamnation prononcée a eu pour cadre la Haute-Savoie. Deux hommes de 36 et 32 ans, arrêtés alors qu'ils inscrivaient des slogans antisémites et pro-palestiniens sur la façade d'un hôtel de Bonneville, ont été respectivement condamnés, le 7 avril, à deux ans et trois mois de prison ferme

### Une famille agressée à Garges-les-Gonnesse

Une famille juive vivant à Garges-les-Gonnesse (Val-d'Oise) a été victime dimanche 14 avril d'une agression aux cocktails Molotov. Deux bouteilles de bière remplies d'essence ont été lancées sur la terrasse de la maison sans faire de dégâts importants.

L'agression a eu lieu vers 21 h 30, alors que la famille, qui souhaite garder l'anonymat par crainte de nouvelles attaques, regardait la télévision. Le mari a distingué, au travers des rideaux, les lueurs d'un feu et a pu intervenir rapidement avant sa propagation. « On avait mis des choses à jeter sur la terrasse, comme un vieux matelas et un lit, explique sa femme. C'est un miracle. Si on n'avait rien vu, toute la maison serait partie en fumée. »

Depuis, la mère de famille redoute de sortir de chez elle et a éloigné pour quelque temps ses enfants du foyer. La synagogue de Garges-les-Gonnesse a déjà été, par deux fois, les 6 et le 9 avril, la cible d'attentats au cocktail Molotov qui n'ont pas fait de victime ni de dégâts importants.

par le tribunal correctionnel de la ville. Une autre personne, âgée de 31 ans, a été condamnée le 2 avril à trois mois de prison ferme pour dégradation volontaire dans une synagogue de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Au total, indique la police nationale, 72 personnes ont été interpellées pour des actes antisémites au 17 avril, parmi lesquelles 16 ont été écrouées.

L'ensemble des décisions de justice devait être évoqué, jeudi 18 avril, lors d'un conseil interministériel. Le premier ministre Lionel Jospin devait réunir autour de lui le ministre de l'intérieur Daniel Vaillant, le ministre de la défense Alain Richard, le ministre de la justice Marilyse Lebranchu et le ministre de la jeunesse et des sports Marie-George Buffet. Deux thèmes se trouvaient au menu : le

plan de renforcement du contrôle des armes et le dispositif de lutte contre les actes antisémites. Le conseil devait dresser un bilan des mesures policières prises pour contrecarrer la montée des actes antisémites ainsi que des poursuites judiciaires contre leurs auteurs. Une circulaire adressée début avril aux procureurs de la République et aux procureurs généraux les invi-

taient à la plus grande fermeté en matière d'actes antisémites. Une initiative locale, en banlieue parisienne, témoigne de la tournure inquiétante prise par la vague anti-juive. Le Conseil des communautés juives de Seine-Saint-Denis (CCJ93) a mis en place, le 28 mars, un numéro d'appel pour recueillir plaintes et témoignages. « On a reçu 150 appels en deux semaines, explique Sammy Ghoslan, président du CCJ93. On recommande aux gens de porter plainte car les pouvoirs publics, aujourd'hui, prennent cela au sérieux. On vit vraiment dans la psychose. Certains rabbins conseillent même de ne pas porter la kippa. Nos synagogues sont désertées et les parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école. »

Piotr Smolar

## Le ministère de l'éducation précise ce qui va changer à la rentrée 2002

**C'EST LE RENDEZ-VOUS** coutumier du ministère de l'éducation nationale avec ses troupes enseignantes ; c'est aussi le moment où, après de longues tractations avec les syndicats, la Rue de Grenelle traduit en termes réglementaires les annonces faites par son ministre les mois précédents ; c'est donc, traditionnellement, un indicateur sur l'avancement des réformes au sein du système éducatif : comme chaque année, le ministère de l'éducation devait publier au Bulletin officiel, jeudi 18 avril, les circulaires préparant la prochaine rentrée scolaire dans les écoles primaires, les collèges et les lycées. Celles-ci précisent notamment le devenir des principales innovations pédagogiques lancées par Claude Allègre et Jack Lang : les itinéraires de découverte en collège et les travaux personnels encadrés en lycée.

► **Itinéraires de découverte au collège.** La franche opposition du SNES-FSU, le principal syndicat d'enseignants du second degré, n'y aura rien fait : le ministère

rend obligatoires les itinéraires de découverte en classe de cinquième dès septembre 2002.

Deux heures par semaine, les élèves devront donc suivre ces itinéraires, fondés sur une approche pluridisciplinaire, et choisis parmi quatre domaines (nature et corps humain, arts et humanités, langues et civilisations, création et techniques). « Temps d'enseignement à part entière, les itinéraires de découverte doivent contribuer à l'acquisition de connaissances et à la construction de compétences inscrites dans le programme », signale la circulaire. Évalués par les enseignants, ces itinéraires associeront deux disciplines au moins. Ils seront introduits « en fonction des réalités matérielles et pédagogiques de chaque établissement », précise le texte.

Sur l'ensemble du « cycle central », qui correspond aux classes de cinquième et de quatrième, les élèves devront effectuer quatre itinéraires, choisis dans deux domaines au moins « en fonction de leurs goûts et de leurs talents ». Dans cer-

tains cas, pour des élèves en grande difficulté, les itinéraires pourront être remplacés par deux heures d'aide et de soutien.

► **Travaux personnels encadrés (TPE) au lycée.** Sur ce dossier, il est urgent... d'attendre. A quelques jours du premier tour de l'élection présidentielle, le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, a choisi de remettre à plus tard sa décision sur l'avenir des TPE, cette innovation pédagogique voulue par Claude Allègre et dont la généralisation en terminale est contestée par une partie des enseignants.

Très attendue, et promise depuis plusieurs mois, l'annonce du ministre est donc repoussée de « quelques jours ou quelques semaines », selon son entourage. « Les décisions concernant le statut des TPE à la rentrée 2002 n'interviendront qu'après le bilan de l'épreuve facultative et au vu de son déroulement », note la circulaire en soulignant l'« ancrage réel » des TPE en terminale.

Deux syndicats d'enseignants

(SGEN-CFDT et SE-UNSA) et deux fédérations de parents d'élèves (FCPE et PEEP) ont appelé le ministre, dans un communiqué commun publié vendredi 12 avril, à « se prononcer, dès à présent, en faveur de cette généralisation pour la rentrée 2002 ». « Nous ne comprendrions pas que soit, une nouvelle fois, reportée la généralisation des TPE en terminale », expliquent les quatre organisations.

Dans la même circulaire, le ministère annonce sa volonté de recentrer l'aide individualisée, également mise en place en seconde par Claude Allègre. Pour qu'elle soit plus efficace, celle-ci devra s'adresser aux « élèves les plus en difficulté ». Il préconise aussi de donner aux élèves de seconde un « droit à l'erreur » en matière de choix d'« enseignements de détermination ». Dans les établissements volontaires, les élèves pourront donc revenir sur leur décision dans les semaines qui suivent la rentrée.

Luc Bronner

## Corse : « Jean-Jé » Colonna refuse de se rendre à une convocation de la police

L'ancien de la « French connection » sort du silence

**JEAN-BAPTISTE, JÉRÔME COLONNA**, dit « Jean-Jé », le dernier parrain corse selon le rapport sur la Corse de l'assemblée nationale de 1998, est convoqué mardi 23 avril avec son épouse à la brigade financière d'Ajaccio, où ils devraient tous deux être placés en garde à vue. L'ancien baron de la French connection, 62 ans, qui s'est exprimé pour la première fois jeudi 18 avril dans *Le Parisien*, a indiqué qu'il ne se rendrait pas à la convocation, « une machination politique » au lendemain du premier tour, pour atteindre selon lui son ami, l'homme d'affaires Robert Feliciaggi, et Charles Pasqua. « Le gouvernement Jospin a décidé de se servir du mythe Jean-Jé Colonna pour salir des hommes du RPR », assure Jean-Jé.

Il est convoqué, à la demande du juge Jean-Michel Gentil, pour s'expliquer sur les conditions de rachat du Miramar, un luxueux hôtel de Propriano (Corse-du-Sud), dont son épouse était l'actionnaire principale et qui a été racheté par Robert Feliciaggi, déjà mis en examen pour « blanchiment » à Monaco et « corruption active » dans le dossier du casino d'Annamasse. Jean-Jé, défendu par M<sup>e</sup> Jacques Vergès, devrait aussi être entendu dans le cadre d'une enquê-

te pour « blanchiment » sur le casino d'Ajaccio. Interrogé sur sa réputation de parrain, « J'ai toujours utilisé l'influence positive que j'ai pu avoir dans le règlement de conflits locaux », répond Jean-Jé. J'y ai souvent réussi. Cette réputation de pacifiste ("faiseur de paix" en corse) est conforme à nos traditions. Si c'est cela être un parrain, je veux bien en accepter le rôle. »

### « CHANGER UNE AMPOULE »

Officiellement, il est le simple salarié de son épouse, qui lui verse 1524 € (10 000 francs) pour donner un coup de main dans sa supérette et comme agent d'entretien à l'hôtel Miramar... « Mon épouse s'occupe de ces deux établissements », répond Jean-Baptiste Colonna, elle ne peut pas être partout à la fois. Donc, c'est mon travail de changer une ampoule, réparer un réfrigérateur... En ce qui concerne le Miramar, je me suis occupé des jardins, car c'est ma passion. Si je n'avais pas eu de fiches de paye, on m'aurait reproché de travailler "au noir". Et Jean-Jé d'ajouter, « c'est la vérité. Je suis avant tout un homme manuel. J'ai des plaisirs simples. Pêcher, chasser... »

F. J.

## Journée nationale d'action des douaniers

### LES SYNDICATS

des douanes ont appelé leurs troupes à une journée nationale d'action, jeudi 18 avril, pour exiger un doublement de leur prime de risque et une bonification de leurs retraites. Une très large majorité des agents de la branche surveillance, qui participent depuis un mois à des barrages filtrants aux frontières (photo) ou aux péages d'autoroute, devaient répondre à l'appel. La secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly, qui avait reçu les syndicats vendredi 12 avril, a proposé une revalorisation des primes de 33 % et l'actualisation du dossier des retraites d'ici au 1<sup>er</sup> juillet. Jugeant ces propositions « insuffisantes », les sept syndicats des douanes (CGT, FO, CFDT, SUD, Snuddi, SPNDF-UNSA et CFTC) ont exigé une reprise des négociations avant le premier tour de la présidentielle, et ont maintenu leur journée d'action.

De son côté, Lionel Jospin, en déplacement à Charleville-Mézières (Ardennes), a reçu mardi 16 avril une délégation de douaniers et assuré « qu'il souhaitait que la négociation en cours puisse aboutir ».

### DÉPÊCHES

► **JUSTICE : un instituteur de 53 ans, jugé pour des agressions sexuelles et des violences** commises sur 21 de ses élèves, entre 1988 et 1998, dans plusieurs écoles des Yvelines, a été condamné par le tribunal correctionnel de Versailles, mercredi 17 avril, à cinq ans de prison ferme dont six mois avec sursis, peine assortie d'une mise à l'épreuve de trois ans avec obligation de soins. Jean-Claude Seneze était accusé d'avoir pratiqué des attouchements sur des élèves de 6 à 12 ans, filles et garçons.

► **Un homme de 24 ans a été mis en examen pour « viol ayant entraîné la mort » de son garçonnet de trois mois**, puis écroué à la maison d'arrêt de Périgueux, mercredi 17 avril. Le bébé est décédé des suites d'une hémorragie interne. La mère a été mise en examen pour « non-dénonciation de crime et non assistance en personne en danger ».

► **Trente-cinq personnes soupçonnées de s'être connectées à un site pédophile mettant en scène des mineurs ont été interpellées**, mardi 16 avril. L'enquête, conduite sur la base d'informations de la police allemande, a permis l'incarcération d'un instituteur de Bondy (Seine-Saint-Denis) et d'un viticulteur du Bas-Rhin.

► **HANDICAPÉS : plus de 300 handicapés et leurs familles ont défilé**, mercredi 17 avril, à Colmar (Haut-Rhin), pour dénoncer le manque de structures d'accueil. Rassemblés à l'appel du collectif « Une place pour moi », les manifestants ont réclamé plus de places dans les établissements spécialisés et des classes d'intégration scolaire.

► **EXCLUSION : le Collectif Solidarité Paris a interpellé, mercredi 17 avril, les candidats à l'élection présidentielle** sur la pénurie de places dans les centres d'accueil d'urgence. Ce collectif, qui réunit une dizaine d'associations d'aide aux personnes défavorisées (l'Armée du salut, Emmaüs, La mie de pain, etc.), a également exprimé le vœu que les demandeurs d'asile retrouvent l'autorisation de travailler au bout de trois mois de présence sur le sol français.

► **OGM : une soixantaine de personnes ont manifesté, mercredi 17 avril, devant un restaurant Mc Donald's de Nancy** (Meurthe-et-Moselle) en soutien à José Bové, le porte-parole de la Confédération paysanne condamné à trois mois de prison ferme pour des dégradations sur le chantier d'un McDonald's à Millau (Aveyron) en 1999. Les manifestants, à l'appel de la Confédération paysanne, AC-Chômage, Attac-54, FSU, Solidaires 54 et SUD-PTT, ont dénoncé « la répression antisyndicale ».

► **GENS DU VOYAGE : quelque 2 000 enseignants et étudiants de l'université Joseph-Fourier ont manifesté**, mercredi 17 avril, à Grenoble (Isère), pour dénoncer la présence de plusieurs dizaines de familles nomades sur le campus de Saint-Martin-d'Hères. « Nous ne reprendrons pas les cours tant que le problème de l'invasion des gens du voyage ne sera pas résolu », a répété le président, Claude Feuerstein, qui avait décidé, lundi, de fermer l'université.

## L'ermite de Rouillé (Vienne) écrasé par le plafond de son logis en ruines

### POITIERS

de notre correspondant

Les haies de lauriers qui délimitent l'accès à Boisgrollier ont toujours belle allure, à quelques dizaines de mètres de la RN 11, sur le territoire de Rouillé, à la limite de la Vienne et des Deux-Sèvres, entre Lusignan et Saint-Maixent. Elles feraient presque illusion si les murs qui délimitaient autrefois l'enceinte de la propriété n'étaient pas devenus des ruines de pierre blanche.

Les historiens locaux affirment que Catherine de Médicis a fait deux fois étape dans ce logis du XV<sup>e</sup> siècle. Mais il faut aujourd'hui beaucoup d'imagination pour se représenter la noble demeure que fut la masure où vivait Joseph Girard jusqu'au week-end dernier. Toit emporté par le vent, façade sud rongée par le lierre et partiellement écroulée, le logis a perdu la plupart de ses fenêtres moulurées. Celles qui restent sont en partie masquées par les volets en tôle ondulée installés par son dernier propriétaire.

Boisgrollier était devenu l'univers de Joseph Girard, septuagénaire célibataire et solitaire

qui fut agriculteur comme l'avaient été ses parents. Il y vivait entre ses quatre chiens, ses lapins, un verger et un potager impeccablement entretenus. Il y est mort dans la nuit du dimanche 14 au lundi 15 avril, écrasé par la dalle de béton qu'il avait lui-même coulée pour se protéger des intempéries.

### UNE DALLE EXPOSÉE AUX INTEMPÉRIES

Cette dalle reposait sur les poutres du plancher de l'ancien étage du logis. Exposée aux vents et à la pluie, elle s'était déjà en partie effondrée après la tempête de décembre 1999. Ce jour-là, Joseph Girard avait eu de la chance. Il était absent. Contraint de déménager, il s'était replié dans l'unique pièce qui n'était pas encore à ciel ouvert, dans le pignon ouest de la maison. Depuis trois semaines, l'antique 3 CV break dont il se servait pour faire quelques courses, à Rouillé ou à Saint-Maixent, avait rendu l'âme. Il se débrouillait avec son Solex.

Ses plus proches voisins, deux agriculteurs, ont donné l'alerte mardi 16 avril. L'avant-veille, ils avaient ramassé avec Joseph Girard

des pierres du logis qui étaient tombées depuis plusieurs années dans leur champ. Depuis, il n'avait pas donné signe de vie. Le maire de Rouillé et les pompiers ont découvert Joseph Girard et deux de ses chiens sous un amas de béton. La dernière partie de la dalle qui faisait office de toit les avait écrasés pendant leur sommeil.

Joseph Girard s'était toujours refusé à quitter Boisgrollier. Des membres de sa famille, avec laquelle il avait coupé les ponts, avaient en vain imaginé de lui installer un bungalow. Les élus avaient eux aussi essayé une fin de non-recevoir. « Nous en avons parlé à plusieurs reprises au conseil communal d'action sociale. Mais il a refusé l'aide que lui proposaient les assistantes sociales », témoigne le maire, Rémi Gault, qui évoque le cas de personnes âgées arrachées à leur environnement parce qu'elles n'étaient plus autonomes et qui n'ont survécu que quelques mois après leur placement en institution : « Lui, il était valide, il avait toute sa tête. »

Alain Defaye

# Les projets de la Commission européenne inquiètent les marins-pêcheurs

Malgré une année 2001 fructueuse, les réductions drastiques de quotas envisagées par Bruxelles pour préserver la ressource halieutique ternissent l'optimisme des professionnels, de Boulogne à Sète. Parmi les Quinze, les « amis du poisson » et les « amis de la pêche » s'affrontent

**SANS DOUTE** l'année 2001 a-t-elle été, plus qu'une autre, marquée par trop de naufrages et de deuils dans les familles de marins-pêcheurs français. Sans doute la pression des autorités communautaires pour réduire les volumes de captures ne s'est-elle pas relâchée. Mais contrairement à une idée reçue, la pêche française a plutôt fait une bonne année, et 2002 ne se présente pas mal. Même si, ça et là, des difficultés graves subsistent ou apparaissent, les tonnages de produits de la mer débarqués n'ont pas faibli, et les prix se sont bien tenus. La situation financière de la majorité des armements, industriels ou artisanaux, s'est assainie, ce qui s'explique aussi par la diminution du prix du gazole qui, en 2000, avait flambé.

Selon l'Office des produits de la mer (Ofimer), les ventes en criée font apparaître, par rapport à 2000, une progression de 1 % pour

les tonnages débarqués, et de 4 % en valeur. A tout seigneur tout honneur, Boulogne, premier port français, a maintenu son tonnage, et le prix moyen y a progressé de 44 centimes au kilo. Les quotas autorisés pour 2002 sont en hausse. Le secteur artisanal, regroupé à la coopérative d'Étaples, est le plus performant et renouvelle sa flottille.

## DRAGAGE RÉGLEMENTÉ

La Bretagne, principale zone de production, s'en sort globalement bien. Les criées d'Erquy et de Saint-Quay-Portrieux, dans la baie de Saint-Brieuc, ont enregistré une progression de 15 % en tonnage et de 19 % en valeur. « Le développement raisonné » et une prise de conscience des professionnels est sans doute à l'origine de l'embellie. Depuis la fin des années 1970, le dragage de la coquille Saint-Jacques est rigoureusement réglementé et surveillé, ce qui a permis à la

Fête de la coquille de se dérouler les 6 et 7 avril à Erquy dans une ambiance particulièrement joyeuse. En même temps, les types de pêche se sont diversifiés. L'armement Porcher gère une dizaine de bateaux hauturiers, avec 100 marins. La filière s'est modernisée, les entreprises de transformation se veulent exemplaires. Les collectivités locales et la Chambre de commerce investissent lourdement dans les halles à marée et les plates-formes de réparation navale. Le dynamisme est tel que, dans certains créneaux, la main-d'œuvre manque : il faut aller chercher les hydrauliciens à Boulogne et les électroniciens à Lorient.

Dans le Finistère, les résultats sont un peu plus contrastés. Lescouil et Douarnenez souffrent, mais Roscoff (pour les crabes), Le Guilvinec et Loctudy ont le sourire. A Saint-Guénolé, le tonnage débarqué fait un saut de 11 % et le chif-

fre de vente de la criée de 14 %. Même s'il reste le premier en volume dans le département, le port de Concarneau, spécialisé dans la pêche semi-industrielle et le débarquement du thon tropical congelé, patine un peu et le fait que le capital du principal armateur soit entre les mains d'un groupe néerlandais nourrit toujours quelques craintes.

A Lorient, où les installations sont concédées à une filiale de Vivendi, les ventes aux enchères sont informatisées depuis un mois, ce qui semble avoir eu un effet positif sur les prix moyens. Les faibles apports de merlus (dont les consommateurs espagnols sont friands) ont été en partie compensés par une bonne saison de l'anchois. Mais c'est le sort de Jégo Quééré, filiale du géant espagnol Pescanova, qui fait souci. « Le problème numéro un, c'est le renouvellement, faute de fonds propres et d'autorisations européennes, des

grands chalutiers industriels qui pêchent dans le Nord », explique Jean-Yves Le Drian, député PS. « Si nous avions des navires modernes, ils ne pêcheraient pas davantage, ils seraient plus sélectifs et ils gagneraient de l'argent. » Inter-marché est devenu l'armement numéro 1 de Bretagne. Sa prééminence s'est encore accrue avec le rachat, il y a quelques mois, par le groupe de distribution, des navires de Furic, une famille très en vue dans le pays bigouden.

## PAS DE MER COMMUNAUTAIRE

Eric Renaud, directeur de l'organisation de producteurs de La Cotinière, sur l'île d'Oléron, est catégorique : « 2001 est pour nous, dont la spécialité est la langoustine et la sole, la meilleure année depuis plus de vingt ans. » Mais il pointe le doigt vers les objectifs « désastreux » de Bruxelles et les « évaluations pas toujours sérieuses » selon lui, des scientifiques. « Langoustines et soles qu'on nous dit en danger, on n'en a jamais tant pris ! » Paradoxalement c'est dans cette conjoncture positive que beaucoup de patrons vendent leurs navires et arrêtent le métier, car l'incertitude est totale, notent les professionnels, à propos de la future politique communautaire.

Dans l'immédiat, le sud et la Méditerranée s'inscrivent dans cet optimisme général. A Saint-Jean-de-Luz, le prix moyen a augmenté de 10 %, à Sète de 9 %. Les quelque 110 chalutiers des ports du Languedoc-Roussillon, comme les embarcations dites des « petits métiers » et les pêcheurs d'étang ne se plaignent pas, même si les importations de sardines et d'anchois du Maroc et d'Amérique du Sud enfraignent souvent les règles communautaires. « Comme la

notion de mer communautaire n'existe pas en Méditerranée, il faut que tous les pays riverains se réunissent pour élaborer une gestion et une discipline communes », dit Emmanuel Liberti, président du Comité des pêches du Languedoc.

## Les membres de l'UE sont divisés

La Commission européenne a reporté in extremis, du 17 au 24 avril, la publication des projets de règlement définissant les grands principes de la politique commune des pêches, à partir de 2003. Les représentants du groupe des pays « amis de la pêche » (France, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Irlande), qui disposent d'une minorité de blocage – par opposition aux « amis du poisson » –, ont jugé les projets trop ostensiblement écologiques et pas assez soucieux des intérêts économiques des professionnels.

Dans leur version initiale, ces textes, préparés par Franz Fischler, commissaire chargé de l'agriculture et de la pêche, relèvent que la flotte de l'Union européenne devrait être réduite de 40 % à 50 %. Des aides importantes seraient prévues pour détruire des navires et reconverter les marins. La surveillance serait renforcée. La flotte espagnole, la plus puissante des Quinze, serait autorisée à fréquenter la mer du Nord, qui lui est aujourd'hui interdite.

Un « sommet » est même prévu à Tunis, à la fin de l'année, entre les représentants d'une quinzaine de pays.

François Grosrichard  
(avec nos correspondants  
en Bretagne)

## Dans l'Antarctique, les prises sont abondantes mais la fraude règne

**DANS** l'hémisphère Sud aussi, en dépit des températures glacées de l'Antarctique, les pêcheurs ont plutôt le sourire. Autour des territoires français des Kerguelen et de Crozet, on pêche par 1 500 à 2 000 mètres de fond la légine, un poisson qui peut peser 40 kg, dont les Asiatiques raffolent. Les cinq armements de la Réunion viennent de recevoir quatre navires de 55 mètres (un cinquième pour le distributeur Inter-marché est attendu en juin) équipés chacun de 30 000 hameçons. Ils ont tous été construits aux chantiers Piriou de Concarneau (Finistère), un investissement de plus de 60 millions d'euros.

Après un creux à la fin 2001, les



courses de la légine s'envolent à nouveau, autour de 40 francs le kilo. Ce qui, évidemment, donne des idées. « Le piratage – y compris pour la langoustine – bien qu'en diminution, continue », remarque Jacques Dezeustre, directeur général de la Sapmer (groupe Bourbon), le principal armateur. Des rafiots boliviens ou de Sao Tomé-et-Principe, mais aussi, des armements de Galice, opèrent en fraude sous pavillon de complaisance.

Dans ces vastes étendues, la marine nationale ne peut procéder qu'à des contrôles ponctuels. L'an dernier, un seul navire a été arraisonné. Les professionnels estiment que plus de la moitié des tonnages débar-

qués, notamment à Maurice et aux Seychelles, proviendraient de captures illégales. La France, l'Afrique du Sud et l'Australie ne veulent pas relâcher leur pression diplomatique pour aboutir à une meilleure « transparence » des pratiques. D'autant que le cycle biologique de la légine (une espèce à croissance lente), étudié par des spécialistes du Muséum d'histoire naturelle, n'est pas encore parfaitement connu. La ressource existe, la pêche est plutôt plus sélective qu'avec des chaluts, ce qui n'autorise pas, sous prétexte que l'océan est immense et le gisement abondant, à l'exploiter aveuglément.

F. Gr.

## SITA-Novergie annonce la fermeture de six incinérateurs, notamment au Havre

**SITA-NOVERGIE**, filiale du groupe Suez spécialisée dans l'incinération des déchets, a annoncé, mardi 16 avril, qu'elle renonçait à exploiter six incinérateurs, s'ils demeuraient non conformes aux normes antipollution en vigueur. Il s'agit du grand incinérateur du Havre (95 000 tonnes de déchets traitées par an) et de cinq petites structures – Fécamp, Argelès-sur-Mer, Apt, Saulieu et Châtillon-sur-Seine. SITA-Novergie était aussi, jusqu'à sa fermeture en octobre 2001 par arrêté préfectoral, l'exploitant de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère, en Savoie, suspecté d'être à l'origine du plus grave épisode de contamination par la dioxine en France (Le Monde du 11 avril).

« Nous ne voulons pas jouer les boucs émissaires », explique Dominique Pin, directeur général de SITA-Novergie. « Nous avons demandé à nos clients de se mettre aux normes dès 1998. Pour des raisons diverses, 6 collectivités sur 35 ont différé leur décision. » Compte tenu des événements récents, « nous refuserons désormais de travailler dans des installations hors normes, peu importe qu'on nous traîne en justice pour rupture de contrat », ajoute M. Pin, qui se dit toutefois déterminé à ne pas « laisser tomber ses clients », en trouvant « rapidement des solutions alternatives ». En fait, l'une au moins de ces installations (Fécamp) faisait

déjà l'objet d'un arrêté préfectoral de fermeture. La déclaration de l'opérateur laisse perplexes les élus intéressés. « Le groupe veut surtout ouvrir le parapluie et se dégager publiquement de toute responsabilité », estime le maire d'Apt, Armand Doucende (app. RPR). Certaines collectivités avaient déjà entamé leur mise aux normes. Un nouveau four devrait être opérationnel à Apt fin 2004. Une grande usine est en construction à Lillebonne, dans la périphérie du Havre. « Nous comptons sur SITA jusqu'à l'ouverture du nouvel incinérateur début 2004 », explique Thierry Gaultier, directeur du traitement des déchets à la communauté d'agglomération havraise (Codah). Une « mise aux normes partielle » a déjà été réalisée, avec l'accord des autorités. « Nous n'allons pas lancer des investissements massifs dans une usine qui sera détruite dans les deux ans », précise M. Gaultier.

Le maire d'Albertville, Albert Givello (RPR), président du syndicat intercommunal propriétaire de l'incinérateur de Gilly, a lui aussi souligné, mercredi dans un communiqué, que la décision de construire un nouvel incinérateur « aux normes européennes de 2005 » a été prise en 2000.

Gurvan Le Guellec

## « Ils mettaient n'importe quoi dans les poubelles »

En Vendée, une usine a peut-être rejeté des dioxines de 1974 à 1982

**LA ROCHE-SUR-YON**  
de notre correspondant

Après la Savoie et le Morbihan, c'est au tour de la Vendée de s'inquiéter des rejets d'une usine d'incinération qui a fonctionné de 1974 à 1982, à Boufféré (1 800 habitants) au nord du département, tout près de la ville de Montaigu (5 000 habitants). Construite à proximité d'un ruisseau, l'usine de petite capacité (une tonne à l'heure) est du type de celle de Nivillac dans le Morbihan, qui inquiète les médecins locaux (Le Monde du 11 avril). Elle apparaissait « comme une solution miracle, et la direction départementale de l'équipement (DDE) pensait que c'était une formule à développer », se rappelle Henri Joyau, président à l'époque du syndicat de communes à vocation multiple (Sivom) local, qui avait construit l'usine. « Nous avons d'ailleurs reçu des subventions de l'Etat », précise-t-il.

Comme à Nivillac, l'incinérateur a connu des difficultés, liées notamment, pour M. Joyau, à sa conception, mais aussi au type de déchets :

« On brûlait tout. Beaucoup de déchets verts notamment, qui étaient très humides. On refusait seulement les pneus et les bouteilles en plastique parce que les conseillers techniques de la DDE nous l'avaient conseillé. Mais les gens mettaient n'importe quoi dans les poubelles. » Conséquence : l'incinérateur aura toutes les peines du monde à fonctionner. Par le biais du bulletin du district, le Sivom fera même appel aux artisans et industriels locaux pour qu'ils apportent leurs déchets (cageots, cartons) afin qu'ils servent de combustibles. En désespoir de cause, le Sivom utilisera d'importantes quantités de gazole. « Tout était réuni pour qu'il y ait des rejets de dioxines dans l'atmosphère », remarque Philippe Boursier, ex-dirigeant des Verts, secrétaire fédéral du mouvement qu'il a créé, Ecologie sociale.

« Pour limiter la production de dioxines, le four doit fonctionner à haute température et de façon constante », explique David Lelièvre, président d'Itinéraire bis, une association environnementale. Ce qui n'a

pas été le cas. Outre les rejets de dioxines, l'usine a produit des mâchefers – résidus toxiques dont la loi autorise l'utilisation, notamment pour la construction des routes. « Ils ont sans doute servi de remblai, dit M. Joyau, peut-être aussi pour l'autoroute Nantes-Montaigu. »

Les responsables d'Itinéraire bis et d'Ecologie sociale ont demandé une audience à Jean-Paul Faugère, le préfet, pour connaître la destination exacte des mâchefers. Ils souhaitent également qu'une analyse des conséquences sanitaires des rejets de dioxine soit faite dans cette région du bocage, tournée vers la production de lait et de viande. Ils ont adressé un courrier en ce sens à Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, qui vient de lancer une étude épidémiologique nationale. La question est d'autant plus sensible que la perspective de la mise en service d'un équipement en 2006, dans un site qui reste à déterminer, fait déjà l'objet de débats.

Philippe Ecalte

# NRJ GROUP,

## N°1 sur :

- Les Actifs
- Les Femmes Actives
- Les 15-59 ans
- Les Foyers avec enfant(s)
- Les Ménagères de moins de 50 ans
- Les RDA de moins de 60 ans
- Les Foyers de 4 personnes et +
- Les 3 UDA SUD...

1er Groupe radio de France\*  
sur les 15 ans et + avec  
12 403 000 auditeurs quotidiens.

Source : Médiamétrie 75 000 + Radio. Base 15 ans et + \*Tri Spécial Janvier-Mars 2002. Audience Cumulée. Moyenne L.V. 5h-24h.

Tous droits réservés. NRJ, NRJ GROUP, NRJ RADIO, NRJ MUSIC, NRJ TV, NRJ 12, NRJ 10, NRJ 90, NRJ 100, NRJ 105, NRJ 107, NRJ 109, NRJ 110, NRJ 112, NRJ 114, NRJ 116, NRJ 118, NRJ 120, NRJ 122, NRJ 124, NRJ 126, NRJ 128, NRJ 130, NRJ 132, NRJ 134, NRJ 136, NRJ 138, NRJ 140, NRJ 142, NRJ 144, NRJ 146, NRJ 148, NRJ 150, NRJ 152, NRJ 154, NRJ 156, NRJ 158, NRJ 160, NRJ 162, NRJ 164, NRJ 166, NRJ 168, NRJ 170, NRJ 172, NRJ 174, NRJ 176, NRJ 178, NRJ 180, NRJ 182, NRJ 184, NRJ 186, NRJ 188, NRJ 190, NRJ 192, NRJ 194, NRJ 196, NRJ 198, NRJ 200.

**V**OILÀ un candidat bien singulier, qui ne fait même pas semblant d'y croire. Président, moi ? Surtout pas. Le prochain, quel qu'il soit, sera « un larbin, bien payé certes, mais un larbin quand même », prisonnier du « carcan de Maastricht », pieds et poings liés par « le programme commun signé par Chirac et Jospin à Barcelone ». Daniel Gluckstein a « une plus grande ambition » pour le Parti des travailleurs (PT), qu'il représente : « Reconquérir la démocratie » – c'est son slogan. Mais attention, pas à l'occasion de cette « mascarade » d'élection, plus tard, « quand les projecteurs seront éteints » et que viendra le temps de la révolte. « Là, nous serons candidats pour préparer la résistance », promet-il de meeting en meeting.

L'homme parcourt la campagne sans un regard pour les sondages, qui le lui rendent bien ; il fréquente les plateaux de télé sans la gourmandise empressée de ses concurrents, assurant une sorte de service médiatique minimum ; il discourt dans les réunions publiques sans se préoccuper de caresser l'électeur dans le sens du poil. « Je comprends les abstentionnistes », répète-t-il, conscient que « voter pour le Parti des travailleurs ne va pas changer la face du monde ». Daniel Gluckstein est un « commis d'office », un candidat en service commandé, désigné volontaire au terme d'un long débat interne sur l'opportunité d'une candidature. Alors, il s'avance vers le premier tour avec d'autres échéances en tête. Les législatives d'abord, en vue desquelles il « invite les camarades à se présenter partout où c'est possible ».

Pourtant, le secrétaire national du PT ne ménage pas sa peine, sur le terrain comme les autres, sans doute plus que certains. Cinquante-six meetings, des centaines de réunions, les journées à rallonge et les bribes de sommeil volées dans les trains de nuit. Nourri de jambon-beurre, imbibé de café, il vit l'itinérance sans confort des candidats à intendance réduite. Mais, bizarrement, cela ressemble moins à une campagne électorale qu'à une tournée des popotes. Comme s'il s'agissait de stimuler les ardeurs militantes du petit parti ouvrier, plutôt que de soigner son score électoral. En 1988, le dirigeant historique du PT (alors MPPT), Pierre Bousset, dit Lambert, avait recueilli 0,38 % des suffrages. En 1994, la liste conduite par Gluckstein aux européennes avait plafonné à 0,43 %.

Cette fois, le candidat lambertiste espère faire mieux, mais ne montre aucun signe de jalousie envers le capital de sympathie d'Olivier Besancenot (LCR), « le candidat soi-disant révolutionnaire », ou la popularité d'Arlette Laguiller (LO). « Machine va faire 10 %, tant mieux pour elle, lance-t-il à ses troupes. Mais souvenez-vous, Tapie a fait 12 % un jour. Quelle empreinte a-t-il laissée ? » Sa mission est de mettre en ordre de marche « l'usine à militer », ainsi que certains appellent la petite formation issue de l'Organisation communiste internationaliste (OCI). Elle a prouvé son efficacité en obtenant sans coup férir les 500 signatures nécessaires à la candidature. « C'est une arme qu'il faut renforcer en vue des batailles futures », martèle Daniel Gluckstein, dont le mot d'ordre est de « construire le parti ».

Construire le parti. Cela n'a rien d'un slogan pour cet ancien enseignant de 48 ans, c'est son boulot. Un job qui envahit sa vie depuis vingt-deux ans, depuis qu'il a choisi de désertir l'éducation nationale pour devenir un permanent de la branche lambertiste du trotskisme à la française. D'avatar en avatar, l'OCI d'origine est devenue le Parti communiste internationaliste (PCI), puis le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), enfin le PT actuel, mais le soldat Gluckstein est resté fidèle au poste. Devenu secrétaire national au côté de Pierre Lambert – numéro un bis, dirait-on dans un parti normalement hiérarchisé –, il n'a changé ni ses habitudes ni ses horaires de travail. Chaque matin, il pointe tôt au siège de la rue du Faubourg-Saint-Denis, à Paris, pour n'en repartir qu'en fin de soirée. « Un travailleur acharné », disent tous ceux qui l'ont côtoyé, partageant les mêmes adjectifs pour tracer un profil sans fantaisie : « pugnace », « rigoureux », « déterminé », « compact », « rigide ».

Bref, résume Philippe Campinchi, auteur de l'ouvrage *Les Lambertistes* (Balland), « c'est un révolutionnaire professionnel ». Or la révolution, c'est sérieux. « Militant ouvrier au sein de la classe ouvrière, c'est un métier », confirme fièrement Daniel Gluckstein. Presque une noblesse à ses yeux. Ne comptez pas sur lui pour le galvauder. Les journalistes attendent toujours la première confidence sur sa vie privée, bouclée à double tour. « Je ne m'exprime que sur les sujets pour lesquels je suis mandaté. » Point final. Jamais il ne posera pour *Gala*, jamais il ne sacrifiera aux « pitreries » de la politique-spectacle, qui sont « la forme pervertie et décomposée de la politique ». « Si les autres candidats montrent leur femme ou parlent de leur chien, c'est pour masquer la pauvreté de leurs idées », s'insurge-t-il, persuadé qu'« il y a un rapport entre la fin et les moyens ».

Sa biographie officielle tient en trois lignes : né en 1953 à Paris, marié, un enfant, études d'histoire et de lettres, ancien profes-



Paris, 16 mars, au cimetière du Père-Lachaise.

# GLUCKSTEIN

Pour le candidat du Parti des travailleurs, seuls comptent le débat d'idées et l'action militante. Portrait d'un trotskiste en service commandé, peu enclin à la confiance

## LE PERMANENT RÉVOLUTIONNAIRE

seur d'histoire en lycée professionnel. Amateurs d'anecdotes, passez votre chemin. Heureusement qu'il y a sa déclaration de patrimoine ! On y apprend que le salaire d'un permanent révolutionnaire, même avec beaucoup d'ancienneté, culmine au smic. Suffisant pour rouler en Peugeot 206 et acheter avec sa femme, grâce à un prêt hypothécaire, un pavillon à Montreuil, banlieue communiste et nouvellement branchée de l'Est parisien. Mais qui sait d'où vient son véritable héritage, cette conscience politique suraiguë, qui, au début des années 1980, a fait bifurquer le prof petit-bourgeois vers une carrière de militant appointé ?

« Il a un attachement quasi filial à l'histoire du Bund », explique un ancien de l'OCI. Un

(JCR). L'année suivante, il est délégué au congrès fondateur de la Ligue communiste.

Le voilà engagé « pour le socialisme et contre le stalinisme ». A l'époque, rappelle-t-il d'un air entendu, « j'habitais à Champigny-sur-Marne », comme si le voisinage de Georges Marchais pouvait l'avoir vacciné. Son guide sera Léon Trotski, même si, précise-t-il aujourd'hui, il ne croit « pas aux grands hommes ». Son engagement sera le militantisme interne, dans l'intimité des appareils, à l'abri des contaminations contre-révolutionnaires : « Pour lui, les trotskistes qui sont passés à la lumière se sont corrompus intellectuellement », analyse un ancien lambertiste. Entré à la Ligue sous le pseudonyme de Michaël, il devient Seldjouk après la dissolution de 1973 – du nom du premier

des lambertistes. « Il était très récalcitrant au charisme de Lambert », se souvient un compagnon de route. Par quel mystère a-t-il fait carrière dans cette organisation, alors que Nemo et les autres renoncent bien vite, découragés, dit-on, « par un sectarisme qu'ils ne soupçonnaient pas » ?

**C**OMMENT a-t-il survécu aux nombreuses purges qui secouèrent le mouvement ces vingt dernières années ? « En les organisant lui-même », prétendent ses ennemis. Comment a-t-il gagné la confiance de Lambert, dont la parano est notoire ? « En faisant profil bas en toutes circonstances », se moquent les détracteurs. Sa montée en puissance a été lente, mais il s'impose par son ardeur au travail. Parle peu – d'aucuns le disent timide –, mais s'investit dans les tâches militantes avec la foi du dernier converti. « Seldjouk, c'est le Turc de Pain et chocolat », résume un ex-lambertiste cinéphile. Un autre se souvient : « Il donnait l'impression d'être toujours en compétition, de vouloir être le meilleur en tout. » Son heure sonne en 1986, quand la jeune garde estudiantine quitte le navire trotskiste dans le sillage de Benjamin Stora et Jean-Christophe Cambadélis.

Ce dernier écrira, dans sa brochure de rupture : « L'affaire Seldjouk commence. » Exit les intellectuels petits-bourgeois pour qui Daniel Gluckstein n'aurait que « mépris ouvrieriste » ; la conquête progressive de l'appareil est d'autant plus facile que Pierre Bousset-Lambert (il aura 82 ans cette année) se décharge peu à peu sur cet exécutant efficace et loyal qui partage avec lui le goût du secret et la fierté de l'isolement. Désormais, Seldjouk exerce le pouvoir, contrôle l'appareil, tient les fédérations, mais sans faire d'ombre à Lambert. Ils viennent d'écrire un livre à quatre mains (*Itinéraires*,

aux éditions du Rocher). Il ne s'agit pas de succession, assure Gluckstein, mais de « continuité d'une génération à l'autre ». Plus prosaïquement, pour Philippe Campinchi, « il a pris le parti en viager ». Il gère l'héritage d'une main ferme, on le dit rude dans les rapports humains, souvent intraitable. Lui jure au contraire qu'il est « un homme modéré, qui mène une politique par le dialogue ». Son plus grand plaisir, dit-il, c'est de « débattre pendant des heures avec les camarades ». Sa façon à lui de « décompresser », comme d'autres vont au golf ou lisent des polars.

Sans doute est-ce son seul bonheur au cours de cette campagne ? Débattre avec les salles, petites mais pleines, d'où fusent les questions. A la tribune, il retrouve le ton du professeur de LEP (« Ce métier m'a manqué, je formais des ouvriers »). Debout, en manches de chemise, un pied sur la chaise, la main gauche dans la poche du pantalon, il parle sans notes, chaussant parfois ses lunettes pour sortir des chiffres d'un cahier à spirale : « Comprenez bien, camarades... » Là, hors de portée des caméras, il se sent en confiance pour développer cette « rhétorique sans excès de subtilité » dont se souviennent quelques anciens. Un mélange d'exemples très concrets et de considérations abstraites compréhensibles par les seuls initiés lambertistes.

Il pourrait débattre jusqu'au bout de la nuit. Ce soir-là, à Metz, il est minuit passé. La salle s'est vidée. Pour Daniel Gluckstein et sa petite escorte, il est temps de reprendre la route de Paris. Faut-il dîner avant de partir ou se contenter de sandwiches sur l'autoroute ? Hésitations. Alors, le candidat se rassied, s'étire et lance, dans un demi-sourire : « Il y a un débat, là, camarades, discutons. »

# Allonger la langue pour mieux parler anglais

Pour que leurs chers petits apprennent plus tôt l'anglais, des parents sud-coréens n'hésitent pas à les faire opérer de la langue. Le « Los Angeles Times » s'intéresse à cette chirurgie linguistique

**PERÇUE** par les Asiatiques comme une américanisation, la mondialisation se traduit par une frénétique propension des parents à faire apprendre l'anglais à leur progéniture dès le plus jeune âge. Au prix souvent de sacrifices financiers énormes, d'un apprentissage insuffisant de leur propre langue maternelle et, parfois même, d'une opération chirurgicale de la langue afin de rendre celle-ci plus agile à prononcer certains sons étrangers. C'est le cas en Corée du Sud, relève le *Los Angeles Times*, où des cliniques sont spécialisées dans une opération qui consiste à couper le repli médian de la muqueuse de la langue afin d'accroître l'extension de celle-ci. Une plus grande flexibilité permettrait de prononcer convenablement certains mots tels que « rice » (riz) afin qu'il ne sonne pas comme « lice », qui signifie en anglais « vermine ».

## SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

## Abstention

■ Le Cevipof a établi une carte de l'évolution de l'abstention entre l'élection présidentielle de 1988 et celle de 1995.

■ La Sofres détaille la structure (par âge, sexe, profession et « proximité partisane ») de l'abstention en 1981, 1988 et 1995.

■ Les Ipsos retrace, en graphique, l'évolution de la mobilisation des Français par âge et par catégorie socio-professionnelle depuis octobre 2001.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

■ Le député (apparenté RPR) Lionel Luca propose de comptabiliser le vote blanc dans les élections.

■ Le député (UDF) Dominique Paillé a proposé une loi rendant le vote obligatoire, sous peine de radiation des listes électorales.

■ La loi soumise par le député (apparenté UDF) Alain Ferry permettait le vote en ligne.

■ La Commission nationale de l'informatique et des libertés a rendu un avis défavorable quant à l'expérimentation du vote électronique à Vandœuvre-lès-Nancy (Meurthe-et-Moselle) pour la présidentielle, mais a accepté le projet de vote par carte à puce de Mégnac (Gironde).

## Los Angeles Times

Le docteur Nam Il-woo, spécialiste de ce type d'opérations et dont la clinique se trouve dans le quartier à la mode d'Apkujong, à Séoul, procède à une dizaine d'interventions par mois sur des enfants de moins de 5 ans. Le praticien se défend en affirmant qu'« il ne s'agit pas de chirurgie esthétique : il est essentiel de bien parler anglais ». Dans des sociétés où le système éducatif reste très compétitif, comme au Japon et en Corée du Sud, parler bien l'anglais – ou l'américain – a pris aujourd'hui un tour quasi obsessionnel. Il n'est pas rare, poursuit le grand quotidien de Californie, que des Coréens de 6 mois soient placés des heures

durant devant un poste de télévision pour regarder des cassettes vidéo d'enseignement d'anglais. Des parents peuvent dépenser en un an l'équivalent d'un salaire mensuel du père pour faire suivre des cours d'anglais à leur enfant. « Apprendre l'anglais est devenu la religion nationale », dit Jonathan Hiltz, qui enseigne cette langue sur la chaîne de télévision éducative nationale.

### « UN ENFER »

C'est aussi un *business* dont le chiffre d'affaires atteint 3 milliards de dollars en Corée du Sud. Les linguistes critiquent cette frénésie qui se traduit par un appauvrissement de

la connaissance du coréen, sans pour autant que l'enfant parle bien l'anglais. Des psychiatres font valoir, pour leur part, que les gamins soumis à une telle pression présentent des signes de stress. « L'anglais est en train de faire de l'enfance un enfer », écrit ainsi l'hebdomadaire *Dong-A*.

Une étude, publiée en 2000, portant sur 37 bambins ayant subi une opération de la langue, n'a guère confirmé les dires des spécialistes en matière de progrès linguistiques : en général, un enfant n'est pas capable de prononcer convenablement certains sons avant d'avoir atteint l'âge de 9 ans, estime l'auteur de cette étude, l'oto-rhino-laryngologiste Koh Joong-wha. « Ce genre d'opération est plus fréquent que dans le passé parce que la société est devenue plus riche et que les parents, qui n'ont généralement pas plus de deux rejetons,

peuvent consacrer plus d'attention à chacun d'entre eux, explique-t-il. Ces opérations sont aussi rentables et les médecins hésitent à les refuser. »

Le docteur Nam reconnaît que beaucoup de parents, frustrés de voir que leurs enfants ne font pas suffisamment de progrès en anglais, ont tendance à penser que cette inaptitude est due à une déformation physique, au lieu d'admettre tout simplement que l'apprentissage d'une langue étrangère est un exercice difficile. Les linguistes font valoir, de leur côté, que des centaines de milliers de Coréens-Américains parlent parfaitement l'anglais sans avoir été contraints de recourir à une quelconque intervention chirurgicale.

Philippe Pons

★ [www.latimes.com](http://www.latimes.com)

# La stratégie du Hezbollah vue par la presse libanaise

Le pays du Cèdre s'inquiète des risques d'extension du conflit israélo-palestinien

**DEPUIS** le début de l'opération israélienne en territoire palestinien, le mouvement chiite Hezbollah lance des attaques quasi quotidiennes sur des positions israéliennes. Ces attaques et les représailles israéliennes font redouter l'ouverture d'un second front.

Depuis octobre 2000 en effet, aucun échange de tirs n'avait atteint une telle intensité. Le

secrétaire d'Etat américain a fait le déplacement de Beyrouth pour prévenir les responsables libanais des conséquences désastreuses d'une telle escalade. « Nous fallait-il absolument aller danser une fois de plus sur le volcan pour mériter ce douteux regain d'intérêt américain ? », s'interroge *L'Orient-Le Jour*.

« C'est vrai que les Libanais, toutes tendances (...) confondues, ont

soutenu l'héroïque combat du Hezbollah, qui a fini par provoquer, en mai 2000, le retrait "volontaire" de la puissante armée israélienne après vingt-deux ans d'occupation et sans aucune contrepartie. » « C'est là cependant que s'arrête le consensus », estime le journal francophone.

Le but du Hezbollah est clair : alléger la pression militaire en Cisjordanie en activant le front

libanais. Le leader druze Walid Joumblatt a abondé dans ce sens : « Les Palestiniens se souviennent de ceux qui les ont soutenus. Le sang qui a coulé à Jénine, Naplouse et dans toute la Cisjordanie retombera sur tous ceux qui ne se sont pas solidarisés avec leur cause. »

### ARRÊTER DE JOUER AVEC LE FEU

As Safir considère que « les rôles sont bien distribués : à Israël de régler le sort des Palestiniens, aux Etats-Unis de contenir toute réaction arabe. Les Américains essaient de faciliter la tâche de Sharon en empêchant toute démarche officielle arabe pouvant entraver le face-à-face israélo-palestinien. Les dirigeants arabes sont priés de rester à l'écart, au risque de s'opposer aux aspirations de leurs peuples. »

« Des méthodes anciennes dans un nouveau contexte, rétorque An Nahar. Arrêtons de jouer avec le feu. Il est temps que le Hezbollah arrête ses opérations, du moins temporairement. (...) Il revient à l'Etat de prendre en charge la responsabilité de la frontière avec Israël. Toute action devrait se dérouler dans le cadre d'une coordination arabe et d'une décision libanaise consensuelle. » D'ailleurs, en pensant soutenir l'Intifada, le Hezbollah peut se tromper : « Provoquer une confrontation au sud du Liban pourrait détourner l'attention de l'opinion internationale et laisser le champ libre à Ariel Sharon dans sa guerre contre les Palestiniens. »

[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
pour *Le Monde*

## « SUNDAY TIMES » (Afrique du Sud)



**Justice ?** Walter Basson, alias « docteur la mort », ancien responsable du programme d'armement chimique et biologique pendant l'apartheid, a été acquitté. Accusant le juge de partialité, le ministère public va faire appel. **Dessin de Zapiro.**

(« COURRIER INTERNATIONAL » POUR « LE MONDE »)

## AU COURRIER DES LECTEURS

### JEU DÉMOCRATIQUE

L'obstination à privilégier l'élection présidentielle par rapport aux législatives est révélatrice d'une volonté inquiétante de valoriser le spectaculaire au détriment du jeu plus modeste de la démocratie. Je m'étonne en particulier de vous voir associer systématiquement l'élection présidentielle et nomination d'un gouvernement (*Le Monde* du 13 avril).

Le président élu ne pourra choisir – parmi les siens – ses ministres que si son parti gagne les législatives. L'élection majeure, contrairement à ce qui se dit partout, est donc celle des députés, d'où sortira la majorité gouvernementale. Et c'est d'ailleurs fort bien ainsi, car on connaît – depuis de Gaulle – les risques qu'une conception présidentielle du pouvoir fait courir à la démocratie. Le choix de Lionel Jospin de privilégier l'élection présidentielle en modifiant le calendrier est donc surprenant, et critiquable. La gauche n'a rien à gagner à jouer la personnalisation du pouvoir. La politique n'est pas un match de tennis et les défis individuels ne peuvent qu'altérer gravement les principes et le fonctionnement de la République.

Pierre-Jean Galtayries

Limoges (Haute-Vienne)

### LES TOUAREGS DU NIGER

Sur les révoltes touaregues des années 1990, vous tendez à perpétuer une vision erronée de l'homme « bleu » des grands espaces, jadis nomade et maître de l'espace, mais aujourd'hui marginalisé et opprimé par le pouvoir central (*Le Monde* du 5 avril). Pays ayant la plus grande population touarègue, le Niger n'a jamais fait de ses représentants des citoyens de seconde zone, mais leur a au contraire toujours octroyé un statut de citoyen à part entière. Leur exclusion des responsabilités depuis l'indépendance est loin de correspondre à la réalité. Le département d'Agadès, où résidaient la majorité des Touaregs – avant les révoltes des années 1990 –, bénéficiait d'une assistance au développement considérable à travers de multiples projets dans plusieurs domaines, et le taux de scolarisation est resté supérieur à la moyenne nationale. Les causes des révoltes au Niger sont liées non pas à la discrimination flagrante dont seraient victimes les Touaregs, mais notamment aux facteurs suivants : problèmes d'intégration des jeunes, du retour de l'immigration du travail en Algérie et en Libye ; effets cumulés des sécheresses des années 1970 et 1980 ; politique extrêmement répressive de l'Etat central pour maintenir son autorité. (...)

Ne donnons pas une vision quelque peu simpliste d'une région et d'un peuple autrement plus complexes qu'il n'y paraît.

Thomas Price  
Castelnau-Le-Lez (Hérault)

### TRANSPORTS PUBLICS

Ma mère, 61 ans, professeur à l'Université, plus de 25 000 francs de revenu net par mois, bénéficie depuis peu d'une « carte senior » qui lui permet de prendre le train à des prix très réduits. Ma sœur, 28 ans, assistante commerciale, 7 000 francs de revenu net par mois, maman depuis deux mois d'une petite fille, ne bénéficie d'aucune aide financière pour ses déplacements en transports en commun et se voit par ailleurs refuser une fois sur deux l'accès aux bus parisiens pour cause de grossesse. En effet, le règlement de la RATP indique que les poussettes ne sont que tolérées dans les bus, entre 10 et 16 heures et si elles sont repliées. Quant au RER et au métro, l'accès y est si difficile et les bruits si stridents que ma sœur a rapidement pris la décision d'y renoncer avec sa fille. Je suis donc bien forcé de conclure qu'au sein de ma famille l'Etat favorise la mobilité des femmes âgées et freine celle de femmes les plus jeunes. Je voudrais comprendre.

Lucile Chastre  
Montrouge (Hauts-de-Seine)

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

**CETTE SEMAINE**  
**PROCHE-ORIENT**  
Après Jénine, quoi ?

**VENEZUELA**  
Échec au coup d'État libéral

**DOSSIER**  
Les associations et la présidentielle

**ÉCONOMIE**  
Une épargne très coûteuse

[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

**CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €**

# A nos amis de gauche qui deviennent fous

par Michel Broué et Bernard Murat

**E**TES-VOUS devenus fous ? Le Pen talonne Jospin dans certains sondages ! Juppé et Sarkozy se préparent ! Mardi, il y avait grève générale en Italie contre les lois rétrogrades de Berlusconi, et 2 millions de travailleurs italiens dans les rues ! Messier le doucereux abattait le masque ! Vous continuez à tergiverser ?

Vous avez voulu lui donner une leçon. Marre des slogans creux, marre des ambiguïtés, des paillettes, du « projet pas socialiste », de la campagne de second tour un mois avant le premier tour, de l'électoratisme remplaçant les utopies.

Bon, d'accord. Mais ne savez-vous donc plus ce qui nous attend, nous, notre France, nos services publics, nos hôpitaux, notre école laïque, nos protections sociales, nos chemins de fer, si la droite revient au pouvoir chercher sa revanche de 1997 ? Mais, bon sang, avez-vous oublié Thatcher, et Reagan, si vous tenez absolument à vous boucher yeux et oreilles devant Bush et Berlusconi ?

Enfonçons quelques portes ou-

vertes. Notre époque est celle de la victoire politique mondiale du capitalisme dans sa phase ultime, c'est-à-dire celle de la domination sans partage du capitalisme financier et bancaire. De plus, depuis le terrible 11 septembre 2001, la domination s'exerce aussi par les armes.

Chacun le sait : le profit financier

**MICHEL BROUÉ** est mathématicien. **BERNARD MURAT** est metteur en scène.

(et non l'intérêt ou l'utilité du produit, la beauté de l'œuvre, le talent de l'artiste) est aujourd'hui le critère unique des investissements et de l'orientation des entreprises. Les masses spéculatives peuvent déstabiliser des Etats ; les grands consortiums financiers, qu'ils aient pignon sur rue ou qu'ils soient paramafiaux, ont plus de pouvoir réel que bien des gouvernements.

Les agents politiques de ce pouvoir sans partage ont une ligne claire, pardi ! le laisser-faire. C'est la ligne de Chirac, bien sûr, quoi qu'il dise, et vous le savez bien ! Ecoutez donc

Madelin, qui dit tout haut ce que la droite tout entière pense tout bas. Ecoutez Sellière. La loi de la jungle est appelée liberté, le retour à la loi du plus fort (du plus cynique, du plus égoïste) est appelé modernisme. Et vous continuez à hésiter ! Vous êtes en train de vous faire avoir par ceux-là mêmes que vous dites combattre. Ne voyez-vous pas que pas un mot des meetings de Jospin ne vous est rapporté dans les journaux télévisés, pas un mot des heures qu'il a passées à expliquer, mobiliser, combattre ? Austère, on vous dit, pas drôle, fait pas rêver, pareil au même, Josrac-Chipin, c'est dit. Et vous les croyez, vous répétez ce qu'ils vous disent. Etes-vous donc mûrs pour Berlusconi ?

Pourtant vous savez bien que, malgré ses limites, ses compromis et l'écran de la cohabitation, la gauche de Jospin est, aussi, une gauche de résistance à cette nouvelle forme de barbarie. Vous savez bien que Jospin a incarné par deux fois, en 1995 et en 1997, cet espoir. Non, pas l'espoir de révolution, de grand soir ni d'assaut du ciel, mais simplement l'espoir de rester civilisés, organisés, solidaires. Vous savez bien que les conquêtes

sociales, celles qui font que notre pays est encore un phare pour le monde, sont indissociables de la gauche. Souvenez-vous : les ordures sont ramassées, le SAMU fonctionne, l'école est gratuite et obligatoire, l'électricité arrive dans tous les foyers. Tout cela est un petit miracle de la civilisation humaine, et l'avenir n'est pas garanti. Il y a des pays où, lorsque quelqu'un tombe dans la rue, on commence par lui faire les poches pour vérifier s'il est solvable... La civilisation est fragile devant la brutalité inhumaine des méthodes des mondialistes libéraux. Oui, les enjeux sont réels aujourd'hui, bien au-delà des stupidités des communicants et de leurs petits frères journalistes sur l'austérité de l'un, la bière de l'autre, et les pièces jaunes de Bernadette.

Chirac-Jospin, c'est pareil ? Comme Clinton et Bush sans doute ! Demandez donc aux Palestiniens. Comme Rabin et Sharon ? Si la liasse-génération revient aux affaires le 6 mai, il sera trop tard. Vous l'aurez pour longtemps, la gueule de bois, et nous avec vous, et nos enfants avec nous tous. Réveillez-vous, avant le 21 avril, vite !

# Pourquoi je vote Olivier Besancenot

par Philippe Caubère

**J'**AI décidé de soutenir le candidat de la Ligue communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle le lendemain du 11 septembre 2001, après avoir lu la déclaration de Robert Hue : « *Nous sommes tous américains.* » La minute de silence réclamée aux militants communistes de la Fête de *L'Huma* m'a conforté dans cette décision. Il m'était devenu impossible de ne pas interrompre le soutien que j'accorde au PC depuis quelques années par un acte clair qui ne signifie pas une rupture irrévocable, ni une quelconque trahison, mais un désaccord violent et instinctif.

J'ai beaucoup de respect pour Robert Hue. Je ne me réjouis pas de ses difficultés électorales, je ne ris pas aux blagues faciles que font sur lui les guignols en tout genre et ne crois pas que l'affaiblissement du Parti communiste soit une bonne chose pour la démocratie. N'empêche que, dans cette histoire, l'honnête homme, c'était Krivine. Dont j'ai obtenu le téléphone. Mais, là, impossible de s'entendre : des cris, des chants, un tumulte pas possible. « *Mais où tu es ? - À la manif ! - Quelle manif ? (j'étais en pleine tournée, au courant de rien. - « Eh ben, la manif contre la guerre ! »*

Je me suis marré : il était là où il fallait. « *Je veux soutenir Besancenot !* » Et lui, tout de suite : « *Ben ouais ! T'as vu le PC ? N'importe quoi !* » Cela dit sans haine et sans ironie. Je ne le connais pas très bien, mais je crois pouvoir ajouter : avec tristesse.

J'ai longtemps espéré un rapprochement entre le PC et la Ligue. J'aurais trouvé formidable que ces deux anciens « *frères ennemis* » se retrouvent, s'expliquent, se serrent la main et œuvrent ensemble. Je me souviens, dans les années 1990, d'un grand meeting à Bercy qui réunissait les ténors actuels de la gauche, dont Jospin, Hue et Krivine, qui avait fait ce soir-là un incroyable discours, salué par les hurlements

au pire mal de cette époque (dont il faut bien reparler, puisque tout part de là - droite, gauche, extrême droite, extrême gauche : on est pas sortis de 1968, c'est mon idée et je la partage), au pire péché, donc, à la plaie de ces années, et qui suppose encore : le sectarisme.

Il faut lutter contre l'ordre mon-

**PHILIPPE CAUBÈRE** est comédien.

dial, le libéralisme anarchique, la dévastation culturelle, l'inégalité des riches et des pauvres, les licenciements aveugles, le racisme, la férocité de la vie qu'on impose aux trois quarts de l'humanité, oui. Mais aussi contre le sectarisme. Et sans mépris pour la démocratie. Je ne voterai jamais Lutte ouvrière pour cela. Et si la Ligue avait fait alliance avec eux, je ne les aurais pas soutenus.

Lorsque j'étais au Théâtre du Soleil, les militants de la Ligue étaient présents à toutes les actions ou manifestations que nous organisons : je ne les ai jamais vus tenter d'imposer un mot d'ordre ou une stratégie aux artistes engagés que nous étions. Ils nous respectaient, quand n'importe quel gauchiste ou communiste arborait ce sourire de condescendance qu'il convient d'adresser à celui ou à celle qui n'est pas « *de la classe ouvrière* ». Comportement, d'ailleurs, passé dans les moeurs. Avez-vous remarqué comme il est de bon ton de railler tout artiste ou intellectuel qui s'intéresse à la politique ? Je soutiens aussi et justement la Ligue pour Daniel Bensaïd, qui ne cesse de chercher, fouiller, interroger le passé pour mieux comprendre le présent, mais qui, à côté de son action révolutionnaire, a su écrire un des plus beaux livres qui soient sur Jeanne d'Arc. La Ligue n'est pas refermée sur elle-même. Elle était dans tous les comités de grève qui ont déclenché, porté et tenu le grand mouvement de 1995 (dont je garde un souvenir cauchemardesque

# Le cuirassé Jospinkine

par Serge Raffy

**A**U cours de cette campagne molassonne et technocratique, Lionel Jospin a usé d'une étrange formule, d'un slogan singulier pour un homme politique. Il a dit, à plusieurs reprises, en parlant de la France : « *Ce pays m'habite.* » Cette antienne concoctée par quelque communicant usé est pathétique, car elle ne dit rien d'autre que l'inverse de ce que le candidat socialiste voulait faire passer. Elle dit qu'au fond Jospin n'a jamais habité la France, mais une idée de la France.

Au cours de mes deux ans d'enquête consacrés à la préparation de sa biographie, j'ai été sidéré par l'incapacité de l'homme public à se trouver une terre, un espace d'enracinement, un territoire dans lequel il pourrait se reconnaître et offrir aux Français une visibilité du personnage.

La France m'habite ? Lionel Jospin n'a jamais cherché à habiter ni à Paris, ni à Toulouse, ni à Cointegabelle, ni même sur l'île de Ré qui est en fait le domaine de sa femme Sylviane. Il aurait pu réinvestir le seul lieu où sa famille a vraiment vécu, pendant plus de vingt ans, Chamigny (Seine-et-Marne), à l'Ange gardien, grande bâtisse victorienne où son père Robert dirigeait un centre de formation de jeunes en difficulté. Il aurait pu s'inventer un repaire en Haute-Garonne, dans ce fief socialiste des bords de l'Ariège, bucolique, très France profonde. Ou encore à La Magistère (Tarn-et-Garonne), petite commune au bord de la Garonne pour laquelle il a un attachement réel lié à la petite enfance.

Il n'a pas voulu cela. Il a, par pudeur, par refus de la démagogie, mais aussi par un orgueil hors normes, revendiqué sa légitimité sur le seul critère de ses convictions, de sa « pureté » idéologique. A l'heure actuelle, ce côté « *cérébral* » lui joue de sacrés tours dans l'inconscient collectif français. On se demande : « *D'où vient-il exactement ? De quel lieu parle-t-il ?* »

Mitterrand gérait ses sanctuaires avec une délectation proustienne. Intellectuel, littéraire, il courait les voies ferrées sur les traces de son père, chef de gare. Jospin, lui, ne court derrière aucun sanctuaire. Pour lui, la terre est une abstraction. Pétain disait : « *La terre ne ment pas* », Jospin pense : « *La terre ne me dit rien.* » Il n'habite pas la France. Il habite, depuis cinq ans, une planète nommée Matignon sur laquelle il exulte, vit passionnément chaque seconde, comme il l'a répété à de nombreuses reprises.

Matignon est le centre névralgique du pur pouvoir gestionnaire, technocratique, d'où la fameuse et cinglante formule de Claude Allègre sur la « *schrmeckisation* » de son ami de quarante ans. En d'autres termes, Lionel Jospin, à certains égards, s'est désincarné au cours de son mandat de premier ministre. Intuitivement, les Français ont senti cet éloignement, cette distance, ce quant-à-soi, qui l'ont conduit à ne plus pouvoir « *briser l'armure* », comme il l'avait fait en 1995.

Sa cuirasse, paradoxalement, s'est considérablement épaissie au cours des derniers mois. Contrairement à 1995, les meetings de campagne n'ont pas provoqué d'électrochoc chez lui. Il est resté profon-

dément prisonnier de la nouvelle armure qu'il s'est façonnée avec une application réfrigérante. Le cuirassé Jospinkine se retrouve dans une position périlleuse. On comprend mieux la panique des conseillers de l'Atelier (terme éminemment trotskiste), qui ne savent plus comment agir. Ils sont tom-

**SERGE RAFFY** est journaliste. Auteur d'une biographie de Lionel Jospin, il prépare celle de Fidel Castro.

bés dans un terrible piège.

Quadrature du cercle : comment prendre ses distances en pleine action ? Réponse : c'est impossible. Il n'y a donc pas d'autre solution que d'avancer et assumer cette insoutenable posture. Certes, en fin de campagne de premier tour, il est facile de regretter que le candidat socialiste n'ait pas quitté Matignon voilà un an, pour se faire « *désirer* », mot qu'il affectionne, mais qu'il a utilisé à contre-sens. Au début de la campagne électorale, il s'est gargarisé de ce mot. Désir, désir, désir. Or le désir est l'enfant de l'absence. Lionel Jospin, par sa femme férue de psychanalyse, devrait le savoir. Claude Nougaro, que Jospin doit bien connaître en tant qu'élève de la Haute-Garonne, a écrit une merveilleuse chanson, « *Je t'aime encore plus quand tu n'es pas là.* » Lionel Jospin a été beaucoup trop là, dans un lieu froid et indéfini, sans d'autres repères que le ballet des limousines.

Aurait-il dû partir ? Il faut reconnaître que peu de gens de son entourage lui avaient, à l'époque, suggéré de jouer la carte du faux départ, de l'exil à Ars-en-Ré, terre

venteuse et marine, où il aurait arpenté en solitaire les plages avec son labrador, l'œil tourné vers la France du XXI<sup>e</sup> siècle, les pieds dans les marais salants. Peut-on être président sans lieu-refuge ? Jospin est-il en train d'inventer le concept de président nomade, leader sans attaches, sans passé ? De Gaulle avait Colombey-les-Deux-Eglises, Giscard opta pour Chamalières, Pompidou pour Carnac, Mitterrand, que le nombre de lieux d'enracinement n'effrayait pas, avait Latche, Solutré et même la rue de Bièvre, espace où la table familiale était hautement symbolique.

Pour les sémiologues de la politique, Lionel Jospin est un candidat de nulle part. Un homme venu d'ailleurs. D'où lui vient ce malaise quand plusieurs membres de sa famille évoquent gaiement leurs racines belges ? D'où lui vient ce haussement d'épaules quand les siens racontent avec passion leurs liens avec la religion protestante ? Pendant plus de dix ans, à l'époque de sa relation quasi filiale avec François Mitterrand, Lionel Jospin s'est éloigné de sa famille, comme pour se couper de ses racines. Mitterrand le catholique n'aurait-il donc pas supporté un jeune huguenot dans son premier cercle ? Pourquoi avoir tant de mal à assumer d'avoir eu un père prédicateur, une mère choriste au temple, une tante quaker et un oncle pasteur en Hollande ?

D'où viens-tu, Jospin ? Sans même aborder l'épineuse énigme du trotskisme masqué - encore le refus du passé - c'est cette banale question que les Français se posent en ce moment et qui pèse si lourd dans les sondages. Est-il encore temps d'y répondre ?

# Désenchantement

par Robert Guédiguian

**P**OUR aller très vite, la gauche et la droite, au siècle dernier, se définissaient par des profils de société antagonistes : le communisme et le capitalisme. C'était encore vrai en 1981 lors de l'élection de Mitterrand. Si les années 1980 sonnent le glas du communisme dans ses versions incarnées, il est tout aussi vrai que les années 1990 sonnent le glas du capitalisme comme horizon indépassable. Plus de droite et... plus de gauche.

Tout le monde se retrouve au centre, dans un projet de société que l'on pourrait qualifier de capitalisme tempéré. Sauf que le capitalisme ne saurait être que sauvage. Sa raison d'être, ou mieux son essence, est de galoper toujours et toujours jusqu'à... la globalisation, avec, en vrac, Enron qui se fout de ses retraités, Andersen qui se fout de ses expertises, Hollywood qui se fout de la

diversité culturelle, Elf Aquitaine qui se fout de la marée noire, Monsanto qui se fout de l'agriculture, etc.

Les exemples calamiteux sont innombrables jusqu'à la caricature : personne n'aurait imaginé les patrons des grandes entreprises pharmaceutiques complotant en cachette, comme de vulgaires demisels, pour se partager la domination du monde. Mais soyons rassurés : ces braves gens vont devoir payer une contravention pour entrave à la liberté... du commerce. Alors qu'il faudrait les exécuter (pas physiquement, bien sûr). Ahurissant, non ?

Nous vivons dans un monde qui n'a jamais été aussi riche et dans lequel il n'y a jamais eu autant de pauvres. Les droits élémentaires des hommes - se nourrir, s'aimer, avoir des enfants - n'existent pas du tout dans les pays pauvres, mais pas non plus, de manière évidente pour tous, dans les pays riches. Les intérêts liés à la croissance des groupes internationaux à la conquête de nou-

veaux marchés nient en permanence l'ensemble des droits de l'homme, mais, de plus, menacent la planète dans sa possibilité naturelle de durer.

Le capital s'approprie aujourd'hui tous les espaces où l'humanité est en jeu : santé, école, recherche, arts... La perte de la notion de bien commun de l'humanité et de la notion de service public commence à provoquer un désastre anthropologique où l'humain tend à passer du statut de fin en soi à celui de moyen. Le monde reste à humaniser. Pour cela, il faut le politiser.

Il faut aider les citoyens à reprendre en main leur histoire, expliquer que rien n'est fatal, encourager les pratiques politiques de proximité, impulser de nouvelles formes d'intervention au niveau du plus petit village comme à celui de la planète entière. Il faut allier la représentation et la participation populaire, allier le vertical à l'horizontal pour définir en permanence un intérêt

général, par définition mouvant, et pour le faire prévaloir. La politique ainsi élaborée tendra à devenir ce qu'elle doit être : prévision de l'histoire, affirmation d'une morale, détermination de l'économie, caution de la démocratie.

Plus de droite ni de gauche, ai-je dit. Mais il reste l'histoire de la gau-

**ROBERT GUÉDIGUIAN** est cinéaste.

che et l'histoire de la droite, et ça n'est pas rien. C'est grâce à son histoire que les préoccupations que je viens d'exposer appartiennent à toute la gauche de France, et pas à la droite.

La gauche française s'est fondée sur le rêve d'un monde meilleur, qui s'est dissipé. Il lui reste à l'oublier sans le trahir. C'est-à-dire à la réinventer en se réinventant. Encore faut-il qu'elle le veuille, qu'elle le dise ; peut-être alors nous enthousiasmera-t-elle à nouveau ?

Je me suis rendu à l'un de ses meetings. J'ai vu et entendu à la tribune un jeune homme vivant, marrant, caustique et cultivé, qui me rappelait étrangement les jeunes gens que nous étions

enthousiastes de tous les militants communistes, sur la valeur du drapeau rouge. Ce soir-là, j'avoue que j'ai rêvé d'un grand mouvement de gauche révolutionnaire, moderne, qui sache tirer les leçons du marxisme et les dépasser. Et puis...

Cela dit, je ne suis pas un militant acharné. Mon engagement politique se résume à des soutiens, des signatures ou des réflexions. Il s'exprime surtout dans mes spectacles. Toute mon énergie est mobilisée depuis vingt ans par ce travail solitaire, dur, ingrat - même si j'aurais au bout du compte - qui constitue au fond le seul véritable engagement de ma vie.

Alors, pourquoi soutenir Besancenot ? D'abord, je trouve formidable qu'un homme comme Krivine ait eu l'idée et le courage de renoncer à se présenter lui-même quand tant d'autres préféreraient crever que de laisser la place (que ce soit dans la politique ou le théâtre...) ! Ça a dû se passer, j'imagine, au prix de maints débats, n'empêche qu'il a laissé faire. C'est typique de la Ligue. En 1970, à Aix-en-Provence, les seuls qui aient réussi à intéresser les anarchistes absolus que nous étions, c'étaient ses militants. Quand tous les autres, cocos, maos, hippies, anars, nous semblaient sinistres, odieux, incultes, affreux, eux étaient marrants, brillants, ouverts sur les autres et, ce qui n'est pas négligeable, souvent très beaux ; et belles, leurs militantes... Et tellement moins méchantes que certaines du MLF... Alors que tout autant féministes ! Mais si, mais si. Mais autrement.

C'est qu'ils - elles - échappaient

parce que j'avais cet hiver-là un spectacle à Paris...), mais elle était aussi à Nice, Gênes, Porto Alegre, partout où se décide « *le sort du monde* », et y est intervenue.

On dit souvent : « *La violence ne résout rien.* » C'est faux. Sans la violence militante, nous ne prendrions pas conscience de la gravité de ce qui se trame dans notre dos. Ras l'front, Attac, le DAL, le mouvement des sans-papiers : les militants de la Ligue sont partout. C'est l'esprit révolutionnaire qui galope et qu'il faut savoir préserver, soutenir et cultiver. Vous allez me dire : qu'est-ce que j'ai à voir avec ça ? Eh bien, je suis convaincu que c'est lui qui me permet de travailler comme je le fais, en dehors des systèmes, sans écouter personne que mon idée et celles que ces années m'ont enseignées.

Je me suis rendu à un meeting d'Olivier Besancenot. Je craignais de n'y retrouver que des « vieux » soixante-huitards comme moi. Pas du tout. C'était la même jeunesse que celle qui adhérait à la Ligue dans les années 1970 ou celle des grands mouvements lycéens des années 1980 et 1990. Et j'ai vu et entendu à la tribune un jeune homme vivant, marrant, caustique et cultivé, qui me rappelait étrangement les jeunes gens que nous étions, avides de changements, prêts à en découdre, à tout foutre cul par-dessus tête, mais pas à se faire chier ni assassiner les autres.

Voilà : je vote pour cette jeunesse parce que c'est la mienne. Et que c'est la nôtre.

## La défense, un débat escamoté

**DANS SES MÉMOIRES**, Valéry Giscard d'Estaing confie que l'une des décisions les plus importantes – sinon, la plus grave – qu'il ait eues à prendre durant son septennat fut d'envoyer 400 légionnaires parachutistes sauter sur Kolwezi, au Congo-Kinshasa, en 1978. L'opération s'appelait « Ebonite ». Il s'agissait de récupérer des ressortissants européens dont la vie était menacée par des rebelles katangais. Peu de citoyens français appelés à élire le chef de l'Etat se rappellent, au moment de déposer leur bulletin dans l'urne, qu'ils ont à désigner celui des leurs qui détient un pouvoir radical, un pouvoir qui, en ultime recours, ne se partage avec personne d'autre : le président de la République est le chef constitutionnel des armées, celui qui, selon les procédures aujourd'hui en vigueur, a le dernier mot s'il faut déclencher le feu nucléaire ou envoyer un corps expéditionnaire là où les intérêts de la France – ou, plutôt, son rang dans le concert international – l'engagent à le faire.

De fait, ces responsabilités-là sont lourdes, même si elles ne s'exercent pas tous les jours, et, si l'on en croit les témoignages de Georges Pompidou ou de François Mitterrand, elles finissent par s'accumuler sur les épaules de celui auquel elles ont été confiées, toutes sensibilités confondues, au risque d'en accentuer la solitude. On a pu dire, non sans quelque exagération, que le président français avait ainsi, à sa façon, droit de vie et de mort sur ses concitoyens. Du moins, tant que la pratique suivie jusqu'alors n'est pas amendée par des garde-fous législatifs et parlementaires, comme certains élus l'ont proposé, avec à leur tête Paul Quilès, président de la com-

mission de la défense de l'Assemblée nationale, qui réclame que l'autorité sans partage du chef de l'Etat soit équilibrée par des contre-pouvoirs.

Or, à ce jour, la course à l'Élysée n'a pas suscité, chez les candidats, beaucoup de réflexions sur le rôle central du président en la matière. Au sein de l'institution de défense, qui rassemble quelque 2 millions de personnes, le sentiment qui prévaut est que le débat a été escamoté. A croire que l'ambiguïté, le flou, le halo de généralités et de non-engagements, qui ont longtemps marqué la doctrine nationale de défense sous le prétexte qu'il y aurait consensus en France, continuent d'être la règle. En débattre sur le fond, ailleurs que dans des enceintes spécialisées, deviendrait un sacrilège face à un dogme reçu une fois pour toutes.

On en prendra deux exemples. Le premier concerne la décision de Jacques Chirac, arrêtée en 1996, de professionnaliser les armées. Au départ, la gauche restait attachée à la conscription mais, parvenue au pouvoir, elle a appliqué sans faille cette mesure, qui est une vraie révolution dans les mentalités et les traditions nationales. Prudemment, le pays s'est donné le temps d'installer cette armée de métier, sentant bien qu'il y aurait à surmonter des obstacles. Ceux-ci n'ont pas manqué de se produire comme l'ont démontré les éclats de voix de nombreux cadres militaires ou les cortèges publics de gendarmes.

Le second exemple a trait au fiasco de la programmation militaire 2003-2008, approuvée par le conseil des ministres du 31 juillet 2001, malgré quelques critiques bien modérées du chef de l'Etat et, depuis, jamais présentée à l'adoption

du Parlement. De sorte que les armées n'ont pas de cap nettement fixé et que, pour s'en tenir à une seule observation, le pays continue – paresse ou simple pesanteur ? – de moderniser une force de dissuasion nucléaire alors que l'époque incite peut-être à d'autres priorités stratégiques.

Quel qu'il soit, le président de la République, élu au soir du 5 mai, ne pourra pas faire l'économie – lui-même et la majorité appelée à travailler avec lui – d'une réflexion majeure sur un nouveau cadre pour la défense. Et, au centre de cette délibération qui devra être la plus publique possible, il faudra bien se poser la question de savoir si la France peut aboutir à un « format » d'armée crédible, vis-à-vis de ses alliés et en soutien de ses intérêts de sécurité, avec un budget qui a chuté de 16 % durant les dix dernières années, qui représente 1,8 % du produit national brut (3 % en 1980) et qu'elle boucle de plus en plus mal en termes de fonctionnement au quotidien et d'équipement pluriannuel.

### LES ÉTATS-UNIS ET LE « ROW »

Dépenser moins pour se défendre mieux est un slogan plus comptable que politique. On le vérifie dans les Balkans et en Afghanistan où l'armée professionnelle britannique – la plus comparable à celle de la France – a su tenir son rang et, par son savoir-faire, voire par la performance de ses matériels, susciter nombre d'envieux chez les militaires français.

Or c'est de la place de la France dans l'Europe de la défense qu'il est question à travers ce constat. La Grande-Bretagne l'a compris. Elle s'est lancée dans une politique de modernisation post-guerre froide de ses forces armées, malgré les surcoûts de ses programmes d'armement et les retards accumulés dans leur réalisation, qui sont chaque année, depuis 1998, dénoncés par un office national d'audits à l'adresse des élus. Mais le fait est là : le Royaume-Uni affiche une ambition de chef de file que, en l'état de son dispositif militaire, la France ne peut lui disputer.

C'est une évolution qui donne d'autant plus à réfléchir que l'Europe va être confrontée à une volonté des Etats-Unis – devenue désormais la seule superpuissance au monde – de faire cavalier seul et de se retirer de tous les accords internationaux contraignants qui liaient Washington durant la compétition Est-Ouest. Comme on le dit au Pentagone, il y a les Etats-Unis et le « ROW » (rest of the world). Une conception qui incite la « machine de guerre » américaine, surtout après les attentats du 11 septembre 2001, à n'être plus bridée par quoi que ce soit, y compris les traités et les conventions sur la maîtrise des armements, et à adopter un mode de lecture unilatéral de tous les accords ou de tous les règlements internationaux censés encadrer un désarmement. De sorte qu'on assiste à une « dérégulation » de l'architecture de sécurité qui avait été mise en place, si péniblement, sur la planète durant les décennies écoulées.

Dans ce contexte d'incertitudes stratégiques accrues, de prolifération des armements incontrôlée et de violences terroristes mal cernées par des systèmes de renseignement défaillants, l'Europe de la défense se cherche et, avec elle, la France ressemblerait à Diogène, sa lanterne à la main.

## « Consensus » PAR PANCHO



PANCHO

Jacques Isnard

## La montée des extrêmes

Suite de la première page

On relève enfin qu'il atteint 17 % parmi les personnes ayant obtenu le baccalauréat comme diplôme le plus élevé. Loin de s'appuyer avant tout sur un phénomène d'exclusion au sein de la société, la montée des extrêmes touche beaucoup d'électeurs bien intégrés dans la société française.

Elle ne correspond pas davantage à un processus de radicalisation de la société française, comme on l'attendrait naturellement d'un vote révolutionnaire d'extrême gauche ou d'un vote nationaliste xénophobe d'extrême droite. Selon une enquête de la Sofres publiée récemment dans *La Croix*, 42 % seulement des Français souhaitent que « la société soit changée en profondeur » alors qu'ils étaient 61 % à formuler ce vœu il y a sept ans, durant la précédente campagne présidentielle. Les électeurs Le Pen ne sont que 53 % à réclamer des changements profonds et, plus surprenant encore, les électeurs Laguirer sont même une minorité (46 %) à se prononcer en ce sens (dont... 14 % seulement pour prôner un changement radical). Et ces derniers ne sont que 10 % à choisir le qualificatif « révolutionnaire » pour caractériser leurs attitudes politiques. Sur une échelle gauche-droite, 40 % des électeurs de la candidate de Lutte ouvrière se classent... au centre ou même à droite, 20 % seulement à l'extrême gauche.

A l'autre bout de l'échiquier politique, la résurgence d'un fort vote d'extrême droite, si elle se confir-

me, n'aura pas le même sens que dans les années 1990. Ce vote correspondait alors à une crispation et à un repli de la société française tout entière, avec une forte composante d'intolérance et de xénophobie. Si les attitudes des électeurs Le Pen n'ont guère changé, la société française, elle, apparaît plus tolérante et plus ouverte.

Selon l'enquête annuelle du Cécop sur les valeurs – dont la dernière édition remonte à la fin janvier de cette année –, 62 % des personnes interrogées jugent « normale » la construction de mosquées pour les musulmans – alors qu'ils n'étaient que 55 % à se prononcer en ce sens il y a deux ans –, 57 % sont favorables au droit de vote des étrangers non européens aux élections locales contre 52 % en 2000. Enfin, 57 % sont désormais favorables à l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Est contre 47 % il y a deux ans. Sur tous ces points, il est essentiel de constater que la coupure est complète entre les électeurs de la droite modérée et ceux de l'extrême droite. La majorité des sympathisants de la droite parlementaire sont favorables à la construction de mosquées ou à l'élargissement aux pays de l'Est, et il se trouve désormais presque une majorité parmi eux (47 % exactement) pour approuver le droit de vote aux étrangers.

### UN VOTE CRITIQUE À GAUCHE

Ni exclusion sociologique ni radicalisation de la société française, d'où vient alors la montée du vote aux extrêmes ? S'agissant du vote d'extrême gauche, j'avancerai volontiers que le vote en sa faveur a surtout valeur de critique envers la gauche gestionnaire et de pression préventive sur un Jospin éven-

tuellement élu et jugé trop soumis à la mondialisation libérale. Malgré ses espoirs, le Parti communiste ne bénéficie en rien de cette exigence, car il est précisément associé à cette gauche gestionnaire sur laquelle il convient de faire pression. Point de salut pour Robert Hue : hors du gouvernement, le parti perd de son utilité, au sein du gouvernement, il perd de sa force. Il est frappant de constater que, comme candidat le plus apte à « défendre les droits des salariés », Arlette Laguiller, avec 36 % des réponses, écrase Jospin, crédité de 12 %, et Robert Hue à 8 %. Parmi les salariés eux-mêmes, l'icône de l'extrême gauche atteint 41 % des réponses, Robert Hue 5 %.

### UN VOTE DE DROITE EXACÉRBE

S'agissant de l'extrême droite, le vote de 2002 n'est pas de même nature qu'en 1995, où Pascal Perrineau avait pu parler de « gaucholepénisme ». Il apparaît davantage comme un vote de droite exacerbée, ce qui le ramène à la première poussée du Front national entre 1983 à 1986. C'est l'usage à profusion des thèmes de sécurité et d'autorité par Jacques Chirac comme fil conducteur de sa campagne antisocialiste qui pourrait bien redonner des couleurs au vote d'extrême droite. Ni François Bayrou, installé sur les terres centristes, ni Alain Madelin, candidat de l'ultralibéralisme, ne peuvent bénéficier de ce courant. Au banc d'essai des candidats établi par l'institut CSA pour *La Tribune*, Le Pen arrive en tête comme candidat le plus apte à « faire reculer la délinquance et l'insécurité » avec 20 % des réponses, alors que Chirac n'en recueille que 17 %, Bayrou et Madelin 2 % chacun.

En agitant ces thèmes au moment des municipales de 1983, la droite avait favorisé la première percée de l'extrême droite. En 2002, elle prend le risque de la revivifier pour mieux déstabiliser le candidat socialiste, en espérant bénéficier de meilleurs reports de voix au second tour, malgré l'hostilité personnelle du vieux leader d'extrême droite envers le président sortant. Calcul cynique sans doute mais qui rappelle l'utilisation en 1988 par Mitterrand du droit de vote aux étrangers pour favoriser la montée de Le Pen au détriment de ses rivaux de droite (il s'y déclarait personnellement favorable mais, contrairement à son attitude de 1981 sur la peine de mort, constatait l'hostilité à l'époque d'une majorité de Français pour le refuser).

La montée des extrêmes, si elle est confirmée dans les urnes, apparaîtrait avant tout comme un vote-pression inventé par les électeurs pour bousculer une gauche trop gestionnaire et oublieuse de ses idéaux et une droite qui dénonce sans jamais agir quand elle en a le pouvoir. Dans ce contexte, la conjoncture particulière de la présidentielle de 2002 pèse beaucoup avec la cohabitation, qui crée la confusion des gouvernants, la qualification jugée automatique des deux principaux candidats, qui invite à un vote de dispersion, et la course au centre en vue du second tour, qui libère de larges espaces politiques.

Ainsi naît et se développe un vote des extrêmes dans une société française pourtant moins divisée que par le passé et moins tentée au final par la critique révolutionnaire ou la crispation xénophobe.

Jérôme Jaffré pour *Le Monde*

Le Monde  
ÉDITORIAL

## Islam et terrorisme

**SELON toute vraisemblance, c'est bien un attentat-suicide qui a ravagé, le 11 avril, la synagogue de la Ghriba, sur l'île de Djerba, en Tunisie. Quinze personnes ont été tuées en ce lieu de paix et de sérénité. On ne sait trop encore quelle piste les enquêteurs entendent privilégier. On imagine un geste que son auteur a voulu rattacher au drame que vivent les Palestiniens. A moins qu'il ne faille chercher du côté des réseaux Al-Qaïda. Les deux pistes ne s'excluent pas. Faute de mieux, on rangera la tragédie de la Ghriba dans la catégorie de ces attentats-suicides commis par un kamikaze. L'expression est malheureuse puisqu'elle renvoie à des Japonais qui, durant la seconde guerre mondiale, s'en prenaient, eux, à des cibles exclusivement militaires.**

L'« arme » n'est pas nouvelle. Les indépendantistes tamouls l'utilisent au Sri Lanka. Elle n'en est pas moins ignoble, inacceptable, écœurante de folie et de lâcheté criminelles. Au nom de la solidarité avec les Palestiniens, de la défense de leur lutte nationale, les autorités de l'islam et les intellectuels du monde arabe devraient être les premiers à dénoncer les attentats-suicides. Pour le malheur des Palestiniens, c'est le contraire qui est en train de se passer. Au cours des seules dernières semaines, les plus hautes autorités musulmanes se sont refusées à condamner cette régression tribale : celle selon laquelle il serait légitime et noble d'aller trouver la mort en tuant le plus grand nombre possible de civils chez l'adversaire. Dans une salle à manger d'hôtel, une

pizzeria, une boîte de nuit ou un bus.

A la mi-mars, réunis en Malaisie, à Kuala Lumpur, les 57 pays de l'Organisation de la conférence islamique ont eu l'occasion de dénoncer cette célébration de la mort que sont les attentats-suicides. Ils ne l'ont pas fait. A cette réunion, il ne s'est trouvé, pour condamner cette forme de terrorisme, que deux pays islamiques : la Malaisie et la Bosnie (eh oui, cette Bosnie que certains, à Paris, présentaient comme un cheval de Troie de l'islamisme en Europe...). L'écrasante majorité des autres a justifié, sinon célébré, les attentats-suicides contre des civils au nom de la lutte contre Israël.

Le discours est le même de la part d'une des voix les plus autorisées de l'islam, celle du cheikh de l'université Al-Azhar au Caire, Mohammed Tantawi. Le *New York Times* donnait récemment la traduction de l'un de ses prêches. Le cheikh déclarait que les « opérations martyrs » des Palestiniens étaient « la forme la plus haute de la guerre sainte ». Le même journal citait le grand mufti d'Égypte, Ahmed Tayyeb, qui voyait dans la prolifération des attaques-suicides, « celles qui sèment l'horreur chez les ennemis d'Allah (...), la solution à la terreur israélienne ».

Il y a de la corruption morale dans cette manière de lutter par procuration en exhortant des jeunes à se donner la mort au milieu d'autres jeunes. Et la cause palestinienne en est l'une des victimes, avec les passagers d'un bus ou les clients d'un restaurant un soir de Pâques...

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani

Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel

Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lomonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

**Le Monde**  
LIRE ET VOIR

**PRÉSIDENTIELLE**  
LES JARDINS SECRETS  
DES PETITS CANDIDATS

**JÉRUSALEM**  
L'ÉTAT  
D'ALERTE

MAGAZINE MENSUEL 3 €

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschou  
94852 Ivry cedex



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy

Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

# ENTREPRISES

## LA CRISE DE VIVENDI UNIVERSAL

La tourmente dans laquelle est pris Jean-Marie Messier se renforce encore. D'abord, un millier de personnes, à l'appel des salariés de Canal+, ont manifesté, mercredi 17 avril, devant le siège de Vivendi Universal,

pour protester contre l'éviction de Pierre Lescure. De plus, **ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT** de Canal+ SA, Marc Ladreit de Lacharrière, par ailleurs président de Fimalac, indique dans un courrier adressé à

M. Messier qu'il ne votera pas la révocation de M. Lescure. De son côté, le CSA s'interroge sur l'**AUTORISATION D'ÉMETTRE** de la chaîne cryptée. Enfin, tandis que Jacques Chirac a dit, à son tour, sa préoccupation,

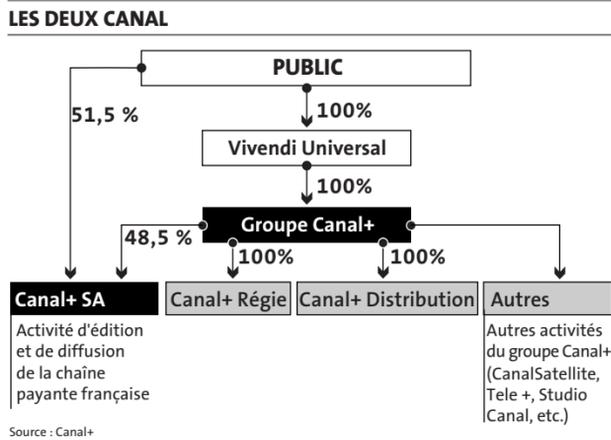
les **GRANDES MANOEUVRES** se multiplient dans les milieux industriels et financiers, pour évincer le patron de Vivendi Universal, dont la stratégie, notamment pour Vivendi Environnement est contestée.

## L'étai se resserre autour de Jean-Marie Messier

Veto de M. Ladreit de Lacharrière, administrateur de Canal+ SA, protestation du monde de la culture, critiques presque unanimes à gauche et à droite, intervention du CSA, controverses contre sa stratégie industrielle : le patron de Vivendi Universal a déclenché une tempête

« **JEAN-MARIE Messier est tombé dans le piège dans lequel il ne fallait pas tomber.** » Aux lendemains de l'éviction de Pierre Lescure de Canal+, le monde des affaires s'inquiète beaucoup de la tournure prise par les événements. Conflit ouvert dans la chaîne cryptée, intervention du CSA, interventions de l'ensemble du monde politique sur le dossier : l'affaire Canal+ a pris des allures détonnantes. Déstabilisé, Vivendi Universal tanguait fortement. Tentant de reprendre la main, M. Messier essaie de faire face sur tous les fronts, rencontrant ses administrateurs mardi 16 avril, les associations d'actionnaires minoritaires mercredi matin, convoquant le conseil de surveillance de Canal+, l'après-midi, pour faire avaliser la démission « avec effet immédiat » de Pierre Lescure. Mais, à chaque fois, les obstacles et les résistances sont plus nombreux qu'il ne l'imaginait.

Trouver un apaisement sur le dossier Canal+ risque de s'avérer très compliqué. Avant même de pouvoir installer Xavier Couture, à la présidence, dans un rôle qui, semble-t-il, sera limité à la gestion du groupe en France, le PDG de Vivendi Universal n'est pas assuré de pouvoir débarquer M. Lescure comme il le veut. S'il a réussi à le renvoyer de Canal+ Groupe, il doit aussi l'évincer de Canal+ SA, la



société qui a reçu l'autorisation d'émettre. Selon les statuts, il faut convaincre les deux administrateurs indépendants de le suivre dans son choix.

L'opération semble plus que compromise. L'un de ces deux membres, Marc Ladreit de Lacharrière, le président de Fimalac, a décidé de mettre son veto. Administrateur indépendant de Canal+ SA, il est le plus fidèle et le plus ancien soutien de la chaîne, d'abord au titre de L'Oréal un moment actionnaire, puis à titre personnel, depuis sa création en

1985. Après avoir soutenu André Rousselet, il a appuyé M. Lescure. Au moment où la chaîne traverse des turbulences, M. Ladreit de Lacharrière n'entend pas changer de cap. « *Je m'étonne de la manière dont est appliqué le gouvernement d'entreprise au sein de Canal+ SA* », écrit-il dans une lettre que M. Messier devait recevoir jeudi et dont *Le Monde* publie la copie. Il y annonce qu'il ne votera « pas la révocation de Pierre Lescure ». Cette opposition risque d'entraîner une situation de blocage autour de Canal+. Vivendi Universal peut essayer de passer en force lors d'une assemblée générale de la structure prévue le 26 avril. Il peut sans doute compter sur l'appui de Goldman Sachs qui détient 8,43 % du capital. Mais le groupe peut-il se permettre un nouveau coup d'éclat et une nouvelle entorse aux engagements pris lors de la fusion ?

« *Il faut que les engagements pris sur Canal+ soient respectés et que Vivendi Environnement reste français.* » Devant un aréopage de patrons, réunis mardi soir à l'occasion de la remise de commandeur de la légion d'honneur de Maurice Lévy, président de Publicis, Lau-

rent Fabius, le ministre des finances, a tenu à rappeler assez haut à M. Messier, présent, la position du gouvernement. Position partagée désormais par l'ensemble de la classe politique.

Quelques heures auparavant, les membres de son conseil ne lui avaient pas dit autre chose. La réunion, décidée de façon impromptue, a été plus tendue que ne l'a dit Vivendi Universal. Longuement questionné par ses administrateurs sur sa situation financière et sa stratégie, M. Messier a été vivement pris à partie sur Vivendi Environnement. Pour tous, il ne faut pas toucher à cette filiale, cœur historique du groupe, numéro un mondial dans ses métiers et objet politique très sensible. Certains lui ont vivement reproché d'avoir songé à remplacer Henri Proglio à la présidence de Vivendi Environnement par Eric Licoy, d'avoir déstabilisé la société en annonçant sa vente prochaine, en se mettant à dos au passage l'ensemble des élus. Pour beaucoup de ces administrateurs, s'il faut vendre quelque chose, ce n'est pas Vivendi Environnement mais d'autres actifs. Mais que cela soit fait dans un plan stratégique, de façon ordonnée et dans la discrétion. A l'inverse de ce qui se fait pour la presse professionnelle. La cession de cette branche, annoncée un an à l'avance, a été conclue, selon le *Figaro* du 18 avril, au prix de 1,2 milliard d'euros au lieu de 2 milliards escomptés au départ.

Le conseil d'administration ne semble pour l'instant n'avoir arrêté aucune position définitive. « *La pression est sur lui* », constate un observateur. A l'extérieur, Claude Bébear, appuyé par d'autres patrons, incite fortement les membres du conseil à prendre des décisions radicales. A la fois par conviction, comme ardent défenseur d'un capitalisme transparent, mais aussi « *parce qu'il s'ennuie* », selon l'un de ses proches, le président du

conseil de surveillance d'Axa est très en pointe sur ce dossier. Irrité par le style de M. Messier, il est l'un de ceux qui milite pour le maintien de Vivendi Environnement dans le groupe. Après avoir fédéré ce que certains patrons appellent « le clan des papys », il est en train de rallier à sa position de nombreux intervenants. Michel Pébereau (BNP Paribas), le banquier influent de la place de Paris, se dit aussi en privé préoccupé par la gestion de M. Messier.

Beaucoup, membres et non membres de son conseil, considèrent que M. Messier a commis l'irréparable en faisant irruption dans la

de M. Lescure. Certains penchent pour une éviction dès le 23 avril, d'autres plus tard. Pour remplacer M. Messier, Thierry Breton, le patron de Thomson Multimédia rallie des suffrages croissants dans le clan des frondeurs. « *C'est l'anti-Messier* », note un observateur, « à ce détail près qu'il connaît lui aussi très bien l'Amérique ».

La décision du conseil est loin d'être prise. De nombreuses inconnues pèsent sur le dossier, notamment l'évolution de la crise à Canal+, ses retentissements dans la campagne présidentielle, le climat des assemblées générales qui s'annoncent difficiles, enfin les déci-

### Vincent Bolloré achète des titres Vivendi

Qui achète du Vivendi Universal ? Depuis le début de la semaine, le titre a gagné près de 13 % pour terminer à 39,76 euros. Selon des analystes, de nombreux « *hedge funds* », constatant combien le titre était sous-valorisé par rapport aux actifs, se sont positionnés depuis le début de la semaine, certains pariant sur l'éviction de Jean-Marie Messier, d'autres sur un changement de stratégie qui permettrait à la valeur de rebondir. Dans ce tumulte, un nom est sorti : Vincent Bolloré. L'homme d'affaires breton a fait savoir qu'il avait acheté des titres Vivendi mais sans révéler sa position. « *Vincent Bolloré est un fonds spéculatif à lui tout seul. Il profite de la décade de Vivendi Universal et se envie de faire parler de lui. Mais son arrivée ne change rien. Il n'a pas les moyens financiers pour peser sur le dossier* », souligne un observateur. D'autant que Vivendi Universal s'est prémuni contre les actionnaires dérangeants. Selon les statuts du groupe, les droits de vote sont limités à 2 % quelle que soit la hauteur de la participation.

campagne présidentielle, et en se mettant à dos à la fois le monde du cinéma et celui de la culture, la gauche aussi bien que la droite, Jacques Chirac aussi bien que Lionel Jospin. Pour un groupe, dont les fonds de commerce est le cinéma, la musique ou les réseaux d'eau des collectivités locales, gérés par des élus de tous bords, « *la faute est gravissime* ». « *En quelques jours, M. Messier a allumé un véritable incendie* », dit un membre du conseil. « *Les administrateurs ont désormais une raison de l'écarter, qui ne tient pas à son cours de Bourse* », dit un observateur partisan de l'éviction de M. Messier comme de celle

sions de M. Messier. Dans le silence, le PDG de Vivendi Universal tente de rebâtir une stratégie pour son groupe pour la présenter à son conseil et lors de son assemblée générale prévue le 24 avril. Il pourrait, dans ce cadre, appeler Agnès Touraine, actuelle responsable de Vivendi Universal Publishing, à prendre des responsabilités très élargies. Beaucoup de ses pairs se disent très impressionnés par le cran dont il fait preuve dans cette tourmente. Mais tout cela suffira-t-il pour calmer la tempête ?

Martine Orange et Laurent Mauduit

### Qui a le pouvoir chez Canal+ SA ?

Pour respecter la loi audiovisuelle, qui interdit un contrôle supérieur à 49 % par un seul actionnaire, Vivendi Universal (VU) et Canal+ ont imaginé un système complexe lors de leur fusion, fin 2000. Si VU contrôle 100 % de Canal+ groupe (ensemble des activités audiovisuelles du groupe), cette dernière structure ne contrôle que 48,5 % de Canal+ SA (société à qui le CSA a accordé le droit d'émettre en France). M. Messier peut donc démissionner M. Lescure de la présidence du directeur de Canal+ groupe, ce qui a été accepté par le conseil de surveillance de la société du 17 avril. En revanche, M. Messier ne peut démettre M. Lescure de la présidence de Canal+ SA qu'à deux conditions : un conseil d'administration, qui comprend trois membres issus de Canal+, un de Vivendi et deux membres indépendants de cette société, doit être convoqué ; lors de ce conseil, le vote du représentant de Vivendi Universal en faveur de l'éviction de M. Lescure doit être appuyé par les deux membres indépendants du conseil d'administration.

VERBATIM

### « Je ne voterai pas la révocation de Pierre Lescure »

EN SA QUALITÉ d'administrateur indépendant de Canal+ SA, Marc Ladreit de Lacharrière, par ailleurs président de Fimalac, a adressé, jeudi 18 avril, la lettre suivante à Jean-Marie Messier :

« Je m'étonne de la manière dont est appliqué le "gouvernement d'entreprise" au sein de Canal+ SA. En

effet, seul le conseil d'administration a le pouvoir de révoquer le président. Or ce conseil n'a pas à ce jour été réuni.

Je m'exprime ici en tant qu'administrateur indépendant de Canal+ SA, société cotée, dont le groupe Vivendi Universal ne détient que 48,5 % du capital. En tant que tel, je me considère responsable avec les autres adminis-

trateurs de l'intérêt de la société, du respect des engagements pris à l'égard des autorités de régulation, et de la protection des actionnaires minoritaires.

Or je ne suis pas convaincu que les décisions annoncées le 17 avril aillent dans le bon sens pour Canal+ SA, et dès lors je ne voterai pas la révocation de Pierre Lescure. »

### Le cinéma français craint le retrait de Canal+

« Le grand argentier » veut renégocier ses engagements financiers

LES INQUIÉTUDES du cinéma français après l'éviction de Pierre Lescure de son poste de président du directeur de Groupe Canal+ sont compréhensibles. Dix-sept ans après son lancement en 1984, Canal+ est devenu, selon l'expression désormais consacrée, « le grand argentier du cinéma français ». Un rôle devenu obligatoire pour une chaîne qui diffuse principalement des films, en plus des matches de football. En 2001, la manne versée par Canal+ au septième art s'est élevée à environ 145,5 millions d'euros. Avec un tel montant, la chaîne cryptée a inversé son rapport avec le monde du cinéma : en position de demandeur à ses débuts, elle est rapidement devenue le point de passage obligé des producteurs de films.

Dès 1984, la législation a encadré la contribution de Canal+ au cinéma. Depuis mai 2000, les accords négociés avec les organisations du septième art, validés jusqu'en 2004, ont fixé les nouvelles obligations de la chaîne cryptée. Elles lui imposent de verser 12 % de son chiffre d'affaires aux films européens, dont 9 % pour le seul cinéma français – soit un minimum garanti d'un peu

moins de 2,4 euros par mois et par abonné. Canal+ doit aussi dispenser 8 % de son chiffre d'affaires à l'acquisition de droits de diffusion de films étrangers, principalement américains. Ces accords ont été renégociés en mars 2001 avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), à l'occasion de la fusion de Vivendi avec Universal. Enfin, pour préserver la diversité des films français, la chaîne cryptée doit investir 45 % de sa contribution dans des films au budget inférieur à 5,3 millions d'euros.

#### NOMBREUSES RENCONTRES

Les craintes des professionnels du cinéma français n'ont pas démarré avec le renvoi de M. Lescure par M. Messier, PDG de Vivendi Universal. A la fin 2001, la direction de Canal+ a souhaité revoir à la baisse ses obligations (*Le Monde* du 18 décembre 2001). La productrice Frédérique Dumas, ancienne présidente du Bureau de liaison des industries du cinéma (BLIC) et aujourd'hui secrétaire nationale pour la culture et la communication de l'UDF de François Bayrou, signale cette démarche : « *La menace d'une remise en cause des obliga-*

*tions de Canal+ n'est pas née avec l'éviction du management de la chaîne. Il y a déjà plusieurs mois la direction de Canal+ avait annoncé sa volonté de la renégocier à la baisse avant leur terme fixé en 2004.* »

Depuis lors, de nombreuses rencontres ont réuni Canal+ et les organisations du cinéma. La dernière a eu lieu vendredi 12 avril, quelques jours avant que M. Lescure soit débarqué. Selon les professionnels du cinéma, l'objectif de Canal+ était de baisser son enveloppe globale et surtout de réduire ses contraintes de diversité d'investissements. « *Canal+ voulait rediscuter cette clause mais nous avons souhaité conserver les accords en l'état* », fait savoir Pascal Rogard, délégué général de la Société civile des Auteurs, réalisateurs, producteurs (ARP). Ce dernier ne comprend pas l'éviction de la direction de Canal+ : « *Si pour M. Messier l'important était de renégocier les accords avec le cinéma français, les mieux placés pour le faire étaient MM. Lescure et Olivennes.* » Selon lui, le cinéma français va désormais « *démarrer que tous les accords soient bétonnés.* »

G. D.

### Malgré le soutien d'environ un millier de manifestants, Pierre Lescure ne fait pas l'unanimité au sein de la chaîne

IL N'EST PAS 14 heures, mercredi 17 avril, qu'ils sont déjà deux à trois cents réunis devant le siège parisien de Vivendi Universal (VU). Salariés de Canal+, abonnés de la

#### REPORTAGE

### Deux jeunes grimpent pour recouvrir le sigle Vivendi d'une banderole « Canal+ »

chaîne ou simples téléspectateurs, ils ont répondu à l'appel lancé la veille au soir sur l'antenne même de la chaîne cryptée (*Le Monde* du 18 avril) pour protester contre l'éviction de Pierre Lescure. Les stars sont rares. On remarque la voix de l'animatrice Pascal Clark ou la silhouette du réalisateur Pascal Thomas.

Avenue de Friedland, certains inconnus sont aussi venus pour se faire voir. Comme Gérard Ducros. A chaque journaliste, micro ou caméra qui passe, il dégage son CV et exhibe sa carte : « *membre fondateur de Canal+ en 1984, carte d'abonné numéro 33047* ». Son discours est prêt : « *Ce qu'a fait Messier avec Canal, c'est un crime. Il y en a assez de ces énarques qui ne connaissent rien à l'économie.* » Autour, la foule se regroupe et teste ses slogans : « *Lescure président* » fait recette. Tout comme ces « *Messier l'es foutu, Canal+ est dans la rue* », « *Messier démission* », « *Messier escroc* ». Les banderoles nombreuses accompagnent cris et mots d'ordre. Celles des salariés de Canal+ sont soignées et souvent drôles. Celles des abonnés sont tra-

cées à la va-vite et parfois grossières : « *+ 50 % d'audience pour les Guignols, - 40 % pour l'action Vivendi* », se moquent les uns ; « *Messier casse-toi !* », invitent les autres.

L'arrivée de Jean-Claude Bourret attire surtout les journalistes. L'ancien présentateur de La Cinq va trouver Gérard Chollet, délégué CFTD du comité d'entreprise : « *Profites-en : avec les élections, c'est un boulevard pour les revendications.* » Peu à peu, la foule a grossi : 650 personnes selon la police, 1500 selon les organisateurs. Deux jeunes grimpent sur les hautes grilles en fer du siège pour recouvrir le sigle Vivendi Universal d'une banderole « Canal+ ».

#### PASSAGE DE NOËL MAMÈRE

Quelques minutes plus tard, un attroupement se crée : c'est Noël Mamère, candidat Vert à la présidentielle, venu faire un tour pour expliquer que « *cette affaire montre les excès du libéralisme. Canal+ a été un outil de financement du cinéma français, et ça risque de devenir un outil de l'uniformisation culturelle* ». Le candidat ne s'attarde pas. Il ne verra même pas l'arrivée de Pierre Lescure, à 14 h 45, au conseil de surveillance qui doit entériner son départ. Le PDG est ovationné et porté par la foule, tout comme Philippe Gildas un quart d'heure plus tard. A la sortie de la réunion, M. Lescure ne lâchera que quelques mots pour expliquer que le conseil de surveillance a entériné son départ et l'arrivée de Xavier Couture. Un salarié de la chaîne vide un cageot de tomates sur les vitres du groupe.

Si à Canal+ le rejet de Messier est unanime, le soutien à Pierre Lescure est plus mesuré. Mercredi matin, au siège la chaîne cryptée,

une assemblée générale avait laissé éclater les dissensions. Rompant avec l'unanimité ambiante, un technicien interpelle les représentants de l'intersyndicale : « *Notre direction n'a-t-elle pas des torts ? Messier a bon dos, mais il n'est pas responsable de toutes les fautes. Peut-être sommes-nous manipulés par les Lescure, Olivennes ?* », interroge-t-il. Elisa Perrot pour la CGT, qui, avec Force ouvrière, n'a pas adhéré à l'intersyndicale, explique pourquoi son organisation n'entend pas suivre le mouvement : « *Il y a eu beaucoup d'erreurs de faites. Nous ne nous battons ni pour Messier ni pour Lescure.* » Les fausses notes se multiplient. Un représentant de la CFTC s'étonne : « *Jusqu'à maintenant, Lescure et Olivennes nous ont vendu la stratégie de Vivendi Universal. Pourquoi c'était bien de fusionner avec Vivendi hier, et que maintenant ça ne l'est plus ?* »

L'unité des salariés est surtout de façade. « *La CFTD [syndicat majoritaire à Canal+] mène la révolte aujourd'hui, mais elle a toujours tout entériné, à commencer par le plan social de l'été dernier* », dénonce un salarié non syndiqué. Dans les couloirs, une dizaine de salariés forment un cercle autour de Laurent d'Auria, délégué du syndicat + Libres. Une jeune femme exprime sa position : ni Messier ni Lescure. « *J'estime que Lescure a échoué. Personne ne sait où on va depuis deux ans, et là on oublie tout ?* » L'avenir inquiète : « *Lescure a une certaine responsabilité dans l'affaire, il a laissé venir Vivendi Universal. D'un autre côté, si l'on ne fait rien maintenant, ça peut être pire demain.* »

José Barroso et Guy Dutheil

## Des syndicats de Technip-Coflexip et de PPR appelés en renfort par les salariés de filiales aux Etats-Unis

La fédération américaine AFL-CIO a sollicité la CGT, FO et SUD pour l'aider à imposer la création de sections syndicales dans des sociétés récemment rachetées par les deux groupes français

À LA FAVEUR des fusions et acquisitions, les responsables syndicaux des entreprises françaises découvrent une réalité insoupçonnée dans les filiales étrangères, notamment aux Etats-Unis. Tour à tour, des représentants UGICT-CGT de Technip-Coflexip, spécialisé dans l'ingénierie pétrolière, et des organisations du groupe de distribution Pinault-Printemps-La Redoute (PPR) ont été appelés en renfort par la puissante fédération syndicale américaine AFL-CIO, pour dénoncer les « entraves » à l'implantation de sections syndicales dans des entreprises entrées dans le giron des deux groupes français. En décembre 2001, les syndicats de Saint-Gobain s'étaient eux aussi mobilisés pour obtenir l'agrément d'une section syndicale dans la filiale Abrasives, dans le Massachusetts.

De retour d'un voyage d'une semaine, au début du mois d'avril, à Aransas Pass (Texas), au bord du golfe du Mexique, la délégation UGICT-CGT de Technip-Coflexip, ne s'attendait pas à devoir interpellé les dirigeants du groupe pour demander, au minimum, le respect

des règles de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans la filiale Gulf Marine Fabricators. Acquisée par Coflexip au début 2001, cette entreprise de construction métallique et de montage de plates-formes pétrolières emploie 650 salariés, pour plus de la moitié d'origine mexicaine.

Selon les témoignages recueillis, les horaires de travail hebdomadaires avoisineraient 70 heures ; les salaires sont très bas, et les conditions de travail et de sécurité telles que « *l'on s'attendait à (les) trouver dans un pays du tiers monde, mais pas aux Etats-Unis* », souligne Claudine Carel, déléguée de Technip France. Depuis quelques mois, le syndicat Swat (Shipyard workers aux allied trades), affilié à l'AFL-CIO, tente d'implanter une section syndicale dans cette entreprise. Selon la délégation française, la direction, depuis, n'a de cesse de multiplier pressions et menaces sur les salariés. « *Nous pensons, à Gulf Marine, que travailler ensemble dans un environnement sans syndicat est la façon la plus efficace de travailler (...)* Nous n'avons pas besoin d'un syndicat, c'est absolument inuti-

le », a notamment déclaré Brinson Miles, président de Gulf Marine Fabricators, lors d'une réunion du personnel, le 15 mars 2001.

Selon la loi américaine, la création de sections syndicales nécessite un vote favorable de la moitié des salariés, ou l'affiliation préalable de la majorité du personnel à une organisation. Les entreprises tentent de s'opposer à cette implantation, qui les oblige à négocier des accords collectifs et à accepter la présence de permanents du syndicat qui gèrent les embauches.

### MENACES ET CHANTAGES

Les délégués n'avaient pas attendu leur retour du Texas pour attirer l'attention sur cette filiale. Jusqu'à présent, leur demande est restée sans réponse. Mais ils considèrent que la situation ne correspond guère à l'image que veut se donner Technip-Coflexip, le groupe fusionné composé de 18 000 personnes (des ingénieurs et cadres) présent dans trente-cinq pays.

Les syndicats (CGT, Sud, FO et CNT) du groupe Printemps-Pinault-La Redoute et de la Fnac ont, eux, saisi le prétexte d'une réunion du

comité de groupe européen, les 17 et 18 avril à Paris, pour accueillir une délégation de l'unité d'Indianapolis (Indiana) de Brylane, société de vente par correspondance (VPC) rachetée par Redcats, la branche VPC de PPR. Ils s'étaient déjà rendus sur place à l'automne pour appuyer la création d'une section du syndicat Unite (AFL-CIO). Selon le syndicat, la direction de Brylane a fait appel à un cabinet de consultants « *anti-syndicaux* » pour faire pression sur les 1 000 salariés de cet entrepôt, en majorité d'origine latino-américaine. Menaces de licenciements, chantage à l'emploi et à l'expulsion, fichage des employés : tous les moyens seraient utilisés pour empêcher l'adhésion au syndicat, préalable à la reconnaissance de facto d'une section.

Selon la CGT de PPR, la direction du groupe a, malgré des demandes répétées, refusé toute négociation en renvoyant la responsabilité de la gestion de ce conflit sur les dirigeants américains de Brylane.

Michel Delberghe

## La fusion HP-Compaq a été approuvée par les actionnaires

LE DÉPOUILLEMENT du vote des actionnaires de Hewlett-Packard a confirmé une majorité (51,5 %) en faveur de la fusion avec Compaq, selon des résultats préliminaires annoncés mercredi 17 avril par le groupe informatique américaine, et constatés par des inspecteurs indépendants. Le 19 mars, 837,9 millions d'actions HP se sont portées en faveur de la fusion et 792,6 millions contre. La marge en faveur du « oui » est donc de 45 millions d'actions, soit un écart de près de 3 % entre les deux camps. La direction de l'entreprise prévoit de donner le coup d'envoi opérationnel à la fusion début mai.

Le jour du vote, la PDG de HP, Carly Fiorina (photo), avait estimé disposer d'une marge « étroite et suffisante ». Walter Hewlett, fils d'un des fondateurs de HP, opposé à la fusion, peut encore demander un deuxième décompte. Il conteste par ailleurs devant un tribunal du Delaware la régularité du vote, affirmant que la direction de Hewlett-Packard a fait pression sur certains actionnaires institutionnels.



JOHN G. MARANGOL/AP

## Démissions au conseil d'administration de BBVA

LE PRÉSIDENT du groupe pétrolier espagnol Repsol-YPF, Alfonso Cortina, et l'entrepreneur Oscar Fanjul ont démissionné, mercredi 17 avril, du conseil d'administration de BBVA. MM. Cortina et Fanjul figurent parmi les six membres de ce conseil qui avaient bénéficié de fonds de pension secrets (Le Monde du 12 avril). Selon le BBVA, les quatre autres restent pour l'instant à leur poste.

Le juge d'instruction madrilène Baltasar Garçon a ouvert la semaine dernière une enquête sur les fonds secrets du BBV (Banco Bilbao Vizcaya), banque qui a fusionné en 1999 avec son homologue Argentina pour donner naissance au BBVA. Selon la presse, outre les fonds de pension pour les membres du CA, les fonds secrets ont servi à l'achat et la revente d'actions d'Argentaria et au financement de la campagne électorale du président vénézuélien Hugo Chavez. - (AFP.)

## Boeing : pertes trimestrielles pour la première fois depuis quatre ans

LE GROUPE AÉRONAUTIQUE américain Boeing a enregistré sa première perte trimestrielle depuis quatre ans au début de l'année 2002. La perte nette s'élève à 1,25 milliard de dollars pour un chiffre d'affaires de 13,8 milliards de francs (+ 4 %) en raison notamment de la provision passée sur l'écart d'acquisition de la division satellites de Hughes Electronics. Hors éléments exceptionnels, le résultat est en baisse de 21 %, à 602 millions de dollars.

L'action Boeing a perdu 6,8 % mercredi après l'annonce de ces résultats. Mais ayant gagné précédemment 17 % depuis le début de l'année, elle reste toujours au dessus de son niveau d'avant les attentats du 11 septembre.

Phil Condit, PDG de Boeing, affirme pouvoir compenser la forte baisse programmée de la fabrication d'avions civils (380 livraisons d'appareils commerciaux en 2002 et 275 à 300 en 2003) par les activités militaires et spatiales. Jeudi 18 avril, dans un entretien au quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, M. Condit s'est dit intéressé par un partenariat avec le constructeur allemand d'avions régionaux Fairchild Dornier, en dépôt de bilan.

### INDUSTRIE

■ **AIRBUS : l'intersyndicale d'Airbus France devait organiser, jeudi 18 avril, de 9 h 30 à 12 heures, une grève** dans les quatre usines françaises du groupe aéronautique, à Toulouse, Nantes, Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et Méaulte (Somme), en raison d'un désaccord sur les augmentations de salaires proposées par la direction du groupe européen aux salariés français.

■ **BAYER : le groupe chimique allemand a cédé, mercredi, ses activités génériques en Espagne** au laboratoire pharmaceutique allemand Stada Arzneimittel. Bayer avait déjà vendu ses activités génériques en France, début avril, au laboratoire israélien Téva.

■ **BRISTOL-MYERS SQUIBB : le directeur financier du groupe pharmaceutique américain a démissionné, mardi**, après une forte révision à la baisse, la semaine dernière, des objectifs financiers du groupe pour 2002.

■ **MICROSOFT : le groupe américain a annoncé une baisse du prix de sa nouvelle console de jeux Xbox**, dont les ventes ont du mal à démarrer face à la PlayStation 2 de Sony. A partir du 26 avril, son prix de vente en Europe passera de 480 euros à 299 euros.

### SERVICES

■ **ANDERSEN : l'entité britannique du cabinet Andersen, qui a récemment annoncé sa fusion avec Deloitte & Touche, va supprimer 1 500 emplois** dans les prochains mois. Le cabinet britannique, qui emploie 6 300 personnes, est concerné, tout comme la structure américaine du cabinet, par les poursuites judiciaires menées dans le cadre de l'affaire Enron.

■ **KIRCHMEDIA : les banques créancières de la société allemande de médias, en dépôt de bilan, vont lui accorder un crédit-relais de l'ordre de 100 millions d'euros**, afin de lui permettre de faire face à ses dépenses courantes, ont indiqué mercredi, à l'agence Reuters, des sources financières proches du dossier.

■ **EASYJET : Stelios Haji-Ioannou, le jeune milliardaire d'origine chypriote, président et fondateur de la compagnie aérienne britannique à bas prix**, a annoncé qu'il démissionnerait en 2003 pour être remplacé par Colin Chandler, actuel président de Vickers Defence Systems, filiale du motoriste Rolls-Royce. Le directeur général du groupe Ray Webster restera en fonctions.

### FINANCES

■ **FRONDIARIA : la société d'assurance italienne a annoncé, mercredi, la suspension des discussions relatives à une fusion avec SAI**, dans l'attente de décisions de justice et de l'autorité de régulation italienne sur le dossier.

## La Commission bancaire interdit à la Caixa Bank de rémunérer les dépôts

MAUVAISE NOUVELLE pour la Caixa Bank. La Commission bancaire a adressé, mercredi 17 avril, une notification à la filiale bancaire française de la banque espagnole, lui interdisant de rémunérer les comptes de ses clients, comme elle avait annoncé son intention de la faire, le 14 février (Le Monde du 15 février). L'organe de surveillance des banques françaises souligne en outre, dans un communiqué diffusé mercredi soir, que « *Caixa Bank France doit dénoncer les clauses de rémunération actuellement incluses dans les conventions de comptes à vue en euros, de façon à ce que la rémunération des dépôts cesse dans un délai de deux mois* ».

La Caixa Bank ne veut pas baisser les bras. Elle a déposé un recours en référé devant le Conseil d'Etat, en lui demandant de statuer dans un premier temps sur la suspension de ces produits, avant de se prononcer sur le fond. En attendant, la Caixa, qui a attiré 1 200 nouveaux clients avec ces comptes (elle dénombre 70 000 clients en tout), devra arrêter la rémunération de ces comptes. Si la décision du Conseil d'Etat ne donne pas satisfaction à la banque catalane, celle-ci n'hésitera pas à aller devant la Cour de justice des Communautés européennes, à Luxembourg.

Le lancement des comptes rémunérés, mi-février, avait fait grand bruit. La Caixa Bank devenait la première banque en France à rémunérer les dépôts des particuliers. Elle brisait alors un tabou, le fameuse exception française du « ni-ni » - ni rémunération des dépôts, ni paiement des chèques -, sorte d'accord tacite entre les banques françaises. Le siège de la banque à Barcelone avait donné son feu vert, pour lancer, le 18 février, au lendemain de la fin du franc, des comptes rémunérés à 2 %, au-delà de 1 500 euros. Des frais de tenue de comptes de 12 euros étaient toutefois appliqués.

### RÈGLE FRANÇAISE OU DIRECTIVE EUROPÉENNE

Plus que des nouveaux clients, la banque cherchait à accroître sa notoriété. Opération réussie. « *On a failli attendre* », peut-on lire sur les affiches publicitaires de la campagne de lancement, dessinées par l'artiste Ben. Il faisait référence aux nombreuses pressions que la banque a subies, notamment de la Commission bancaire. Cette dernière est formelle. « *La réglementation française interdit la rémunération des comptes à vue* », plaide-t-on dans l'entourage de l'autorité. Elle se fonde sur un règlement du Conseil national du crédit du 18 mai 1969, ren-

forcé par l'article 86-13 du 14 mai 1986 du Comité de réglementation bancaire (CRBF), qui stipule : « *La rémunération des comptes à vue est interdite*. » « *Il faudrait abroger ce texte en France pour autoriser la rémunération des dépôts* », indique un proche de la Banque de France.

La banque espagnole plaide la thèse inverse, ce qu'elle a notamment fait devant le gendarme des banques françaises début avril. L'adoption de l'euro, le 1<sup>er</sup> janvier 1999, a mis fin à cette réglementation. Il se fonde sur la directive européenne de décembre 1989, prévoyant qu'un établissement bancaire peut s'établir ou exercer en France dans les mêmes conditions que dans son pays d'origine. Or, la pratique dans plusieurs pays européens est de rémunérer les comptes entre 0,5 % et 1 %. La politique monétaire n'est plus gérée en France mais à la Banque centrale européenne (BCE), qui ne dit rien sur le sujet, plaide encore la Caixa Bank. « *Nous avons analysé juridiquement la situation avant de nous lancer, en concluant que nous pouvons le faire* », a confié jeudi Gabriel Castello, directeur général de la Caixa en France.

Pascal Santi

## La société d'investissement PAI s'affranchit de BNP Paribas

AMAURY DE SEZE, président de Paribas Affaires Industrielles (PAI), est sur le point d'obtenir ce dont il rêve depuis longtemps. Selon le quotidien *Les Echos* du jeudi 18 avril, BNP Paribas envisage de céder la majorité du capital de la société de gestion PAI Management, dont elle détient 100 %, aux cadres qui l'animent. La banque refuse de commenter ce projet mais ne le dément pas. La cession serait finalisée avant la fin mai.

PAI a été créée lorsque M. de Seze a rejoint Paribas, en 1993, après avoir quitté le groupe auto-

mobile Volvo, dont il était membre du comité exécutif mondial. Il a alors réorienté l'activité de prise de participations de la banque dans le capital de groupes industriels, en l'amenant à ne plus prendre que des participations majoritaires. PAI s'est spécialisée dans les opérations dites de LBO (*leveraged buy out*), dans lesquelles un opérateur financier prend le contrôle d'une entreprise, en général avec l'appui des dirigeants de cette dernière, avec un portefeuille de plus de 7 milliards d'euros, est devenu

l'actionnaire d'Antargaz (deuxième distributeur de propane et de butane en France), de Michel Thierry (numéro deux européen du tissu pour automobile), de Mivisa (leader espagnol de l'emballage) et dans le secteur agroalimentaire, de United Biscuits (numéro deux européen du biscuit), de Panzani, de Yoplait et peut-être bientôt de Lustucru. PAI, en partenariat avec un de ses concurrents CVC Capital Partners, est aussi candidat au rachat du groupe de matériel électrique Legrand.

Entre 1993 et 1998, PAI a contri-

bué aux résultats de Paribas à hauteur de 40 % à 85 %. L'activité est restée une forte source de profit pour BNP Paribas (700 millions d'euros), mais Michel Pébereau, le PDG de la banque, a toujours dit qu'il souhaitait réduire le poids de ce métier jugé risqué. L'indépendance de la société de gestion ne diminuera toutefois pas la contribution de PAI aux résultats de la banque, celle-ci dépendant de l'ampleur des fonds confiés en gestion aux équipes de M. de Seze.

Sophie Fay

## Quand Christian Pierret veut « humaniser la mondialisation »

**BIBLIOGRAPHIE**  
**Ministre à gauche de Christian Pierret**

Le Pré aux Clercs, 217 pages, 15 €.

QUE VEUT dire aujourd'hui être un « ministre de gauche » ? Christian Pierret, secrétaire d'Etat chargé de l'industrie au sein du gouvernement Jospin depuis 1997 et à ce titre l'un des artisans du programme de 30 milliards d'euros d'opérations de privatisation (un record dans l'histoire gouvernementale), a choisi de répondre à cette question à quelques jours des élections générales. Il s'efforce dans un premier temps de récuser les accusations de dérive droitière proférées par l'extrême gauche et, plus largement, par l'ensemble des mouvements contestataires de l'anti-mondialisation, qui affirment que « *le capitalisme n'est pas réformable* » et que, dès lors, il ne faut pas collabo-

rer au système. M. Pierret dénonce les « *tobinards* », partisan de la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux, alors même que Lionel Jospin, son premier ministre, cultive l'ambiguïté : le programme du Parti Socialiste plaide pour « *une taxe internationale sur les flux financiers à court terme* ». M. Pierret dénonce pourtant « *l'archaïsme* » des « *tobinards* » et affirme « *qu'il n'y a qu'un petit pas de la dénonciation de l'horreur économique à l'erreur politique* », faisant allusion au best-seller de Viviane Forrester.

Le ministre assume donc les contradictions du capitalisme : « *L'égalité ne peut se faire contre la croissance et la production de richesses*. » En détournant la dialectique marxiste, il affirme même, non sans doute sans quelque ironie, qu'il n'y a « *pas de lutte des classes sans rapports de classe* ». M. Pierret définit donc une mission essentiellement réparatrice et non réformatrice à un gouvernement de gauche : « *Humaniser une mondialisa-*

*tion débridée et salement inégalitaire*. » Conséquence, la gauche doit même « *tourner le dos à l'égalitarisme* » et elle doit par exemple abandonner la « *vieille idée* » redistributrice de l'impôt. On ne change plus la France en changeant les impôts mais, selon lui, en donnant la priorité à l'éducation « *tout au long de la vie* ».

### RÉALISTE OU RÉSIGNÉ ?

Pour redonner un peu de marge de manœuvre au politique, M. Pierret suggère d'approfondir et de consolider la construction européenne. Conscient du risque de bureaucratisation croissante du pouvoir bruxellois, il suggère d'inventer « *une forme d'identité politique inédite* » en Europe, mais il se garde malheureusement d'en dessiner les contours.

Réaliste ou résigné ? M. Pierret assume en tout cas ce positionnement résolument « *moderniste* » du Parti socialiste, au besoin même contre les autres composan-

tes de la majorité plurielle. Pour dénoncer « *l'anti-humanisme* » des écologistes et leur « *fondamentalisme* », M. Pierret choisit notamment de dresser un plaidoyer de l'énergie nucléaire, au moment où Noël Mamère, le chef de file de la composante écologique de la majorité plurielle, envisage de faire de l'arrêt de la filière nucléaire un casus belli avec ses partenaires socialistes.

Courageux dans ses convictions, M. Pierret se prend même à rêver « *d'un Parti socialiste plus central, c'est-à-dire en capacité de constituer une force d'alternance autonome*. » Sans refuser d'éventuels partenariats politiques, il souhaite qu'ils ne puissent plus imposer des « *alliances dépassées* » ou faire usage de leur « *pouvoir d'ultimatum* » sur le Parti socialiste. De quoi alimenter et animer la campagne entre les deux tours de la présidentielle et des législatives...

Christophe Jakubyszyn

## France 2 négocie l'achat d'une série de télé-réalité

Les producteurs multiplient les innovations sur la télévision du réel



Dans la série italienne « The Tunnel » diffusée par la chaîne publique Rai 2, une jeune fille présente, en direct, son fiancé à sa famille autour d'un dîner dans une maison truffée de caméras. Celle-ci est reliée par un tunnel à un studio de télévision où l'attend un public pour des commentaires.

### CANNES

de notre envoyée spéciale  
« Que faites-vous pour aider ? »  
Ce slogan rythme une bande-annonce de quatre minutes pétrie d'images difficiles à regarder. Il y a du sang, des cadavres, des rictus d'enfants et de la misère. Ce n'est pas une publicité anglo-saxonne pour une organisation non-gouvernementale (ONG) cherchant des dons mais un clip présenté au Marché international des programmes de télévision (MIP TV), du 15 au 19 avril, par la société Strix pour vanter sa dernière création : « Solidarity ». Cette maison de production suédoise, célèbre pour avoir inventé « Survivor », une émission de télé-réalité qui permet d'observer des individus sur une île déserte, réalise 90 % de son chiffre d'affaires (35 millions d'euros) avec ce type de programmes.

« Solidarity » propose de suivre pendant trois mois, dix candidats qui aident des ONG à travers le monde pour aider à construire une école, un hôpital, apporter l'eau ou secourir les victimes d'une catastrophe naturelle. « Les téléspectateurs pourront suivre leurs efforts et seront engagés à envoyer de l'argent », explique Anna Brakenhielm, directrice générale de Strix. La maison de production a fait des repérages en Amérique du Sud et ne compte pas aller sur les « zones sensibles » comme l'Afghanistan, ou la bande de Gaza. Le concept n'a pas encore été vendu mais Strix a des contacts « approfondis » avec la chaîne suédoise TV4.

A Cannes, la télé-réalité est l'une des grandes tendances du marché avec les documentaires et l'animation. Si certaines maisons de production cherchent des successeurs à « Big Brother » (« Loft Story ») ou « Survivor » (« Les aventuriers de Koh Lanta »), d'autres préfèrent des variantes moins triviales pour séduire plus de chaînes. L'heure est au repositionnement sage : « Maintenant, dès qu'un individu est mis devant une caméra, c'est de la télé-réalité », explique Jean-Luc Berlot, consultant chez Adline Entertainment. Cela veut dire que « La Caméra invisible », dans les années 1960, ou « Surprise, surprise », dans les années 1980, c'était de la télé-réalité. »

Le service public est le premier à

profiter de cet élargissement du concept. En Italie, la RAI 2 présente « The Tunnel », l'histoire d'un fils ou d'une fille qui présente sa ou son fiancé à sa famille. Celle-ci ne sait pas que la maison est truffée de caméras et qu'un tunnel mène à un studio de télévision. Au Danemark, TV2, qui a toujours refusé « Big Brother » ou « Survivor », a réalisé des records d'audience avec « Faking It » : un individu se met dans la peau d'un autre pendant un mois. Ces émissions ne représentent pour l'heure que 1 % de la programmation annuelle de la chaîne.

### UN HÉROS MALGRÉ LUI

La France est également de la partie : « Nous avons décidé de ne pas rentrer dans la télévision-réalité, cela ne nous empêche pas de nous préoccuper du phénomène », dit Michèle Cotta, directrice générale de France 2. Comment le téléspectateur veut-il et peut-il devenir un héros ? Il s'agit ici de veiller à ce que les émissions qui pourraient le mettre en scène ne soient pas dégradantes. « France 2 est ainsi en négociations très poussées avec une maison de production italienne pour « Le Protagoniste ». Pendant sept jours, un homme ou une femme est appelé à aider quelqu'un qui vit une histoire rocambolesque. Observé par des dizaines de caméras cachées, il devient un héros malgré lui. Une fois l'histoire terminée, il est invité au cinéma et découvre le film dont il est le protagoniste. L'émission ne pourra être diffusée que s'il donne son accord par écrit. Chaque épisode devrait coûter 900 000 euros, l'équivalent, selon M. Berlot, d'une soirée de variétés. France 3, elle, a renoncé à « La Ferme », qui devait laisser se débrouiller des candidats dans une propriété agricole revenue au XIX<sup>e</sup> siècle. Selon la direction, il ne s'agit pas d'un retour en arrière mais d'un problème de délais. Il était difficile de trouver les candidats et de tourner avant la fin de l'été.

Si les deux chaînes ont promis de ne pas franchir la ligne jaune de la dignité humaine en évitant les dif-fusions en direct, leur intérêt pour le réel pourrait bien faire sourire ou faire grincer des dents.

Bénédicte Mathieu

## « Loft Story 2 » : le départ discret de Marlène

UNE SEMAINE après son lancement sur M6, « Loft Story 2 » défraie la chronique. La lofteuse Marlène a quitté, dans la nuit de mardi 16 à mercredi 17, le Loft qu'elle avait investi le 11 avril. Les causes de ce départ discret ne sont pas claires. « Des raisons personnelles l'ont amenée à quitter le Loft sans même prendre le temps de faire ses valises », peut-on lire, jeudi 18 avril, sur la page d'accueil du site Internet officiel de l'émission phare de la chaîne privée. La Normande de 21 ans n'est pas apparue lors du résumé de la journée diffusé mercredi soir sur M6. Une discrétion inattendue qui tranche avec la publicité donnée aux départs de David et de Delphine, deux candidats de la première édition de « Loft Story » diffusée au printemps 2001.

Selon certaines informations, la disparition de Marlène s'expliquerait par ses révélations à une autre candidate : elle aurait déclaré à la lofteuse Lesly être une call-girl. Ces propos, qui n'ont pas été confirmés par l'intéressée, avaient été rapportés par Fun Radio, partenaire de M6 pour cette émission. Selon d'autres hypothèses, l'ancienne coiffeuse n'aurait pas supporté l'atmosphère du Loft ou aurait souhaité retrouver une personne hors de ce huis clos.

Présentée par M6 comme une obsédée de la drague sur le périphérique, Marlène s'était fait remarquer, le premier soir de « Loft Story 2 », en expliquant considérer les hommes comme des « petits Crunch » qu'elle déguste « du début jusqu'à la fin ».

Elle devait être remplacée jeudi par une jeune femme, qui sera accompagnée d'une autre candidate, choisie par les candidats hommes du Loft.

### « LA SOCIÉTÉ DU « VU À LA TÉLÉ » »

Le départ de Marlène risque de relancer la polémique autour de l'émission. Vendredi 12 avril, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, avait accusé la chaîne de friser le proxénétisme : « Si on pousse jusqu'au bout le raisonnement, à partir du moment où on met en scène des jeunes qui, pour gagner de l'argent, passent à l'acte sexuel devant les caméras, on peut se poser la question de savoir si finalement M6 ne s'apparente pas à une forme de proxénétisme. »

Le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), Dominique Baudis, avait répondu, mardi sur Europe 1, que « parler de proxénétisme à propos de ces jeunes, c'est excessivement sévère ». Lui a préféré s'interroger sur « la société du « vu à la télé » ». Les jeunes « n'ont-ils pas vu des adultes venir raconter leur vie sexuelle, y compris leurs expériences les plus ébouriffantes ? N'ont-ils pas vu des responsables politiques venir se livrer à des confessions extrêmement intimes (...), faire venir les caméras de télévision pour filmer les moments les plus secrets, les plus sacrés, les plus intimes de l'existence ? ».

Antoine Jacob

## Une loi « anticoncentration » menace la liberté de la presse en Pologne

Le gouvernement postcommuniste de Leszek Miller cherche à bloquer l'expansion du groupe privé Agora, qui édite le premier quotidien d'opposition du pays, « Gazeta Wyborcza »

« CE N'EST PAS une loi contre la concentration dans les médias, c'est une loi contre Gazeta. » Cette petite phrase est devenue, depuis un mois en Pologne, le leitmotiv des médias privés, dont celui du groupe Agora, qui édite le premier quotidien indépendant de centre gauche, Gazeta Wyborcza (463 000 exemplaires).

Le groupe Agora, fondé en 1992 par deux amies d'enfance, Helena Luczywo, une résistante dissidente, et Wanda Rapaczynski, ancienne cadre dirigeante de la Citibank à New York, ferraille de plus en plus violemment contre le gouvernement (SLD) postcommuniste de Leszek Miller, qui veut limiter le pouvoir des opérateurs dans le capital des télévisions et dans les radios nationales en interdisant les participations étrangères à 33 %, pour permettre de démanteler « les monopoles médiatiques ». Concrètement, il prévoit d'interdire à un opérateur de détenir plus d'une télévision ou plus d'une radio d'audience nationale. Il prévoit aussi d'interdire l'acquisition de télévisions par les groupes de presse et limite les autorisations pour les stations de radio régionales et locales ; dans des villes de plus de 100 000 habitants, à une licence en tout et pour tout.

Certains groupes étrangers, comme le français Europe 1, qui possède plusieurs radios (la station nationale Radio Zet et une de type alternatif, Stacja), pourraient être obligés de céder leurs actifs. Comme

Agora, très présent dans les radios locales. « La manière dont le SLD appréhende la concentration est mauvaise, même si le principe est bon. Il faudrait, pour être efficace, raisonner en termes de parts d'audience, d'influence et de parts de marché publicitaire », confie un observateur à Varsovie.

Agora est connu pour son indépendance capitaliste et pour sa liberté de ton : Gazeta Wyborcza, au départ proche du syndicat de Lech Walesa, Solidarnosc, fut en 1989 le premier journal indépendant autorisé dans tout l'ex-bloc soviétique. Le groupe privé est, logiquement, le premier à être monté au créneau. « Nous sommes très préoccupés par le changement que provoque ce pro-

### VERBATIM

## « Nous ne céderons à aucune pression »

ADAM MICHNIK, ancien compagnon de lutte de Lech Walesa, a signé le 9 avril dans Gazeta Wyborcza, journal de centre gauche qu'il dirige, un éditorial dont Le Monde publie de larges extraits :

« (...) Leszek Miller sait certainement en quoi consiste le rôle négatif des monopoles, puisqu'il a été pendant de longues années fonctionnaire du Parti communiste, qui a été un monopole. Je ne le critique pas : les partisans de la dictature ont le droit de se transformer en démocrates. Pendant de longues années, j'ai pensé et j'ai déclaré partout que Miller avait changé d'opinions politiques. Je n'aurais cependant pas cru qu'il l'ait fait au point de confondre le monopole et le pluralisme.

Monopole signifie l'exclusivité. Si Gazeta Wyborcza, un quotidien parmi de nombreux autres, achetait un jour l'une des nombreuses chaînes de radio ou de télévision nationale, elle ne deviendrait pas monopoliste, mais tout au contraire, elle ferait partie d'une réalité plurielle qui se situe à l'opposé des monopoles. C'est la raison pour laquelle cette loi ne bloque pas les pratiques monopolistiques mais s'attaque au pluralisme et à la liberté des médias.

Les camarades de Leszek Miller n'essaient pas de cacher leurs véritables intentions. Ils désirent que Gazeta Wyborcza cesse de se développer et devienne l'otage de l'ad-

ministration d'Etat, qu'il soit couard, impotent et servile. Les gouvernements autoritaires aiment de tels quotidiens, mais la démocratie polonaise n'en a nul besoin. Elle a besoin de quotidiens qui aient le courage et les moyens matériels nécessaires pour dire la vérité. (...) Le pluralisme et la liberté des médias constituent un grand succès de la démocratie polonaise. J'estime que la politique du premier ministre dans ce domaine est dange-

reuse et erronée. Elle ne vise pas à protéger nos intérêts nationaux, mais à défendre les intérêts égoïstes d'une partie des hommes politiques au pouvoir. Nous allons nous opposer à cette politique. Nous ne céderons à aucune pression. (...) Cela ne signifie pas que nous déclarons la guerre au gouvernement (...) [mais] nous ne permettrons pas que l'on gaspille tout ce qui a été fait depuis treize ans.

« Si vous persuadez dans cette direction, les médias d'Etat auront un avantage indéniable sur le marché. Ce qui signifie de graves conséquences en termes de liberté de la presse et de pluralisme démocratique. » L'Etat polonais possède quatre radios nationales et quatre télévisions nationales - il cumule ainsi plus de 43 % de l'audience nationale télévisée, selon des chiffres de janvier -, et détient 49 % du deuxième journal de Pologne, Rzeczpospolita. Il ne devrait pourtant pas être touché par le changement de législation.

## Le gouvernement chercherait, affirment plusieurs observateurs, à empêcher l'acquisition d'une chaîne de télévision par Agora

Quelques semaines auparavant, la Newspaper Association of America (NAA) avait adressé une lettre à l'ambassadeur américain en poste à Varsovie, Christopher Hill, en s'interrogeant sur les propositions faites par le gouvernement polonais qui « réduirait la liberté de parole et menacerait la marge de manœuvre des médias locaux indépendants ». « Je pense que c'est le rôle du gouvernement américain d'adopter une position ferme en s'opposant à ces propositions gouvernementales », écrit John Sturm, le président de NAA.

Florence Amalou

Un jeudi sur deux

# Challenges

Place au Loft 2

Un an de guerre

le news de l'économie

## Les investisseurs choisissent la prudence

LES GRANDS INDICES boursiers ont terminé sur une note mitigée la journée du mercredi 17 avril, les investisseurs prenant prudemment leurs bénéfices après les hausses enregistrées la veille. Les propos mesurés d'Alan Greenspan sur la reprise économique américaine et la remontée prudente des taux d'intérêt ne paraissent pas avoir surpris les marchés. A Wall Street, l'indice Dow Jones s'est inscrit en baisse de 0,78 %, à 10 220,78 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq s'est déprécié de 0,34 %, à 1 810,67 points. Le titre Boeing a perdu 6,84 %, à 69,80 dollars, après l'annonce de résultats trimestriels jugés décevants (lire page 22). Le titre du conglomérat industriel United Technologies, en dépit de la publication, le jour même, de résultats supérieurs aux attentes, a

cédé 4,49 %, à 69,80 dollars, les investisseurs s'inquiétant pour les activités du groupe liées à l'aviation commerciale.

En Europe, l'indice Euro Stoxx 50 des premières capitalisations de la zone euro est parvenu à atteindre 3 746,69 points, en légère hausse de 0,10 %. A Francfort, le Dax, à 5 318,55 points, perdait 0,47 %. A Londres, l'indice Footsie a progressé de 0,08 %, à 5 263,90 points.

A Paris, l'indice CAC 40 a cédé 0,03 %, à 4 597,30 points. L'action Bouygues a progressé de 3,52 %, à 35,92 euros, après la double annonce de la candidature de sa filiale Bouygues Télécom à une licence de troisième génération de téléphonie mobile (UMTS) et un accord avec le géant japonais NTT DoCoMo pour développer son service i-mode d'accès à Internet sur un téléphone mobile. Pour sa première journée de cotation, l'action du réseau de maisons de retraite Orpéa a grimpé de 12,50 %, à 14,40 euros. En revanche, l'action du groupe pharmaceutique Sanofi-Synthelabo a reculé de 2,47 %, à 69,15 euros, en raison d'avertissements lancés par le groupe américain Bristol-Myers, qui distribue son antithrombotique Plavix et son hypertenseur Apravel-Avapr.

A Tokyo, l'indice Nikkei s'est apprécié de 0,28 %, jeudi 18 avril, à 11 575,73 points.

Adrien de Tricornot

## M. Greenspan reste perplexe face à la reprise américaine

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

#### LE COURS DE L'EURO



faciliter le crédit, d'autant plus que la forte demande de logements – l'un des principaux facteurs de résistance à la décession – n'a pas fait apparaître, selon lui, une « bulle » spéculative qui justifierait un coup de frein.

#### CONFIANCE DANS LA PRODUCTIVITÉ

S'il demeure aussi prudent que l'était la dernière déclaration de la banque, publiée il y a exactement un mois, le 19 mars, M. Greenspan a aussi exprimé sa confiance dans la croissance de la productivité. « L'ampleur des gains de productivité réalisés au cours de l'année écoulée est une preuve supplémentaire que la productivité sous-jacente augmente à un rythme de plus en plus rapide », a-t-il déclaré. Cette donnée fondamentale et l'absence de pressions inflationnistes amènent à juger que « les fondations de l'expansion économique sont en place ». Il sera toujours temps pour la Federal Reserve, a-t-il ajouté, d'ajuster sa politique monétaire « quand une expansion soutenue et solide sera en vue ». En réponse à une question de Jim Saxton, député républicain du New Jersey et président de la

commission mixte, M. Greenspan s'est donné « deux à quatre mois » pour voir si l'activité est orientée à la hausse, comme il le pense, où si elle subit un coup d'arrêt.

#### PAS DE HAUSSE DES TAUX AVANT JUIN

Très attendu par les marchés financiers, ce discours n'a pas bouleversé les anticipations des opérateurs. Dans la foulée de l'intervention du président de la Fed, les taux courts américains se sont détendus, à 3,357 % pour les taux à deux ans. Sur le marché obligataire, en revanche, le rendement de l'obligation du Trésor à dix ans est remonté nettement à 5,223 %, contre 5,177 % mardi, et celui de l'obligation à trente ans à 5,727 %, contre 5,650 %. Sur les marchés à plus long terme, plus la croissance économique paraît forte et durable, plus les taux tendent à monter. Ces taux évoluent en sens inverse du prix des obligations.

Sur le marché des changes, les déclarations du banquier central des Etats-Unis n'ont pas déclenché de mouvement majeur. Le dollar est resté sous pression, touchant un point bas à 0,8895 dollar pour 1 euro. La devise européenne est remontée à son plus haut depuis trois mois. Le billet vert a notamment pâti de la situation au Proche-Orient et de l'échec de la médiation de Colin Powell, ainsi que de la publication du déficit de la balance commerciale pour le mois de février, mercredi, à 31,5 milliards de dollars, le chiffre le plus élevé depuis avril 2001.

Le billet vert a reculé aussi face au dollar canadien, la devise canadienne (à 0,6355 dollar américain) profitant du relèvement de 0,25 % des taux directeurs de la Banque du Canada (fixés à 2,25 %), mardi 16 avril.

Patrick Jarreau

#### INDICE EURO STOXX 50



## LES BOURSES DANS LE MONDE

18/4, 9h44

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>UNION EUROPÉENNE</b>									
ALLEMAGNE	DAX Index	5333,47	18/4	0,28	5467,31	19/3	4706,00	20/2	26,30
	Euro Neu Markt Price IX	970,47	18/4	0,51	1212,43	4/1	913,75	20/2	
AUTRICHE	Austria traded	1336,93	18/4	0,35	1330,31	16/4	1109,88	9/1	14,40
BELGIQUE	Bel 20	2841,37	18/4	-0,21	2869,59	17/4	2609,61	15/1	13,90
DANEMARK	Horsens Bnex	262,23	18/4	-0,24	280,92	26/3	254,91	30/1	
ESPAGNE	Ibex 35	8411,60	18/4	0,21	8608,50	4/1	7628,00	22/2	19,50
FINLANDE	Hex General	8041,55	18/4	-0,13	9224,38	4/1	7397,83	12/4	20,10
FRANCE	CAC 40	4613,08	18/4	0,34	4720,04	4/1	4210,29	20/2	21,40
	Mid CAC	2158,12	17/4	-0,45	2176,89	2/4	1929,16	2/1	15,40
	SBF 120	3213,72	18/4	0,31	3263,90	28/3	2924,73	20/2	21,30
	SBF 250	3035,97	17/4	-1,07	3081,89	28/3	2782,54	20/2	20,90
	Indice second marché	2541,30	17/4	-0,01	2548,00	17/4	2287,72	2/1	15,10
	Indice nouveau marché	1047,04	18/4	0,72	1175,41	7/1	980,76	22/2	
GRÈCE	ASE General	2202,11	18/4	0,00	2655,07	3/1	2160,28	16/4	14,40
IRLANDE	Irish Overall	5082,69	18/4	-0,15	6085,02	18/1	4611,79	20/3	12,30
ITALIE	Milan Mib 30	33257,00	18/4	0,16	33548,00	17/4	29542,00	22/2	21,50
LUXEMBOURG	Lux Index	1146,73	17/4	0,74	1169,47	14/1	1103,43	6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	528,92	18/4	0,02	531,21	28/3	475,19	22/2	18,40
PORTUGAL	PSI 20	7695,53	18/4	0,09	7998,50	4/1	7161,66	25/2	18,30

## EUROPE

Jeudi 18 avril 9h44

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3759,42	-0,34
AUTOMOBILE	240,94	-0,03
BANQUES	296,03	-0,29
PRODUIT DE BASE	208,29	-0,34
CHIMIE	370,23	-0,39
TÉLÉCOMMUNICATIONS	426,13	-0,29
CONSTRUCTION	241,12	-0,46
CONSOMMATION CYCLIQUE	138,09	-0,27
PHARMACIE	473,15	-0,17
ÉNERGIE	355,61	-0,82
SERVICES FINANCIERS	246,25	-0,12
ALIMENTATION ET BOISSON	244,33	-0,17
BIENS D'ÉQUIPEMENT	378,29	-0,13
ASSURANCES	336,36	-0,18
MÉDIAS	275,30	-0,23
BIENS DE CONSOMMATION	392,21	-0,51
COMMERCE ET DISTRIBUTION	280,69	-0,53
HAUTE TECHNOLOGIE	464,20	-0,38
SERVICES COLLECTIFS	300,02	-0,17

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	22,73	-0,13
AEGON NV	NL	28,57	-0,04
AIR LIQUIDE	FR	168,30	-0,24
ALCATEL A	FR	16,12	-0,56
ALLIANZ N	AL	282,44	-0,75
AVENTIS	FR	77,75	-0,77
AXA	FR	25,70	-0,39
BASF AG	AL	47,71	-0,48
BAYER	AL	40,26	-0,85
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	41,74	-0,81
BNP PARIBAS	FR	58,00	-0,87
BSCH	ES	10,07	-0,30
CARREFOUR	FR	51,75	-0,39
DAIMLERCHRYSLER N	AL	53,27	-0,15

DANONE	FR	145,30	-0,90
DEUTSCHE BANK AG	AL	73,38	-0,48
DEUTSCHE TELEKOM	AL	17,16	-1,54
E.ON	AL	59,51	-0,25
ENDESA	ES	17,39	-0,11
ENEL	IT	6,77	-0,00
ENI SPA	IT	16,66	-0,66
FORTIS	BE	26,73	-0,22
FRANCE TELECOM	FR	32,23	-0,53
GENERALI ASS.	IT	28,40	-0,11
ING GROEP CVA	NL	30,80	-0,23
KONINKLIJKE AHOLD	NL	28,00	-0,43
L'OREAL	FR	86,60	-0,99
LVMH	FR	57,40	-0,53
MUENCHENER RUECKV	AL	292,30	-0,20
NOKIA OYJ	FI	23,41	-0,17
PINAULT PRINTEMPS	FR	129,70	-1,09
REPSOL YPF	ES	14,40	-0,84
ROY.PHILIPS ELECTR.	NL	35,04	-1,02
ROYAL DUTCH PETROL	NL	61,30	-0,99
RWE	AL	42,97	-0,33
SAINT GOBAIN	FR	192,50	-0,84
SANOFI-SYNTHELABO	FR	69,85	-1,01
SANPAOLO IMI	IT	13,49	-0,07
SIEMENS	AL	70,40	-0,59
SOITEC GENERALE A	FR	74,30	-0,04
SUEZ	FR	33,17	-0,30
TELECOM ITALIA	IT	9,35	-0,54
TELFONICA	ES	13,17	-0,23
TIM	IT	5,45	-0,18
TOTAL FINA ELF	FR	172,40	-0,64
UNICREDITO ITALIAN	IT	5,18	-0,19
UNILEVER CVA	NL	66,05	-0,00
VIVENDI UNIVERSAL	FR	39,94	-0,45
VOLKSWAGEN	AL	58,85	-0,34
ZONE EURO - FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).			
HORS ZONE EURO - CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).			

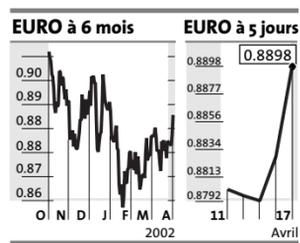
## MARCHÉ DES CHANGES

18/4, 9h44

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,76675	0,89075	1,44650	0,60590
TOKYO (¥)	130,43000		116,17000	188,65255	79,01845
PARIS (€)	1,12300	0,86110		1,62425	0,68040
LONDRES (£)	0,69135	0,53005	0,61565		0,41885
ZURICH (FR. S.)	1,65050	1,26530	1,46965	2,38740	

#### COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4315	7,4340
COURONNE NORVÉGE	7,6369	7,6379
COURONNE SUÉDOISE	9,1406	9,1502
COURONNE TCHÉQUE	30,0888	30,5510
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6539	1,6562
DOLLAR CANADIEN	1,4019	1,4030
DOLLAR HONGKONG	6,9420	6,9430
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9978	2,0016
FORINT HONGROIS	241,9475	242,7514
LEU ROUMAIN	29373,0000	29431,0000
ROUBLE	27,7640	27,8040



#### WASHINGTON

de notre correspondant

La Réserve fédérale (Fed), la banque centrale des Etats-Unis, ne devrait pas augmenter ses taux d'intérêt début mai. Devant la commission économique mixte (Sénat et Chambre des représentants) du Congrès américain, mercredi 17 avril, Alan Greenspan, président de la Fed, a écarté la crainte de pressions inflationnistes.

Lors de la réunion du comité politique de la banque, le 7 mai, le taux de base interbancaire devrait donc être maintenu à 1,75 %, son plus bas niveau depuis quarante ans. Le message est double : d'un côté, le maintien d'une politique de crédit à bon marché est de bon augure pour la consommation et pour l'investissement ; d'un autre côté, si cette politique est conservée, c'est parce que la reprise n'est pas si forte qu'elle puisse se passer de ce soutien.

#### LE PRIX DU PÉTROLE, FACTEUR DE RISQUE

« L'économie américaine a démontré une remarquable réactivité face à des chocs très importants », a déclaré M. Greenspan. Mais la vigueur de l'expansion en cours n'est pas clairement établie. Le président de la Fed a expliqué que l'activité est aujourd'hui alimentée par la reconstitution des stocks, sur lesquels les entreprises avaient tiré en 2001, et non par une véritable progression de la consommation. Il a cité les prix du pétrole en tête des facteurs d'incertitude qui l'incitent à maintenir une prévision extrêmement prudente sur le rythme de la croissance. Les bas prix de l'énergie avaient favorisé de façon importante la consommation des ménages à la fin de 2001, a expliqué M. Greenspan, alors que ce facteur positif risque de faire défaut dans les mois qui viennent. Ces observations sont autant de motifs pour continuer à

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	5267,90	18/4	0,08	5362,29	4/1	5015,50	20/2	17,90
	FTSE techMark 100 index	1144,59	18/4	-0,38	1569,61	4/1	1123,75	15/4	119,40
SUÈDE	OMX	796,75	18/4	0,00	878,88	4/1	741,84	20/2	26,40
<b>EUROPE</b>									
HONGRIE	Bux	8759,92	17/4	1,25	8877,12	12/4	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1312,95	17/4	-0,51	1413,85	21/3	1142,61	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15127,82	17/4	-0,76	16423,34	25/1	13842,30	2/1	198,50
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	452,00	18/4	0,04	450,50	9/4	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	376,11	17/4	1,31	372,26	15/4	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6706,60	18/4	0,23	6716,89	4/4	6059,10	6/2	19,00
TURQUIE	National 100	12222,58	18/4	-0,33	15071,83	8/1	10443,80	18/3	11,20
<b>AMÉRIQUES</b>									
ARGENTINE	Merval	368,74	17/4	1,77	471,33	6/2	323,69	2/1	
BRESIL	Bovespa	13732,01	17/4	0,80	14495,28	18/3	12300,70	30/1	9,90
CANADA	TSE 300	7868,10	17/4	0,34	7992,70	7/3	7402,70	20/2	21,10
CHILI	Ipsa	97,43	18/4	-0,08	102,37	4/1	94,80	20/2	
ETATS-UNIS	Dow Jones ind.	10220,78	17/4	-0,78	10673,09	19/3	9529,45	30/1	22,30
	Nasdaq composite	1810,67	17/4	-0,34	2098,87	9/1	1696,55	22/2	48,50
	Nasdaq 100	1403,71	17/4	-0,72	1710,22	9/1	1322,25	11/4	45,50
	Wilshire 5000	10642,51	17/4	-0,25	10983,40	19/3	10040,54	2	

# MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

### VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 18 avril 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	47,10	47,14	-0,08	15,35	49,00	38,03	1,00	12040
AFFINE	40,00	40,00	n/d	8,40	40,05	30,34	1,20	3610
AGF	56,30	56,00	0,54	4,45	57,50	50,20	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	20,26	20,45	-0,93	23,23	21,19	16,06	0,22	3112
AIR LIQUIDE	168,50	167,90	0,36	7,05	171,40	149,80	3,00	12007
ALCATEL A	16,14	16,03	0,69	15,93	21,62	14,18	0,48	13000
ALCATEL O	6,08	5,97	1,84	21,24	9,62	5,00	1,00	13015
ALSTOM	14,99	15,06	-0,46	20,01	16,30	12,25	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	64,90	64,50	0,62	27,88	66,40	48,50	0,14	3463
ARBELA	5,15	5,33	-3,38	66,12	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	198,00	198,00	n/d	24,13	201,00	160,00	22,85	4524
ASF	27,16	27,24	-0,29	n/d	27,30	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	86,40	85,55	0,99	17,47	94,40	71,15	n/d	5173
AVENTIS	77,85	78,35	-0,64	-2,38	85,95	73,90	0,50	13046
AXA	25,79	25,60	0,74	9,88	26,06	19,41	2,20	12062
BACOU DALLOZ	120,00	120,00	n/d	36,36	121,90	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA.	139,60	138,90	0,50	15,27	139,80	122,50	7,16	12018
BEGHIN SAY	43,50	43,50	n/d	6,61	45,50	39,20	n/d	4455
BIC	43,00	43,30	-0,69	12,09	43,43	35,51	0,29	12096
BNP PARIBAS	57,85	57,50	0,61	15,12	58,30	49,77	2,25	13110
BOLLORE	259,40	259,40	n/d	7,99	261,70	238,00	4,00	12585
BOLLORE INV.	53,90	52,25	3,16	4,96	55,00	50,50	0,20	3929
BONGRAIN	49,50	49,50	n/d	10,00	49,75	41,70	1,40	12010
BOUYGUES	36,25	35,92	0,92	-1,49	38,95	30,51	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	48,20	48,30	-0,21	20,34	49,50	38,60	1,10	13070
BULL.#	0,91	0,90	1,11	26,01	1,36	0,83	n/d	12074
BURELLE (LY)	56,50	56,50	n/d	13,84	60,05	49,63	0,50	6113
BUSINESS OBJECTS	40,00	42,50	-5,88	6,52	51,00	37,01	n/d	12074
CANAL +	3,70	3,70	n/d	3,35	3,90	3,49	0,15	12546
CAP GEMINI	75,65	76,95	-1,69	-6,72	90,70	70,40	1,20	12533
CARBONE-LORRAINE	35,01	35,44	-1,21	16,70	35,80	28,60	1,06	3962
CARREFOUR	51,70	51,55	0,29	-11,47	58,80	49,23	0,50	12017
CASINO GUICH.ADP	65,00	65,10	-0,15	4,00	65,60	56,05	1,37	12113
CASINO GUICHARD	87,00	87,30	-0,34	0,40	88,30	75,05	1,33	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	62,20	62,25	-0,08	7,51	63,10	54,25	2,85	12420
CEGID (LY)	79,20	79,20	n/d	1,08	90,50	70,00	2,00	12470
CEROL	33,50	33,60	-0,30	17,75	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	n/d	32,91	n/d	6,85	33,00	30,70	n/d	4457
CFR.RECYCLING	47,55	47,60	-0,11	18,87	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	34,55	34,51	0,12	n/d	38,30	33,00	n/d	12102
CHARGEURS	82,80	82,90	-0,12	10,47	84,00	67,00	2,13	13069
CHRISTIAN DIOR	43,80	43,76	0,09	27,06	45,55	32,50	0,28	13040
CIC -ACTIONS A	122,90	123,00	-0,08	1,99	125,00	118,70	2,29	12050
CIMENTIS FRANCAIS	51,35	50,70	1,28	6,97	52,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	65,45	63,50	3,07	3,23	72,50	61,00	1,10	13029
CLUB MEDITERRANEE	49,70	49,25	0,91	21,21	56,40	41,52	1,00	12156
CNP ASSURANCES	39,36	39,50	-0,35	10,25	39,74	33,60	1,08	12022
COFACE SVN CA	60,55	60,70	-0,25	27,74	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	n/d	168,00	n/d	5,66	172,00	145,00	n/d	13064
COLAS	72,40	72,55	-0,21	14,28	74,80	62,00	2,13	12163
CONTIN.ENTREPR.	40,92	40,96	-0,10	8,45	46,90	40,00	2,00	3664
CREDIT AGRICOLE	22,62	22,50	0,53	27,15	23,17	17,58	n/d	4507
CREDIT.FON.FRANCE	15,75	15,75	n/d	8,32	16,00	13,05	0,58	12081
CREDIT LYONNAIS	46,34	46,70	-0,77	23,57	47,45	36,14	0,65	18420
CS COM.ET SYSTEMES	11,92	11,90	0,17	43,61	12,15	7,60	n/d	7896
DAMART	n/d	105,00	n/d	30,27	105,00	79,50	3,80	12049
DANONE	144,70	144,00	0,49	5,62	144,70	125,20	1,90	12064
DASSAULT-AVIATION	372,00	372,00	n/d	17,35	381,00	284,90	6,20	12122
DASSAULT SYSTEMES	53,45	54,20	-1,38	-1,01	59,40	47,60	0,31	13065
DEV.R.N.-P.CAL LI #	14,70	14,75	-0,34	2,08	15,00	14,25	0,55	12423
DEVAUX(LY)#	71,00	71,00	n/d	11,80	77,80	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	71,00	n/d	16,39	71,00	61,10	2,74	3747
DIMC (DOLLFUS MI)	10,25	10,40	-1,44	36,84	11,48	6,90	0,61	12133
DYNACONT	n/d	29,47	n/d	9,55	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	87,00	86,65	0,40	27,19	87,25	68,80	0,78	13045
ELECT.MADAGASCAR	23,89	23,72	0,72	6,17	24,90	19,60	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	9,00	9,05	-0,55	11,66	9,88	8,05	0,07	12127
ENTENAL(FX CDE)	32,30	32,29	0,03	27,41	32,90	25,35	0,40	12093
ERAMET	n/d	38,60	n/d	11,56	39,80	30,21	1,30	13175
ESSILOR INTL	43,60	43,80	-0,46	28,42	44,20	31,20	3,90	12166
ESSO	93,10	93,10	n/d	16,08	96,80	79,50	2,75	12066
EULER	43,51	43,61	-0,23	2,37	47,40	40,60	1,40	12130
EURAZEO	60,70	60,00	1,17	-5,08	63,85	57,60	0,48	12112

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
EURO DISNEY SCA	0,94	0,93	1,08	6,81	1,21	0,89	n/d	12587
EUROTUNNEL	1,06	1,06	n/d	6,19	1,18	0,90	n/d	12537
FALCERIA	55,20	55,20	n/d	6,44	61,40	51,60	0,91	12114
F.F.P. (NV)	118,00	118,00	n/d	21,58	121,00	94,20	1,80	6478
FIMALAC	47,42	47,61	-0,40	17,66	49,75	40,01	0,90	3794
FINAXA	n/d	99,10	n/d	25,20	107,50	68,00	2,20	3313
FONCLYON.#	32,20	32,50	-0,92	20,59	32,50	25,20	0,85	3340
FRANCE TELECOM	32,25	32,06	0,59	-28,17	48,16	28,15	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	n/d	106,00	n/d	6,05	118,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	147,00	146,40	0,41	3,37	158,90	125,10	0,60	12124
GAUMONT #	49,50	49,50	n/d	20,14	53,00	39,00	0,57	3489
GENCIA	95,50	95,20	0,32	4,37	95,75	90,00	0,34	13151
GENERALE DE SANTE	17,80	17,48	1,83	23,95	17,85	13,71	n/d	4447
GEPHYSIQUE	45,46	45,38	0,18	28,96	47,27	33,16	1,22	12016
GFI INFORMATIQUE	12,31	12,20	0,90	2,15	13,34	10,05	0,15	6337
GRANDVISION CAH	17,85	18,00	-0,83	17,04	20,10	15,05	0,25	5297
GROUPE GASCOGNE	80,20	80,20	n/d	8,08	81,90	67,75	3,00	12441
GROUPE PARTOUCHE #	n/d	79,75	n/d	7,40	82,85	63,00	1,68	5354
GR.ZANNIER (LY) #	80,50	79,90	0,75	2,41	83,50	72,00	0,73	12472
GUYENNE GASCOGNE	84,95	84,15	0,95	-0,05	87,70	79,00	1,50	12028
HAVAS ADVERTISING	10,40	10,34	0,58	27,92	11,00	7,82	0,17	12188
IMERYS	132,80	133,60	-0,60	23,19	135,40	98,00	3,60	12085
IMMEUBLES DE FCE	n/d	20,60	n/d	6,36	25,00	19,80	0,30	12037
IMMOBANQUE NOM.	n/d	128,90	n/d	n/d	129,00	118,00	n/d	5293
INFOGRAMMES ENTER.	11,30	11,37	-0,62	-12,74	15,98	9,57	n/d	5277
INGENICO	27,45	27,50	-0,18	21,46	28,50	22,50	0,10	12534
ISIS	166,10	170,50	-2,58	5,12	177,00	137,00	n/d	12000
JC DECAUX	13,89	13,90	-0,07	10,67	14,00	10,20	n/d	7791
KAUFMAN ET BROAD	21,30	21,18	0,57	20,09	22,00	16,21	0,82	12121
KLEPPIERE	122,40	122,60	-0,16	14,70	123,40	108,20	2,75	12196
LAFARE	106,70	106,50	0,19	1,71	107,00	96,85	2,20	12053
LAFARDERE	53,85	53,40	0,84	14,57	54,60	41,92	0,78	13021
LAPEYRE	n/d	62,00	n/d	40,08	62,50	44,10	1,08	13051
LEBRON (CIE)	n/d	55,50	n/d	10,55	55,50	48,75	2,30	12129
LEGRAND ORD.	175,00	175,00	n/d	21,52	180,00	143,90	0,94	12061
LEGRAND ADP	n/d	139,00	n/d	12,09	143,20	110,00	1,50	12528
LEGRIS INDUST.	23,65	23,67	-0,08	7,50	25,39	18,20	1,20	12590
LIBERTY SURF	3,61	3,60	0,28	26,66	3,80	2,90	n/d	7508
LOCINDUS	134,10	134,50	-0,30	6,42	135,10	126,00	10,18	12135
L'ORÉAL	86,60	85,75	0,99	7,04	87,97	75,15	0,44	12032
LOUVERE #	73,40	73,40	n/d	16,87	75,80	60,00	1,24	3311
LUCIA	11,61	11,74	-1,11	-10,69	12,00	10,42	1,83	3630
LVHM MOET HEN.	57,25	57,10	0,26	25,27	61,60	42,15	0,22	12101
MARINE WENDEL	65,60	65,60	n/d	n/d	72,80	63,50	n/d	12120
MARIONNAUD PARFUM	53,00	53,40	-0,75	-2,57	57,60</			

# AUJOURD'HUI

## TECHNOLOGIES

Si tous **LES CANDIDATS** ont intégré Internet à leur campagne, la plupart d'entre eux ne font pas des technologies de l'information et de la communication (TIC) un thème central de leur programme.

Après la dénonciation de la « fracture numérique » par Jacques Chirac et du « fossé numérique » par Lionel Jospin, **LE NOUVEAU SLOGAN** à la mode est désormais : « Internet à haut débit pour tous ». Tan-

dis que Lionel Jospin milite pour une France active et juste en matière de **NOUVELLES TECHNOLOGIES**, Jacques Chirac promet de lancer un plan national visant à rattraper le retard français en matière d'équi-

pement. Côté bilan, le premier ministre a décuplé le nombre d'internautes en France mais n'a pas atteint tous **SES OBJECTIFS LÉGISLATIFS**. Quant aux sites des candidats, ils obtiennent un succès d'estime.

## Internet fait son entrée dans la campagne présidentielle

Tous les candidats utilisent ce nouvel outil sans pour autant faire de son développement l'un des thèmes centraux de leurs programmes. Jacques Chirac et Lionel Jospin promettent de soutenir l'équipement des foyers et la démocratisation de l'accès à haut débit

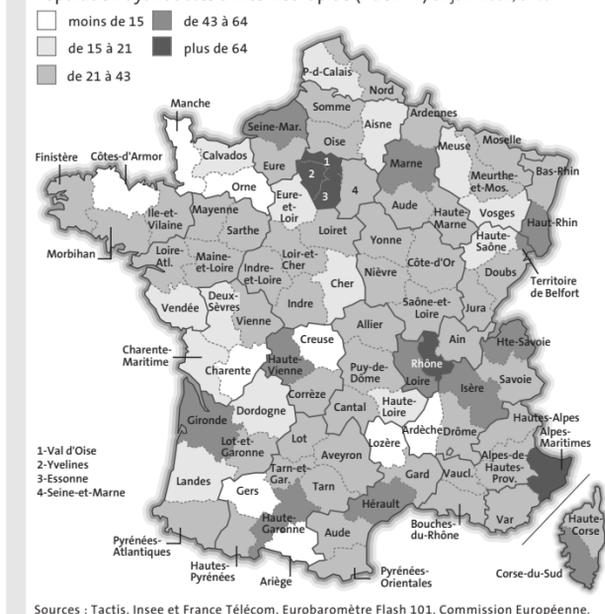
**MIEUX** que Loana ! Le record de connexions enregistrées par Wana-doo lors d'un débat sur Internet, détenu par la blonde héroïne de « Loft Story », a été battu, fin mars, par un chat avec Lionel Jospin, qui a rassemblé quelque 33 000 internautes européens, selon l'équipe de campagne du candidat. Une audience sans commune mesure avec celle d'un meeting traditionnel. A l'évidence, Internet est entré de plain-pied dans la vie politique française. Le réseau avait déjà été largement utilisé par les candidats aux élections municipales de 2001. Mais c'est la première fois qu'il joue un rôle véritable dans un scrutin national.

Pourtant, si tous les candidats ont intégré ce nouvel outil à leur campagne, la plupart ne font pas des technologies de l'information et de la communication (TIC) un thème central de leur programme. Du moins la révolution numérique n'y apparaît-elle pas comme la promesse de lendemains qui chantent. L'éclatement de la bulle de la nouvelle économie a tempéré les envolées enthousiastes d'hier. Après la dénonciation de la « fracture numérique » par Jacques Chirac et du « fossé numérique » par Lionel Jospin, le nouveau slogan à la mode est désormais : « Internet à haut débit pour tous ».

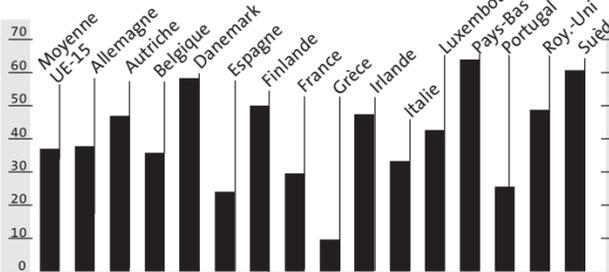
Dans son programme électoral, le premier ministre-candidat affiche l'objectif de « faire de la France l'économie numérique la plus dynamique d'Europe ». Lionel Jospin développe ce thème sous deux angles. Celui de la « France active » d'abord : « La maîtrise de ces nouvelles technologies pour tous doit relever d'un véritable service public, affirme-t-il. Nous le développerons en mettant l'accent sur l'équipement des jeunes, en association avec les collectivités locales. » Il se fixe pour objectif « un ordinateur relié à l'Internet pour cinq élèves dans chaque école primaire, un ordinateur par famille pour les collégiens et les lycéens, un portable par étudiant ». Celui de la « France juste » ensuite : il promet « une

### LA FRANCE EN RETARD POUR LE HAUT DÉBIT ET L'ÉQUIPEMENT DES FOYERS

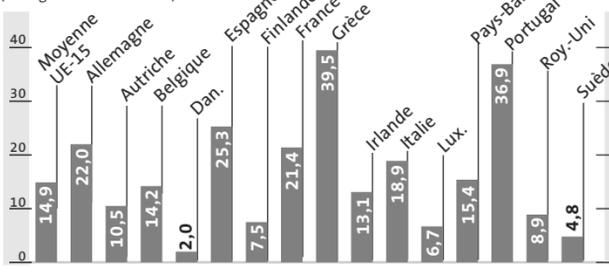
Population ayant accès à Internet rapide (ADSL FT) en juin 2001, en %



Pénétration d'Internet dans les foyers, en % en décembre 2001



Nombre d'élèves par ordinateur connecté à Internet, en % (enseignement secondaire) en 2001



action volontaire afin que l'ensemble du territoire soit raccordé à l'Internet à haut débit d'ici à 2005 ».

Jacques Chirac, dans son « Engagement pour la France », se montre plus succinct. Il promet simplement de lancer « un plan national pour rattraper le retard d'équipement des foyers français connectés à Internet et garantir l'accès à Internet à haut débit dans chaque commune d'ici à 2007 ».

Interrogés par le *Journal du Net*, les deux principaux prétendants à l'Élysée ont précisé leurs propositions, qui se révèlent souvent très proches, voire interchangeables. M. Chirac se donne comme objectif « un ordinateur pour trois élèves dans les établissements scolaires, un ordinateur par étudiant à l'université et un ordinateur par famille », le tout « d'ici à 2007 ». Ce plan national de « rattrapage », indique-t-il,

« concernera en priorité les familles défavorisées ». Les étudiants seront « aidés par des bourses d'étude qui devront prendre en charge l'acquisition d'un ordinateur ». Le président-candidat est également favorable à « l'extension des défiscalisations pour les entreprises qui souhaiteraient donner des ordinateurs ou des forfaits Internet à leurs salariés ». L'ensemble de ce programme, estime-t-il, représenterait un effort de 300 millions d'euros.

#### UNE POLITIQUE VOLONTARISTE

M. Jospin, de son côté, annonce que ses objectifs seront atteints « par un soutien de l'Etat à l'équipement des écoles et, s'agissant de l'équipement personnel, par un soutien bénéficiant en priorité aux revenus les plus modestes », mais sans spécifier ni la nature de ces aides, ni leur coût. Concernant l'accès au

haut débit, il prône « une politique volontariste, afin de permettre le déploiement d'infrastructures dans les zones où les opérateurs n'iront pas spontanément », le renouvellement des contrats de plan Etat-régions, en 2003, constituant « un rendez-vous important » pour mettre en œuvre cette politique. M. Chirac, lui aussi, considère que « dans les régions où le simple jeu de l'économie de marché ne permettrait pas l'installation de l'Internet rapide, une intervention publique est nécessaire », dans le cadre des mêmes contrats de plan.

Les autres candidats réservent des traitements très divers à Internet. Jean-Pierre Chevènement est l'un de ceux qui présentent les propositions les plus détaillées. Pour « démocratiser l'accès à Internet », l'animateur du Pôle républicain préconise « des offres d'accès forfaitaires illimitées à des prix comparables à celui de l'abonnement téléphonique », avec « une aide spécifique réservée aux ménages modestes ». S'agissant de l'accès au haut débit dans les zones rurales, où la technologie ADSL (sur ligne téléphonique classique) est difficile à mettre en œuvre, il souhaite que l'Etat « incite » les opérateurs à proposer des solutions adaptées « à des conditions financières comparables ». L'ancien ministre de la recherche est par ailleurs favorable à « l'accès gratuit en ligne à toute la littérature scientifique » et propose de créer un Capes et une agrégation d'informatique.

François Bayrou consacre 13 des 260 pages de son programme aux mesures qui permettraient d'« accélérer l'entrée de la France dans la société de l'information » : aides fiscales pour encourager

l'achat d'ordinateurs connectés par les familles à faibles revenus, les associations et les mairies des petites communes ; extension de l'amendement Messier (offre d'ordinateurs aux salariés par les entreprises) à tous les secteurs socio-économiques et à l'administration ; points d'accès à Internet dans les rues et tous les lieux publics ; « déclaration des droits de l'homme numérique » ; création d'un ministère de la société de l'information...

Pour Alain Madelin, « le Net préfigure les nouveaux modes d'organisation de notre société », selon « un système autorégulé reposant sur la liberté et la responsabilité ». Robert Hue, au contraire, pose la question de « la démocratisation des instances de régulation des télécommunications », qui devraient comprendre des représentants des syndicats et des associations et être « sous contrôle parlementaire ».

Noël Mamère veut « encourager les pratiques innovantes visant à développer un Internet libre, citoyen et solidaire » en proposant un « soutien spécifique à la création d'entreprises utilisant les logiciels libres ». Corinne Lepage propose des tarifs d'abonnement privilégiés pour les régions sous-équipées, des déductions fiscales pour faciliter la pénétration du haut débit dans les foyers, ainsi que la création d'un « site Internet national de gestion de la connaissance ».

Bruno Mégret se soucie de « garantir la liberté d'expression et de communication » sur la Toile, tandis qu'au Front national on insiste sur la protection « des entreprises nationales de la concurrence en taxant tous les achats en ligne sur un site opéré à l'étranger ». Quant au conseiller pour les questions technologiques d'Olivier Besancenot, le représentant de la LCR, il qualifie Internet de symptôme, en soulignant que « la fracture numérique n'est qu'un avatar secondaire de la fracture sociale ».

Pierre Le Hir

## Le gouvernement de Lionel Jospin a su accompagner le développement de la Toile

En quatre ans, le premier ministre a contribué à décupler le nombre d'internautes en France. Mais sans rattraper le retard sur les pays voisins

### Le Monde INTERACTIF

**EN LANÇANT**, dès janvier 1998, son « programme d'action gouvernementale pour l'entrée de la France dans la société de l'information » (Pagsi), Lionel Jospin plaçait Internet au rang des priorités de son mandat. Quatre ans et 9 milliards de francs investis plus tard, les chiffres plaident plutôt en faveur du premier ministre.

En termes d'équipement, le ministère de l'éducation nationale note que le taux d'écoles connectées à Internet est passé de 0,6 à 62 % entre 1997 et 2001, et tous les collèges et lycées sont aujourd'hui raccordés. Parallèlement, le nombre d'élèves par ordinateur est passé de 100 à 23 dans le primaire, de 26 à 14 dans les collèges et de 12 à 6 dans les lycées.

Sur le terrain de la démocratisation des nouvelles technologies, le gouvernement affirme avoir créé quelque 3 000 lieux publics d'accès à Internet sur l'ensemble du terri-

toire. Côté aide à l'innovation et à la création d'entreprise, le tandem Allègre-Strauss-Kahn a mis en place des moyens d'encourager la création d'entreprises innovantes. Les FCPI (fonds communs de placement pour l'innovation), lancés en 1997 par Dominique Strauss-Kahn, sont des produits d'épargne investis dans des sociétés high-tech, qui permettent à des particuliers d'investir dans des jeunes pousses en bénéficiant d'une déduction d'impôts de 25 % du montant de l'investissement et d'une exonération sur les plus-values. Ces FCPI ont dirigé, en quatre ans, près de 1,3 milliard d'euros vers les jeunes pousses.

L'Etat, en créant des fonds publics de promotion pour le capital-risque, a aussi directement aidé ces entreprises (137 millions d'euros en 1998, 150,5 millions d'euros en 2000 et, fin 2001, une rallonge de 90 millions d'euros). Par ailleurs, la loi sur l'innovation du 12 juillet 1999, portée par Claude Allègre, a donné aux chercheurs la possibilité de participer, comme associés ou

dirigeants, à une jeune pousse tout en bénéficiant d'un droit de retour, et ce pendant six ans.

Enfin, le succès d'audience du site service-public.fr, avec ses 11 000 visiteurs quotidiens, son millier de téléprocédures disponibles en ligne, clé de voûte des 4 500 sites publics aujourd'hui présents sur la Toile (contre 180 en 1996), s'inscrit dans la volonté du gouvernement de moderniser l'administration.

Une ombre persiste néanmoins sur ce bilan plutôt positif : même si le nombre d'internautes est passé, pendant les cinq ans de la cohabita-

tion, de 1,5 à 15,6 millions, les connexions à domicile stagnent à moins d'un foyer sur cinq, soit loin des Britanniques (un foyer sur trois) ou des Suédois (un sur deux), et plus de 60 % des Français déclarent encore ne s'être jamais connectés à Internet.

#### L'ENJEU DES CINQ ANS À VENIR

Isabelle Falque-Perrotin, présidente du Forum des droits sur Internet, note ainsi que, « tant qu'il s'est agi de développer l'usage des nouvelles technologies par des efforts d'équipement, les décisions

#### Faible confiance des électeurs

Selon un sondage CSA publié le 12 avril, avec 22 % d'opinion favorable, Lionel Jospin est le plus apte des candidats à développer les technologies de l'information et de la communication (TIC) en France. Loin devant Jacques Chirac, qui ne recueille que 11 % de taux de confiance. Cet avis négatif des Français illustre le faible écho que les candidats ont donné au thème du développement des TIC dans leur campagne. Pourtant, les électeurs attendaient mieux si l'on en croit les résultats d'un autre sondage de décembre 2001, également réalisé par l'Institut CSA, qui révélait que 53 % des Français souhaitaient que cette question occupe une place importante dans le débat présidentiel.

du gouvernement ont été relativement faciles à prendre : tout le monde était plus ou moins d'accord. » Aujourd'hui, alors qu'il faut engager, selon elle, des réformes de fond, de revoir des modes de fonctionnement, en particulier dans l'administration ou l'école, il est beaucoup plus difficile d'avancer vite. Ce qui fait dire à Jean-Noël Tronc, conseiller au sein du cabinet du premier ministre, que « l'enjeu des cinq ans à venir est celui de la déclinaison du développement numérique au plan local ».

Patrice Martin-Lalande, député RPR du Loir-et-Cher et coprésident, avec Patrick Bloche, du groupe d'étude de l'Assemblée nationale sur les nouvelles technologies, est plus sévère. Son premier reproche concerne le retard législatif. « Arlésienne de la législation socialiste, la loi sur la société de l'information a été annoncée il y a 3 ans et n'est toujours pas mise en discussion. Quant à la loi sur la signature électronique, si elle a été votée en mars 2000, l'absence de défi-

inition de prestataires de certification de signatures électroniques freine le développement du commerce et de l'administration en ligne. » Seconde critique : « Le gouvernement a été incapable d'accompagner la sortie du monopole de France-Télécom, freinant ainsi le développement d'Internet à haut débit et maintenant des coûts de connexion dissuasifs pour nombre de Français. » Et le député RPR de demander : « Pourquoi, au lieu de consacrer 15 milliards d'euros par an pour financer les 35 heures, le gouvernement ne les a-t-il pas investis massivement dans Internet afin que la France entre en tête dans la société de l'information. »

Mais le développement d'Internet en France et son apparition dans le champ politique, qui coïncide avec l'arrivée au pouvoir de Lionel Jospin, interdisent toute comparaison avec une action gouvernementale précédente.

Cécile Ducourtieux et Stéphane Mandard

Le Monde

LE GRAND DOSSIER  
avec **Courrier INTERNATIONAL**

# La France vue par l'étranger

Samedi 20 avril dans *Le Monde* daté dimanche 21 - lundi 22 avril

Thierry Vedel, chercheur au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof)

## « Le Web reproduit les rapports de forces »

Internet n'a pas eu d'influence décisive sur le cours de la campagne présidentielle

### Le Monde INTERACTIF

#### Internet a-t-il trouvé sa place dans la campagne ?

Cette campagne électorale est sans doute la première durant laquelle Internet est utilisé de façon significative, du moins en termes d'offre. En 1995, l'outil était encore balbutiant et les internautes trop peu nombreux pour intéresser les politiques ; la campagne pour les législatives de 1997 a été trop brève pour permettre aux candidats de construire des sites ; enfin, lors des municipales de 2001, les plafonds de dépenses électorales ont fortement limité le recours à l'Internet et moins de 1% des listes étaient présentes sur l'Internet.

Aujourd'hui, tous les candidats ont un site Web officiel, et des dizaines de sites fournissent des informations sur la campagne et l'élection. Toutefois, Internet reste un outil secondaire, sinon accessoire, dans les dispositifs de campagne. La publicité politique étant totalement interdite durant les trois mois précédant le scrutin et la communication militante tombant progressivement en désuétude, quasiment tous les

candidats centrent leurs stratégies de campagne sur les mass media traditionnels (dont ils ont appris, non sans douleur, à se servir de mieux en mieux).

Parce que ce sont eux qui donnent le ton et définissent l'agenda

#### « Les internautes se sont peu saisis d'Internet pour mener leur propre campagne »

de l'élection ; parce que la « force de frappe » de quelques minutes de télévision ou d'un entretien dans un grand quotidien n'a pas d'équivalent. Même les formes traditionnelles de campagne que les candidats continuent presque rituellement de pratiquer (meetings, déplacements en province, marchés, bains de foule, etc.) sont organisées en fonction de la logique des médias. Et, parado-

xalement, si l'on a beaucoup parlé d'une Net-campagne, c'est d'abord grâce aux reportages des vieux médias !

#### Comment jugez-vous l'utilisation qui est faite d'Internet par les candidats à la présidentielle ?

Les sites Web des candidats ne se ressemblent pas tous. Certains sites – comme celui d'Arlette Laguiller – s'apparentent à des brochures électroniques et se limitent à donner les grandes lignes du programme du candidat, à annoncer ses réunions publiques ou à reproduire ses discours. D'autres – comme ceux de Chirac, Jospin ou Madelin – sont plus sophistiqués et étoffés. Outre leur fonction documentaire, ils s'efforcent de mobiliser et d'impliquer les sympathisants dans la campagne en leur fournissant des argumentaires, des tracts en ligne, des messages à relayer par mail, ou en les orientant vers les comités de soutien locaux.

Certains candidats se sont attachés à décliner leur message en créant des rubriques ou des sites spécifiques pour certaines catégories (jeunes, femmes, policiers, enseignants). De façon surprenante, alors qu'ils se plaignent volon-

tiers du filtrage par les médias, les candidats n'ont que peu profité des potentialités d'Internet pour détailler leurs programmes.

Par rapport à d'autres pays, les candidats français utilisent essentiellement Internet comme un moyen de diffusion, une sorte de profession de foi numérique, et encore peu comme un outil de contact interpersonnel. Notre législation (notamment la loi Informatique et libertés) et notre culture politique limitent les envois ciblés et personnalisés de mails.

En sens inverse, les candidats ne se sont pas véritablement organisés pour répondre aux courriers électroniques qui leurs sont adressés ou recevoir des dons en ligne. Il me semble également qu'Internet n'a pas été pleinement utilisé pour optimiser le fonctionnement des appareils de campagne.

#### De nouvelles pratiques politiques ou militantes émergent-elles de l'usage d'Internet pendant cette campagne ?

A côté des sites officiels des candidats, plusieurs dizaines de sites ont couvert la campagne. Ils émanent des médias traditionnels, des portails ou des moteurs de recherche

qui ont organisé des « chats » ou des forums de discussion qui n'ont connu qu'un succès relatif.

D'autres sites ont été créés spécialement, notamment par des agences de communication ou des agences Web qui se sont servies de la campagne pour valoriser leur savoir-faire. Mais, à l'exception de quelques sites parodiques ou satiriques présentant un traitement décalé des candidats, les internautes se sont peu saisis d'Internet pour mener leur propre campagne.

Internet n'a pas pesé sur le déroulement de la campagne, même négativement (rumeurs, documents confidentiels, échange de blagues sur les candidats...). Aucune déclaration marquante ni aucun acte politique fort n'a été effectué sur la Toile par les candidats. Ainsi, Internet a reproduit les rapports de forces existants et n'a pas permis à des candidats nouveaux et/ou indépendants d'émerger. Le réseau n'a pas corrigé non plus les inégalités de ressources entre les candidats, et les « petits » ont toujours autant de mal à se faire connaître.

Propos recueillis par  
Stéphane Mandard

### DÉPÊCHES

■ **CLIMATOLOGIE** : les rivières et les zones humides des forêts pluviales d'Amazonie libèrent autant de dioxyde de carbone dans l'atmosphère que la végétation en absorbe, observent des chercheurs de l'université Washington de Seattle dans la revue *Nature*. Ils ont prélevé des échantillons d'eau dans une zone humide d'une surface équivalente à la moitié de l'Europe et mesuré les taux de gaz carbonique produits par la flore bactérienne, puis cartographié par satellite l'évolution des surfaces couvertes par les rivières et les marais en une année. La quantité de dioxyde de carbone relâché par l'ensemble des zones humides des forêts tropicales a ainsi été estimée à 500 millions de tonnes par an, le dixième des rejets industriels.

■ **Océanographie** : les mœurs et coutumes de l'huître seront présentées à Océanopolis (Brest) lors d'une exposition qui se tiendra jusqu'au 8 septembre 2002. Conçue par plusieurs instituts scientifiques, elle retrace de manière ludique la vie de ce mollusque de sa naissance à sa dégustation dans nos assiettes. L'apparition de cet invertébré hermaphrodite remonte à environ 250 millions d'années, et plus d'une trentaine d'espèces ont été répertoriées. Mais, à la suite de plusieurs épidémies, seules quelques-unes font aujourd'hui l'objet d'un élevage. Notamment l'huître creuse japonaise, plus de 90 % de la production mondiale. – (AFP)

## Les sites de la plupart des candidats font bonne figure

SI L'ÉLECTION présidentielle se jouait sur l'accessibilité des sites Internet des candidats, Noël Mamère serait en bonne position pour l'emporter. Son site arrive en effet en tête dans les deux classements récemment effectués par Witbe et Compuware, deux entreprises de prestations informatiques, mesurant les performances des vitrines sur le Web des prétendants à l'Élysée.

Noël Mamère et son site devant Arlette Laguiller et Robert Hue en termes d'accessibilité et de rapidité de ses pages. A noter que, pour Witbe, Lionel Jospin et Jacques Chirac arrivent en queue de peloton avec des sites plus lents à charger que la majorité de leurs rivaux. « Lionel Jospin et Jacques Chirac paient la richesse de leurs sites respectifs », analyse Eric Le Théhour, responsable de l'étude chez Witbe. Leurs sites ont aussi des pages d'accueil plus lourdes en code et en images, donc plus longues à charger pour l'internaute, et ils connaissent une fréquentation plus forte que celle des autres. » Afin d'améliorer les performances de son site, l'équipe Jospin a opté pour la technologie d'Akamai et son réseau mondial de serveurs relais, qui réduisent sensiblement les temps d'accès aux pages.

Malgré ces petites différences, les responsables des deux études notent que la qualité générale des sites des candidats est bonne. « Ces sites sont dans la moyenne, constate Olivier Coustere, directeur marke-

ting de Compuware. On y rencontre peu de problèmes, hormis quelques liens qui renvoient vers des messages d'erreur. De plus, nombre d'entre eux contiennent de la vidéo, des sons et des documents téléchargeables. » Le 2 avril, rapporte Compuware, 8 541 documents étaient disponibles au téléchargement sur le site de Jacques Chirac et 1 253 sur celui de François Bayrou.

#### DÉBATS VIRTUELS

En termes de fraîcheur des informations publiées, hormis pour Arlette Laguiller, les responsables Internet des candidats proposent régulièrement de nouveaux contenus. Meetings, déplacements en province ou réunions de travail donnent souvent lieu à des mises à jour. Des espaces « intranet », chez Jacques Chirac et Alain Madelin notamment, permettent aux militants de se coordonner dans un espace virtuel réservé. Sur le site de Lionel Jospin, les meetings sont retransmis en direct. Chez Jean-Marie Le Pen, ce sont près d'une quarantaine de documents audio qui sont accessibles.

Les forums de discussion sont présents sur la quasi-totalité des sites. Sur celui de Lionel Jospin, les porte-parole thématiques du candidat participent à ces débats virtuels. Les équipes de campagne misent sur l'interactivité et la richesse des contenus pour séduire. Pas sur la technologie.

Guillaume Fraissard

## Le vote électronique à l'essai

### Une expérience est menée en Aquitaine

A MÉRIGNAC, commune de 62 000 habitants de l'agglomération bordelaise, les électeurs du 3<sup>e</sup> bureau du centre de vote Jules-Ferry seront invités à exprimer leurs suffrages par voie électronique lors des deux tours de l'élection présidentielle. Dans l'isolement, pas d'enveloppe à remplir, mais un automate baptisé « kiosque de vote ». En lieu et place des bulletins des 16 candidats, une liste affichée sur un écran tactile, qui indique la marche à suivre. Un ordinateur connecté au kiosque et situé à distance du bureau de vote fait office d'urne.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « e-poll », porté par la direction des technologies de la société de l'information (IST) de la Commission européenne et fait appel au volontariat des citoyens. Il s'agit de tester la fiabilité et la sécurité du système développé par Siemens et France Télécom et d'évaluer la sensibilité des utilisateurs à cette innovation.

Pour l'heure, et en dépit d'une autorisation exceptionnelle de la CNIL, le code électoral ne reconnaît

aucun statut légal au vote électronique. Les électeurs-cobayes seront donc tenus de glisser en parallèle les traditionnels bulletins en papier dans une urne bien réelle. Deux semaines avant la date du scrutin, une centaine d'électeurs, sur les 720 concernés, avaient fait enregistrer en mairie leurs empreintes digitales dans la mémoire d'une carte à puce personnalisée. C'est en effet la solution retenue pour contrôler l'identité des votants et la confronter aux listes des registres électoraux.

D'Avellino, en Italie, à Liverpool, en Angleterre, les expériences de vote électronique se multiplient. Mais la commune de Vandœuvre-lès-Nancy a ainsi reçu, le 11 avril, un avis défavorable de la CNIL sur son système de vote à distance sur Internet, qu'elle entendait tester pour l'élection présidentielle. Elle proposera en revanche un système identique à celui de Mérignac aux 730 électeurs d'un de ses bureaux de vote, lors des élections législatives.

François Lassagle

# RMC : ÇA DEVIENT SPORTIF +23%\*

Grâce à son nouveau format résolution thématique \* INFO, TALK, SPORT \*, RMC réalise une progression annuelle record : + 23% !

En un an, RMC a réussi son ancrage parisien avec près de 200 000 auditeurs chaque jour (+ 216%), a séduit les CSP+ (+ 27%\*) et les 25-34 ans (+ 207%\*).

Et ce n'est pas fini : RMC est la radio officielle des 17 Grands Prix de F1 et celle du tout prochain Mondial de foot.

RMC va encore améliorer ses scores !

# RMC 103.1 PARIS

## INFO TALK SPORT

RMC REGIE 01 56 97 28 88 - Toutes nos fréquences sur [www.rmcfm.fr](http://www.rmcfm.fr) et au 0692 682 628 (0,34 € / min)

# En répétition face à la Russie, les Bleus n'ont pas trouvé la faille

**Football** • Pour son avant-dernier match de préparation avant son départ pour la Coupe du monde, l'équipe de France a dû se contenter d'un match nul face à une Russie très accrocheuse (0-0). Roger Lemerre a pu tester quelques candidats à la sélection, notamment Nicolas Anelka

**LE SÉLECTIONNEUR** national Roger Lemerre affichait une bonne humeur à la fois rare et rassurante, mercredi 17 avril, au terme de la rencontre qui a opposé son équipe à la Russie au Stade de France. L'entraîneur des Bleus paraissait avoir vécu la soirée qu'il attendait. « Il y avait le pain, mais pas le sel. J'aurais aimé voir des buts », commentait-il, tel un simple spectateur. À une trentaine de jours du départ de la liste des 23 joueurs retenus pour la Coupe du monde et à six semaines du match inaugural que la France disputera face au Sénégal, le 31 mai à Séoul, le successeur d'Aimé Jacquet semblait surtout s'amuser des supputations de chacun quant aux choix qu'il va être amené à faire. Cette rencontre face à la Russie lui a-t-elle permis de lever ses derniers doutes ? « Il y a des comportements intéressants, ce groupe vit sa vie, et si d'aventure on veut aller jusqu'en finale, c'est important », a-t-il érudé avec un sourire.

L'homme se veut serein. S'il entretient le mystère, il n'en demeure pas moins qu'il a déjà plus qu'une vague idée sur l'identité des élus qui prendront place dans le vol AF 292 d'Air France à destination de Séoul, le 19 mai. Seules planent encore quelques incertitudes concernant des postes de remplaçants, comme celui du troisième gardien de but, d'un attaquant de pointe et d'un milieu de terrain. Roger Lemerre comptait dès lors sur les deux dernières rencontres de préparation qui restaient à dispu-



Zinedine Zidane tente de déborder Alexandre Smertine (à gauche) et Valéri Karpine (au centre). Face à une défense russe très resserrée, le meneur de jeu de l'équipe de France a souvent connu des difficultés, mercredi 17 avril.

ter sur le sol français, face à la Russie mercredi soir et contre la Belgique le 18 mai, pour remédier aux insomnies qu'il avait évoquées, avec sans doute une pointe d'ironie, en début de semaine à Clairefontaine (Yvelines) : « Je suis inquiet, je me surprends la nuit à faire des choix sur les gardiens. »

## « UN ADVERSAIRE SOLIDE »

Pourra-t-il, après le match contre la Russie, dormir du sommeil du juste ? Difficile à savoir. Qu'a-t-il bien pu retirer de cette confrontation ? D'abord un résultat « un peu frustrant ». Mais l'adversaire, qualifié pour le Mondial, où il affrontera

au premier tour le Japon, la Belgique et la Tunisie, avait du répondant, bien davantage que les derniers sparring-partners proposés aux Bleus.

On peut regretter que les champions du monde et d'Europe ne se soient pas davantage frottés à cette catégorie d'opposants. « C'est bien d'affronter un adversaire solide, car, en Coupe du monde, il y aura des matches serrés comme celui-ci, où il faudra s'arracher, concédait Bixente Lizarazu. Il ne faut pas s'habituer à gagner les matches 5-0 à chaque fois, sinon tout le monde va finir par croire que le football est trop facile. »

Les Russes auront donc eu le

mérite de replonger les joueurs français dans la réalité. Celle d'un match musclé, qui n'eût d'amical que l'intitulé. Pour preuve, chose rare dans ces matches sans enjeu, les trois cartons jaunes sortis par l'arbitre anglais. « Pour un match amical, il y avait pas mal d'agressivité et des duels extrêmement engagés », reconnaissait Bixente Lizarazu. L'un d'eux, opposant le défenseur basque au Russe Valéri Karpine, dégénéra d'ailleurs. Une longue échauffourée s'ensuivit, qui vit notamment Zinedine Zidane s'énerver. Un geste révélateur de l'agacement des Français, souvent pris au piège du pressing russe et las de

buter sur une solide défense et un talentueux gardien, Rouслан Nigmatouline. Les Russes se procurèrent quelques occasions, ce qui fit dire à Patrick Vieira que, finalement, « l'important, c'est que l'on n'a pas perdu ».

## ATTAQUE MUETTE

L'attaque française est restée muette. La chose n'était plus arrivée au Stade de France depuis trois ans. C'est sans doute là un second enseignement pour Roger Lemerre. Nicolas Anelka n'a pas marqué, si ce n'est un but refusé pour un hors-jeu imaginaire (32'). En concurrence avec Steve Marlet pour la place de quatrième attaquant aux côtés de Thierry Henry, David Trezeguet et Sylvain Wiltord, le champion d'Europe devait convaincre. « Le talent est là, et il l'a montré à deux ou trois occasions », a estimé Roger Lemerre.

À la sortie de l'attaquant de Liverpool, à dix minutes de la fin, le public du Stade de France se partageait entre sifflets et applaudissements. L'ancien Parisien n'a pas démerité, multipliant les efforts, notamment défensivement, mais n'a pas semblé trouver sa place, oscillant entre l'aile et l'axe. Plus préoccupant : son entente avec Thierry Henry n'a pas été convaincante. Steve Marlet, entré à l'heure de jeu, n'a pour sa part eu que peu d'occasions de se mettre en évidence. Mais face à l'Ecosse, il y a trois semaines, il avait su saisir sa chance, inscrivant même un but. Concer-

nant Johan Micoud et Alain Boghossian, deux sursitaires rentrés en jeu en fin de partie, Roger Lemerre ne s'est pas montré plus prolifique.

L'entraîneur tricolore ne se livrait finalement qu'à une seule confidence : « En ce qui concerne la Russie, j'espère qu'on ne la rencontrera pas en quart de finale au Mondial. »

Etienne Labrunie

## FRANCE-RUSSIE 0-0

Match amical

Stade de France ; 80 000 spectateurs ; temps doux ; bon terrain  
Arbitre : M. Riley (GBR)

## AVERTISSEMENT

FRANCE : Candela (84').

RUSSIE : Karpine (72'), Nikiforov (86').

## LES ÉQUIPES

### FRANCE

(sélectionneur : R. Lemerre)  
Barthez • Thuram, Desailly (cap.), Leboeuf (Christanval, 46'), Lizarazu (Candela, 78') • Vieira, Petit (Boghossian, 62') • Djorkaeff (Marlet, 62'), Zidane, Henry • Anelka (Micoud, 82').

### ÉCOSSE

(sélectionneur : O. Romantsev)  
Nigmatouline • Daev, Onopko (cap.), Nikiforov, Sennikov • Smertine - Karpine, Titov, Mostovoi, Ismailov • Bestchastnykh (Sychev, 66').

## L'Argentine s'impose en Allemagne

Résultats des autres rencontres de préparation pour la Coupe du monde disputées

mercredi 17 avril :	
Japon-Costa Rica	1-1
Pologne-Roumanie	1-2
Croatie-Bosnie	2-0
Norvège-Suède	0-0
Danemark-Israël	3-1
Turquie-Chili	2-0
Belgique-Slovaquie	1-1
Slovénie-Tunisie	1-0
Eire - Etats-Unis	2-1
Autriche-Cameroun	0-0
Allemagne-Argentine	0-1
Italie-Uruguay	1-1
Angleterre-Paraguay	4-0
Ecosse-Nigeria	1-2
Irlande du Nord-Espagne	0-5
Afrique du Sud-Equateur	0-0
Portugal-Brésil	1-1
Mexique-Bulgarie	1-0

## Zinedine Zidane en contrat avec Orange pour 3 millions d'euros

**LA GUERRE DU TÉLÉPHONE** mobile a commencé autour de l'équipe de France de football. La scène se déroule au début du mois de février, au centre d'entraînement de Clairefontaine (Yvelines), où les Bleus ont été réunis en vue d'affronter la Roumanie en match amical. Une séance photo a été organisée pour les différents sponsors de l'équipe de France, SFR est de ceux-là. L'agence de publicité chargée de réaliser la campagne donne alors un téléphone portable à chaque joueur et demande aux uns et aux autres de mimer des conversations téléphoniques sous l'œil du photographe. Les champions du monde et les membres de l'encadrement s'exécutent de bon cœur. Tous, sauf un : Zinedine Zidane. Rien à faire, le numéro 10 des Bleus refuse de se prêter au jeu.

Sur le cliché finalement retenu par SFR, on le voit sourire de manière embarrassée au milieu de ses coéquipiers, tous très occupés à manipuler leurs appareils. L'explication est simple : Zinedine Zidane négociait, à l'époque, un con-

trat individuel avec un autre opérateur de téléphonie mobile, Orange. Impossible, dans son esprit, de prêter son image à deux marques concurrentes, quand bien même l'une d'entre elles est un partenaire officiel de l'équipe de France. Absent ce jour-là pour cause de blessure, Bixente Lizarazu se serait probablement trouvé dans la même situation, puisqu'il était, lui, en pourparlers avec Bouygues Télécom.

## NÉGOCIATION POUR LE SITE INTERNET

Orange n'a pas encore lancé sa campagne avec Zinedine Zidane, mais la filiale de France Télécom devrait le faire avant le départ des Bleus pour l'Asie, le 19 mai. Le contrat est à la mesure du talent du joueur : énorme. D'une durée de trois ans, il devrait lui permettre d'empocher 3 millions d'euros.

En échange, « Zizou » va prendre part à une campagne publicitaire et devrait donner son nom à des produits ciblés, de type coffrets. Les négociations ont été menées en un temps

record – seulement trois semaines – par les deux frères de Zinedine Zidane et par le géant de marketing sportif Sportfive (issu de la fusion du groupe Jean-Claude Darmon, de Sport+ et d'UFA Sports). Les tractations ne sont toutefois pas encore totalement terminées. Le site Internet de Zinedine Zidane pourrait également faire partie du partenariat. Exploité par CanalNumedia, une filiale de Canal+, il est l'un des rares sites de joueurs français, avec celui de Nicolas Anelka, à dégager des bénéfices. Or CanalNumedia est sur le point de mettre la clef sous la porte, dans le cadre d'un plan d'économie prévu par Vivendi Universal.

France Télécom, à qui appartient Orange, et sa filiale Wanadoo aimeraient bien récupérer le site du meneur de jeu des Bleus. Mais Vivendi entend le conserver dans son giron. On ne se débarrasse pas comme cela d'un produit portant le nom de Zinedine Zidane.

Frédéric Potet

## Joseph Blatter lâché par un de ses proches

Le secrétaire général de la Fédération internationale de football (FIFA), le Suisse Michel Zen-Ruffinen, prend ses distances avec son compatriote Joseph Blatter, le président de la FIFA, candidat à un nouveau mandat, dont il était considéré comme un proche. Dans le quotidien suisse *Le Temps* du 18 avril, il dénonce « le système Blatter » et la décision de celui-ci de suspendre les travaux de la commission d'audit financier. Depuis que Joseph Blatter est président de la FIFA, « il y a toujours eu des problèmes de pouvoir et de délégations de compétences, affirme Michel Zen-Ruffinen. Quoiqu'il arrive je refuse d'être emporté par la vague d'un scandale potentiel auquel je n'ai pas participé. » L'élection du président de la FIFA doit avoir lieu mercredi 29 mai à Séoul.

## OM : Robert Louis-Dreyfus entendu par la police judiciaire de Marseille

**LE RESPONSABLE** du secteur sportif de l'Olympique de Marseille, Bernard Tapie, lance la contre-offensive. « Outré » par les déclarations du directeur général du club, Etienne Ceccaldi, qui a dénoncé la tutelle du milieu sur l'OM, il le somme, affirme-t-il au *Monde*, d'apporter « la preuve de ce qu'il dénonce ou alors de partir ».

Le conflit « larvé » qui oppose les deux hommes intervient dans un contexte judiciaire chargé. Robert Louis-Dreyfus, le président de l'OM, a été entendu, mercredi 17 avril, par le SRPJ de Marseille, dans le cadre d'une enquête préliminaire ordonnée le 23 mars par le parquet, qui fait suite aux affirmations d'Etienne Ceccaldi.

Les policiers ont également procédé à une perquisition au siège du club. Ils ont saisi, mardi 16, cinq dossiers litigieux de transferts de joueurs, dont celui de Jérôme Leroy, réalisé par l'agent Jean-Luc Baresi, impliqué par ailleurs dans une affaire de racket. Enfin, le joueur Abdoulaye Meïté, dont

l'agent est également Jean-Luc Baresi, a été entendu par le SRPJ, mercredi 17.

Le grand ménage a commencé. « Etait-il normal que ce Baresi voyage dans les avions de l'OM, qu'il ait déjeuné régulièrement avec Tapie », s'interroge-t-on à la direction du club. L'ex-ministre de la ville a déjà ouvert le parapluie. Dans une note confidentielle adressée à son président, Robert Louis-Dreyfus, le 9 avril, le bras droit de Bernard Tapie à l'OM, Marc Fratani, détaille les transferts litigieux sur lesquels se penche aujourd'hui la police judiciaire.

Les ventes et prêts de onze joueurs, opérés durant le mercato d'hiver, y sont relatés. Avec, par exemple, dans le cas du défenseur camerounais Salomon Olembe, cette annotation édifiante : « Incapable de dire comment ce prêt est devenu un achat ferme avec commission. » Conclusion de ce courrier : « Ceci constitue les accords formulés par Bernard Tapie. Ni lui ni moi n'ayant assisté aux conclusions con-

tractuelles, nous sommes incapables de vous en dire plus. » Le patron du secteur sportif de l'OM refuse donc de porter le chapeau.

Dans une autre note interne, il a dressé le bilan des transferts opérés durant la saison 2001-2002. Quinze joueurs ont été vendus, pour 30 millions d'euros au total, tandis que douze footballeurs ont été acquis, pour 51 millions d'euros. Le solde négatif proviendrait de l'achat de trois joueurs au Standard de Liège, un club appartenant lui aussi Robert Louis-Dreyfus. Voilà qui pourrait intéresser la justice, qui se penche sur la curieuse gestion de l'OM.

## « GOGOLS » ET « SOUS-CON »

« Il aura fallu qu'un magistrat [Etienne Ceccaldi] arrive à la tête de l'OM pour que son président soit entendu par la police, déclare Bernard Tapie. L'OM est surveillé constamment par les policiers ou la justice depuis quatre ans. Si la mafia était vraiment présente au club, ils en feraient partie ! C'est prendre les

représentants du droit pour des gogols. Etienne Ceccaldi s'est mis dans une seringue. Ou il prouve ce qu'il dit, ou alors il devra partir, et ce sera le principe de l'arroseur arrosé. La justice n'aime pas qu'on l'instrumentalise. C'est ridicule de dire que le milieu est au sein du club. Il faut être un sous-con pour le croire. »

Bernard Tapie s'attend à être convoqué par les policiers. D'autres joueurs, tels Pascal Nouma et Cyril Chapuis, devraient également être entendus rapidement.

« J'espère bien que l'on me donnera l'occasion de confirmer que je n'ai assisté à aucune négociation de transfert, assure Bernard Tapie, qui devrait quitter ses fonctions à l'OM à la fin de la saison pour se consacrer à sa carrière de comédien. La situation sportive de ce club est un gâchis, malgré nos belles victoires, et j'en suis en partie responsable. Je n'ai pas consacré assez de temps à l'OM. »

Gérard Davet

## DÉPÊCHES

■ **BASKET** : Nancy a remporté la dernière édition de la coupe Korac contre le club russe de Voda, mercredi 17 avril à Rostov-sur-le-Don (Russie). La défaite encaissée par les Lorrains au match retour (74-95) n'a pas suffi à entamer l'avance de vingt-six points acquise au match aller (98-72). Le SLUC Nancy est la troisième équipe française de basket à remporter une coupe d'Europe après Limoge et Pau-Orthez.

■ **CYCLISME** : la Flèche Wallonne, disputée entre Charleroi et Huy mercredi 17 avril, dans les Ardennes belges, a été gagnée par le coureur flamand Mario Aerts (27 ans). Le coureur de l'équipe belge Lotto succède au palmarès à son coéquipier Rick Verbrugghe. Au sommet du « mur » de Huy, où était jugée l'arrivée, Mario Aerts a devancé le Vénézuélien Unai Etxebarria (Euskaltel) et l'Italien Michele Bartoli (Fassa Bartolo). Ex-vététiste – il a été champion de Belgique en descente et en cross-country –, passé professionnel sur route en 1996, Mario Aerts avait terminé troisième de la Flèche Wallonne en 1999.

■ **TENNIS** : le Français Sébastien Grosjean s'est qualifié pour les huitièmes de finale du tournoi de Monte Carlo en battant en deux sets le Slovaque Dominik Hrbaty (6-3, 7-6), mercredi 17 avril. En revanche, le jeune Richard Gasquet n'a pas résisté au Russe Marat Safin (6-4, 6-1). Défaites également pour Nicolas Coutelot, éliminé par le Tchèque Jiri Novak, prochain adversaire de Sébastien Grosjean, (2-6, 6-2, 6-3) et Mickaël Llodra, battu par l'Espagnol Albert Costa (6-4, 6-1).

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 31 effectués mercredi 17 avril. Premier tirage : 7, 11, 15, 27, 31, 44 ; complémentaire : 28. 6 numéros : 224 877 € ; 5 numéros et complémentaire : 11 635,70 € ; 5 numéros : 436,10 € ; 4 numéros et complémentaire : 28 € ; 4 numéros : 14 € ; 3 numéros et complémentaire : 3,40 € ; 3 numéros : 1,70 €. Second tirage : 6, 15, 24, 26, 27, 33 ; complémentaire : 23. 6 numéros : 481 641 € ; 5 numéros et complémentaire : 11 635,70 € ; 5 numéros : 531,90 € ; 4 numéros et complémentaire : 32,80 € ; 4 numéros : 16,40 € ; 3 numéros et complémentaire : 4,00 € ; 3 numéros : 2 €.



Réservation via Internet : [www.goodjet.com](http://www.goodjet.com) ou par notre call-center \*: 0820 39 32 21, ouvert de 08h30-18h30 en semaine. \*7 en suppl. en frais de réservation

## La Suède non-stop à partir de 10 €

Paris-Göteborg  
Nice-Göteborg  
Paris-Stockholm  
Paris-Oslo  
Paris-Copenhague via Malmö  
Nice-Copenhague via Malmö

tous les jours à partir de 25 avril  
4 fois/semaine du 25 avril au 13 juin tous les jours à partir de 14 juin  
tous les jours à partir de 15 juin  
tous les jours à partir de 15 juin  
tous les jours à partir de 14 juin  
tous les jours à partir de 14 juin

Bienvenue à bord !

Paris - Göteborg/Göteborg - Paris aller simple valable du 25 avril au 31 mai (+ 10 € de taxes)

GOODjet.com

# AUJOURD'HUI

## Encore des averses au Nord-Est

**VENDREDI 19 AVRIL**  
 Lever du soleil à Paris : 6 h 54  
 Coucher du soleil à Paris : 20 h 46

La dépression sur le nord de l'Allemagne génère une limite instable, accompagnée d'averses sur le Nord-Est. Le reste du pays commence à sentir les effets bénéfiques de la dorsale anticyclonique qui s'étend des Açores aux pays scandinaves. Cet anticyclone va protéger le pays pendant plusieurs jours.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** Du Calvados à l'Anjou, le ciel est partagé entre nuages et éclaircies. De la Bretagne à la Vendée, gagnant le Cotentin en fin de journée, les nuages vont peu à peu prendre le dessus mais sans caractère menaçant. Il fait de 12 à 15 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel ardennais, parfois menaçant, offre quelques averses. Celles-ci sont plus rares des Flandres à l'est de l'Ile-de-France, inexistantes de la Haute-Normandie à la Touraine sous les éclaircies. Il fait de 12 à 15 degrés.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Des averses touchent ces régions, surtout près de la frontière allemande où elles peuvent avoir un caractère orageux. Dans l'après-midi, les éclaircies s'élargissent de la Champagne à l'ouest de la Bourgogne. Il fait de 10 à 15 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Le ciel ensoleillé dans le Sud-Ouest s'orne de nuages inoffensifs en Poitou-Charentes. Il fait de 15 à 18 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Le soleil l'emporte nettement du sud de l'Auvergne au Dauphiné. Plus au nord, quelques nuages, avec éventuellement une averse sur la Savoie. Il fait de 13 à 17 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Beaucoup de soleil et des petits nuages de beau temps sur le relief. Vent d'ouest sur les côtes. Il fait de 18 à 20 degrés.

**19 AVR. 2002 PRÉVISIONS**  
 Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

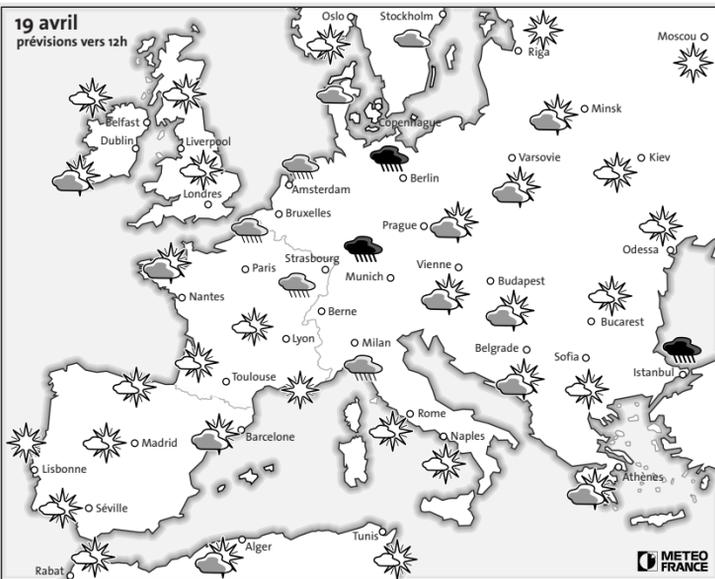
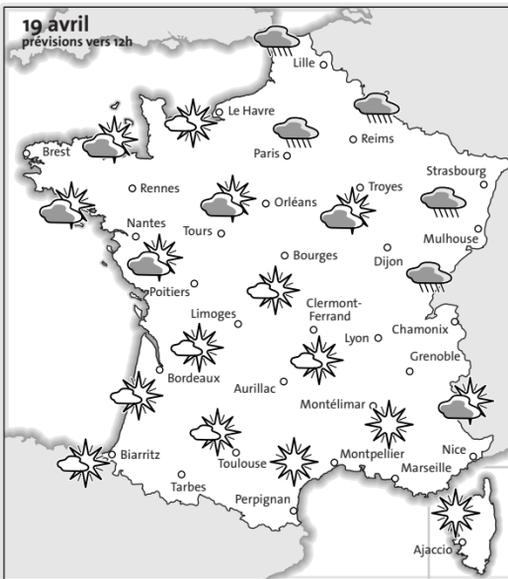
FRANCE MÉTROPOLE			
Madrid	3/20 S		
Ajaccio	6/19 S	Milan	7/17 P
Biarritz	7/16 S	Moscou	0/14 S
Bordeaux	5/18 S	Munich	4/7 P
Bourges	4/14 N	Naples	10/19 S
Brest	5/13 N	Oslo	2/12 S
Caen	5/14 S	Palma de M.	11/18 S
Cherbourg	4/13 S	Prague	4/15 N
Clermont-F.	2/15 S	Rome	8/18 S
Dijon	2/13 P	Séville	9/26 S
Grenoble	4/16 S	Sofia	7/13 S
Lille	4/13 P	St-Petersb.	0/12 S
Limoges	4/14 S	Stockholm	0/11 C
Lyon	6/16 S	Ténérife	17/20 S
Marseille	10/20 S	Varsovie	5/16 N
Nancy	3/10 P	Venise	10/18 N
Nantes	6/14 N	Vienne	7/17 N
Nice	9/17 S		

AMÉRIQUES		
Brasilia	18/28 S	
Buenos Aires	10/22 S	
Caracas	26/30 C	
Chicago	5/21 P	
Lima	19/25 P	
Los Angeles	11/17 S	
Mexico	9/29 S	
Montréal	9/23 S	
New York	19/28 S	
San Francisco	11/17 S	
Santiago Ch.	6/21 S	
Toronto	8/16 P	
Washington	19/31 P	

AFRIQUE		
Alger	7/20 N	
Dakar	19/23 S	
Kinshasa	22/28 P	
Le Caire	16/24 S	
Nairobi	17/26 P	
Pretoria	11/27 S	
Rabat	13/21 S	
Tunis	10/21 S	

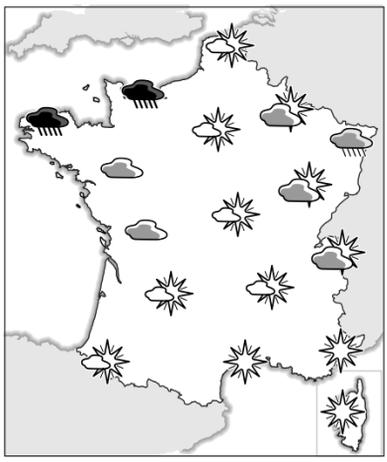
ASIE-Océanie		
Bangkok	28/31 P	
Beyrouth	16/19 S	
Bombay	28/36 S	
Djakarta	24/30 P	
Dubaï	23/35 S	
Hanoï	22/25 S	
Hongkong	22/26 S	
Jérusalem	9/16 P	
New Delhi	24/41 S	
Pékin	14/24 S	
Séoul	7/17 S	
Singapour	26/34 P	
Sydney	17/25 S	
Tokyo	12/16 C	

FRANCE OUTRE-MER  
 Cayenne 23/28 P  
 Fort-de-Fr. 27/30 S  
 Nouméa 24/27 P  
 Papeete 26/32 S  
 Pointe-à-P. 23/29 P  
 St Denis Réu. 22/28 P



**19 avril prévisions vers 12h**

- Soleil
- Peu nuageux
- Couvert
- Brèves éclaircies
- Averses
- Pluie
- Orage
- Neige
- Brouillard
- Vent fort



PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL

**41 € ttc aller simple**

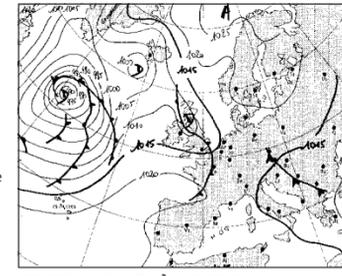
**NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU**

Familles, Couples, Jeunes et Seniors

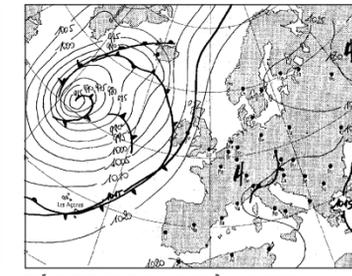
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

**AIR FRANCE**

**Samedi 20 avril**  
 Beaucoup de nuages en Bretagne, Basse-Normandie, Pays de Loire et Poitou-Charentes. Ciel variable de l'Alsace à la Savoie, avec un risque d'averse. Ailleurs, le temps est sec et assez bien ensoleillé. Températures en légère hausse.



SITUATION LE 18 AVRIL À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 20 AVRIL À 0 HEURE TU

## La collection naïve d'un musée provençal

et de grandes collections, l'art naïf n'a jamais cessé de plaire. La vente de la collection d'un musée des Alpes-Maritimes, le château de Gourdon, qui aura lieu à l'espace Tajan, le 24 avril, offre un véritable panorama de la peinture naïve ancienne et actuelle.

**UNE CENTAINE D'ARTISTES**  
 Surnommé le « Don Quichotte de la peinture », le Douanier Rousseau reste le père incontesté du

### Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES**
- **Rezé-les-Nantes (Loire-Atlantique)**, jusqu'au dimanche 21 avril ; tél. : 02-40-79-39-76.
  - **Marnac-sur-Seudre (Charente-Maritime)**, samedi 20 et dimanche 21 avril ; tél. : 05-46-22-61-88.
  - **Dreux (Eure-et-Loir)**, samedi 20 et dimanche 21 avril ; tél. : 02-37-25-70-70.
  - **Bordeaux-Quinconces**

mouvement. Son portrait de gardien de la paix, *Frumence Biche en civil* (70 000- 75 000 €), illustre sa conception du genre : en buste et sans décor comme une simple photo d'identité, il doit être fidèle à son modèle. Certains lui reprochent un aspect hiératique que d'autres apprécient. Comme le souligne une des spécialistes de son œuvre, Dora Vallier, « les *maladresses de Rousseau s'élèvent au rang d'un style* ».

Pépiniériste en l'Indre-et-Loire,

André Beauchamp (1873-1958) est à l'écoute d'une nature idéalisée, peuplée de personnages tantôt rustiques, tantôt échappés du passé (Grecs, Romains, êtres moyen-âgeux). Il a la particularité de commencer ses tableaux par le bas, expliquant : « Une plante ne vit que par sa racine. Si elle est solide, votre tableau sera réussi, sinon il ne vivra pas. » Dans *La Promenade en forêt*, il serait, d'après sa petite-nièce, représenté de face avec une canne

et un chapeau (5 000 - 5 500 €).  
 Séraphine Louis, dite Séraphine de Senlis (1864-1942), est un peintre mystique créant dans une sorte de transe d'énormes bouquets de fleurs. Découverte à Senlis par Wilhem Uhde (marchand d'art et premier biographe de Rousseau) alors qu'elle était sa femme de ménage, elle perd la raison lors de la crise économique des années 1930, déçue de ne pas connaître la gloire promise par son mentor.

Ses fleurs aux couleurs étonnantes et aux formes imprévues semblent jaillir de ses tableaux (3 000 - 3 500 €).

Autre grand naïf, Camille Bombois (1883-1970) est inspiré par la campagne, le cirque et un certain type féminin, tout en courbes et en rondeurs, que l'on retrouve dans *La Clownesse* (20 000 - 25 000 €) et *Jeune Paysanne au bouquet de coquelicots* (12 000 - 15 000 €).

Dans le sillage de ces précurseurs, le mouvement naïf s'est perpétué jusqu'à aujourd'hui. La collection présentée à la vente comprend les œuvres d'une centaine d'artistes, certains contemporains, dont les moins chères sont accessibles à partir de 200 - 300 €.

Catherine Bedel

★ Mercredi 24 avril, Espace Tajan (37, rue des Mathurins, 75008 Paris), exposition sur place du 20 au 23 avril, de 9 heures à 19 heures. Etude Tajan ; tél. : 01-53-30-30-30. Expert : Marie-Aline Prat ; tél. : 01-43-26-52-17.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 094

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTELEMENT

I. Aura du mal à suivre. - II. Un peu d'avance sur le paiement. Indicateur de qualité. - III. On s'expose en y entrant. Polies comme des têtes. - IV. Sorti sur la table - V. Vieux combattant à Troie. Son coup est protecteur. - VI. Pour la garder, il faut s'en servir. Un bac qui permet de se mettre au travail. - VII. Le temps des amours. Aide dans nos dépenses.

Personnel. - VIII. Firent les innocents. Ciel des poètes. - IX. Note. Bloque la succession. - X. Informations premières. Dégagent les sommets.

### VERTICALEMENT

1. N'est souvent qu'un problème d'interprétation. - 2. Fortement chargée. Plus ou moins chargé. - 3. Au bord de l'eau. - 4. Sollicités en fin de semaine et

dans les semaines à venir. - 5. Dramatique pour les Nippons. Patron en région. Prend des forces. - 6. Quitte le pouvoir et s'installe à Capri. Bien propre. - 7. Allure. Il y a danger à tomber dans ce panneau. - 8. Bout de toile. Bout de fruit. - 9. Un cran dans la ceinture. Bloqua. - 10. Mettre en couche. Souvent drôle quand on le rencontre. - 11. Protecteur des espèces. Change de place. - 12. Pour préparer les herbes de son choix.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 093

### Horizontalement

I. Paperasserie. - II. Ecologie. Eon. - III. Rutilante. DG. - IV. Siège. Gercer. - V. It. Le. GR. - VI. Fer-blanc. Ami. - VII. Electriques. - VIII. Ecrème. If. Us. - IX. Ui. Aéra. Clé. - X. Reconstituée.

### Verticalement

1. Persifleur. - 2. Acuité. Cie. - 3. Pote. RER. - 4. Eligible. - 5. Rôle. Léman. - 6. Aga. Lacées. - 7. Singent. Rt. - 8. Sète. Criai. - 9. Erg. If. - 10. Ré. Crac. Cu. - 11. Iode. Meule. - 12. Engraissée.

## L'ART EN QUESTION

N° 270

En collaboration avec la



## Terre de toutes les aventures



Statuette, Bactriane, Afghanistan. Age du bronze, 2000-1900 avant J.-C. Chlorite et calcite, 14,5 x 8,5 x 4 cm. Collection particulière. Actuellement au Musée des arts asiatiques - Guimet, à Paris, pour l'exposition « Afghanistan, une histoire millénaire », jusqu'au 27 mai.

fiction est encore inconnue aujourd'hui.

En quelle année le régime des talibans a-t-il décrété la destruction des gigantesques statues des bouddhas de Bamiyan :

- En 1998 ?
- En 2000 ?
- En 2001 ?

Réponse dans *Le Monde* du 26 avril.

### Réponse du jeu n° 269 paru dans *Le Monde* du 12 avril.

M<sup>me</sup> de Pompadour fut à l'initiative du transport à Sèvres, en 1756, de la manufacture de porcelaine de Vincennes, qui devint manufacture royale en 1759.

## DISPARITION

■ **RAMIRO DE LEON CARPIO**, président du Guatemala de 1993 à 1996, est mort mardi 16 avril à l'âge de 60 ans, alors qu'il séjournait à Miami (Etats-Unis). Né en 1942 à Guatemala, avocat de formation, député et défenseur des droits de l'homme, Ramiro de Leon Carpio avait été élu président de la République par le Congrès le 5 juin 1993 pour terminer le mandat de Jorge Serrano, destitué après une tentative de « coup d'Etat civil ». A l'issue des deux tours du scrutin présidentiel, Ramiro de Leon Carpio avait remis le pouvoir à Alvaro Arzu le 14 janvier 1996.

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 17 avril est publié :

● **Site classé** : un décret portant classement du site formé par le lac de Longemer et sa vallée, sur le territoire de la commune de Xonrupt-Longemer (Vosges).

## NOMINATION

**Pierre-Antoine Berniard**, ambassadeur à la Jamaïque, a été nommé ambassadeur aux Bahamas en résidence à Kingston, en remplacement de François-Xavier Deniau, par décret paru au Journal officiel du 13 avril.

## DOCUMENTS OFFICIELS

L'Assemblée nationale publie le rapport de la mission d'information commune sur les obstacles au contrôle et à la répression de la délinquance financière et du blanchiment des capitaux en Europe. [www.assemblee-nationale.fr/dossiers/blanchiment.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/dossiers/blanchiment.asp)  
Légifrance publie le projet de loi relatif à la modernisation de la sécurité civile. [www.legifrance.org/html/actualite/actualite\\_legislative/prepa/pl\\_secuciv.htm](http://www.legifrance.org/html/actualite/actualite_legislative/prepa/pl_secuciv.htm)

## Tous les jours

## dans le

## « Carnet du Monde »

## NAISSANCES,

## ANNIV. DE NAISS.,

## MARIAGES,

## FIANÇAILLES, PACS

## FORFAIT 10 LIGNES

120 € - 787,15 F TTC

La ligne suppl. : 12 € - 78,71 F TTC

TARIF ABONNÉS 100 € - 655,96 F TTC

La ligne suppl. : 10,00 € - 65,60 F TTC

☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42

Fax : 01.42.17.21.36

e-mail : [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

– Paris. Villebon. Mégrignac.

**Wolf et Lilly RUGER, Benjamin et Isabelle BINEAU** sont heureux d'annoncer la naissance de leur second arrière-petit-fils et petit-fils,

**Martin.**

Son frère **Théo** et ses parents, **Caroline et Sébastien ZAJAC**, se réjouissent de cette arrivée dans leur foyer.

## Décès

– Le Haut Conseil de la coopération internationale a appris avec douleur le décès de l'un de ses membres,

**Jacques BUGNICOURT**, fondateur de la grande ONG internationale enda, née en Afrique et qui désormais rayonne sur tous les continents.

Militant d'une relation réellement partenariale avec les sociétés africaines dès le lendemain des indépendances, Jacques Bugnicourt avait choisi de se consacrer au combat pour les droits des plus pauvres, souvent bafoués, à commencer par celui de jouir de leurs modestes biens fonciers. C'est en particulier dans les banlieues des grandes villes, où échouent ceux qui ont tout perdu et où sévissent spéculation foncière et iniquité, qu'il travaillait à faire respecter ces droits élémentaires.

Sa nature optimiste et créative voyait aussi en chaque être humain une capacité d'invention, et il s'était fait le promoteur de la cause de « l'économie populaire », cet artisanat et ces petits commerces que les politiques publiques négligent trop souvent de soutenir, voire répriment. Très tôt, il avait lancé aussi la lutte contre les décisions irresponsables entraînant la dégradation irréversible de l'environnement naturel des Africains, des Asiatiques et des Latino-Américains. Il avait initié avec succès des programmes d'éducation à la préservation des richesses naturelles. Son combat le plus récent avait été d'alerter et de convaincre les dirigeants africains, politiques et religieux, longtemps dubitatifs, de la menace considérable que représente l'épidémie du sida.

Le Haut Conseil de la coopération internationale adresse à ses proches, à sa grande famille enda et à tous ses amis ses très sincères condoléances.

– Cheikh Hamidou Kane, président d'enda Tiers Monde, Michel Levallois, secrétaire général d'enda europe, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Jacques BUGNICOURT**, secrétaire exécutif d'enda Tiers Monde, président d'enda europe,

survenu brutalement le 16 avril 2002, au cours d'une mission à Paris.

Les obsèques auront lieu à Warsy (Somme).

Un hommage public lui sera rendu à une date qui sera précisée ultérieurement.

enda Tiers Monde,  
4, rue Kléber,  
BP 3370,  
Dakar.  
e-mail : [se@enda.sn](mailto:se@enda.sn)  
enda europe,  
5, rue des Immeubles-Industriels,  
75011 Paris.  
e-mail : [enda-europe@wanadoo.fr](mailto:enda-europe@wanadoo.fr)

## Ann CHADEAU

est partie le 16 avril 2002, avec talent comme d'habitude.

Frédéric, Fabien, Marc Chadeau et Aurélie Desvigne ont mal.

Ils ne sont sûrement pas les seuls.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le vendredi 19 avril, à 16 h 15, suivie de la dispersion des cendres le samedi 20, à 12 heures, au même endroit (jardin du souvenir).

24, boulevard Gambetta,  
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Mme Maurice Gadrey, son épouse, Isabelle Gadrey, Béatrice et Christophe Rallon Gadrey, ses enfants, Tristan et Tanguy, ses petits-enfants, M. Auguste Le Verge, son beau-père, Et toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

## M. Maurice GADREY,

survenu le 16 avril 2002, à l'âge de soixante-sept ans, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 avril, à 14 h 30, en la cathédrale d'Autun (Saône-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

33, boulevard Murat,  
75016 Paris.

– Marianne Guillemot, née Teissier, son épouse, Dominique, Hélène et Serge, François et Siew-Lan, Danièle, ses enfants, Manuel, Louise, Marion, Gabrielle et Li-Shan, ses petits-enfants, Michel et Françoise Guillemot, son frère et sa belle-sœur, Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

## Jean GUILLEMOT,

avocat honoraire au barreau de Paris,

survenu le 12 avril 2002, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

2, rue du Val-de-Grâce,  
75005 Paris.

– Paris. Menton.

## Janine MONGILLAT RAZA,

artiste peintre,

nous a quittés, après une longue et cruelle maladie, le 5 avril 2002.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Gorbio (Alpes-Maritimes).

De la part de  
Sayed Haider Raza,  
son époux,  
Sa famille,  
Et ses amis.

S. H. Raza,  
101, rue de Charonne,  
75011 Paris.

année 2001-2002  
TARIF ÉTUDIANTS  
SOUTENANCES DE THÈSE  
13,35 € - 87,55 F TTC la ligne

– Mme Madeleine Nachury, son épouse, Nicole et François Berthier, Pascale et Guy-Maurice Séraphine, Jean-Louis et Marie-Odile Nachury, Laurent-Paul et Dominique Nachury, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petite-fille,

ont la tristesse de faire part du décès de

## M. André NACHURY,

ingénieur  
Ecole centrale de Lyon et Supélec,

survenu le 14 avril 2002, dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les Biolles,  
1, boulevard Mourichon,  
73100 Aix-les-Bains.

– Claude Lanzmann, Et les membres du comité de rédaction de la revue *Les Temps modernes* ont la grande peine d'annoncer la mort de

## Jean POUILLON,

qui fut, aux côtés de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, l'un des fondateurs de la revue, à laquelle il demeura fidèle pendant 615 numéros, c'est-à-dire toute sa vie.

Jean Pouillon fut le témoin du siècle, témoin engagé, d'un talent, d'une intelligence et d'un courage jamais démentis.

Il était notre ami.

Nous le pleurons.  
(Le Monde du 13 avril.)

– Dieulefit. Valence. La Gaudie (Alpes-Maritimes). Paris.

Magdeleine Preault, son épouse, François et Claire-Hélène Preault, Jean-Pierre Preault, Monique et Paul Barbaste, Joelle Lerou, Catherine et Yann Guitard, Leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès du

## docteur Marc PREAULT,

officier de la Légion d'honneur, créateur des établissements de soins de Dieulefit, conseiller général honoraire,

survenu le 16 avril 2002.

Les Bas Hubacs,  
26220 Dieulefit.

– Marcel Scalabrino, son époux depuis soixante-deux ans, Jean-Pierre Scalabrino, son fils, et Elisabeth, son épouse, Flore, Charles, Eve et Gilles, ses petits-enfants, Ainsi que les familles Bigler, Caillard, Greusard, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

## Louise-Marie SCALABRINO,

née CAILLARD, institutrice retraitée, diplômée d'argent des donateurs de sang bénévoles,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième année.

Elle aura eu la joie de connaître six arrière-petits-enfants.

La crémation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 17 avril 2002.

Des dons peuvent être adressés à l'Institut Curie, CCP 434 C Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue André-Theuriet,  
92340 Bourg-la-Reine.  
12320 Le Bourg Saint-Cyprien-sur-Dourdou.

– Danielle, Gérard, Moïra, Ellen Royer ont la tristesse d'annoncer le décès de

## Roger SCHANDALOW,

survenu le 15 avril 2002.

Les obsèques auront lieu le vendredi 19 avril, au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira, à 14 h 30, à la porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## À NOS ABONNÉS

Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances

un seul numéro  
0825 022 021  
(0,15 € TTC/mn)

ou par Internet :

[www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

(rubrique « Services aux lecteurs »)

## Anniversaires de décès

– Toi qui es si loin de nous, Nous gardons dans nos cœurs La chaleur de ton sourire La douceur de ton regard à

## Jean-Louis BISMUTH,

décédé brutalement le 19 avril 1993.

Lydia, Evelyne, Régis.

– Le 19 avril 1999, disparaissait

## Yvonne GRAUER-FARHI,

peintre exceptionnelle, survivante de la Shoah,

mère de  
Yves Farhi,  
Et de Philippe Grauer.

Depuis cette disparition, Yves n'est plus sur cette planète éphémère qu'un vieux fût de paille que le premier vent emportera.

Au secours, maman ! Tout va recommencer comme en 40, et aujourd'hui je suis sans toi.

Repose en paix, décidément le monde ne valait pas la peine que tu t'y attardes.

## Papa,

bon anniversaire, tu aurais eu quatre-vingt-dix ans aujourd'hui.

Catherine et Martine.

## Conférences

Vendredi 19 avril 2002, de 20 h 15 à 21 h 30,

« **Que deviendrons-nous après la mort ?** »

Loge unie des théosophes, 11 bis, rue Kepler, Paris-16<sup>e</sup>.

Entrée libre et gratuite.  
Tél. : 01-47-20-42-87.

[www.theosophie.asso.fr](http://www.theosophie.asso.fr)

## Communications diverses

– Prix de la découverte poétique 2002. Fondation Simone-de-Carfort, sous l'égide de la Fondation de France.

Ce prix, d'un montant de 2 286,74 euros, a pour objet la découverte d'un poète d'expression française, inconnu ou méconnu. Adresser CINQ JEUX identiques de trente poèmes inédits entre le 1<sup>er</sup> avril et fin mai, **en pli non recommandé**, avec code (deux lettres, deux chiffres), nom, adresse, parcours poétique et professionnel et  **dix timbres** dans une enveloppe cachetée à : A. Baleyraud Joffre, 10, boulevard Diderot, 75012 Paris.

**Attention : il ne sera fait aucun retour des manuscrits.**

A l'invitation du B'nai B'rith Ben Gourion, **M. Jean-Pierre Allali** présentera son nouveau livre : *Les Habits neufs de l'antisémitisme*, avec la participation de **M. Roger Cukierman, M. Samy Ghozlan, M. Marek Halter**. Le mardi 23 avril 2002, à 20 h 30, mairie du 16<sup>e</sup> arrondissement, 71, avenue Henri-Martin, Paris-16<sup>e</sup>. Métro Pompe. Entrée libre.

## CARNET DU MONDE

Fax : 01-42-17-21-36

Téléphone :

01-42-17-39-80

01-42-17-38-42

01-42-17-29-96

**e-mail:** [carnet@mondepub.fr](mailto:carnet@mondepub.fr)

Abonnez-vous au Monde pour **26,35 €** (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :

LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : .....

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAE

## Autorisation de prélèvements

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR  
N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**  
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : .....

Signature :

**IMPORTANT** : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mn)

*«Le Monde»* (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year *«Le Monde»* 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 231-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

**Le Monde**  
**initiatives**

Le constat est économique, la réalité est sociale.

**DOSSIER**  
Le nouveau visage de  
**l'immigration**

**MENSUEL**  
**N° 7**  
**3,8 €**

Pour agir  
sur l'économie  
**emparez-vous**  
du social

# CULTURE

## EXPOSITION

Le Musée du Louvre présente un ensemble d'œuvres, d'outils et de reconstitutions qui ressuscite la communauté d'artisans de Deir el-Médineh, chargés, dans l'Égypte antique, de creuser et de décorer les tombes royales. Un témoignage unique sur leurs rêves, leurs croyances et leur quotidien

# Dans l'intimité des fossoyeurs de Pharaon

PENDANT près de cinq siècles, sous la dynastie des Ramsès, des hommes anonymes travaillent de père en fils. Artisans, ouvriers, ils creusent, façonnent les tombes des pharaons. Ils les sculptent, les décorent, les peignent en ignorant qu'ils sont artistes. Ils vivent en famille dans le seul village autorisé sur la rive des morts, à quelques kilomètres de Louxor, entre la vallée des Rois et celle des Reines, en plein désert. Le village s'appelle Deir el-Médineh. C'est un phalanstère de luxe où l'on apporte de l'eau, des victuailles, des fagots de bois.

Les soixante-huit maisons sont rassemblées au pied d'un promontoire qui a la forme de la tête et du corps d'un cobra. Les habitants y voient la représentation de la déesse serpent Méresger, prête à bondir pour les surveiller et les protéger, capable de les secourir, de les punir, puis de leur pardonner.

*Ces artisans notent et dessinent tout sur des ostraca de calcaire : brouillons, rêves, conflits, tranches de vie*

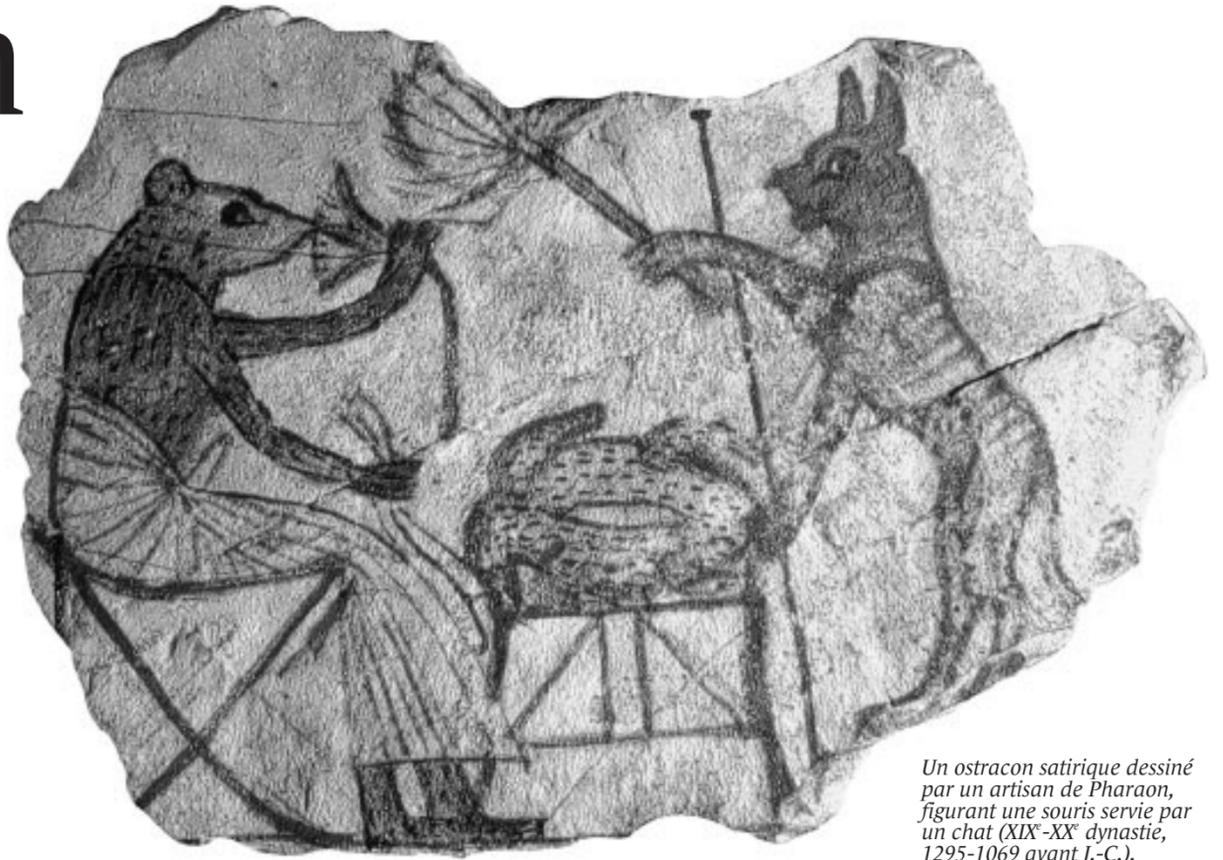
A quelques dizaines de mètres du village, le grand puits, entonnoir géant de 50 mètres de profondeur sur 35 mètres de diamètre, la poubelle de cette caste de quatre-vingts familles qui ont la manie, en bons Égyptiens, de tout noter et de dessiner sur des ostraca, morceaux de calcaire ou tessons de poteries, de l'insignifiant au plus précieux. L'archéologue français Bernard Bruyère y découvrit, entre 1949 et 1951, une mine : esquisses et brouillons de ces artistes de Pharaon, mais aussi traces des rêveries et des conflits, des croyances et des tranches de vie de ces Égyptiens pas tout à fait ordinaires. Un trésor mis en scène dans cette exposition par l'égyptologue et conservateur au Musée du Louvre Guillemette Andreu, qui travailla quatre ans sur ce site.

Sans doute le mystère le plus poignant est-il dans un sentier de montagne, une fois franchie la tête de cobra. Sous le Nouvel Empire, les hommes de Deir el-Médineh l'empruntent avec leurs outils pour se rendre sur les tombes des rois. La montagne absorbe la lumière : blanche, ocre, rose selon les moments de la journée. Elle a toutes les formes : ravinée, en falaise, ondulée, en escalier. Aucune ligne simple. On y décèle des visages, des paumes, surtout des plis au fur et à mesure de la marche.

Une source d'inspiration pour ces hommes à qui on confie le programme théologique des tombes des rois mais qui doivent presque tout inventer. Parfois ils laissent au pied de la montagne des graffiti, pas moins que le scribe Qenherkhepeshef, totalement mégalo, qui inscrit son nom partout. Fatigués de descendre au village une fois la journée de travail terminée, les artistes de Pharaon bivouaquent en haut d'un col dans des huttes enchevêtrées comme dans un nid d'abeilles. Les enfants viennent leur apporter à manger.

A Deir el-Médineh, les femmes ne se contentent pas de préparer les repas. Elle tissent, écrivent des morceaux de littérature, des codes de bonne conduite, se disputent parfois, composent des chants d'amour. Les maisons sont simples : trois pièces-cuisine en brique de terre crue pour des familles de dix enfants, d'où un ostracon présentant un couple en effusion torride devant sa progéniture.

L'encadrement des portes est peint en rouge pour éloigner les mauvais esprits. A l'entrée, une sorte de lit clos, en hommage au dieu Bès, protecteur des accouchements, soigneusement décoré pour stimuler toute fécondité : par exemple les jambes d'une femme qui danse sur la pointe des pieds, entourée de liserons dans une ambiance de festin. On vit par terre sur des nattes. Il y a beaucoup de bruit et une odeur de pain dans le four, de lentilles dans les marmites et de poissons séchés.



Un ostracon satirique dessiné par un artisan de Pharaon, figurant une souris servie par un chat (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> dynastie, 1295-1069 avant J.-C.).

MUSÉES ROYAUX D'ART ET D'HISTOIRE, BRUXELLES



De gauche à droite : statue votive d'Aménophis I<sup>er</sup> (règne de Ramsès II, karité et perles de faïence bleue, 69 cm de haut) ; chaouabti au nom de Sennéfer (XIV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., bois stugué et peint, 23,7 cm de haut) ; statuette votive d'Ahmès Néfertiti (règne de Ramsès II, karité et acacia, 35,5 cm de haut).

MUSÉE DU LOUVRE/CH. LARRIEU

RAM/F. BAUX

RAM/H. LEWANDOWSKI

Un enfant confectionne un damier. Un homme commande quatre fenêtres au menuisier Nakh-tamon : « Dépêche-toi ! Pense s'il te plaît les faire pour demain ! » Un autre dessine une frayeur : un jeune garçon en pleurs tentant d'empêcher un cochon de manger les graines dont il a la garde. Un autre, un rêve : une souris se laissant ventiler par un chat tout en dégustant ses offrandes. Un père promet par écrit à sa fille de la recueillir dans sa maison en cas de répudiation. Un autre est chassé par sa femme, qui a gardé ses vêtements. Un dessinateur implore de l'aide à son fils : « Je suis faible. Je recherche mes yeux mais ils n'existent plus. »

Il n'y a pas de chef de village, mais il est vrai que celui-ci est étroitement surveillé par le vizir, qui y a placé ses scribes. Un tribunal règle les conflits, et, quand celui-ci est plongé dans une extrême perplexité, il fait appel à une marionnette

divine qui penche vers le « oui » ou le « non » à la question posée. On n'hésite pas non plus à consulter une voyante. Un papyrus magique est utilisé comme amulette.

Les scribes ne font pas de cadeaux, comme en témoigne un registre des motifs d'absence des ouvriers sur le chantier : « Participation à une beuverie (2 fois), construction de sa maison (1 fois), services rendus au chef (55 fois). » Les chefs abusent de cette main-d'œuvre, souvent pour se faire construire leur propre tombe ; les ouvriers les plus chanceux bâtissent les leurs. Le travail sur ces nécropoles est peut-être plus hâtif, mais ils se lâchent : le style est naïf. Les tombes des artistes de Pharaon sont soigneusement pourvues de jarres et de vases contenant de la viande, des onguents et toutes sortes de céréales. Il s'agit d'équiper le défunt pour son voyage dans l'au-delà, mais surtout de l'empêcher de faire la marche du retour. Rien de pire que la peur du revenant !

Parmi les chefs d'équipe, notons l'existence de Paneb, véritable voyou qui n'hésite pas à frapper ses hommes, à rudoyer son père adoptif et à violer une femme. Les scribes sont bien obligés parfois de faire remonter au vizir les doléances des hommes de Deir el-Médineh. Ça passe ou ça casse, comme en témoigne une grève, peut-être la première de l'humanité, en l'an 29 de Ramsès III : les artistes, payés en troc - blé pour le pain et orge pour la bière -, ne sont pas contents des quantités versées. Ils n'ont cependant rien à voir avec les ouvriers-esclaves des empires égyptiens. Hautement qualifiés, ils sont défrayés, fréquentent souvent le vizir. Ils sont modestes et raffinés, comme en témoignent le mobilier retrouvé, les vêtements (pagnes hauts et sandales) et les bijoux confectionnés, dont un magnifique collier en papyrus.

Dominique Le Guilledoux

LES ARTISTES DE PHARAON, DEIR EL-MÉDINEH ET LA VALLÉE DES ROIS. Musée du Louvre, hall Napoléon. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Infos : [www.louvre.fr/](http://www.louvre.fr/) Tous les jours, sauf mardi, de 9 heures à 17 h 30 et jusqu'à 21 h 30 le lundi et le mercredi. 5,50 €. Jusqu'au 22 juillet.

Musées royaux d'art et d'histoire à Bruxelles, du 10 septembre au 12 janvier 2003 ; Fondation Bricherasio à Turin, du 11 février au 18 mai 2003.

## Les techniques retrouvées des travailleurs de la Tombe

L'ÉQUIPE d'ouvriers de Deir el-Médineh travaillait pour la Tombe, avec un « t » majuscule. Il s'agit là d'une abréviation pour « la Grande et Auguste Tombe de millions d'années de Pharaon, vie, santé et force à l'occident de Thèbes », véritable institution d'Etat, qui, sous la direction du vizir, aménageait et protégeait les nécropoles royales.

Comme l'explique Guillemette Andreu, conservateur au département des antiquités égyptiennes du Musée du Louvre et commissaire de l'exposition, « cette équipe était un groupe d'une soixantaine d'hommes distingués pour leur savoir-faire et leur talent, dont la tâche consistait à creuser et à décorer la tombe royale. Elle était partagée en deux moitiés, la "droite" et la "gauche", qui travaillaient en parallèle et peut-être en compétition sur chacun des deux côtés de la tombe ».

Grâce aux outils, aux papyrus, aux ostraca et à l'observation de certains tombeaux inachevés dans la Vallée des Rois où l'on peut suivre toutes les étapes du travail, les archéologues ont pu reconstituer les techniques employées par les artisans du Nouvel Empire (1550 à 1069 avant Jésus-Christ), même si

la destination de certains outils, comme ces petits cônes de bois de quelques centimètres de haut, résiste à la sagacité des chercheurs et demeure encore mystérieuse. Une fois creusée dans la montagne calcaire, la chambre funéraire voyait ses murs et son plafond polis. Les parois étaient ensuite enduites de mouna, un mélange à base de terre et de paille, qui gommait les défauts de la surface.

### PAS DE FANTAISIE

Une fois cette préparation achevée, les « artistes » (la notion d'art telle que nous l'entendons n'existait pas à l'époque) entraient en scène. En premier intervenait le

« scribe des contours », que nous nommerions plutôt le dessinateur. Il traçait au pinceau les figures prévues, car les représentations funéraires étaient codifiées et ne laissaient pas de place à la fantaisie. « Puis c'était au tour du sculpteur de donner corps à ces figures en polissant en relief l'intérieur des contours prédessinés », écrit Guillemette Andreu dans le catalogue de l'exposition. *L'art du sculpteur était de donner à son relief un modelé très nuancé et doux : les muscles des jambes, l'arrondi des joues, les formes pleines des poitrines des déesses et des reines sont suggérés par des reliefs parfois à peine saillants mais très expressifs.*

### La tombe reconstituée de Sennedjem

L'exposition du Louvre présente une reconstitution moderne du caveau de la tombe où fut inhumé un artisan travaillant à Deir el-Médineh, Sennedjem, mort sous le règne de Ramsès II. Cette copie grandeur nature a été réalisée au Brésil à l'occasion d'une autre exposition qui s'est tenue en 2001 à Sao Paulo. Les éléments nécessaires à la reconstitution ont été recueillis sur place par un égyptologue et un photographe, assistés d'un topographe et d'un architecte. A partir des mesures ainsi relevées, la société brésilienne FuturaTech confectionna la forme de la réplique avec une précision d'un demi-centimètre. Une fois consolidée, cette coque fut ensuite recouverte d'une texture imitant la surface fendillée avec inclusions de brindilles de paille de l'original. Les photographies projetées sur les parois aidèrent ensuite les artistes brésiliens à reproduire les peintures qui décorent le caveau de Sennedjem.

Pour mieux admirer la qualité du travail des sculpteurs, il faut sans doute rappeler qu'ils ne disposaient pas de ciseaux de fer... « La technologie égyptienne, aussi étonnante que cela paraît, est pour l'essentiel demeurée néolithique jusqu'au I<sup>er</sup> millénaire avant Jésus-Christ, explique Christophe Barbotin, conservateur au département des antiquités égyptiennes du Louvre. L'usage du fer est exceptionnel avant cette date, le bronze peu répandu et donc considéré comme précieux. Le cuivre, plus courant, était trop mou pour en façonner des outils solides. Aussi, pour exercer ses talents, le sculpteur égyptien, à Deir el-Médineh comme ailleurs, recourait-il essentiellement aux pierres de grande dureté comme le silex et surtout la dolérite : percuteurs pour le dégrossissage, poinçons pour le travail de détail, galets et sable pour le polissage. Le cuivre et le bronze étaient confinés à l'ouvrage du bois et des pierres tendres. »

En dernier opérait le peintre, qui donnait vie et couleur aux personnages sculptés. Là aussi, la grossièreté de la « technologie » laisse pantois. Pas de pinceaux à poils mais un assemblage de fibres végétales repliées, torsadées et liées à mi-hauteur par une corde. En

revanche, sur sa palette à godets, le peintre disposait de toutes les couleurs, obtenues à partir de pigments naturels : « L'oxyde de fer servait à faire tous les ocres, du jaune au rouge, précise Guillemette Andreu ; le carbonate ou le sulfate de calcium produisaient le blanc ; le charbon de bois broyé donnait le pigment noir ; le bleu s'obtenait avec du silicate de cuivre calcique ; mélangé au jaune, il donnait du vert », et notamment le vert si étonnant utilisé pour colorier la peau d'Osiris.

Un ostracon retrouvé dans le Ramesseum, recensant la liste et la quantité des pigments fournis à un peintre nommé Prahotept, prouve que, pour certaines nuances, les artisans avaient aussi recours à deux sulfures d'arsenic naturels, l'orpiment - jaune - et le réalgar - rouge.

Et quand se terminait le huitième jour de la décade (le mois égyptien était divisé en trois décades), l'artisan de la Tombe avait droit à deux jours de repos. Jours qu'il employait bien souvent, tant la pression de l'au-delà se faisait sentir, à préparer sa propre ultime demeure.

Pierre Barthélémy

Ce duo qui restitue avec des guitares rock le minimalisme de la house music dans une démarche de recyclage inspirée par le pop art, défend en tournée son deuxième album, « Music Kills Me »

## Rinôçérôse lance à Montpellier son joyeux hommage aux idoles défuntées

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

De la house ou de la pop ? Les deux. Comme son nom l'indique, Rinôçérôse est un monstre hybride qui peint les coups de boutoir des beats électroniques aux couleurs hédonistes des années 1960. Avec un mini-album, *Le Mobilier* (1998), suivi d'un premier long format, *Installation sonore*, le duo formé par deux psychologues, le guitariste Jean-Philippe Freu et Patou Carrié, grande blonde bassiste, a créé un des sons français les plus novateurs et excitants de ces dernières années, à mi-chemin des dance-floors et de Woodstock. « On essaie d'imiter avec des guitares rock ce qui nous plaît dans la house : le minimalisme, la répétition », explique Jean-Philippe Freu, avant de relever que Rinôçérôse adopte ainsi la démarche exactement inverse d'un autre tandem, les New-Yorkais de Suicide, qui jouaient du rockabilly à partir de synthétiseurs et de boîtes à rythmes dans les années 1970.

Le 12 avril, les Montpelliérains retrouvaient leur ville pour lancer une tournée hexagonale, consécutive à la parution d'un deuxième album, *Music Kills Me* (V2). Retour triomphal puisque, entre-temps, Rinôçérôse est devenu un ambassadeur de la fameuse « French touch » en sillonnant les Etats-Unis, invité du festival itinérant Area : One organisé par Moby. Le New-Yorkais, qui refuse toujours de choisir entre blues et techno, punk-rock et electronica, doit apprécier en connaisseur le numéro d'équilibriste de Rinôçérôse.

Dans l'ancre du Rockstore, on fête les enfants prodiges, entourés de cinq musiciens. Une ligne de basse rondouillarde lutte avec trois



Rinôçérôse en concert à Montpellier.

guitares, rejointes par une flûte traversière et des percussions volées à Santana. Premier appel des sens avec *Brian Jones : Last Picture*. Le casque d'or du Rolling Stone défunt apparaît sur un écran vidéo, multiplié dans un pastiche des sérigraphies d'Andy Warhol. Avec *Music Kills Me*, Rinôçérôse (qui doit son nom à une toile de Gaston Duf, patient en psychiatrie) a laissé libre cours à son obsession pour le pop art. Signée par le peintre new-yorkais Steve Ellis, la pochette est ornée d'une Corvette accidentée, hommage à la série des *Car Crashes*, réalisée par Warhol en 1963.

Comme le maître de la Factory, Rinôçérôse pratique la citation et le collage, le détournement et l'accumulation. La critique sans discours d'une société de consommation qui n'en finit plus de recycler ses icônes. Et notamment les grands disparus du rock. Les titres des morceaux de *Music Kills Me*, disque hanté par

la mort, multiplient les références : *No, We Are Not Experienced* (Jimi Hendrix), *Highway To Heaven* (AC/DC) et *Led Zeppelin*, Bon Scott et John Bonham), tandis que *Résurrection d'une idole pop* sample la voix de Steve Marriott, chanteur des Small Faces mort dans un incendie.

### NI BON NI MAUVAIS GOÛT

Un requiem pour les idoles trahissant une morbide fascination ? Avec Rinôçérôse, la Camarde est radieuse, conviée à danser sous des boules à facettes disco. Le présent (la force percussive de la house) célèbre joyeusement le passé, le rock, sans distinction de jugement. A la manière du *Discovery* de Daft Punk (« un disque qui nous a décomplexés », reconnaît Patou Carrié), Rinôçérôse brasse des souvenirs musicaux que l'âge n'a pas filtrés : les guitares sous tension d'AC/DC, les déhanchements de Mick Jagger dans le Studio 54, la rumeur des

ghettos portée par les films de la *blaxploitation*. Mais aussi des solos singeant les pires réflexes des guitaristes et des parfums désuets de cocktails *easy-listening*. Comme Daft Punk, Rinôçérôse refuse de trier entre bon et mauvais goûts. Le premier et le second degré ne cessent de se télescoper. « On a même samplé des bandes originales de films de Louis de Funès, reconnaît Jean-Philippe Freu. Notre démarche est comparable à celle de Warhol avec les boîtes de soupe Campbell. L'objet en lui-même n'est pas très beau, mais le détournement peut l'être. »

Avec des ambitions « arty » aussi affichées, Rinôçérôse ne s'est pas fait que des amis. Globalement, *Music Kills Me* a été éreinté par la presse britannique. Le duo, qui a autrefois officié dans les Maracas, un groupe qui, embrassé tous les clichés du rock, n'a jamais été réellement adopté par le milieu électro même s'il a été convié à plusieurs reprises à jouer dans des festivals techno. « Quand on a sorti notre premier mini-album chez Elefant Records [un petit label espagnol], on savait que les DJ allaient peu le jouer. En revanche, cette musique était déjà taillée pour la scène. » D'une saine impureté, cette house à guitares prend en effet toute son ampleur, musicale comme visuelle, en concert. Au finale, *Classic Rock Vol. 1* fait pleuvoir sur l'écran des pochettes de disque, discothèque idéale de Little Richard aux Smiths. Un quizz qui permet à Rinôçérôse de citer ses sources.

Bruno Lesprit

Rinôçérôse en tournée : le 18 avril à Paris (Elysée-Montmartre), le 19 à Nantes (Olympic), le 20 à Saint-Lô (Ecran sonique), le 23 à Lyon (Transbordeur).

Les théâtres lyriques du Rhin, de Lyon, d'Angers et de Nantes remplacent leurs directeurs actuels

## Les nominations en cours à la tête de quatre opéras suscitent des interrogations

QUATRE théâtres lyriques français verront le remplacement prochain de leurs directeurs actuels : à l'Opéra national du Rhin, Rudolf Berger vient d'annoncer à la communauté urbaine de la ville qu'il ne souhaitait pas renouveler son contrat. A l'Opéra national de Lyon, le nom du successeur de l'actuel directeur général, Alain Durel, devait être annoncé dans les prochains jours. Enfin, il sera mis fin aux fonctions des directeurs des opéras d'Angers et de Nantes, pour laisser place à un « syndicat mixte Angers-Nantes Opéra ». Le dernier tour des consultations de candidats au poste de directeur général d'Angers-Nantes Opéra devait avoir lieu le vendredi 19 avril.

Si la succession de Rudolf Berger à Strasbourg n'est pas immédiatement à l'ordre du jour et ne pose, a priori, de problème ni de fond ni de forme, celles des directions des Opéras de Lyon et du futur Angers-Nantes Opéra soulèvent de nombreuses interrogations. A Lyon, Alain Durel se trouve dans une situation délicate qu'il a lui-même engendrée en nommant le chef d'orchestre hongrois Ivan Fischer en remplacement de Louis Langrée, démissionnaire en septembre 2000, en « conséquence de désaccords profonds avec la direction générale de l'Opéra sur la politique musicale » (*Le Monde* du 18 septembre 2000). Quelques mois après cette nomination, Alain Durel annonçait, à la surprise générale, son départ « pour raisons personnelles ».

« Je pars parce que tout va bien, parce que cette maison est enfin stabilisée », devait-il déclarer (*Le Monde* du 24 décembre 2001). Mais, selon nos informations, ce départ serait en fait dû aux rapports difficiles qu'Alain Durel voyait se profiler entre lui et le nouveau directeur musical - à qui certains acteurs de la vie musicale reprochent un caractère autoritaire - qu'il aurait nommé dans une trop grande urgence. Ivan Fischer sait parfaitement ce qu'il veut et ne veut pas, au point de se proposer lui-même pour la mise en scène de certains ouvrages. Mais le catastrophique *Idoménée* qu'il dirige et met en scène à l'Opéra de Paris (*Le Monde* du 12 avril) inquiète quant aux prochains projets scéniques lyonnais du chef d'orchestre.

Alain Durel ne pouvait « se permettre une seconde démission » d'un directeur musical, ainsi que l'avait pressenti Louis Langrée dans l'entretien accordé au *Monde*. Le directeur de l'Opéra national de Lyon a probablement préféré se retirer afin de ne pas susciter de nouveaux remous, laissant ainsi le champ libre à Ivan Fischer.

Par conséquent, il a été procédé à un appel d'offres pour le poste de directeur général. Parmi les sept candidats sélectionnés (quatre Français, un Belge, un Britannique, un Italien), n'auraient été retenus que trois profils administratifs et ges-

tionnaires, laissant entendre que le poste a été recadré en fonction de la situation nouvelle, dominée par un directeur musical au pouvoir de facto renforcé.

A Nantes et Angers, la situation est plus troublante. Une « étude de faisabilité et de mise en œuvre d'une nouvelle politique régionale » a été commandée à Jean-Paul Davois par le ministère de la culture et de la communication. *Le Monde* a pu se procurer ce rapport confidentiel établi entre octobre 1999 et mai 2000. Il préconise une restructuration compliquée et porteuse de conflits sociaux (réductions d'effectifs et multiplication des postes décisionnels).

Selon de nombreux témoins de la vie musicale nationale et régionale, le rédacteur du rapport serait « de longue date le favori » parmi les trois candidats retenus (deux Français et un Suisse), dont aucun n'a de véritable expérience de direction de théâtre lyrique. A contrario, les dossiers de directeurs d'opéras ayant fait leur preuves n'ont pas été pris en considération pour « des questions de profil de poste », ainsi que le leur signifie un courrier-type signé par le président du syndicat mixte, Yannick Guin, par ailleurs adjoint au maire de Nantes chargé de la culture.

### A Nantes et Angers, un des candidats est aussi le rédacteur du rapport qui préconise le changement

Pour beaucoup, il est déontologiquement douteux de sélectionner un candidat rétribué pendant six mois en tant que chargé de mission et ayant eu de ce fait un accès à des informations dont les autres candidats ont été privés. Ce constat est aggravé par le fait que le rapport préconise clairement un mode de fonctionnement privilégiant de manière insistante le rôle du président du syndicat mixte. Par ailleurs, le profil de poste du directeur général correspond curieusement au parcours professionnel de l'auteur du rapport.

Contacté par *Le Monde* au titre de ses fonctions d'expert auprès du comité de pilotage de ce projet, Alain Durel n'a pas souhaité répondre à nos questions. Pierre Médecin, le président de la Chambre des directeurs de théâtres lyriques de France (CDTLF), nous a pour sa part déclaré être « étonné par une telle pratique dont il ne se souvient pas avoir connu d'équivalent par le passé ».

Renaud Machart

## Une scène techno et house toujours active

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

Grâce aux Nuits Boréales qui ont rassemblé en 1998 jusqu'à 25 000 participants, Montpellier pouvait s'enorgueillir d'être l'épicentre de la culture techno en France, un Ibiza sous le soleil d'août de l'Hérault. En 1999, un orage diluvien a sapé les énergies et provoqué la disparition pure et simple de ce rendez-vous. « Cette apocalypse était un signe des dieux. En dix secondes j'étais trempé des pieds à la tête », se souvient DJ Lee Grtz, membre des Pingouins, tribu à l'initiative des soirées Boréales en 1993.

La vitrine a éclaté mais l'effervescence n'est jamais retombée. Outre ses clubs (La Villa Rouge, Yaka Club), Montpellier compte aujourd'hui une dizaine de bars (dont L'Antidote, le BBC, Le Mix Koffee, OAT) et sept restaurants qui programment régulièrement des DJ. Chaque mois, la salle du Rockstore

vibre au son de Freshly Cut, des soirées drum & bass. Les DJ et ceux pour lesquels la techno est aussi un plaisir domestique peuvent s'approvisionner auprès de la dizaine de magasins de disques hyper-spécialisés de la ville.

Au comptoir de Pinguins Records, boutique créée par les Pingouins, DJ Grtz estime que l'absence de club dominant a favorisé cet éparpillement, synonyme de richesse de l'offre. Pourtant, avec la fin de Boréales, la culture techno est massivement entrée dans les établissements de la nuit, ce qui pour beaucoup signifie rentrer dans le rang. « Les clubs ont tenté de profiter de la situation pour imposer leur loi », explique Gil Le Gamin, créateur du magasin de disques Z'apies. Ils ont aussitôt récupéré le mouvement sans faire d'effort au niveau des prix, tout en sous-payant les artistes de la région. A cela s'est ajoutée la vague de répression due à l'amendement

Mariani [proposant la saisie du matériel de sonorisation en cas de « danger pour la tranquillité des riverains »]. La Villa Rouge, par exemple, s'est mise à tout concentrer. Heureusement, la concurrence a repris. »

Montpellier a aussi ses labels, Kobayashi et Extra-Ball, fondés par les Pingouins, Logistic, Black Tambe pour le drum & bass ou G-Funk, créé par de Gil Le Gamin. Curieusement, la ville n'a jamais développé un son, une esthétique, à l'image de Detroit ou de Glasgow, carence due, selon Gil Le Gamin, à la pénurie de producteurs locaux.

Cela n'a pas empêché la réputation des talents d'ici de franchir les frontières. The Youngsters, duo fondé par Gil Le Gamin et le compositeur Olivier M, a signé un contrat avec F Communications, le label de la star Laurent Garnier. Les ventes de leur album *Lemonorange*, fidèle à la techno de Detroit, ont atteint

17 000 exemplaires, chiffre considérable pour ce marché. A suivre également : Alessandro F pour la techno « hard », DJ Baroque et UHT pour l'option drum & bass.

Radio-Nova s'est aujourd'hui implantée à Montpellier, Radio-France y organise Tohu-Bohu, une semaine gratuite de trip-hop, jungle et techno en juillet à l'heure de l'apéritif, et les Plages sonores tiendront ce même mois leur troisième édition. Avant ces rendez-vous estivaux, les amateurs se retrouveront le 20 avril aux soirées Animism, au Zénith de Montpellier. DJ internationaux et régionaux se relayent sur platines, de 20 heures à 7 heures. L'organisateur, Er Tomic, attend de 2 500 à 4 500 personnes autour d'un mélange de techno et de trance, en promettant shows lasers, projections vidéo et « 70 kW de pur son ».

B. Lt

## L'insolite Maison russe, ses icônes et sa bibliothèque menacées à Meudon

DES HAUTEURS de Meudon, les trois étages du gros pavillon rose et blanc dominant la vallée de la Seine. Il a été construit par un auteur dramatique de la Belle Epoque, Georges de Porto-Riche, au milieu de l'ancien potager du Grand Dauphin. L'édifice est flanqué d'une série de bâtiments plus bas. L'un d'entre eux est surmonté d'une (modeste) coupole à bulbe, sommée d'une croix orthodoxe. La chapelle byzantine est placée sous l'invocation de saint Georges dont l'effigie est peinte sur le mur d'entrée. A l'intérieur, les fresques, les icônes et la disposition des lieux rappellent que la liturgie célébrée ici est de rite byzantino-slave. Un peu plus loin, dans un autre bâtiment, un atelier de peinture voisine avec une bibliothèque de 100 000 volumes. Le tout faisait partie d'un internat russe fondé par les jésuites. Cet ensemble culturel insolite est aujourd'hui menacé de dispersion.

Son origine remonte aux années 1920. Au lendemain de la révolution russe, les jésuites ouvrent à Istanbul une maison pour accueillir les jeunes émigrés russes, souvent séparés de leurs familles. En 1925, cet internat se transporte à Namur, en Belgique, puis à Meudon-la-Forêt, dans les Hauts-de-Seine, au début de

la seconde guerre mondiale. Une centaine d'internes y reçoivent alors un enseignement bilingue (russe et français). Une formation religieuse (orthodoxe) leur est également dispensée. Vers la fin des années 1960, les élèves sont moins nombreux, et l'internat devient le Centre d'études russes de Saint-Georges, tourné vers la formation linguistique. Chaque année, une trentaine de journalistes et de diplomates qui doivent se rendre en URSS viennent s'immerger dans un bain russe.

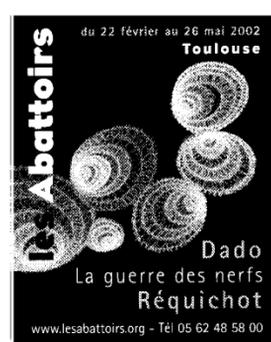
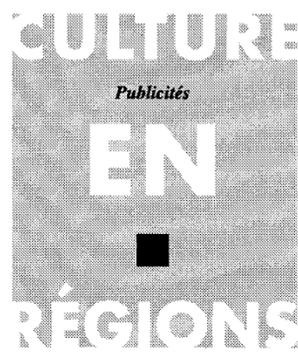
Mais l'effondrement du bloc de l'Est rend cette immersion caduque, et l'équipe vieillissante des jésuites s'éclaircit nettement. Ce lieu reste pourtant actif. L'atelier d'icônes, ouvert dans les années 1960 par le père Igor (Egon Sendler), est fréquenté par une vingtaine de personnes. Elles viennent s'initier à cet art singulier, tandis que de nombreuses œuvres sont restaurées ici. Le Centre Saint-Georges est également le siège d'une revue de théologie et de sociologie chrétienne en langue russe, *Simvol*.

Reste enfin la très importante bibliothèque slave. Celle-ci a été fondée, à Paris, en 1855, par le prince Ivan Gagarine, diplomate russe devenu jésuite. Elle a rejoint à Meudon celle

qui a été constituée pour les besoins de l'institution éducative. Les 100 000 volumes et les 1 600 titres de périodiques, la plupart en russe, touchent tous les domaines : la théologie et la spiritualité orthodoxe, mais aussi l'histoire, la philosophie et les sciences humaines, sans parler de la littérature. La salle de lecture est ouverte au public. La tentation des jésuites, qui ne peuvent plus faire tourner le Centre Saint-Georges, est de déménager cette bibliothèque à l'université Lyon-II, où se trouve déjà celle de Chantilly. La Compagnie de Jésus a en effet décidé de cesser toute activité sur ces lieux à la fin de juin 2002. Les promoteurs tournent déjà autour de ce terrain de 16 000 m<sup>2</sup> qui possède une vue imprenable sur la vallée de la Seine.

Une association, Le Potager du dauphin maintenant ! (8, avenue Porto-Riche, 92190 Meudon ; tél. : 01-46-23-82-74), a été fondée pour défendre l'idée d'une « maison franco-slave » à Meudon, associée à un centre culturel. Le conseil général des Hauts-de-Seine pourrait être intéressé par un tel projet, dont le financement n'est toutefois pas évalué.

Emmanuel de Roux



**Maison d'Izieu Institut National des Sciences Appliquées**  
cycle de conférences  
Savoir, c'est aussi se souvenir  
lundi 22 avril - 20h30  
**Pierre FEDIDA**  
sur la mémoire et l'extermination  
INSA  
Bât. et arch. Eugène Freyssinet  
20, av. A. Einstein - Villeurbanne  
Entrée libre - tél : 04 79 87 21 05

THÉÂTRE **GYPTIS**  
CHATEAU VOUVOUGAS  
du 23 au 27 avril 2002  
**Tartuffe**  
ou l'Imposteur  
Molère  
Mise en scène Jean-Luc Revol  
Théâtre du Caramel Fou  
ADMIRABLE COMÉDIE DE L'IMPOSTURE...  
04 91 11 00 91 - Marseille  
Rens. publicité : ☎ 01.42.17.39.65

## Jeunesse Quelques pistes pour entrer dans la danse



**TOURNÉE** « Quand on voit le regard émerveillé d'un enfant devant ce que j'appelle la magie du spectacle, la découverte qu'il fait de la danse et de la musique, je pense qu'on est récompensés au-delà de tout. » Ethéry Pagava, chorégraphe d'origine géorgienne, est une artiste convaincue. Voilà plus de vingt ans que l'ancien petit rat, protégé à ses débuts sur scène par Roland Petit et Janine Charrat – « petit père » et « petite mère » –, a choisi de mettre son talent au service du jeune public. « Je crois

qu'il est essentiel de lui donner ce qu'il y a de meilleur pour que cela lui reste toute sa vie », enchaîne celle dont le parcours précoce de danseuse étoile à 15 ans a été jalonné de grands noms – Roland Petit, Serge Lifar, Balanchine, Maurice Béjart... – et qui élude la question de l'âge par une pirouette.

C'est au Théâtre-Gymnase des Orphelins d'Auteuil, à Paris, que la chorégraphe présente deux ballets en alternance : *Le Rêve de d'Artagnan*, spectacle de cape et d'épée dont le rôle-titre est incarné par Mikail Avakov, étoile au Kirov, et *Les Chevaliers de la Table ronde*, conte médiéval. Le premier, « son grand succès », a été joué pour la première fois en 2000 au Théâtre du Jardin d'Acclimatation. Elle y a été en résidence durant près de deux décennies avec sa compagnie, les Ballets Ethéry Pagava. Le second, créé en décembre 2001 au Théâtre Saint-Léon dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, n'a été joué que quatre fois.

Ces ballets ne durent que quarante minutes pour ne pas user le « pouvoir d'attention » des enfants. Ethéry Pagava enveloppe ses spectacles d'un « avant » et d'un « après », étapes indispensables, selon elle, pour transmettre aux enfants la « joie de devenir de futurs spectateurs ». Basée sur l'échange, toujours dans l'idée de montrer « l'envers du décor », cette méthode « graduelle » consiste à présenter d'abord le spectacle, puis à arriver aux questions. C'est le moment le plus « intéressant, parce que l'imaginaire sans fin de l'enfant parle énormément ». Ultime étape, elle invite les petits à « s'exprimer par leur corps ».

Sur la participation des enfants, Joëlle Bouvier, auteur de *L'Oiseau-Loup*, conte dansé, en sait beaucoup. « S'ils ne réagissent pas quand Emilio est couché par terre, le spectacle ne pourrait

pas continuer, ils sont indispensables. » Comme Ethéry Pagava, elle constate que les enfants ne sont « jamais dispersés mais toujours en réaction au travail ». Son spectacle a été créé en novembre 2000, à Sartrouville (Yvelines), dans un théâtre où les enfants sont accueillis comme il se doit : « On prend leur manteau, on leur offre des programmes, on leur parle avant, on écoute leurs commentaires après. » Quand ils reviennent voir *L'Oiseau-Loup* en dehors du cadre scolaire, accompagnés de leurs parents, le soir, Joëlle Bouvier est ravie : « Cela crée un mouvement de plaisir pour les adultes. »

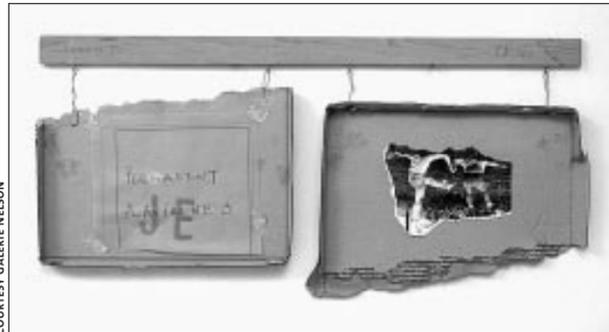
La danse à l'école ? C'est ce que propose depuis dix-sept ans – de la maternelle à l'université – le centre des cultures et des ressources chorégraphiques pour l'enfance et l'adolescence, Danse au cœur. Parrainé par les ministères de l'éducation nationale et de la culture sous l'égide du comité danse ITI-Unesco, Danse au cœur présente, de la mi-avril à début mai, au Théâtre de Chartres, le bilan d'une année de travail sous la forme d'auditions publiques, de rencontres régionales, nationales et internationales.

Catarina Mercuri

**Théâtre-Gymnase des Orphelins d'Auteuil, 40, rue La Fontaine, Paris-16<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Jasmin, tél. : 01-45-31-59-79 ; les 20, 21, 22, 23, 24, à 15 heures, 4 € et 8 €. Draguignan (83), théâtres en Dracénie, boulevard Georges-Clemenceau, le 21, à 17 heures, tél. : 04-94-50-59-43. Puis à Auray (56) le 7 mai, à Saint-Brieuc (22) les 30 et 31 mai, 15,50 €. Spectacles à partir de 4 ans et tout public. Danse au cœur, 12, rue Saint-Michel, Chartres (28), tél. : 02-37-36-42-68 ; les 23, 24, 29 avril et les 4 et 5 mai. Photo « L'Oiseau-Loup », de Joëlle Bouvier, © Guy Delahaye.**

**ARTS** • La première exposition de ce nouveau lieu montre des pièces qui n'ont rien perdu en acuité

## Le Plateau sous le signe de Robert Filliou, destructeur de certitudes



« Permanent Playfulness » (1973). Robert Filliou, ou une certaine manière d'employer le carton et de le déchirer, d'associer l'encre de l'imprimé et le crayon du gribouillage, la photo noir et blanc et le texte dactylographié.

DANS les années 1970, Robert Filliou visitait les musées avec, en poche, des tampons du genre essuie-meuble. Avec cet instrument, il époussetait des œuvres, autant que possible des œuvres célèbres d'artistes célèbres. Rangé dans une petite boîte en carton, accompagné d'une photographie de l'opération, le tampon sale devenait relique, mais relique dérisoire évidemment. Filliou appelait ces productions de la « poussière de poussière ». Le fétichisme muséal y est à son comble d'absurdité : parce que la poussière serait d'une autre nature, ayant été récoltée sur un chef-d'œuvre, et parce que Filliou parodie les usages et scrupules du conservateur archivant jusqu'au moindre débris. A l'arrière-plan, on devine l'*Élevage de poussière* de Marcel Duchamp et Man Ray.

Et si, aujourd'hui, un iconoclaste faisait de même avec un Filliou ? Et si ses anti-œuvres étaient devenues à leur tour, à force de temps et de commentaires, des œuvres respectables, dignes d'être époussetées avec révérence ? C'est là l'un des enjeux de l'exposition « Premiers mouvements – fragiles correspondances », par laquelle s'ouvre au public Le Plateau, lieu d'exposition pour l'art actuel voulu et créé par un artiste – Eric Corne –, et non par une administration culturelle.

L'exposition est conçue autour d'une vingtaine de pièces de Filliou, présent de la première à la dernière salle en compagnie d'artistes d'autres générations. Le seul point commun est, comme le titre l'indique, la fragilité : autrement dit le refus de se prendre trop au sérieux, l'art d'éviter le ton pontifiant et le style du sermon. D'où la question initiale : un Filliou, un quart de siècle après la mort de l'artiste, a-t-il encore la légèreté et l'impertinence qui étaient siennes au moment de sa création ?

### UNE ÉLÉGANCE DE LA PAUVRETÉ

La réponse – oui, incontestablement oui – tient à des détails indéfinissables : une certaine manière d'employer le carton et de le déchirer, d'associer l'encre de l'imprimé et le crayon du gribouillage, la photo noir et blanc et le texte dactylographié. Il y a, chez Filliou, une élégance de la pauvreté qui s'accorde exactement avec l'ironie détachée de la pensée. Elle s'attaque à la notion de collection comme à celle d'autoportrait, à la posture héroïque de l'artiste comme à celle, boulimique, du collectionneur. On y trouve des allusions au règne de la communication de masse, aux jeux vidéo, à la géopolitique – et à la fondation de la République géniale, territoire hors la loi qui n'existera jamais.

Lui qui a énoncé le « principe d'équivalence » du « bien fait, mal fait ou pas fait » n'a cessé de « bien » faire en aiguisant sa stratégie du « mal » fait, de l'apparement raté, de l'apparement improvisé, de l'approximatif qui se révèle exact, du négligé extrêmement précis. Plus on s'attarde au-dessus des vitrines, plus on lit les inscriptions punaisées ou collées par l'artiste, mieux il se vérifie que Filliou a été, au temps de

Fluxus et d'Allan Kaprow, un observateur impeccable de la société en train d'organiser le pouvoir du divertissement et le commerce des slogans, et qu'il est plus que temps de lui consacrer une exposition à sa mesure – celle-ci étant plutôt un hommage fervent qu'une étude historique.

Mieux, il se vérifie aussi que la désinvolture, l'absurdité, l'humour noir, sont des arts difficiles. Parmi les œuvres réunies autour des Filliou, celles de Bruce Nauman et de Gordon Matta-Clark sont tout naturellement à leur place : elles vont vite, elles touchent juste, elles ne s'embarrassent ni de précautions ni de virtuosité technique. D'autres demeurent prises dans ces pièges : tantôt des complications peu nécessaires, tantôt des effets un peu gros. Il n'empêche : en se plaçant sous le signe de Filliou, Le Plateau se déclare en faveur de la liberté et du danger. Tant mieux.

Philippe Dagen

**LE PLATEAU**, angle de la rue des Alouettes et de la rue Carducci, Paris-19<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-19-84-10. Du mercredi au vendredi de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Entrée libre. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## Classique

### NICE

#### La Traviata

Marcelo Alvarez dispute à Roberto Alagna et José Cura le titre de « quatrième ténor », après les trois qu'on sait. Marcelo Alvarez a attendu trente ans avant de se mettre au chant de façon professionnelle, mais il a rattrapé avec brio les années perdues. Après avoir chanté Rigoletto au Metropolitan Opera de New York, en mars, et y avoir remporté un grand succès, le ténor argentin, à la voix riche et puissante, incarne un autre grand rôle verdien, l'Alfredo de *La Traviata*, aux côtés d'un vétéran des planches, Leo Nucci. Opéra, 4-6, rue Saint-François-de-Paule, Nice (Alpes-Maritimes). Le 20, à 20 heures. Tél. : 04-92-17-40-40. 67 €.

### BLOIS

#### Sonia Wieder-Atherton et Raphaël Oleg

Le duo violon et violoncelle a beaucoup plus de répertoire qu'on ne le croit ordinairement, au-delà de son chef-d'œuvre le plus connu, la *Sonate* de Maurice Ravel. Il est vrai que cette formation ressemble à un quatuor dont deux membres

auraient raté l'avion, mais lorsqu'on écoute ladite sonate de Ravel, on a souvent l'impression d'entendre un quatuor, des flûtes et des percussions – comme le disait la violoniste Hélène Jourdan-Morhange –, bref un ensemble d'illusions sonores des plus extraordinaires. Comme les deux excellents musiciens français réunis – Sonia Wieder-Atherton, Raphaël Oleg – ont une vraie conscience de leur répertoire, ils donneront une œuvre un peu ardue de Iannis Xenakis, mais récompenseront le public par le lyrisme des duos de Glière et de Rolla.

Halle aux grains, place de la République, Blois (Loir-et-Cher). Le 20, à 20 h 30. Tél. : 02-54-90-44-00. 18 €.

## Danse

### AIX-EN-PROVENCE Macadam

Intitulée Macadam, histoire de ne pas oublier que le hip-hop a poussé sur le bitume, l'opération pilotée par « Danse à Aix » donne la parole aux danseurs et chorégraphes hip-hop, ainsi qu'aux artistes de la rue mixant danse, arts plastiques et acrobaties. Dans le cadre de la Cité du livre, cette semaine de festivités confrontera les jeunes

amateurs aixois avec Storm, le pionnier berlinois de la break dance, plus qu'impeccable dans son *Solo for Two*, au fil duquel il dialogue en dansant avec son double projeté sur grand écran. Les Belges fameux du Namur Break Sensation, le groupe Des Equilibres et la compagnie Révolution complètent cet aperçu percutant. Amphithéâtre de la Verrière - Cité du livre, 10, rue des Allumettes, Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Tél. : 04-42-96-05-01. Du 20 au 27, à 20 heures. De 6 € à 16 €.

### AMIENS

#### Temps danse

Pour la première édition de ce Temps Danse dédié à la danse contemporaine, la maison de la culture d'Amiens déploie une programmation pointue et forte avec des pièces relativement anciennes, mais qui résistent au temps avec une belle justesse. Exemples : *Solstice*, duo chorégraphié et interprété par Héla Fattoumi et Eric Lamoureux, *La Tentation*, de et par Jean Gaudin, *Tabou*, signé Marceline Lartigot, ou, encore plus récent, le solo *Will*, de Bernardo Montet, pour le danseur de l'opéra Wilfried Romoli. On pourra aussi se glisser dans les méandres vocaux de Francesca Lattuada et les pièces énigmatiques de Damiano Foa et Laura Simi.

Une offensive à suivre. La soirée de samedi se conclura par un bal tzigano-musette.

Maison de la culture, place Léon-Gontier, Amiens (Somme). Tél. : 03-22-97-79-77. Du 19 au 21. Horaires variables. 6 € par spectacle, 22 € (forfait 4 spectacles), Petits temps (Will, Tabou et Solstice). 3 €.

## Exposition

### MONTPELLIER

#### Made in USA, L'art américain de 1908 à 1947

Conçue par l'historien d'art Eric de Chassey, cette exposition ambitieuse et passionnante permet de découvrir tout un pan ignoré de l'art d'outre-Atlantique, et démontre que la modernité n'a pas surgi brutalement de l'école de New York de l'après-guerre. Grâce à une double articulation entre la peinture et la photographie, elle rappelle le rôle pionnier de Stieglitz et leurs interconnexions possibles. Musée Fabre, pavillon, esplanade Charles-de-Gaulle, Montpellier (Hérault). Tél. : 04-67-14-83-00. De 9 h 30 à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 10 heures à 17 h 30. Fermé le 1<sup>er</sup> mai. Fermé lundi. Jusqu'au 23 juin. 5,50 € ; expo + musée : 7,10 €.

## Sélection disques jazz et blues

par Sylvain Siclier

### ED THIGPEN

#### The Element of Swing



Agé de 72 ans, entré en jazz au début des années 1950, Edmond Leonard Thigpen est de

ces batteurs à l'ancienne pour qui le swing est bien l'élément déterminant. D'où le titre révélateur de cet enregistrement en public à la Jazz House de Copenhague en quartet avec le saxophoniste Joe Lovano. Sur la forme classique – AABA, thème/improvisation/thème – la musique est emmenée tranquillement par les effleurements de Thigpen aux cymbales, ses relances de caisse claire, le placement en tout point exact de Lovano, qui dose caresses et éclats. Le pianiste Carsten Dahl et le contrebassiste Jesper Bodilsen prennent avec ces deux-là dix ans d'excellence en une soirée. L'amateur à l'écoute aussi.

1 CD Stunt Records. Distribué par DAM.

### BRUNO MEILLIER

#### Onze bonbons

Saxophoniste, flûtiste et ici essentiellement manipulateur de machines, qu'il utilise avec beaucoup d'à-propos en artisan-musicien, Bruno Meillier a sélectionné une série de

compositions, évolutions et ambiances enregistrées de 1996 à 2001. Si ses *Onze bonbons* ressortissent d'une veine expérimentale dans le traitement sonore – dérapages, grinements ou frottements pensés comme mélodiques –, c'est en enlumineur qu'agit Meillier, par des ponctuations, de délicates superpositions ludiques de « bruits » musicaux, l'insertion de quelques souffles qui suffisent à traduire son expressivité au saxophone. L'art du détail en prenant le temps de solliciter l'imaginaire.

### CASSANDRA WILSON

#### Belly of the Sun

Talonnée sur le terrain folk-pop-jazz occupé par de plus en plus de chanteuses – après Madeleine Peyroux, Jane Monheit et dernière en date Norah Jones, qui lui emprunte même *New Moon Daughter* –, Cassandra Wilson retrouve une part de l'inspiration blues et country de son disque le plus pertinent à ce jour, *Blue Light Till Dawn*, paru en 1993. Nettement ancré dans les racines brutes du genre, *Belly of the Sun* dégage une nonchalance plaisante, qui va même par moments frôler une interprétation à minima de la plupart des musiciens. Dominant cet ensemble, la voix de Cassandra Wilson, profonde, inspirée, singulièrement présente, est plus particulièrement dans le vif de son sujet avec

les reprises de quelques anciens comme Mississippi Fred McDowell, Jimmy Webb ou Robert Johnson, où son phrasé impeccable s'exprime au plus haut.

1 CD Blue Note. Distribué par Capitol-EMI.

### ANDRÉ JAUME/ALAIN SOLLER Alliance

Curieux des autres par nature, André Jaume est de ces musiciens voyageurs – il a été marin – qui aiment explorer des cultures et des pratiques musicales dans le but de cerner ce qu'il peut leur apporter. Cette démarche, à l'opposé de la tentation de monter des projets sur une accumulation de noms, ne peut se faire sans un rapport fort à l'amitié. Telle cette *Alliance* avec le guitariste Alain Soller pour une virée jazz calypso et afro-blues enregistrée avec des musiciens seychellois, le bassiste Tony Julie, le batteur Andy Constance et le percussionniste Bruce Fréminot. En échappée collective, la musique du quintet trouve ses fondements dans des rythmes de l'archipel sans tomber dans la « couleur locale », mais bien en interaction et attention, que cela soit au travers de reprises de Sonny Rollins, Charlie Haden, Chick Corea ou Sonny Stitt, ou sur des thèmes originaux. Tout en grâce mélodique et énergie naturelle.

1 CD CELP Musiques. Distribué par Harmonia Mundi.

### THE HOLLYWOOD FATS BAND

#### The Definite Collection

Paru en 1979, l'unique album du Hollywood Fats Band, groupe météorite de la scène blues-rock de Los Angeles, avait été réédité sous le titre de *Rock this House*, accompagné de six inédits tirés des séances d'enregistrement. Le tout, complété d'une poignée d'autres titres et de versions différentes des titres du 33-tours original, a été regroupé en deux CD sous un bel emballage cartonné, avec reproduction de la bande dessinée publiée à l'époque avec le disque.

Poussé par le guitariste Michael « Fats » Mann et le pianiste Fred Kaplan, tous deux nés en 1954 et tous deux ayant fait leurs armes comme accompagnateurs des maîtres du blues, le Hollywood Fats Band serait plutôt du genre pousse-au-crime. Boogie-woogie, influences rock'n'roll et blues électrique pour aller au plus direct. A l'harmonica et au chant, Al Blake exprime une même urgence, tandis que le bassiste Larry Taylor – membre de Canned Heat – forme avec le batteur Richard Innes une paire rythmique guère plus concernée par les fioritures. La prise de son basique est le reflet de l'esprit général de l'album, type ça passe ou ça casse. Ce qui ne peut que faire du bien.

1 double CD Crosscut Records. Distribué par Socradisc.

**CONCERTS**

**cité de la musique**  
musée, concerts, centre d'information

*L'invention du sentiment*  
**Quatuor Belcea**  
Haydn, Schubert  
27 avril > 16h30  
28 avril > 15h

www.cite-musique.fr/resa  
**01 44 84 44 84**

**ensemble**  
contemporain

**Dimanche 28 avril**  
16 h 30, grande salle

**Solistes**  
**au Centre Pompidou**

**Morton Feldman**  
Four instruments  
*The viola in my life*

**Wolfgang Rihm**  
*Fremde Szene I*

**Thierry Lancelo**  
*VANISHING POINT*, création mondiale

**Jean-Luc Hervé**  
*Réve de vol*

**Centre Pompidou** renseignements  
01 44 84 44 72

# Philippe Torreton : moi et Mamère

**SOUTIEN DE CAMPAGNE** • L'ancien sociétaire de la Comédie-Française votera pour le candidat des Verts sans souscrire à l'écologie militante

ON L'IMAGINE grande gueule, râleur. Le confondrait-on avec Bertrand Tavernier, le cinéaste qui l'a révélé au grand public avec *Capitaine Conan*? En fait, le comédien Philippe Torreton est un jeune homme clair et net, simple, direct. Ses convictions, ses engagements, il les dit sans taper sur le voisin, sans en faire la matière d'un discours « théâtral ». On sent chez lui, issu d'un milieu modeste, la volonté de croire à de grandes choses, de grandes idées, voire des idéologies : « Depuis la chute du mur de Berlin, on nous a fait croire qu'il n'y avait plus d'idéologies, que tout était fichu, aux mains des gestionnaires. Moi je ne veux pas de cette politique-là. Je crois vraiment à des actions politiques qui ont à la fois une portée symbolique et réelle : je pense à Pierre Mendès France, qui réglait à la fois le conflit d'Indochine et imposait un verre de lait à chaque enfant à l'école. »

Philippe Torreton s'est pourtant naguère engagé auprès d'Arlette Laguiller, qui correspond à l'idée un peu caricaturale qu'on se fait d'une partisane de l'idéologie pur jus. « Ce n'était pas dans le cadre d'une élection présidentielle mais dans celui d'une élection au Parlement européen, et je trouvais qu'il était bon que l'extrême gauche y soit représentée. Cela dit, je l'ai regretté car je n'ai pas suivi Arlette Laguiller dans sa contestation de la taxe Tobin. Car, en attendant, qu'est-ce qu'on fait ? Il est vrai que la taxe Tobin, c'est un peu l'arbre qui cache la forêt, mais en attendant, cela ferait au moins un arbre... »

Pourtant, Philippe Torreton ne manque pas d'idées politiques radicales d'extrême gauche : « Regardez cette injustice flagrante : des villes comme Neuilly qui ont des taxes professionnelles gigantesques, des revenus énormes, des infrastructures depuis longtemps amorties et à côté de cela des cités qui n'ont rien. Comment peut-on accepter qu'il n'y ait pas une régulation de cette injustice flagrante ? C'est vertigineux... » Et Philippe Torreton de s'emporter contre les faux semblants de la politique, et particulièrement contre Dominique Voynet et son action au gouvernement de Lionel Jospin. « Qu'est-ce qu'on retient de Voynet ? Les chasseurs et la pastille verte pour les voitures propres ! Mais c'est une mesure antidémocratique ! Car ceux qui n'ont pas les moyens de renouveler leur automobile n'auront jamais cette pastille verte ! On peut paradoxalement être écologiste et pour le nucléaire, contrôlé et surveillé, on peut être écologiste et vivre avec la chasse, car il y a des chasseurs qui sont plus écologistes dans l'âme et la pratique que des écologistes purs et durs. Je n'ai plus envie de ces combats d'arrière-garde. La France n'est pas en danger à cause des chasseurs, il y a des problèmes plus graves, non ? »

## BIOGRAPHIE

► **1965** : naissance à Rouen.

► **1990** : nommé sociétaire de la Comédie-Française.

► **1997** : reçoit un César pour son rôle-titre dans « Capitaine Conan », de Bertrand Tavernier.

► **1999** : claque la porte de la Comédie-Française.

► **1999** : joue « Henry V » dans la Cour d'honneur d'Avignon.

Il accuse Dominique Voynet, mais n'est-elle pas allée au charbon, ne s'est-elle pas coltée avec la réalité de la vie politique, aux nécessités des compromis qu'impose celle-ci, et plus encore au sein d'une majorité plurielle ? Et que penser de Noël Mamère, de ses attermolements devant un rôle qu'il a pourtant fini par endosser ? « C'est de la mélancolie agissante ! Il y a une phrase d'Aristote qui dit : "Tout être d'exception est mélancolique". Je ne vous cite pas Aristote pour faire chic, c'est juste parce que je prépare un tournage où, à propos de Napoléon, cette phrase a été utilisée. Je soutiens Mamère parce que le problème majeur de la politique de ce pays est que les candidats sont recrutés dans la même catégorie sociale. Il n'y a pas assez de Bérégozov. Mamère vient d'ailleurs, il est différent. Il y a certainement dans son projet l'absence de certains axes, et il est clair qu'il a un peu de chances d'être élu président de la République. Mais si je me suis engagé à ses côtés, c'est parce que ses idées me semblaient les meilleures et qu'elles pouvaient mener à un vrai débat, à une nouvelle image des écologistes. Il est clair qu'il y a actuellement une zone de flou politique chez les Verts, mais je pense qu'avec Mamère on peut aller vers une politique plus pragmatique, une politique du quotidien, du "vivre ensemble". »

Il est donc clair que Philippe Torreton a choisi de soutenir la personnalité qu'est Noël

Mamère plus que les Verts en tant que tels. « Cela fait déjà pas mal de temps qu'on se connaît. On s'est rencontrés à la projection en avant-première d'un film. Et puis nous avons déjeuné ensemble, nous nous sommes revus, avons beaucoup discuté, échangé des idées. Nous sommes d'accord sur l'essentiel mais par sur tout, mais il m'apparaissait logique de le soutenir, dès lors qu'il a été désigné candidat des Verts à l'élection présidentielle. »

## « DEMANDE DE CULTURE »

On parle depuis un bon moment avec Philippe Torreton de son engagement auprès de Noël Mamère, mais pas une fois, il ne justifie son geste et ses dires en tant que personnalité reconnue du monde de la culture. « Mon engagement n'est pas seulement celui d'un artiste, c'est un engagement dans la société. Je m'inscris dans la lignée de Jean Vilar, qui défendait la culture de l'élite pour tous, la qualité pour tous, un accès équitable. Il faut que tout le monde puisse voir du théâtre. Mais pas forcément que les gens de Saint-Denis ou de Bobigny n'aient droit qu'à du théâtre d'avant-garde et la province à des spectacles ringards. D'ailleurs, je crois qu'il faudrait rééquilibrer tout cela, donner plus de moyens aux petites structures locales, qui font tant pour la diffusion de proximité. Moi je tourne en ce moment dans la pièce On ne refait pas l'avenir, de mon épou-

se, Anne-Marie Etienne, et c'est fou ce que je rencontre de gens qui sont en demande de culture. J'avais réfléchi à une structure de théâtre mobile, avec deux camions high-tech qui formeraient une régie et une salle, une sorte de petite Comédie-Française qui jouerait là où il n'y a rien, pas même ces petites organisations municipales ! C'est tombé à l'eau, pour le moment... »

Philippe Torreton n'est ni candidat à la direction d'un théâtre ni à un improbable ministère de la culture « vert », mais il ne manque pas d'idées et d'idéaux. Et l'on peut compter sur sa sympathique, généreuse et finalement grande gueule pour les faire connaître...

Renaud Machart

Ce neuvième « Soutien de campagne » clôt notre série, après les portraits de Paul Chemetov pour Robert Hue (*Le Monde* du 16 mars), Jean-Jacques Aillagon pour Jacques Chirac (*Le Monde* du 18 mars), Daniel Mermet pour Olivier Besancenot (*Le Monde* du 27 mars), Guy Pellaert pour Jean-Pierre Chevènement (*Le Monde* du 30 mars), Mario Canonge pour Christiane Taubira (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> avril), Bernard Murat pour Lionel Jospin (*Le Monde* du 5 avril), Monique Nemer pour Lionel Jospin (*Le Monde* du 11 avril) et Frédérique Dumas pour François Bayrou (*Le Monde* du 17 avril).



## LES GENS DU MONDE

■ La chanteuse américaine **Liza Minnelli** a annulé le concert parisien qu'elle devait donner, le 16 avril, au Palais des congrès à Paris, en raison de l'enregistrement d'un nouvel album à Los Angeles. Une simple affiche apposée sur la porte de la salle de concert en a prévenu les spectateurs au tout dernier moment. Toutes les dates de la tournée européenne prévue par la chanteuse ont également été annulées.

■ Le jury 2002 du Festival de Cannes au complet : à une semaine de l'annonce de la sélection officielle du Festival de Cannes, qui aura lieu le 24 avril, **Gilles Jacob** a dévoilé la composition du jury des longs métrages, qui établira son palmarès le 26 mai. Le président, **David Lynch**, sera donc rejoint le 15 mai par **M<sup>mes</sup> Christine Hakim, Sharon Stone et Michelle Yeoh** ainsi que par **MM. Bille August, Claude Miller, Raoul Ruiz, Walter Salles et Régis Wargnier**.

■ Le ténor espagnol **Plácido Domingo**, qui donnait un récital le 16 avril au Théâtre national de Saint-Domingue, a confié qu'il rêve d'interpréter pour le cinéma le rôle du compositeur **Giacomo Puccini** dans les dernières années de sa vie, quand celui-ci a composé *La Bohème*, *Madame Butterfly* et *Turandot*, opéra qu'il n'a pu achever avant sa mort en 1924. Mais le chanteur pourrait manquer de temps en raison de ses engagements, comme le concert qu'il doit donner le 27 juin avec les ténors **José Carreras et Luciano Pavarotti**, lors de la Coupe du monde de football à Yokohama, au Japon.

■ **Keith Richards, Jon Bon Jovi et Sheryl Crow** sont quelques-uns des stars qui ont participé le 15 avril à un concert au Ryman Auditorium de Nashville en hommage au chanteur **Willie Nelson**. « Willie Nelson Friends : Stars Guitars » a été enregistré en public par la télévision et sera diffusé le 27 mai sur USA Network. « C'est la meilleure jam-session à laquelle j'aie jamais participé », a déclaré le chanteur à l'issue de l'enregistrement.

■ L'acteur américain **Tom Cruise** est le narrateur d'un film documentaire réalisé en 3D dans l'espace par 25 astronautes lors de l'assemblage de la station spatiale internationale. *Space Station 3D* sera projeté le 27 avril au Musée des sciences de Londres.

■ Le réalisateur italien **Bernardo Bertolucci** s'est vu conférer, le 17 avril, le titre de docteur *honoris causa* de l'université de Turin pour son action dans les champs des arts.

■ La région espagnole de Castille et de la Manche vient d'arrêter un ambitieux programme visant à célébrer, en 2005, le quatre centième anniversaire de la publication de **Don Quichotte**. La création d'une fondation, déjà dotée de 18 millions d'euros, a été décidée de même que le principe d'une nouvelle édition de ce chef-d'œuvre mythique.

## RADIO

### VENREDI 19 AVRIL

► **Le mag du Net**  
RFI, 16 h 10  
Mikael Thevenet répond notamment aux internautes dont le site Web personnel a été piraté : comment se protéger contre les attaques et quelles sont les parades juridiques à mettre en œuvre, sachant que les lois varient d'un pays à l'autre ?

► **Black & Blue**  
20 h 30, France-Culture  
Alain Gerber aborde la neuvième figure de son *Jardin des muses*, Terpsichore – mère des Sirènes et muse de la Danse. Danse et jazz, un couple fidèle. Depuis les maisons closes de La Nouvelle-Orléans jusqu'aux performances modernistes de Cecil Taylor. Une émission accompagnée par Gilles Anquetil et dédiée à Fred Astaire.

► **Pollen**  
21 h 04, France-Inter  
La chanteuse Juliette, puis Benabar, Kino et Kemar sont les invités de Jean-Louis Foulquier.

► **Cultures d'Islam**  
21 h 30, France-Culture  
En compagnie de la philosophe Marie-José Mondzain, Abdelwahab Meddeb mène une réflexion sur la tradition théologique et esthétique de l'icône à partir du thème de son dernier ouvrage, *Le 11 septembre : l'image peut-elle tuer ?*

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Zapping électoral

CE SONT les dernières images de cette mornie campagne du premier tour, Corinne Lepage gobant une huître à Marennes-Oléron, Lionel Jospin aspergé de ketchup à Rennes, Jean-Marie Le Pen arpentant une estrade à grands pas à Marseille. L'impression est curieuse et, pour tout dire, contradictoire. On s'est sérieusement ennuyé et, en même temps, on est surpris que cela soit déjà pratiquement fini. Le seul événement un peu notable est le coup de pouce donné aux « petits » candidats par les spots officiels, sur les chaînes publiques. Bien des gens ont découvert à cette occasion que certains d'entre eux étaient fort sympathiques. La campagne présidentielle commence à ressembler à un casting pour une émission de télé-réalité.

Ce sont aussi les dernières salves des « grands » candidats. C'était mercredi soir Jacques Chirac sur TF 1. Combien de fois a-t-on vu Patrick Poivre d'Arvor s'entretenir avec Jacques Chirac ? Le thème de l'insécurité a été au centre de cette campagne, et c'est vous qui l'avez imposé, lance PPDA. Tout cela n'a-t-il pas d'ailleurs commencé, le 14 juillet dernier, avec les propos tenus par le même Chirac sur cette même chaîne ? PPDA pourrait aller plus

loin encore. En accordant autant de place à tous les actes de délinquance, petits et grands, commis ces derniers mois, TF 1 a largement contribué au concert.

On a donc droit au leitmotiv de Chirac : « L'insécurité, c'est aujourd'hui la préoccupation majeure des Français, et, derrière l'insécurité, il y a l'autorité de l'Etat. » Suit la variation obligée sur les « zones de non-droit » et sur les « réseaux mafieux » qui vivent « de l'immigration, de la prostitution, du trafic d'armes et de la drogue ». La musique est familière. Il y a pourtant une note nouvelle, avec le mot « immigration » qui, jusqu'ici, n'était pas utilisé dans ce contexte.

Les remèdes préconisés par Chirac, notamment la création d'un grand ministère de la sécurité, ne ressemblent-ils pas singulièrement à ceux proposés par Jospin ? La réponse mérite d'être citée : « Je n'ai pas à commenter le programme de M. Jospin. J'observe simplement qu'il n'a rien fait d'efficace ni de suffisant pendant cinq ans. » Qu'est-ce que cela serait s'il s'était mis à commenter ledit programme ? Ainsi va la campagne à la télévision. L'électeur, selon les sondages, aurait, quant à lui, plutôt tendance à zapper ailleurs que chez les « grands » candidats.

## TÉLÉVISION

### La diaspora des Arméniens

Ce film, écrit et réalisé par Bruno Ulmer (une coproduction France 5 - Son et lumière), est exemplaire. Ni prosélyte ni manichéen. Remarquablement construit en va-et-vient entre l'histoire (images d'archives saisissantes) et le contemporain immédiat ; entre les témoignages individuels et l'expression collective ; entre « l'héritage » et les parcours de plusieurs générations. Sur un commentaire mis en voix par Nicolas Beaulieu, *Les Arméniens de Marseille* bouscule le supposé « modèle d'intégration réussie » censé caractériser la « communauté » des 80 000 Français d'origine arménienne de la cité phocéenne. En vis-à-vis historique, le premier génocide du XX<sup>e</sup> siècle, reconnu publiquement par la France en janvier 2001 mais toujours nié par l'Etat turc : en septembre 1915, 1 500 000 Arméniens, soit les trois quarts de la population, furent exterminés après que les chefs musulmans de l'Empire ottoman eurent appelé à l'union sacrée. A cet acte fondateur de la diaspora se greffe l'histoire de l'Arménie, ex-République soviétique fondée en 1936, devenue indépendante en 1991 et aujourd'hui touchée par une violente crise économique. Contrastes et contradictions des réalités, des existences, des idées et des aspirations, ici et là-bas. — Val. C.

« Les Arméniens de Marseille », vendredi 19 avril, 20 h 45, France 5 (sur le satellite et le câble numérique). Diffusion hertzienne, lundi 22 avril, 16 heures.

### VENREDI 19 AVRIL

► **Drancy, dernière étape avant l'abîme**  
20 h 50, Odyssee  
Le 28 avril sera la Journée nationale du souvenir et de la déportation ; le 27 mars, celle du 60<sup>e</sup> anniversaire du départ, de Drancy, d'un premier train vers les camps de la mort. Les derniers témoins, des rescapés aujourd'hui âgés de 70 à plus de 80 ans, n'étaient alors que des enfants

ou des adolescents. Ce sont leurs récits, dignes, précis, qui scandent le film tenu et bouleversant de Cécile Clairval.

► **Manhattan Charity**  
21 h 40, Arte  
Les individus, les sociétés aux prises avec le pouvoir de l'argent, la globalisation, la suprématie de l'économique et la démission du politique. Après une première vague de documentaires en avril 2001, la collection « La Bourse et la vie » — lancée

par Thierry Garrel (responsable de l'unité documentaire d'Arte France) et son adjointe Pierrette Ominetti — s'enrichit de cinq nouvelles approches de cinéastes. En ouverture, *Manhattan Charity*, de Florence Martin-Kessler. Une plongée dans le monde de la philanthropie américaine, source de prestige et de précieux avantages fiscaux...

► **Elvire Jouvot 40**  
22 h 15, Festival  
Louis Jouvot avait consacré les sept leçons autour de *Dom Juan* (acte IV, scène 6), données à son élève Claudia entre le 14 février et le 21 septembre 1940. En 1986, Brigitte Jaques en réalise une création théâtrale puissante, rapidement devenue succès international. Molière du meilleur acteur en 1987 pour l'excellent Philippe Clévenot (mort en octobre 2001), campé dans le rôle du maître face à l'intense Maria de Medeiros (Claudia).

Remarquablement filmées par Benoît Jacquot, l'exigence et l'ascèse de l'artiste par temps de danger.  
► **Ardente jeunesse**  
22 h 35, Arte  
Sur le thème du chassé-croisé amoureux, Joan Crawford et Douglas Fairbanks Jr (fiancés à l'écran et mariés dans la vie), à l'affiche de ce muet de la MGM réalisé par Jacques Conway en 1929, superbement restauré.

## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 18 AVRIL

## TF1

**16.30** Excluf 17.05 Melrose Place Folie furieuse. Série 17.55 7 à la maison C'est arrivé cette nuit. Série 18.55 Le Bigdil 19.55 Météo, Journal 20.30 Face à la une Invité : Lionel Jospin 20.50 Météo.



**20.55 UNE FEMME D'HONNEUR** Portrait d'un tueur. Série. Avec Corinne Touzet, Philippe du Janerand, Alexis Moati, Margot Abascal. 2098296  
*Trois femmes ont été égorgées en une semaine et les gendarmes n'ont aucun indice pour commencer leur enquête : la hiérarchie est furieuse.*

**22.45 PAYBACK** Film. Brian Helgeland. Avec Mel Gibson, Gregg Henry, Maria Bello, David Paymer, Bill Duke. *Suspense* (Etats-Unis, 1999). 4002944

**0.40** Les Couilles de l'économie Magazine 1.30 Excluf 2.00 Vis ma vie Magazine 3.35 Reportages Les derniers bidasses 5071600 4.05 Histoires naturelles Documentaire 2413345 4.55 Musique (5 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**20.30** Tintin et les oranges bleues ■■ Philippe Condroyer (France - Espagne, 1964, 100 min) **Canal J**  
**20.45** Nelly et Monsieur Arnaud ■■ Claude Sautet. Avec Michel Serrault, Emmanuelle Béart (Fr. - It. - All., 1995, 105 min) **Match TV**  
**20.45** Mortelle randonnée ■■ Claude Miller (France, 1983, 100 min) **CineCinemas 1**  
**20.45** Hantise ■■ George Cukor (Etats-Unis, 1944, N., 110 min) **CineClassics**  
**20.45** Les Milles, le train de la liberté ■■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) **TPS Star**  
**20.45** Entretien avec un vampire ■■ Neil Jordan (Etats-Unis, 1994, v.m., 135 min) **TCM**  
**21.00** Gilda ■■ Charles Vidor (Etats-Unis, 1946, N., 110 min). **Paris Première**  
**22.10** Le Treizième Guerrier ■■ John McTiernan et Michael Crichton (EU, 1999, 100 min) **Cinéstar 1**  
**22.15** Eléna et les hommes ■■ Jean Renoir (France, 1956, 105 min). **Disney Channel**  
**22.35** En quatrième vitesse ■■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 105 min) **13<sup>ème</sup> Rue**  
**0.30** Wonder Bar ■■ Lloyd Bacon (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 90 min). **TCM**  
**0.50** La Vie privée d'Henry VIII ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1933, N., 90 min) **Cinétoile**

## FRANCE 2

**17.15** Qui est qui ? **17.55** JAG Série **18.40** On a tout essayé **19.35** Un gars, une fille **19.45** Campagne électorale présidentielle **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Invité : François Bayrou **20.50** Météo.



**21.05 ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Guilaine Chenu. Au sommaire : Sous le règne des enfants tyrans ; Les invités d'Allah. 6181234  
*En février dernier, le pèlerinage annuel a rassemblé près de deux millions de croyants musulmans à La Mecque, berceau de l'islam.*

**23.15 COMME AU CINÉMA** Magazine présenté par Frédéric Lopez. Invités : Isabelle Nanty, Brian De Palma, Lorant Deutsch, Samuel Le Bihan, Samy Naceri, Claire Keim. 4580012

**1.20** Journal de la nuit, Météo **1.45** Nikita Trêve fatale. Série **2.30** Fallait y penser Magazine **4.30** 24 heures d'info **4.55** Safari namibien Documentaire 5321074.

## FRANCE 3

**17.35** C'est pas sorcier **18.05** Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 RENCONTRE AVEC JOE BLACK** Film. Martin Brest. Avec Brad Pitt, Anthony Hopkins, Claire Forlani, Jake Weber, Marcia Gay Harden. *Drame* (EU, 1998). 77112741  
*La mort s'installe dans le corps d'un jeune homme décédé et s'attache à un milliardaire cardiaque.*

**1.00 SUJET TABOU** Les Drag Kings. Documentaire. Peter Schwartz. 8120971

**1.55** La Loi de Los Angeles Il y a toujours un singe qui trinque. Série 2564093 **2.35** Espace francophone Mémorial 6271432 **3.00** Ombre et lumière **3.30** C'est mon choix... ce soir **3.55** Soir **4.15** Des racines et des ailes (95 min).

## CANAL+

► En clair jusqu'à 20.45 **18.40** Futurama Série **19.05** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**20.45 INTIMITÉ (INTIMACY)** ■ Film. Patrice Chéreau. Avec Mark Rylance, Kerry Fox, Timothy Spall, Alastair Galbraith, Philippe Calvario. *Drame* (France, 2000). 412437  
*Un homme et une femme que ne relie que des rendez-vous furtifs et purement sexuels se laissent prendre aux pièges des sentiments. Une réflexion un peu théorique.*

**22.40 JEUDI BOXE** Magazine présenté par Jean-Claude Bouttier, Christine Delcourt. 271708

**0.10** Le Comte de Monte-Cristo ■■ Film. Claude Autant-Lara. Avec Louis Jourdan, Yvonne Furneaux. *Cape et épée* (France, 1961) **0** 4356277 - 3768906 **3.20** Hockey sur glace Championnat de la NHL (105 min) 8938971.

## FRANCE 5 / ARTE

**16.00** Planète insolite **17.00** Fenêtres sur Cuba **17.30** 100 % Question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Voyages, voyages **19.45** Arte info **20.15** Reportages Les tigres de la piste.



**20.40 PREMIÈRE SÉANCE - LES ANGES DE L'UNIVERS** Film. Fridrik Thór Fridriksson. Avec Ingar Eggert Sigurdsson, Baltasar Kormákur, Björn Jónundar Fridbjörnsson, Hilmir Snaer Gudnason. *Drame* (Islande, 2000). 593741  
*Un homme amoureux et malheureux sombre dans la folie et découvre l'asile psychiatrique.*

**22.25 THEMA - ILLUSIONS ET TROMPERIES** LE MEILLEUR DES MONDES. La victoire du virtuel. Documentaire. Henning Burk (Allemagne, 2001). 106174418  
**23.10** Thema La Face cachée du visage 591418.

**23.55** Thema L'Art de la tromperie. Documentaire 3560465 **0.40** Domicile conjugal ■■ Film. François Truffaut. Avec Claude Jade. *Chronique* (Fr., 1970) 6937635 **1.15** Le Truc de Konaté F. R. Nacro (Fr. - Burk., 1996, 30 min).

## M6

**16.10** M6 Music **16.40** Madame est servie Série **17.10** Highlander Série **18.05** Le Flic de Shanghai Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra Café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



**20.50 LOFT STORY** Qui sera le onzième lofteur ? Divertissement présenté par Benjamin Castaldi. 9971079  
*Ce soir, le loft accueille un nouveau candidat*

**23.20** Ally McBeal Situations compromettantes **0** 4642128. Série. Avec Calista Flockhart, Gil Bellows. 6871258

**1.49** Météo **1.50** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (310 min) 87518345.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30. *Bless*, de Christine Spinati.  
**21.00** Le Gai Savoir. Marie-Pierre Latry.  
**22.00** Journal. **22.10** Multipistes.  
**22.30** Surpris par la nuit. J'ai rendez-vous avec mon corps.  
**0.05** Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Par l'Orchestre national de France, dir. Zdenek Macal : Œuvres de Mozart, Martinu.  
**22.00** En attendant la nuit.  
**23.00** Jazz, suivez le thème. *Squeeze me*.  
**0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. *Suite italienne*, de Stravinsky ; *Gayaneh*, de Khatchaturian, dir. E. Svetlanov.  
**20.40** 12<sup>ème</sup> Festival Piano aux Jacobins. Œuvres de Haydn, Ravel, Franck, Moussorgski.  
**22.10** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de R. Schumann, Mahler.  
**0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## DÉBATS

**18.30** Face à la presse. Elie Barnavi. Public Sénat

## MAGAZINES

**13.05** Au nom de la loi. Pédophilie, du sordide au doute. **13.55** Bobobé de Matongé. TV 5  
**13.15** Zig Zag café. Etre artiste et handicapé. TSR  
**14.05** Le sens du voyage, le voyage des sens. Invité : Michel Polac. Voyage  
**16.40** i présidentielle. Invités : François Bayrou ; Arlette Laguiller. i télévision  
**17.00** Comme à la télé. Invités : Nikos Aliagas ; Annie Lemoine ; Fabienne Egal. Match TV  
**18.55** « J'y étais ». Invitée : Macha Béranger. Match TV  
**19.00** Explorer. Trésor volé du Cambodge. Pilleurs de sites ! National Geographic  
**19.10** L'Invité de PLS. Invitée : Martine Aubry. LCI  
**22.35** Open club. Anna Karina. CineClassics  
**22.50** Recto Verso. Invitée : Zazie. Paris Première

## DOCUMENTAIRES

**19.15** Giotto. Mezzo  
**19.55** Paroles de tortionnaires. Histoire  
**20.00** Des ânes en route pour Tombouctou. Voyage  
**20.00** Les montagnes de l'Antarctique. Nat. Geographic  
**21.00** Route 66, sur les traces d'un mythe. [2/3]. Voyage

**21.00** Le Siècle de Jorge Semprun. [1/2]. 1914-1945. Histoire  
**21.50** Explorateurs de l'insolite. Soif d'aventures. Odyssée  
**22.50** Zone libre. L'insoutenable condition des Kurdes. Histoire  
**23.00** Le Sourire du requin. National Geographic  
**23.30** Algérie. [2/2]. Confrontés à la torture, ils n'oublieront jamais. Histoire  
**0.00** Un voyage, un train. De Londres à Athènes : sur les traces du mythe de l'Arcadie. Voyage  
**0.35** Nos cousins de la jungle. [1/3]. Odyssée

## SPORTS EN DIRECT

**19.00** Tennis. Tournoi féminin de Charleston. Eurosport  
**20.30** Basket. Euroligue masculine (2<sup>e</sup> phase, 6<sup>e</sup> journée) : Vitoria - Maccabi Tel Aviv. Pathé Sport

## DANSE

**17.00** Ivan le Terrible. Chorégraphie de Grigorovitch. Musique de Prokofiev. Par les danseurs du Bolchoï. Avec Irek Mukhamedov, Natalia Bessmertnova. Avec l'Orchestre du Théâtre du Bolchoï, dir. A. Zhuraitis. Mezzo  
**0.00** Giselle. Chorégraphie de Patrice Bart. Musique d'Adam. Par le ballet de la Scala. Avec Alessandra Ferri (Giselle), Massimo Murru, Maurizio Vanadia, Maurizio Luceri. Avec l'Orchestre du Teatro alla Scala, dir. Paul Connelly. Mezzo

## MUSIQUE

**19.50** Clérambault. *Magnificat*. Versailles, en 1998. Par l'Orchestre Musica Aeterna de Bratislava et Les Pages et les Chantres de la Chapelle, dir. Olivier Schneebeli. Mezzo  
**21.55** Hélène Grimaud à la Cité de la musique. Enregistré en 2001. Avec Roland Daugareil (violin), Nathalie Lamoureux (violin), Jean Dupouy (alto), Emmanuel Gaugué (violoncelle), Pascal Moraguès (clarinette). Mezzo  
**22.55** Schumann. *Dichterliebe* opus 48. En 1986. Avec Olaf Bär (baryton), Geoffrey Parsons (piano). Mezzo

## TÉLÉFILMS

**18.15** Les Moissons de l'océan. François Luciani. [1/4]. TV 5  
**18.50** Jésus de Nazareth. Franco Zeffirelli. [4/4] **0** Festival  
**20.40** Léon Morin, prêtre. Pierre Boutron **0** Festival

## SÉRIES

**19.55** Les Anges du bonheur. La tempête de neige **0** Téva  
**19.55** Le Caméléon. Ligne de vie. Série Club  
**22.25** Profiler. Le repaire de Jack **0** Série Club  
**22.30** L'Insti. Frères de sang. TV 5  
**23.20** Sports Night. Celebrities (v.o.). Série Club  
**0.15** X-Files, aux frontières du réel. Orison (v.m.) **0** TSR  
**0.30** I Love Lucy. The Handcuffs (v.o.) **0** Téva  
**0.55** Les Soprano. Le vagabond heureux (v.o.) **0** Canal Jimmy

## VENDREDI 19 AVRIL

## TF1

**12.10** Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'Amour Feuilleté **14.45** Le Gendre idéal Téléfilm. Randall Miller. Avec Emily Holmes, John Larroquette (Can., 2001) **16.30** Excluf **17.05** Melrose Place Melrose est un panier de crabes. Série **17.55** 7 à la maison L'Indic. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.50 SPÉCIALE SANS AUCUN DOUTE** Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M<sup>e</sup> Didier Bergey. Invités : Pierre Arditi, Muriel Robin. Au sommaire : Dans la colère : le scandale des doxamines ; Dans l'envie : le scandale des voyages à bas prix ; Dans la luxure : Les rencontres sur Internet ; Dans l'avarice : Scandale dans l'immobilier. 97385991

**23.10 C'EST QUOI L'AMOUR ?** Magazine présenté par Carole Rousseau **0**. 2401906

**0.35** Les Coups d'humour Invité : Tex 1790488 **1.10** Excluf Magazine.

**1.45** Reportages Les baroudeuses de la foi 2312488 **2.10** Très chasse Documentaire **3.05** Histoires naturelles Documentaire **4.25** Musique (35 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.40** Le Docteur Jivago ■■ David Lean (Etats-Unis, 1965, v.m., 200 min) **TCM**  
**19.00** Chantons sous la pluie ■■ Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1952, v.m., 90 min). **TCM**  
**21.00** Lady Hamilton ■■ Alexander Korda (Grande-Bretagne, 1941, N., 125 min) **0** **Cinétoile**  
**21.00** La Chair de l'orchidée ■■ Patrice Chéreau (Fr. - All. - It., 1974, 115 min) **0**  
**21.00** Billy Budd ■■ Peter Ustinov (GB, 1962, N., v.o., 120 min) **0**  
**21.00** Louis, enfant roi ■■ Roger Planchon (France, 1992, 160 min) **0**  
**21.00** Cookie's Fortune ■■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 115 min) **0** **CineCinemas 1**  
**22.15** Elvire Jouvett 40 ■■ Benoît Jacquot (France, 1987, N., 65 min). **Festival**  
**22.20** Révolutions ■■ Michael Mann (Etats-Unis, 1999, v.m., 150 min) **0** **Canal + Vert**  
**22.20** Arsenic et vieilles dentelles ■■ Frank Capra (Etats-Unis, 1942, N., v.m., 115 min) **0** **TCM**  
**22.35** La Planète des singes ■■ Franklin J Schaffner (Etats-Unis, 1967, v.m., 110 min) **0** **CineCinemas 3**  
**22.55** Camille Claudel ■■ Bruno Nuytten (France, 1988, 165 min) **0** **CineCinemas 2**  
**23.05** Le Juge et l'Assassin ■■ Bertrand Tavernier (France, 1975, 120 min) **0** **Cinétoile**  
**0.50** Les Abysses ■■ Nico Papatakis (France, 1962, N., 90 min) **0** **CineClassics**

## FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.40** ET 19.45 Campagne électorale présidentielle **14.10** Inspecteur Derrick Série **15.10** Un cas pour deux L'ange de la mort. Série **16.15** En quête de preuves Le chien du lac. Série **17.05** Un livre **17.10** Qui est qui ? **17.50** JAG Et un bébé, un ! Série **18.40** On a tout essayé **19.35** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Invité : Robert Hue **20.55** Météo.



**21.05 UNE SOIRÉE DE POLARS** **21.05** P.J La taupe 7031567. Série. Avec Charles Schneider, Valérie Bagnou-Beido, **22.00** Avocats et associés Retour de bâton ! 43890. Série. Avec François-Eric Gendron. **22.50** Lyon police spéciale L'affaire Paoli **0** 4807093. Série. Avec Maya Borker, Antoine Dulery, Bruno Schlagmulder, Vanessa Larré. **23.40** Bouche à oreille Magazine 8279635.

**23.50 LES NUITS DE L'ÉTRANGE** L'intrus **0** 8018258. Une vision d'ailleurs **0** 30469. Série. Avec Bridget Fonda, Natasha Lyonne ; Bill Pullman, Cary Elwes. *Dans L'Intrus, une jeune femme tout juste divorcée et souffrant de solitude remarque qu'un soir, après s'être assoupie, quelqu'un s'était introduit chez elle...*  
**0.45** Journal de la nuit, Météo.

**1.15** Histoires courtes *Ce qui compte pour Mathilde*. S. Murat 3577407 ; 1,25 Les Dessous. Keren Yedaya 4254681 **1.45** Envoyé spécial **3.45** 24 heures d'info **4.10** Une vie c'est trop peu **4.25** La Pieuvre Série **0** (60 min).

## FRANCE 3

**13.55** C'est mon choix Magazine **15.00** Opération charme Téléfilm. John Astin. Avec John Astin, Richard Gilliland (EU, 1977) **16.35** TO3 **17.20** A toi l'actu@ **17.35** C'est pas sorcier **18.00** Un livre, un jour **18.05** Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002 **18.50** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 THALASSA** Mission banquise. Magazine présenté par G. Pernoud. 7884068  
*A l'occasion de la nouvelle expédition en solitaire du docteur Jean-Louis Etienne au pôle Nord, « Thalassa » a planté ses caméras sur la banquise.*

**22.30** Météo **22.35** Soir **3** **23.00** Campagne officielle pour l'élection présidentielle 2002.

**23.35 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE** Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Delphine Cantelli, Ariane Massenet, Alexis Trégarot, Stéphane Blakowski. 6628616

**1.40** Ombre et lumière Magazine. Invité : Felix G. Rohatyn 1871827.

**2.10** Toute la musique qu'ils aiment Magazine 9481339 **3.00** C'est mon choix... ce soir 1617865 **3.25** Soir **3** **3.50** Culture et dépendances Mais qu'est devenue notre justice ? (130 min) 22020759.

## CANAL+

**13.40** 90 minutes Magazine **15.20** Révélation ■■ Film. Michael Mann. Avec Al Pacino, Russell Crowe. *Drame* (Etats-Unis, 1999) **0** **17.55** Star Hunter Série ► En clair jusqu'à 21.00 **18.45** Futurama Série **19.10** Le Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma **20.55** Minutes en +.



**21.00 DESTINATION FINALE** ■ Film. James Wong. Avec Devon Sawa, Ali Larter, Kerr Smith, Kristen Cloke, Seann William Scott. *Fantastique* (EU, 2000). 9006109  
*Un groupe d'adolescents qui a échappé à une catastrophe aérienne est rattrapé par la mort, qui vient réclamer son dû.*  
**22.35** 3-zéro Making of 378906.

**23.00 FOUS D'IRÈNE** ■■ Film. Bobby et Peter Farrelly. Avec Jim Carrey, Renée Zellweger, Anthony Anderson, Mongo Brownlee, Jerod Mixon. *Comédie* (Etats-Unis, 2000). 1853613  
*Un brave policier se découvre une seconde personnalité, violente et vulgaire. Sur une situation burlesque assez classique, un festival d'humour.*

**0.50** Un couple presque parfait Film. J. Schlesinger. *Comédie dramatique* (EU, 2000, v.o.) **0** 39025681 **2.40** Charmant garçon ■■ Film. P. Chesnais. *Comédie* (Fr., 2000) **0** 2233001 **4.05** Surprises **4.25** Prédateurs [5 et 6/6] (70 min).

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Derniers paradis sur Terre Géorgie du Sud : une île glacée dans l'océan **15.05** Les Trésors de l'humanité Richesses de l'Europe de l'Est **16.00** Keiko, la porte de la liberté **17.00** Les Refrains de la mémoire **17.30** 100 % question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Mustangs. La menace.



**20.40 TONTAINE ET TONTON** Téléfilm. Tonie Marshall. Avec Emmanuelle Devos, Patrick Pineau, Eric Petitjean, Paul Minthe, Quentin Ogier (Fr., 1999). 3341345  
*Une étudiante à Sciences-Po, véritable « mitterandolâtre », réveille, avec son opulente poitrine, la libido de deux amis quadragénaires.*

**21.40 LA VIE EN FACE - MANHATTAN CHARITY** Documentaire. Florence Martin-Kessler (France, 2001). 2673074  
*Collection « La Bourse et la Vie ».*

**22.35** Le Muet du mois - Ardente jeunesse ■■ Film. Jack Conway. Avec Joan Crawford, Douglas Fairbanks Jr. *Comédie de mœurs* (Etats-Unis, 1929, muet, N.) 9583635.

**23.45** Le Maître des îles ■■ Film. Tom Gries. Avec Charlton Heston, Geraldine Chaplin. *Aventures* (EU, 1969) 8935635 **2.00** A l'ombre de l'Himalaya Ladakh, le pays des cols. Documentaire (50 min) 743223.

## M6

**13.35** Au-delà des apparences Téléfilm. Kätthe Niemeyer. Avec Sebastian Ströbel (All., 2000) **0** **15.20** La Fam

PIERRE GEORGES

## A vos paris !

**NOUS** y voici. Ou presque. Trois jours... et le premier tour. Il serait temps de parier. D'ailleurs, on parie. Ce journal est devenu un tripot. Que dit-on : un casino avec machines à vote et bandit-mancho électoral à chaque coin de bureau ! La présidentielle des Jeux !

Donnez votre quinté dans l'ordre d'arrivée. Et, accessoirement, 5 euros de par chez nous. Ajoutez le pourcentage exact obtenu par le ou la quatrième. Rien ne va plus. Roulez jeunesse ! Etant entendu, bien sûr, pour ne pas avoir à affronter une descente de la Mondaine – cela ferait chic dans un Loft de référence –, que le vainqueur du jackpot s'engage évidemment, en une convivialité redistributive, à arroser la compagnie.

On voit bien que, après cette légère indiscretion sur les pratiques amoraux et ludiques en cours dans cette maison, il va se trouver quelque ronchon ou quelque veste pour affirmer que non, décidément non, *Le Monde* n'est plus ce qu'il était. Aucun respect pour le sérieux de la chose publique et républicaine !

Erreur ! D'aussi loin que l'on se souvienne – quatre présidentielles : à sept années la bête, voyez un peu l'ampleur du sinistre ! –, est toujours venu ce moment exquis où la spéculation la plus désinvolte l'a disputé à l'analyse la plus finement argumentée. Depuis toujours, et sans officines clandestines, la rédaction du *Monde* a parié sur le résultat des courses. Histoire de lâcher un peu de vapeur. De rire. De vivre un peu moins sérieusement les événements sérieux.

La pratique, ici comme ailleurs, n'est donc pas nouvelle. Ce qui est plus nouveau, par contre, c'est la difficulté de l'entreprise.

Si *Le Monde* reste ce qu'il fut, les paris ne sont, eux, plus ce qu'ils étaient. La faute à qui ? D'abord, certainement, aux candidats eux-mêmes. Seize ! Imaginez la difficulté des favoris à distancer cette troupe dispersée, mangeuse de pourcentages et se livrant, dans le moyen marais, une bataille au couteau pour figurer quelque part entre la quatrième et la huitième place.

Ensuite, l'électeur. L'électeur n'est plus davantage ce qu'il était. Avant, il savait pour qui il votait. Et même peut-être pourquoi. L'électeur de jadis avait de la conviction. De la stabilité dans la conviction. Et de la suite dans les urnes. Au lieu de quoi, l'électeur de maintenant, une grande partie du moins, n'est qu'un pauvre hère citoyen qui erre politiquement. Non seulement il ne sait pas s'il va voter. Mais il ne sait plus toujours pour qui. Si bien qu'il lui arrive de choisir dans l'urne, par un retour de mémoire ou un détour de fantaisie. Comment voulez-vous, dans ces conditions, faire confiance, pauvres parieurs, aux citoyens primesautiers de votre pays ?

Enfin, derniers responsables – et non les moindres –, les sondeurs. Les sondeurs, c'est un fait, sondent dans le potage. Plus ils creusent profond, moins ils trouvent la vraie vérité de la course. Les sondeurs, qui devraient être à la science politique un peu plus que ce que se révèle les pronostiqueurs à l'art hippique, sont largués. Toute leur science, réelle, ne leur est plus d'un grand recours, dès lors que la matière première humaine est devenue parfaitement volatile. Du coup, ils corrigent, bidouillent, montent celui-ci, baissent celle-là. En un mot, ils parient ! Cette concurrence déloyale est intolérable !

## Jacques, Danièle et Richard mobilisent « discrètement » au Sénégal

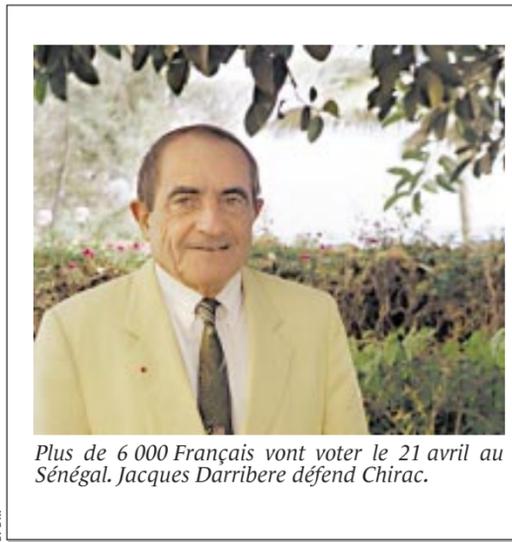
DAKAR

de notre correspondante

Ils appartiennent à la même communauté, celle des Français vivant au Sénégal. Ils sont militants, ils font campagne, pour des candidats différents. Chacun à sa manière, tout en respectant un principe de base : ne pas transporter le débat politique français sur la place publique dakaroise. « On ne peut que militer discrètement », dit Jacques Darrière, qui dirige la section RPR du Sénégal. Ce haut fonctionnaire qui a pris sa retraite à Dakar, après une longue carrière passée dans divers pays d'Afrique au service de la coopération, est très actif. Il est membre du Rotary et préside l'Union des Français de l'étranger (UFE), une association d'entraide, de droite, qui compte quelque 350 membres dans le pays. Il s'emploie à mobiliser en faveur du candidat Chirac.

« A l'UFE, explique-t-il, on fait des diners, on se réunit chaque fois qu'une personnalité importante est de passage à Dakar. » Comme lors de la visite, en février, de Jacques Godefrain, ancien ministre de la coopération dans le gouvernement Juppé. Néanmoins, la droite, qui, dans le passé, recueillait une nette majorité des suffrages parmi les électeurs du Sénégal, traverse une passe difficile depuis quelques années. « En 1995-1996, on a perdu beaucoup d'adhérents, observe Jacques Darrière. Et c'est plus par devoir que par envie que j'ai accepté, il y a trois ans, d'être délégué du RPR. C'était la pagaille, les gens étaient très désabusés après la dissolution, mais je ne voulais pas que le parti se décompose. »

Deux autres notables dakarois, délégués au Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE), ont, eux, parrainé François Bayrou et Charles Pasqua. Le CSFE est cet organe consultatif qui joue, en quelque sorte, un rôle d'assistance sociale à l'étranger et propose des solutions aux problèmes particuliers des expatriés. Et, à droite comme à gauche, on est d'accord sur le type de problèmes à régler. « Ce sont d'abord les frais de scolarité et la protection sociale », indi-



Plus de 6 000 Français vont voter le 21 avril au Sénégal. Jacques Darrière défend Chirac.

B. BR.

que Danièle Seignot, documentaliste de profession, qui dirige la section PS au Sénégal.

De fait, les expatriés ne disposent pas tous de confortables revenus. Or, s'ils veulent mettre leurs enfants à l'école française de Dakar, cela coûte au bas mot 1 176 euros par an. De plus, certains n'ont aucune couverture médicale. Sur ce point justement, Danièle Seignot se félicite de la décision annoncée de « prendre en charge, pour les revenus les plus bas, une partie de la cotisation à la Caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger ».

Responsable nationale au sein de la Fédération des Français de l'étranger du PS, cette Daka-



roise fait campagne, on s'en doute, pour le candidat Jospin. « Mais, précise-t-elle, je ne fais pas de prosélytisme. Il faut maintenir la distance avec son activité professionnelle. » Localement, c'est d'ailleurs le docteur Hassan Bahsoun, un Français d'origine libanaise, qui préside le comité de soutien à Lionel Jospin, qui s'efforce de faire connaître les « 10 engagements » de M. Jospin auprès d'une communauté qui n'est pas toujours très informée, faute de moyens.

Faire une campagne de proximité est un leitmotiv à Dakar. Sur ce terrain, Richard Alvarez s'est cependant singularisé. Il s'est d'abord occupé d'organiser la visite de Jean-Pierre Chevènement en janvier à Dakar. Puis, ajoute avec fierté ce chef d'entreprise, « j'ai écrit à tous les électeurs et envoyé 400 exemplaires du livre de Chevènement », et il explique pourquoi : « Je suis à gauche depuis 39 ans. J'ai adhéré à 16 ans aux Jeunesses communistes, j'ai été membre du PC, puis du PS. Mais je suis déçu du gouvernement Jospin. Il

n'a tenu aucune des promesses faites aux Français de l'étranger. » Richard Alvarez n'a pas pour autant démissionné du PS : « Je me suis mis en disponibilité. » Ce qui provoque des tiraillements. A la section locale du PS, on estime que « faire campagne pour Chevènement est peu compatible avec une appartenance au PS » et on attend une décision de la commission des conflits. Une chose est sûre, en revanche. Tout cela n'a aucune incidence sur son mandat de délégué au CSFE, où il a été élu par l'Association démocratique des Français de l'étranger, qui est à gauche.

Dimanche, certains militants seront encore à l'œuvre, puisque les candidats ont le droit d'avoir des délégués dans les bureaux de vote installés dans les consulats de Dakar et de Saint-Louis. Quelque 6 600 électeurs y sont attendus, peut-être davantage, car plus de 20 000 Français, estime-t-on, vivent au Sénégal.

Brigitte Breuillac

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## Les raisins de la colère

« LA-DEDANS, m'a dit un propriétaire d'Aimargues en frappant du plat de la main sur le ciment de ses cuves, dorment 6 000 hectolitres d'excellent vin. Dieu seul sait quel en sera le sort ! » Puis désignant la plaine environnante, il ajouta : « Il se pourrait bien que l'on vendange ici à l'automne les "raisins de la colère" ! » Cette réflexion traduit l'opinion de la majorité des viticulteurs méridionaux. Pour se convaincre de la gravité de la situation il suffit de

se reporter aux chiffres des récoltes précédentes. En octobre 1950, 6 200 000 hectolitres de vin provenant de la campagne 1949-1950 n'avaient pu être vendus. En 1951 cet excédent atteignait 19 273 000 hectolitres. La dernière récolte, bien que faible avec 64 251 000 hectolitres (France et Algérie), fera apparaître, en raison des stocks existants, un surplus que l'on a dès à présent évalué à 22 520 000 hectolitres. Qu'allons-

nous faire de ce vin ? Cette question, que l'on se pose chaque année, risque bien de rester sans réponse pour peu que la nature s'en mêle et nous gratifie en 1952 d'une vendange miraculeuse. Et s'il est des optimistes, on discerne dans leurs paroles apaisantes l'accent de cette peur qui jamais n'abandonne tout à fait les vigneron du Midi.

André Leveuf  
(19 avril 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Les ressorts cachés de la campagne.

Une analyse des mécanismes inconscients à l'œuvre dans la

bataille électorale, et sur la place de l'imaginaire dans le combat politique. Par Renaud Pila, de tfl.fr, sur [elections.lemonde.fr](http://elections.lemonde.fr)

■ William Klein. Des photos tirées de Paris + Klein, commentées par l'auteur.

■ Jodorowski et Beltran. En avant-première, trois planches du second volume de la BD « Megalex », *L'Ange bossu*.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90

Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>

Par courrier : bulletin p. 30

Changement d'adresse et suspension :

0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Site finances : <http://finances.lemonde.fr>

Site nouvelles technologies :

<http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>

Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

En vente : « Election présidentielle : qui ? ».

■ Tirage du *Monde* daté jeudi 18 avril 2002 : 509 830 exemplaires.

1-3



Si vous bénéficiez partout d'un accueil personnalisé, c'est parce qu'avec *HSBC Premier*, tout le monde vous reconnaît.

Devenir membre de *HSBC Premier*, c'est entrer dans le cercle des clients privilégiés du CCF, donc de HSBC, l'un des plus importants groupes de services financiers et bancaires au monde. Avec *HSBC Premier*, vous êtes reconnu dans toutes les agences du CCF, en France, et dans toutes les agences du Groupe HSBC dans le monde entier. En votre qualité de

client *HSBC Premier*, vous bénéficiez partout d'un accueil personnalisé mais aussi de nombreux services à des conditions privilégiées. Pour en savoir plus sur *HSBC Premier*, appelez gratuitement nos conseillers au 0 800 855 855 ou connectez-vous sur [www.ccf.fr](http://www.ccf.fr).

P  
Premier

CCF

Votre banque, partout dans le monde

VENDREDI 19 AVRIL 2002

**NOUVELLES :  
L'art de la brièveté**

Linda Lê, Marie Hélène Lafon, Sylvain Tesson, Pierre Furlan, Marcu Biancarelli, Mathieu Terence, Jean Forton, Hervé Le Tellier  
page II

**WYNDHAM  
LEWIS**



page III

**MATTHIEU  
DE BOISSÉSON**



page IV



**PHILOSOPHIE  
POLITIQUE** page V

**CHARLES  
MALAMOU**



page VII



**Manifestation contre la réforme de la loi sur le code de la nationalité (19 juin 1993)**

cles sur ce thème passionnel. C'est une technique d'attribution d'un état à un individu qui fonctionne de façon autonome. Ce Meccano complexe s'est construit par stratifications successives, aux confins du droit et du politique, et ne préjuge pas des mécanismes d'identification à la communauté nationale.

Ainsi le principe du « droit du sol » (la naissance sur un territoire détermine la nationalité) n'est a priori pas plus « de gauche » ou « égalitaire » que celui du « droit du sang » (la nationalité se transmet par filiation) n'est « de droite » ou « ethnique ». Le premier dominait à l'époque féodale et sous l'ancien régime, définissant le lien de soumission des sujets à l'égard du souve-

**Philippe Bernard**

rain régnant sur un territoire donné. Quant au droit du sang imposé sous Napoléon, il traduit une volonté de rompre avec cette approche féodale, de faire de la nation, et non des hasards du lieu de naissance, la source unique de la qualité de Français. La nationalité ne tombe plus « d'en haut », mais devient alors une prérogative de l'individu.

Droit du sol, droit du sang. A chaque étape de l'histoire, ces deux ingrédients de base des lois sur la nationalité ont été accommodés à des sauces très diverses, pour aboutir à des pratiques extrêmement variables. D'un côté, le droit du sol quasi universel en vigueur de façon éphémère sous la Révolution, combiné à la volonté de conférer la nationalité française aux personnalités étrangères amis de la République. De l'autre, les 15 154 dénaturalisations – visant en majorité des juifs – décidées sous Vichy, qui facilitèrent les déportations.

Patrick Weil montre comment les outils juridiques ont été mis au service de différentes préoccupations. L'immigration d'abord, lorsque, dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le droit du sol est réintroduit pour forcer les enfants d'étrangers à accomplir leurs obligations militaires et éviter – déjà – la concentration de populations non citoyennes dans certaines zones du territoire. Dans les départements limitrophes où sont alors concentrés les étrangers – Belges et Italiens –, leur exemption suscite la jalousie. Les jeunes Français leur reprochent de prendre « nos places, nos emplois, nos fiancées » pendant qu'ils sont partis à l'armée. A l'âge de la majorité, les enfants nés en France de parents immigrés seront désormais français, les petits-enfants également, dès la minute de leur naissance et automatiquement. L'« usage républicain du droit du sol » est ainsi fondé sur la durée de la socialisation, bien plus que sur une volonté, insiste Patrick Weil, auteur du rapport à Lionel Jospin qui a abouti en 1998 à la remise en cause de la « manifestation de volonté » introduite dans la loi sous le gouvernement Balladur. Ainsi, au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, la République a imposé la nationalité à des jeunes qui auparavant se gardaient bien de la demander. Ce qui n'a pas empêché Ernest Renan, à la même époque, de définir le lien national comme « un plébiscite de tous les jours ».

Trois décennies plus tard, après la saignée de 14-18, la nationalité devient l'instrument d'une vigoureuse politique démographique. En

réduisant à trois années de séjour la condition pour se faire naturaliser, la République de 1927 veut « fabriquer » des Français à tour de bras pour égaler l'Allemagne et compenser sa faiblesse démographique. Une obsession qui domine encore après 1945, sous de Gaulle. Construction nationale, immigration, démographie... Patrick Weil donne une cohérence historique à la construction du droit de la nationalité française. Il insiste sur l'exemplarité de l'expérience républicaine pour nombre d'Etats étrangers, y compris l'Allemagne, aujourd'hui présentée, à tort selon lui, comme l'antithèse du « modèle français ». Mais son ouvrage n'est jamais aussi captivant que lorsqu'il aborde la face sombre de cette édifiante histoire. Weil dévoile la genèse d'un projet de réforme des lois sur la nationalité préparé par Vichy qui, jugé insuffisamment antisémite par l'occupant, finit aux oubliettes. Mais la relative retenue dont fait preuve le ministère de la justice de l'Etat français sera balayée en matière de dénaturalisation et même de naturalisation. En témoigne le terrifiant brevet d'antisémitisme rédigé par Louis-Ferdinand Céline à l'appui de la demande d'une personnalité amie.

Vichy ne fut pourtant pas une simple parenthèse. Patrick Weil illustre à quel point, depuis les années 1920 et jusqu'à l'après-guerre, fut répandue « l'approche scientifique des groupes humains » et forte la tentation d'une sélection ethnique des nouveaux Français en fonction d'une échelle d'« assimilabilité ». A la Libération, de Gaulle lui-même appelait de ses vœux de « bons éléments » d'immigration, et il fallut la trempe du ministre de la justice,

Pierre-Henri Teitgen, pour stopper les délires de Georges Mauco, chantre de l'antisémitisme sous Vichy qui avait repris du service dans les plus hautes sphères de la République.

Vieux démons ? Pas autant que ça, se dit-on à l'évocation de la proposition de loi défendue en 1986 par le RPR, qui visait à supprimer purement et simplement le droit du sol pour les enfants d'immigrés. Démons de tous les temps, en tout cas. Weil analyse l'application profondément discriminatoire des lois républicaines sur la nationalité dans les départements d'Algérie. Au moment même où, à partir des années 1890, le droit du sol s'appliquait aux nouveaux colons étrangers, les musulmans demeuraient, eux, des « sujets français ». Un statut d'infériorité absolue, qui leur interdisait, de fait, d'acquiescer la pleine citoyenneté tout en justifiant leur enrôlement dans l'armée. Jusqu'à l'indépendance algérienne, des joutes incessantes opposèrent aux lobbies coloniaux certains élus favorables à un traitement moins inique. Aujourd'hui, alors que la France ouvre sa nationalité à quelque 150 000 étrangers par an – un record historique –, la saisissante reconstitution des dérivés algériens à laquelle se livre Patrick Weil sonne, par les outrances mêmes qu'elle révèle, comme un appel à rapprocher de la promesse républicaine de l'égalité, aujourd'hui largement traduite dans la loi, la réalité vécue par ces nouveaux Français.

**QU'EST-CE QU'UN FRANÇAIS ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution de Patrick Weil.** Grasset, 402 p., 21,50 €.

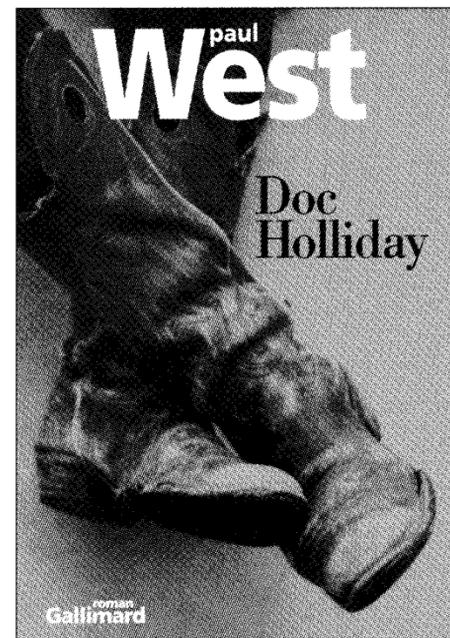
# Une épopée française

**L**a question surgit prosaïquement lors du passage d'une frontière ou du renouvellement d'une carte d'identité : qu'est-ce qu'être français ? Plus profondément, elle met en jeu le fonctionnement global de la société : rien moins que nos racines individuelles et collectives, les raisons que nous avons de vivre ensemble et l'image que nous nous faisons de « l'autre », de l'étranger. De quel bois est fait un Français ? De quelle nature sont les liens qui l'unissent à ce territoire qu'est l'Hexagone et à l'Etat dont il est ressortissant ? A l'heure où certains voient dans l'unification européenne et dans le déchaînement des affirmations identitaires les premiers signes de l'éclatement de la communauté nationale, ces interrogations dépassent

Plongeant dans l'histoire de la nationalité depuis la Révolution, Patrick Weil propose une fresque dérangeante qui met en pièces certaines fausses évidences des débats récents sur l'identité nationale et l'immigration

amplement le cadre juridique. Derrière la manière dont, à chaque époque, l'Etat a défini la « qualité » de Français et les voies possibles pour l'acquiescer, se dessinent non seulement la nature du lien politique qui unit les membres de la communau-

té nationale, mais aussi les obsessions du temps : militaires, démographiques, raciales, sexistes, xénophobes... En plongeant dans cette histoire de la nationalité depuis la Révolution, le politologue Patrick Weil nous invite à une épopée décapante dans les entrailles de la machine-France, ce pays-concept dont les proclamations égalitaires ont parfois inspiré le monde, sans pour autant toujours résister à l'épreuve des faits. Il en tire un livre dense mais passionnant, qui met en pièces certaines évidences des débats récents sur l'identité nationale et l'immigration, et, grâce à l'exhumation d'archives inédites, apporte un éclairage nouveau sur des pages d'histoire, en particulier les moins glorieuses. Contrairement aux pré-supposés qui ont alimenté les controverses des années 1980 et 1990, le droit de la nationalité n'est pas le reflet d'une conception de la nation – égalitaire ou ethnique –, démontre Patrick Weil, après plusieurs années passées à décrypter les débats qui ont agité la France depuis deux siè-



**Doc Holliday**  
roman  
traduit de l'anglais par Rémy Lambrechts

DI MONDE ENTIER  
**GALLIMARD**

## Si près des fantômes

Linda Lê, comme Leonid Andreïev, entretient avec l'univers fantastique des liens d'inquiétante familiarité

**AUTRES JEUX AVEC LE FEU** de Linda Lê. Ed. Christian Bourgois, 194 p., 15 €.

Il y aurait toute une étude à faire sur la conception du fantastique chez Linda Lê. Ses nouvelles comme ses romans démontrent une inquiétante familiarité, qui n'est pas de pure fantaisie esthétique, avec l'univers qu'ils décrivent. En même temps, l'écrivain ne se départit jamais de son regard terriblement ironique. Une sorte de hauteur s'établit, ou de neutralité. Une distance qui fait grandir encore l'inquiétude. Un rire noir et intérieur anime les histoires et les situations que l'auteur invente. Comme si tous les motifs de frayeur et d'angoisse, toutes les déraisons et les folies des hommes constituaient les secrètes expressions d'un humour transcendant dont ces derniers seraient les figurines. Comme si un simple sourire des dieux pouvait faire basculer les mondes.

Mais le fantastique appelle, comme son pendant obligé, une conception du réalisme. Linda Lê n'établit aucune hiérarchie. Simplement, l'ordre du réel, le visible, le banal et le quotidien, se trouvent pris, sans le savoir ou même le soupçonner, dans la nasse de l'irrationnel, de l'invisible, de l'extraordinaire. Dans la main des dieux en somme.

L'homme qui écrit dans la nouvelle de ce recueil intitulée « Anatomie d'une illusion » parle du mensonge comme « contrepoison à la vie ». Ce n'est pas de morale qu'il s'agit (elle serait bien élémentaire, et médiocrement cynique), mais de ces deux dimensions de l'existence entre les-

quelles le glissement est rapide, inodore, furtif. Soudain, on est de l'autre côté du miroir, en compagnie des fantômes. Rien ne nous préparait à cela. Il faut pourtant affronter ce nouvel environnement, et, au milieu du délabrement, garder bonne figure...

Plusieurs des nouvelles de Linda Lê mettent l'écriture et la littérature (et même la critique littéraire et les pratiques journalistiques) en scène. Pas d'idée générale, mais des approches obliques, des incursions dans la fatuité de certains discours, des coups de griffe et de plume... Le style de Linda Lê est extrêmement soigné, le balancement de ses phrases très étudié. Et notons surtout l'usage réjouissant et hautement significatif des lieux communs. Le langage obéit à certaines logiques secrètes que l'écrivain, avec beaucoup d'art, nous invite à suivre.

Les affinités littéraires jouent dans la pensée et dans l'œuvre de Linda Lê un grand rôle. Elle est de ces écrivains qui écrivent comme ils lisent, ce qui fait d'elle une critique déjà elle défendait la mémoire d'un grand Russe du début du siècle : Léonid Andreïev (« Le Monde des livres » du 9 juin 2000). Elle préface aujourd'hui le cinquième et dernier volume de ses œuvres en prose (1). Plusieurs traits rapprochent les deux écrivains – art du fantastique, de la dérision, angoisse et humour... – malgré la différence des univers.

Patrick Kéchichian

(1) *Le Journal de Satan, et autres récits* (traduit du russe par Sophie Benech, éd. José Corti, 454 p., 23 €).

## Livraisons

■ **QUELQUES NOBLES CAUSES POUR RÉBELLIONS EN PANNE**, d'Eric Faye

Dans une cité labyrinthique, un commis de l'Etat recense les portes dérobées jusqu'à passer dans la clandestinité ; un « canard boiteux des renseignements généraux » est sommé d'enquêter sur le processus de dégradation de l'éclat des femmes. Ce sont quelques-unes des nouvelles (jadis publiées dans des revues) du nouveau recueil (teinté de Marcel Aymé et de Magritte) de ce dithyrambe de la fuite. Dans l'une d'elles, un « bureau des jours perdus » permet à tout un chacun de poursuivre flash-back et fantômes. En ce lieu où le spectre de Kafka semble traqué par un disciple du Dr Mabuse sont archivées les innombrables cassettes enregistrées par des caméras qui, un peu partout en ville, quadrillent les quartiers sous vidéosurveillance. A raison de 1 000 francs la minute, n'importe qui peut visionner une scène de sa vie d'antan, voire, moyennant abonnement, la scruter autant de fois qu'il le désire, avec arrêts sur image... (éd. José Corti, 150 p., 14,50 €).

■ **L'ENFANT EST LA CLEF DE CETTE VIE**, de Delmore Schwartz

Trois des nouvelles de ce recueil sont extraites de *In Dreams Begin Responsibilities*, publié en 1939 et salué par Nabokov. Delmore Schwartz fut un écrivain de la flèche. Un orateur disserte interminablement sur le temps qui passe, un dentiste songe à « la nuee de hasards qui l'avaient amené à ce jour », des profs surmenés hantent ces récits qui basculent parfois dans l'onirisme. Dans la nouvelle-titre, le malaise sentimental et les angoisses financières d'une veuve qui attend trop de ses enfants illustrent le thème récurrent de Delmore Schwartz : l'enfance jamais dissipée, sans cesse revisitée (éd. du Rocher, 206 p., 19 €).

■ **DERNIÈRES FRIVOLITÉS**, de Jean-Pierre Cescosse

Virginie a trente-sept ans, et Malraux est son idole ; ses amis l'aiment bien ; elle en est à sa troisième tentative de suicide pour « déconvenue sentimentale ». Un square : sur un banc, il rit au souvenir de la définition du mot « homme » lue dans un dictionnaire ; une femme assise près de lui demande pourquoi il rit ; elle lui dit que son frère s'est tué à moto, il ne trouve rien à répondre. Ce sujet n'est guère plus vaste que le précédent. Pas d'aventures les douze autres de ce recueil. Mais de ces petits riens, avec cet art d'avoir l'air de parler comme tout le monde en maîtrisant un style des plus personnels pour brocarder les murs en disséquant nos travers, Cescosse fait quatorze petits chefs-d'œuvre d'humour, de satire. Un bien talentueux nouvelliste (Flammarion, 130 p., 14,16 €).

■ **UNE AFFAIRE DE CHARME**, d'Edith Wharton

Comme l'indique dans sa préface, le traducteur, Jean Pavans, Edith Wharton a écrit quatre-vingt-six nouvelles, et les sept inédites présentées ici en offrent une sorte d'éventail chronologique. Autant de variations sur les thèmes à la fois tendres et féroces de la plus européenne des romancières américaines. Les deux textes qui ouvrent le recueil sont un peu moins incisifs que les autres, à chacun de juger s'il faut les lire en premier ou en dernier (Flammarion, 218 p., 19 €). A signaler la réédition dans « L'Imaginaire » (Gallimard) de *Le Fils et autres nouvelles* et en « 10/18 », du roman *Le Fruit de l'arbre*. Et une curiosité : *Les Metteurs en scène* (éd. Michel Houdiard), une nouvelle rédigée directement en français qui lui valut les foudres de son ami Henry James.

M. Si.

## L'art de la brièveté

Quatre auteurs, dont une quasi-débutante, un écrivain voyageur, un traducteur, offrent des nouvelles crues, où se brouillent les pistes, venues de l'Est ou de Corse

son chien. Personne ne l'a reconnue. C'est de cela qu'il est mort, sans bruit... »

Autant que la brutalité sereine et la santé brailarde des hommes, le poison de la « langue terrible des femmes », l'effroi que suscite leur « parole mouillée, molle, tiède » paralyse un univers engourdi et pesant qui n'admet pas la destinée singulière, réglé par des rituels qui sont autant de carcans consentis. A sa façon, radicale en écho, l'écriture de Marie-Hélène Lafon a une saveur crue et un tranchant intact pour autopsier les vies perdues, sacrifiées à une terre sans indulgence.

Envers asphyxiant d'un monde de grand vent. Géographe devenu écrivain voyageur, Sylvain Tesson délaisse, lui, le récit reportage pour composer ces *Nouvelles de l'Est*, variations sur un monde « russe » où les fantômes ancestraux resurgissent à l'ère de la « désoviétisation ». L'homme s'y abîme avec une légèreté qui fait prendre pour de la malice le vertige de l'échec. Si Volodia, héros perdu de la guerre afghane et grand chasseur d'ours, finit face à un peloton d'exécution, c'est par amour des enfants ; comme Ossip, gardien de zoo imbibé de vodka est condamné à dix ans de réclusion le jour où il décide de ne plus donner foi à ses propres démons. Tesson excelle à rendre les failles intimes, naufrages désamorçés par l'humour affiché des situations, par une science du récit qui permet de camper en



Marie-Hélène Lafon



Sylvain Tesson

trois pages un univers crédible, formidablement humain, avec ses rêves et ses limites, monde de fables sans âge où l'ours peut toujours venir, icône de la barbarie primitive, ruiner tous les comforts ordinaires, et la crevasse retentir à jamais l'aventurier dont le regard vers les cimes perdues ne console pas de la chute... Explorateur d'une âme slave typée jusqu'à la caricature, Sylvain Tesson parvient à séduire, à surprendre, à rendre le charme si singulier, entre comique et effroi, des légendes ancestrales dont la funeste Baba Yaga reste l'emblème pittoresque.

On retrouve l'univers des contes avec *L'Atelier de Barbe-Bleue* de Pierre Furlan. Traducteur reconnu – de Russell Banks notamment –, romancier plus confidentiel, Furlan s'es-saie là à la nouvelle, concevant les dix éléments du recueil comme un cycle à reprendre *da capo* au final. Fasciné par le mot, juste ou substitué, qui fait bifurquer les histoires, rejouer les scénarios anciens, parfois à peine maquillés et plébiscités comme une heureuse innovation, l'écrivain joue des regards, inverse les perspectives, cherche à brouiller les pistes trop visibles d'un monde où le signe, pléthorique, ne désigne plus rien à force de surenchère.

Le message de Marcu Biancarelli est autrement lisible. Révélé par *Prighjuneri*, un formidable recueil de nouvelles livré en version bilingue chez Albiana, ce qui eut l'intelli-

gence de ne pas réserver un propos brutalement nécessaire aux seuls corsophones, Biancarelli traque avec un esprit de révolte inentamé la violence et la mesquinerie, le sordide et le féroce à l'œuvre dans les destinées humaines. Dans *San Ghjuvanni in Patmos*, écrivain juif allemand fuyant la barbarie, conquistador niant l'âme indienne, captif des géolés algériennes, républicain espagnol ou résistant corse, simple promeneur parcourant l'arrière-pays insulaire, le personnage de Biancarelli découvre où qu'il se tourne l'universalité de la noirceur, avant même l'inéluctable violence. Fruit d'un héritage impossible à récuser.

« *Le mort envahit le vivant, l'imprégné pour toujours, le tue à petit feu, le tourmente à jamais, lui infuse son venin.* » Offrant en prime à la langue corse des voies nouvelles dans l'expression littéraire. Ce qui est sans doute d'une force plus déterminante encore.

Philippe-Jean Catinchi

★ *Liturgie*, de Marie-Hélène Lafon (Buchet-Chastel, 144 p., 10 €).

*Nouvelles de l'Est*, de Sylvain Tesson (Phébus, 192 p., 14,50 €).

*L'Atelier de Barbe-Bleue*, de Pierre Furlan (Actes Sud, 192 p., 14,9 €).

*Prighjuneri/Prisonnier et Saint Jean à Patmos/San Ghjuvanni in Patmos*, de Marcu Biancarelli (traduit du corse par Jérôme Ferrari, éd. Albiana, 228 p. et 208 p., 18,29 € chacun).

## La face cachée des choses

**LES FILLES DE L'OMBRE** de Mathieu Terence. Phébus, 150 p., 14 €.

Le jour de ses dix-sept ans, Lee Loo revit la perte de sa virginité et, son corps se défilant, il lui semble se transformer en statue de sel.

Ferraguste rencontre une jeune fille, Yaël, qui est persuadée que deux terres identiques « existent en deux points différents de l'univers ». Ce qui arrive sur l'une arrive sur l'autre. Yaël dit avoir trouvé une photo qui mit sa mère mal à l'aise – deux bébés dans le même berceau –, et s'enfuit.

Ce sont deux des nouvelles de Mathieu Terence qui leur donne une résonance nervalienne par son habileté à opposer puis à entremêler ce qui est imaginaire et réel, ce qui appartient au personnage et ce qui est la part mystérieuse de celui qui le crée. Pour Lee Loo, « on pourrait se demander si [elle] n'est pas la chimère du narrateur qui en observe l'évolution gracieuse dans sa propre boîte crânienne », et on peut se demander si Yaël est de l'univers de Lewis Carroll ou de l'esprit très réel de l'homme qui l'écoute et que marque le mystère et l'angoisse d'un romantisme plus proche du mal du siècle que de la fleur bleue. Et tout cela, dans une simplicité d'écriture d'autant plus remarquable que, sans s'alourdir de fantasmagories, ces récits illustrent la recommandation de Marcel Aymé : « Et n'oubliez jamais que vous vivez dans un univers tronqué où le vrai visage des choses vous reste caché. »

Pierre-Robert Leclercq

★ A noter, guère éloigné de l'esprit de Mathieu Terence, le roman de René Reouven, *La Vérité sur la rue Morgue* (Flammarion), qui entreprend de révéler le vrai visage d'Edgar Poe. Le narrateur dit aller à la découverte des « choses qui sont derrière les choses » et rétablir une vérité dont nous n'avons « jamais eu qu'une vue tronquée ». Pour cela, il s'interroge sur la présence de Poe à Paris. Reouven se réfère aux nouvelles de Poe qui ont en commun d'avoir pour cadre Paris et d'être menées par Auguste Dupin.

## « Pourkoikelsouri ? »

Après « Joconde jusqu'à 100 », Hervé Le Tellier propose cent autres points de vue sur Mona Lisa

**ENCYCLOPÆDIA INUTILIS** de Hervé Le Tellier. Le Castor astral, 142 p., 13 €.

**JOCONDE SUR VOTRE INDULGENCE** de Hervé Le Tellier. Le Castor astral, 116 p., 12 €.

Est-il si grave de confondre le Taj Mahal et le grand casino de La Bourboule ? Jacobone Morrissot a beau proposer un tour du monde en projetant des photographies de monuments de l'Hexagone, son génie reste incompris. C'est son point commun avec Willibald Walter, Euphrase Balmer, Exerxes de Perthos, ou Zéphirin Dauvergne, qui essaya de faire rentrer le cours de l'Histoire dans le déroulement d'une journée (« 14h31. Jeanne d'Arc brûlée à Rouen » ; « 14h52. La découverte de l'Amérique »). Hervé Le Tellier les sort d'un injuste oubli dans son *Encyclopædia inutilis*.

Le plus intéressant est sans doute le linguiste Jakob Romanson, élève de Wittgenstein, qui mit au point une théorie sur « le vent de la langue ». Il mesure l'intensité des mots, en fonction du nombre de « lettres de vent » – celles qui représentent les point cardinaux (N, O, S, E) – qu'ils contiennent. On apprend ainsi que Marx est calme, mais Dieu agité, que les fesses sont très agitées et les nonnes turbulentes et très perturbées...

S'il n'existait pas, Hervé Le Tellier mériterait d'être dans cette encyclopédie, où passent Que-neau, Calvino, Boris Vian. Ce quadragénaire au front dégarni est du genre à chercher des papous dans la tête. C'est un oulipien pour lequel le plaisir et le rire du lecteur (et de l'auteur) importent plus que les vertiges formels (auxquels il cède parfois dans *L'Encyclopædia*). A ceux qui reprochent à l'Oulipo de pratiquer des exercices de style gratuits et inutiles, rappelons que le premier livre de Le Tellier, *Sonates de bar* (1), donnaient à chaque chapitre des recettes de cocktails. Le suivant, *Le Voleur de nostalgie* (Seghers, 1992)

proposait des recettes de pâtes. Il se passait en partie au Louvre devant *Les Noces de Cana* de Vérone.

C'est peut-être quand il travaillait sur ce livre qu'Hervé Le Tellier a dû commencer à remarquer les regards et les sourires en coin de *La Joconde*. En 1998, il publiait *Joconde jusqu'à 100*, cent points de vue sur Mona Lisa. Ça commençait par Zazie : « *Pourkoikelsouri ?* » ou « *Joconde, mon cul* ». Il avait aussi Péric, Bérurier, Sherlock Holmes, Jules César, Bernard Pivot, un haïkouiste nippon : « *Kore ga mà/Mona Lisa suka ni/atsusa kana* » (« *Alors c'est donc ça/Celle qu'on appelle Mona Lisa./Quelle chaleur !* »). Il récidive aujourd'hui avec *Joconde sur votre indulgence*, cent nouveaux points de vue encore plus irrésistibles. Ne nous en plaignons pas : « *Plus on est de Jocondes, plus on rit.* » On retrouve Péric (« *Je me souviens que, comme disait Pierre Dac : c'est en sciant que Léonard devint scie* ») et les Tontons flingueurs (« *Ah faut reconnaître, c'est du brutal (...)* c'est plutôt un tableau d'homme »). Il y a aussi : le missionnaire impossible (« *Cette toile s'autodétruit dans cinq secondes* »); l'agent 007 (« *Cond. My name is cond. Joe Cond* »); le garagiste (« *Oh ben, elle est pas toute neuve, celle-là. On n'en fait plus des modèles comme ça. C'est une quoi ? – Une Mona Lisa 1503. Cadre en bois, perspective en V. ça monte à 170 MF.* »); Rabelais (« *La belle avoit large sourire, pour ce que sourire est le propre de la femme* »), Alzheimer (« *Tiens, mais c'est la quoi déjà ?...* »), le grand Schtroumpf (« *Il est vrai qu'elle a un schtroumpf indéfinissable* »). Là encore, Le Tellier a l'esprit pratique : il nous donne son horoscope, son bulletin scolaire et ne nous laisse rien ignorer de la nature charnelle des relations entre le peintre et son modèle, qui n'avait pas besoin de Duchamp pour avoir chaud OQ.

Alain Salles

(1) Seghers, 1991, réédité au Castor Astral en 2001.

## Jean Forton ou le génie de la chute

**POUR PASSER LE TEMPS** de Jean Forton. Avant-propos de David Vincent, éd. Finitude (10, rue des Bahutiers, 33000 Bordeaux), 142 p., 14 €.

Sept romans (1) publiés chez Gallimard entre 1954 et 1966 n'ont assurément aucune reconnaissance à Jean Forton (1930-1982), mais, en revanche, lui valent l'affection de lecteurs inconditionnels. Il est vrai que ce libraire bordelais ne fit jamais aucun effort pour se faire accepter par le milieu littéraire parisien. Sa misanthropie et son pessimisme le mettaient à l'abri de toutes les tentations. Pour passer le temps, qui paraît aujourd'hui, propose douze nouvelles inédites, dont deux – « Le vieux monsieur » et « Un bon dimanche » (une pure merveille d'humour noir) – avaient paru dans la revue *Grandes Largeurs*, en 1983.

Ce volume confirme que Jean Forton était un nouvelliste hors pair. Son style acéré aux phrases sèches imprime un rythme effréné à chaque récit. On chercherait en vain le moindre temps mort, l'adjectif en trop. Ses personnages ne sont pas des enfants gâtés par la vie. Quel que soit leur âge, ce sont des êtres ordinaires, atrocement humains, ni gais ni tristes, mais qui parfois, poussés par on ne sait quel instinct, se conduisent comme des monstres. C'est souvent drôle, mais on ressent de la gêne à rire ainsi aux éclats. Jean Forton glisse un miroir devant le lecteur et le contraint à regarder ses contradictions. Qui n'a jamais ri du malheur des autres ?

Jean Forton atteint une sorte de génie dans l'art de la chute. Il sait en deux ou trois lignes renverser une situation, étonner, surprendre, émouvoir ou passer de l'ironie à la plus parfaite cruauté, mais l'apparent cynisme était un masque de la pudeur chez cet écrivain. « *Les vrais sentiments*, écrivait-il, *ça vous poigne, ça ne se dit pas avec des mots.* »

Pierre Drachline

(1) Dont *L'Épingle du jeu*, réédité dans « L'Imaginaire » chez Gallimard, en 2001.

En avant-première sur [www.actes-sud.fr](http://www.actes-sud.fr) [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) les premiers extraits du nouveau roman de **PAUL AUSTER** LE LIVRE DES ILLUSIONS Sortie en librairie le 7 mai ACTES SUD

La Société des Écrivains édite chaque mois 10 nouveaux auteurs Découvrez-les... Catalogue sur simple demande Tél: 01 39 06 05 38 fax: 01 39 75 60 11 147-149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS (tableau poche pour nos correspondances ou envoi de manuscrit)

# Wyndham Lewis, « l'écrivain le plus haï de son temps »

Ennemi de l'intelligentsia de gauche et des romans psychologiques du groupe de Bloomsbury, fondateur avec Ezra Pound du « vorticisme », ce virulent satiriste avait signé ce roman où un homme est pourchassé par les furies

**CONDAMNÉ PAR SOI-MÊME (Self-Condannned)** de Wyndham Lewis. Traduit de l'anglais par Gérard Joulé, Phébus, 460 p., 22,50 €.

Il s'était lui-même surnommé l'Ennemi, un cri de guerre autant que l'aveu de l'exclusion dont il eut à souffrir. L'ennemi du commun des hommes, mais plus encore de l'intelligentsia de gauche, snob et à la mode, des courants littéraires régnants, de l'expérimentation en chambre close, de la vision intériorisée du roman psychologique tel que le pratiquait le Bloomsbury Group, mal adapté, selon lui, à un âge de déshumanisation... Dans le domaine de l'art aussi – il fut le plus grand portraitiste de son temps –, il lutta contre les conventions, fondant avec Ezra Pound le « vorticisme » qui est dynamique, mouvement intense, concentration d'énergie à la pointe du tourbillon.

Il avait tout lu, Nietzsche en particulier, qui colore d'arrogance le héros de *Tarr* (commencé en 1914), son roman principal, mais aussi Schopenhauer, qui l'incite à tenir l'existence à l'écart, et Bergson, dont il retient les leçons sur le comique, s'il en rejette le vitalisme. Sa conclusion : au siècle de la machine, seule vaut une approche extérieure, privilégiant la dérision et le grotesque ; l'âge et ses émois ne sont plus de mise. Désormais, là où on attend un individu autonome, Lewis présente un automa-

te conditionné. Il est possédé d'un dégoût révolté, le même que celui du doyen Swift. Il manie l'ironie, l'invective et le mépris en jets bien dirigés qui n'épargnent rien ni personne, surtout pas les idéologies dominantes ni les gens à la mode.

*The Apes of God* (1930) est une satire monumentale contre les intellectuels de Bloomsbury, « cette racaille qui s'est rassemblée sous la bannière équivoque de l'ART ». Les personnages étaient facilement reconnaissables, les victimes ne lui pardonnèrent pas. Lewis commit cependant une faute plus grave que d'attaquer ses pairs : en 1931, dans un tract intitulé *Hitler*, il présente ce dernier en homme de paix, le recréant au gré de ses désirs. Il eut beau revenir sur cette erreur (notamment en 1939 dans *The Hitler Cult*, où il dénonçait le nazisme, ou dans *Condamné par soi-même*, qui est un cri de protestation contre la guerre), sa sympathie de la première heure le marqua à jamais. On ne lui sut en revanche aucun gré de sa vision prémonitrice du communisme comme d'une machine inhumaine dont les doubles fonds cachaient la trahison et des millions de morts. Bien au contraire, puisqu'il s'opposait par là même à la majorité des intellectuels de l'époque. « Les plus respectables d'entre eux (les intellectuels), incapables de supporter son œuvre, entourent le nom de Lewis d'un silence embarrassé, disait Eliot ; les moins respectables vocifèrent "fasciste" – un terme qui lui est appliqué à tort. »



DOUGLAS GLASS

Il put donc sans se vanter dire qu'il était « l'écrivain le plus haï de son temps ». Odieux peut-être, mais fascinant. « Vous ne pouvez être aussi intelligent qu'il l'était, disait Pound, et de cette façon-là, sans être la proie des furies ». Condamné par soi-même est précisément l'histoire d'un homme que pourchassent les furies, si torturé

par son exigence de lucidité et par son combat intérieur qu'il en meurt, même si son corps continue d'effectuer, telle une marionnette, les gestes requis – une œuvre, disait Eliot, qui témoigne d'une « agonie spirituelle presque intolérable ». L'œuvre d'un être qui « pense », indépendamment de ce que souffle l'air du temps,

qui ne se satisfait d'aucun bon principe, d'aucune idée pieuse, ni des idéologies mensongères, ni des mythes réconfortants, mais tente avec acharnement de mettre la vérité à nu. Le professeur René Harding est, comme Lewis, un « perfectionniste » qui a contre lui non seulement les systèmes en vigueur mais « le troupeau ahuri des hommes qui ruminent au lieu de penser ». Lewis a l'art de la formule qui tue. Devant un jeune universitaire américain qui sait tout : « C'était sans doute ses yeux froids, méfiants, aussi vides que des toilettes bien récurées, qui l'avaient recommandé à ses supérieurs. » De l'Amérique où Harding s'exile : « Il approchait une terre lunaire où la pensée avait été stérilisée. La réalité chaude et vivante devait se trouver dans les salles de tripots ou les ghettos noirs. » Plus lyrique : « L'hypocrisie de notre société a recouvert toutes choses d'une épaisse couche de patine. » Ou, de la Légion d'honneur, symbole du succès : l'une de ces « distinctions dont le monde honore les médiocrités qui lui ressemblent ».

Dans cette descente en flammes généralisée, rien ne subsiste, ni personne. Surtout pas Harding, qui, pour son geste de renoncement – il démissionne par honnêteté intellectuelle de l'université où il occupait un poste enviable –, aurait pourtant le droit de s'estimer. En 1939, Harding s'embarque pour le Canada avec sa femme Hester afin de commencer une autre vie. Lewis lui-même partit en 1939 pour le Canada, mais

sa démarche était exactement l'inverse de celle de son héros, puisqu'il espérait trouver au Nouveau Monde ce que l'Europe lui refusait maintenant : la reconnaissance et l'argent. Il vécut d'expédients et d'emprunts et, en 1945, revint en Angleterre amer et déçu, ayant cependant commencé à écrire *Condamné par soi-même*. René Harding, quant à lui, va descendre un à un les cercles de l'enfer. Le roman est avant tout une suite de scènes visionnaires, comiques et grinçantes, ou atroces : l'enfermement du couple dans un hôtel que cernent la glace et les oiseaux affamés, l'incendie expiatoire de l'hôtel, l'exécution d'un meurtrier, la découverte du corps d'Hester qui, par désespoir ou vengeance, s'est jetée sous les roues d'un camion – cette tête tranchée, ces jambes de poupée désarticulée, ces restes absurdes qui ne cesseront de hanter Harding. Au cours de son processus de réévaluation radicale, Harding a tout détruit, toutes ces illusions qui nourrissent la comédie sociale ou sexuelle et qui permettent de vivre. Malgré les honneurs retrouvés, il n'est plus qu'un mannequin rempli d'un peu de « bourre universitaire ». Aveugle, malade et solitaire, Lewis mourut trois ans après la publication de ce roman.

Autant de pessimisme ne peut qu'avoir un effet tonique : dans l'édition française, des reproductions des superbes peintures et des dessins de Lewis contribuent à cet effet réjouissant.

Christine Jordis

## Femme à femmes

Sarah Waters nous entraîne dans le Londres gay de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Picaresque et érotique

**CARESSER LE VELOURS (Tipping the Velvet)** de Sarah Waters. Traduit de l'anglais par Erika Abrams, Denoël, 592 p., 25 €.

De combien de métaphores faudra-t-il encore user pour décrire l'amour entre deux femmes ? Et combien de temps faudra-t-il instituer la prudence comme règle de vie par peur de compromettre sa carrière ? Il n'est malheureusement pas tout à fait inutile de se poser encore aujourd'hui ces questions, même si le roman de Sarah Waters, *Caresser le velours* – traduction édulcorée de *Tipping the Velvet* : cunnilingus, en argot –, les pose et transpose dans l'Angleterre victorienne. Quoi qu'il en soit, il faudra presque six cents pages à son héroïne, la tendre et ingénue Nancy Astley, pour être capable de vivre au grand jour cet amour que d'aucuns jugent, ici et là – en Egypte et en Arabie saoudite récemment –, « contre nature ».

Nancy Astley, 18 ans, est une petite écaillère dans le Kent. Sa passion pour le music-hall l'entraîne souvent au Palace où elle rencontre Kitty Butler, dont la voix de garçon – « suave et terriblement vraie » – la séduit d'emblée. Soir après soir, Nan revient voir celle dont elle rêve chaque nuit dans le lit qu'elle partage avec sa sœur aînée, la belle mais ô combien conventionnelle Alice. Repérée par un agent, Kitty doit partir pour Londres. Nan la suit en qualité d'habilleuse et... de sœur. Sœurs incestueuses bientôt puisque, lorsque le rideau tombe, Nan et Kitty se laissent aller à leur amour de femmes. Pourtant, Kitty, qui pense d'abord à sa carrière, va tout gâcher : pour arriver à ses fins, elle ira jusqu'à mettre son agent dans son lit. Déchirée, Nan se sauve, comprenant qu'il n'y a pas de place pour la « gougnotte » qu'elle est.

Pour le plus grand plaisir du lecteur, commence alors une longue série d'aventures et de mésaventures : Nan s'établit d'abord persilleuse. Travestie en miché, elle arpente les rues de Londres où elle travaille sa gouaille, avant d'être repérée puis littéralement achetée par Diana Lethaby, une veuve fortunée. Dans la chaleur et le luxe, Nan découvre la littérature érotique et les raffinements de l'amour saphique. Mais la petite putain est rebelle et, un soir, refusant de se plier une fois de plus aux désirs fantasques et tapageurs de cette madame de Merteuil version lesbienne, Nan est jetée dehors. Ne reste plus alors à la petite écaillère – mélange très gay de Cendrillon et de Moll Flanders – qu'à trouver l'amour. C'est dans les bras de Florence, une jeune socialiste dévouée corps et âme à la cause du peuple, qu'elle achèvera son éducation, et s'acceptera enfin telle qu'elle est : une femme à femmes.

A travers le destin peu commun de son héroïne, Sarah Waters nous plonge avec délices dans les dernières années de l'Angleterre victorienne, celle-là même qui condamna Oscar Wilde. Avec ce premier roman, elle est devenue une sorte d'Armistead Maupin au féminin.

Emilie Grangeray

## A la recherche de Ravelstein

Par la voix de son narrateur, Saul Bellow dresse le portrait brillant d'un intellectuel américain « belliqueux, spirituel et intelligent »

**RAVELSTEIN** de Saul Bellow. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Rémy Lambrechts, Gallimard, 266 p., 18,50 €.

Trois fois prix Pulitzer, prix Nobel de littérature en 1976, Saul Bellow est indiscutablement l'un des grands écrivains américains du XX<sup>e</sup> siècle. A plus de 80 ans – il est né en 1915 – il le prouve une nouvelle fois, avec *Ravelstein*, l'histoire de son amitié avec Allan Bloom, l'auteur d'un immense best-seller aux Etats-Unis, en 1987 : *The Closing of the American Mind* (le livre, publié chez Julliard sous le titre *L'Âme désarmée*, n'a pas connu le même succès en français). Un roman à clés donc, attaqué lors de sa sortie aux Etats-Unis et Bellow accusé de « *Betrayal Chic* » pour avoir fait l'outing de Bloom à travers Ravelstein, un homosexuel mourant du sida, et même d'avoir été motivé par la jalousie. Une polémique politiquement correcte qui ne tient pas à la lecture : ce livre est un vibrant hommage à Bloom, Ravelstein. A l'homme et à leur amitié. Un romancier comme Saul Bellow n'écrit pas de biographie mais de la fiction.

Comme dans presque tous ses romans, Bellow parle à la première personne, au travers de son alter ego, Chick, plus âgé que Ravelstein. Bien que Ravelstein soit proche de la mort et conscient de l'être, lui-même présente « certains signes », « mes rides, mon teint, mon allure générale ». La mort est partout présente dans le livre, subtilement, elle se glisse entre les lignes, entre les pages, dans nombre des discussions entre les deux hommes. Elle est la source de ce « portrait » que lui a demandé Ravelstein, à maintes reprises, lui enjoignant de le faire, sans complaisance, avec la même franchise que celle qui soutint leur relation. Et par elle qu'il trouvait son ami velléitaire, Ravelstein a insisté : « Ce n'est pas une simple requête, je vous en charge comme d'une obligation. » Mais comment faire ? Chick a dans ses tiroirs des chemises contenant des pages et des pages sur Ravelstein : « Mais ces informations semblent seulement traiter le sujet. Il n'existe pas de formulation moderne recevable pour l'examen d'une amitié. » Alors les années pas-

sent et Chick doit admettre qu'il est incapable de tenir ses engagements. Pas un jour ne se passe pourtant sans qu'il y pense : « Quand il est mort je me suis aperçu que j'avais pris l'habitude de lui raconter tout ce qui s'était passé depuis notre dernière rencontre. » Ce n'est que dans le dernier quart du livre, après avoir failli mourir lui-même, que Chick trouvera le moyen d'écrire.

A mesure que l'on avance dans le livre, construit « au coup par coup », Chick témoigne de ses efforts : « Je fais ce que je peux des faits. Il vivait selon ses idées. » Mais ce n'est pas des idées qu'il doit parler, Ravelstein s'en est chargé lui-même, dans son enseignement comme dans son livre, c'est de l'homme : « Je me tiens donc pour responsable de la personne. »

### « JE » DE RÔLE

Si Chick est un personnage assez en retrait, un faire-valoir de Ravelstein, il revient au premier plan dans ses rapports avec son ex-femme, Vera, brillante scientifique née en Europe de l'Est (comme l'une des ex-femmes de Bellow) et la nouvelle, ancienne étudiante de Ravelstein et beaucoup plus jeune que lui (comme l'actuelle femme de Bellow, bien sûr). L'une est insupportable, l'autre soumise à tous ses besoins jusqu'à le sauver de la mort. Bellow n'a jamais fait preuve d'une grande subtilité dans ses portraits de femme... alors qu'il excelle indiscutablement en parlant des hommes et des rapports entre les hommes. D'ailleurs, lorsque les deux amis discutent de la « question juive », du nihilisme, de l'au-delà, d'Eros, d'Athènes et de Jérusalem, de Keynes et de Lloyd George, Bellow réapparaît sous Chick et peut-être même sous Ravelstein. Un écrivain tel que lui ne saurait jouer qu'un seul personnage...

Le portrait de Ravelstein tel qu'il surgit de ces pages est celui d'un homme d'une extrême intelligence, d'une immense érudition, attentif à ses amis comme à ses étudiants, l'auteur d'un livre « belliqueux, spirituel et intelligent », un homme dont les défauts ne peuvent être que cocasses ou grandioses : le tabagisme fougueux jusque sur son lit d'hôpital, les mauvaises manières à table, le goût des commérages, le plaisir presque enfantin à être tenu au cou-

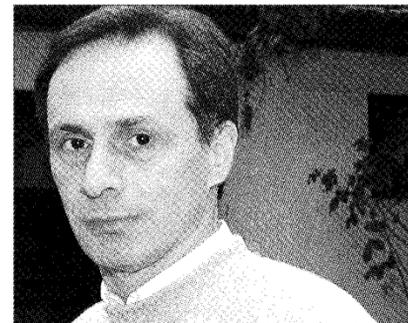
rant des dernières péripéties de la guerre du Golfe par un ancien étudiant bien placé et surtout une propension à jeter l'argent par les fenêtres pour une veste Lanvin, des appliques de Laliq, du matériel hi-fi, une couverture de vision, la BMW 740 qu'il offre à son compagnon... Ravelstein est une des plus belles créatures de Samuel Bellow, brillant, original, éclatant de vie, impérial, fantasque, courageux devant la maladie et la mort, un enseignant incomparable qui dirige ses étudiants « vers une

vie plus élevée, pleine de variété et de diversité, régie par la rationalité ». Si Platon revient souvent dans le livre, c'est que l'enseignement de Ravelstein ne peut se comparer qu'à celui de Socrate.

Les dernières pages sont éblouissantes dans une sorte de résumé qui fait revivre une dernière fois l'ami, le confident, l'observateur attentif – « On n'abandonne pas facilement un être tel que Ravelstein à la mort ». On lui consacre un livre.

Martine Silber

DAVID ALBAHARI



Goetz et Meyer

roman

traduit du serbe par Gabriel Iaculli et Gojko Lukic

Quels sont les vrais visages de deux jeunes sergent-chefs S.S. Goetz et Meyer ? La quête d'une réponse s'égrène au fil des pages de ce livre où le désespoir et l'impossible identification aux bourreaux se disent avec une violente ironie.

DI MOU DE ENTIER

GALLIMARD



# Le garde du corps

Eric Laurent invente un roman du désir à partir d'une intrigue minimale

**NE PAS TOUCHER**  
d'Eric Laurent.  
Minuit, 190 p., 12 €.

Clovis Baccara exerce une véritable garde à vue – au sens le plus littéraire des mots – sur Véronica Lux, jeune mariée confiée à ses soins par Oscar Lux, lui-même placé en garde à vue – au sens le plus prosaïque du terme – au lendemain du mariage. Trois personnages schématiques de la mythologie policière, la garce, le truand et son dauphin, sont les acteurs virtuels d'une intrigue laminée. Sur ce rien, Eric Laurent a concocté un petit bijou littéraire : *Ne pas toucher*. L'écriture, l'humour, la parodie sont les instruments de l'orfèvre.

Clovis et Véronica sont confinés dans la suite nuptiale d'un palace de Los Angeles. Ils attendent qu'Oscar vienne reprendre sa place de mari, après avoir éliminé les charges qui pèsent sur son honnêteté. Clovis crève (il finira ainsi, au sens sale du verbe) de désir pour Véronica, mais, contraint à la proximité exacerbée que lui confère sa responsabilité, il refuse d'approcher la belle. A trop éviter de la regarder, il ne fait que ça. Le récit est le compte-rendu méthodique de l'épreuve du voyeur, interdit de regard, qui épluche parcelle après parcelle les délicieux accidents de relief d'une peau de femme intouchable. Qu'importe alors l'authenticité des personnages et la vraisemblance de l'histoire. *Ne pas toucher* est le roman du désir inassouvi, exacerbé par le luxe des images sans cesse dérobées et l'attraction moelleuse des corps inactifs.

La gagueur du romancier était ambitieuse. Le pari est gagné grâce à l'humour glacé et à l'écriture sophistiquée. On se régale du pastiche, des références subtiles aux chefs-d'œuvre de la littérature. La

quête de la jouissance se transforme en passion. Eric Laurent greffe un roman d'amour très XIX<sup>e</sup> siècle sur une banale drague sexuelle. Son atout principal est l'écriture. De longues phrases aux sinuosités acrobatiques détachent le thème de sa banalité. Le désir, sans issue charnelle, envahit le décor et les accessoires de ce théâtre de la frustration. Le paysage, le calme et la volupté de l'hôtel et de sa piscine, les vêtements de prix, les musiques de fond récupèrent le trop-plein de sexe : « *Des confins de sa nuit pélagienne, l'océan régurgitait ses flots tumultueux...* »

Eric Laurent se souvient du nouveau roman. La phrase se nourrit de ce que l'intrigue refuse. Elle se déploie en paragraphe, déborde sur le feuillet entier, se grossit d'une surabondance d'adjectifs précis-précieux, de verbes inventés. Des flots de mots rares obligent le lecteur à la dure tâche du dictionnaire, et restent parfois introuvables. Enchâssement baroque de relatives et conjonctives, l'énumération épuise toutes les possibilités du vocabulaire. Ce qui donne de fulgurantes perceptions innovantes et de délirants clichés. Laurent n'est pas dupe, il nous guette, dans un coin perdu du récit. De Butor, on glisse vers Proust. Les orbeils de Véronica sont le truchement du sexe d'Albertine : ils sont « *si doucement bombés qu'ils semblaient avoir été moulés dans la valve rainurée d'une coquille de Saint-Jacques ou l'alvéole ovale d'une madeleine...* » Ces artifices n'altèrent en rien la lecture. L'aventure de Véronica et de Clovis est soudain crédible, et le plaisir de l'écrivain en train d'écrire est à un tel point perceptible qu'il nous console d'un héros vaincu et nous rend physiquement heureux.

Hugo Marsan

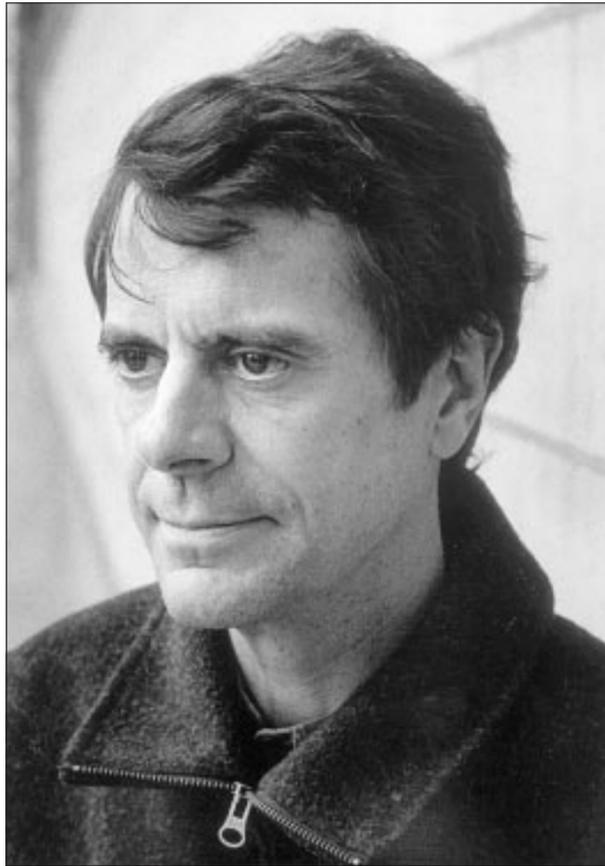
**LE GRAND CHARIOT**  
de Matthieu de Boisséson.  
Gallimard, 344 p., 18,50 €.

Il faut être converti à la puissance poétique de la prose pour plonger dans ce roman touffu de sensations et d'escapades, dont le premier tiers tisse l'éloge de la campagne. Thomas, le narrateur, fils de paysans, ne s'échappe du social, « *théâtre intime de coulisses et de soupirs* », que pour goûter avec sa sœur Louise l'odeur de vasière flottant sur le sable, pour cheminer « *le long d'un torrent bordé de cardamines et de saaponaires* », pour ramasser les brins de laine « *laissés par les troupeaux sur la margelle des abreuvoirs* ». Un lien quasi incestueux unit ces deux adolescents épris de grand air. Thomas est sous le charme de Louise, vouée à enseigner la philosophie, conquérante à l'allure d'Indienne dégingandée et aux accès de rumination morose. Il est ému par « *l'éclairage instable de son visage* ». Et dans la lumière d'un dernier été en terres jadis quadrillées par Gaston Phébus, lorsqu'il ne se démène pas sur la plage avec elle, accrochés à un cerf-volant, il s'initie sur ses conseils aux fièvres sexuelles. Prude à douze ans, ayant banni les baisers volés, Louise, à 17 ans, a oublié ses promesses de chasteté pour s'amouracher de l'aillier gauche de l'équipe junior de rugby locale, et exhorte son frère à être l'amant d'une fille qu'elle aurait choisie pour lui.

Maîtrisant une langue somptueuse, Matthieu de Boisséson déroule sa toile romanesque avec d'ironiques délices, conjuguant un classicisme romantique et une liberté de ton à la Nabokov. Parfois même s'emballe-t-il d'audaces stylistiques : « *Que je voudrais être avec Patrick oh mon Dieu quand il me oh mon Dieu quand il pourquoï j fais ça quoi quoi la grimace c'est des cho-*

# Complicités stellaires

Dans une langue somptueuse, sous les auspices de Nabokov et de Nietzsche, Matthieu de Boisséson conte les amours de deux campagnards absorbés par Mai 68



FRANCESCO GATTONI

ses de nature c'est tout c'est comme quand qu'il que quoi bon quoi pour-quoi tu ne veux pas alors là je suis surprise je lui dis tu es là et moi aussi pour la mettre bon d'accord tu ne veux pas entendre mais bon admettons d'accord j'obtempère je mets les pouces under my thumb c'est marrant... ». Tandis qu'en pâmoison, Louise (qui idolâtre Mick Jagger et Saint John Perse) fait le pied

de grue devant un certain Patrick Saroyan, poète hermétique hébergé chez des amis voisins, Thomas embrasse et étroit Zoé dans le pigeonnier, ou dans une meule, à l'orée du bois («  *NUIT MÉPHITIQUE, encre pailletée, soie zinzoline que ses mains déchirèrent* »). Ces jours de bonheur, d'exaltation sont dépeints avec un talent, un lyrisme, une malice rares, loin des proses minimales

qui lassent et chagrinent certains. Idylles placées sous le signe de la béatitude nietzschéenne, béatitude « *aux pieds légers* », et qui incrustent la fascination de l'auteur pour les amitiés stellaires, celles qui vouent deux êtres à une protection réciproque, et dont il avait déjà décliné le culte dans son premier roman (1).

Ces personnages planant dans un climat d'illusion féérique, oscillant entre vitesse et lenteur, passé et avenir, vont devoir quitter l'enfance (et les extases naturalistes) pour affronter la tourmente parisienne, la violence, les voyous, Mai 68. Le temps, écrit Boisséson, « *rend possible ce qui ne paraissait pas possible* ». Le *Grand Chariot* élève nos bienheureux rêveurs au-dessus des barricades, des recruteurs de la Gauche prolétarienne et des spécialistes de la pharmacopée psychiatrique pour les débarrasser de l'obsession des perspectives et des horizons éternels. Dans cette nouvelle version de *L'Amour fou*, il s'agit d'abord d'être rebelle à toute fixation. Et si, à l'image des mandarins chinois, les poètes monothéistes ne peuvent peindre que « *ce qui est sur le point de se flétrir et qui commence à perdre son parfum* », ne peuvent évoquer « *que des orages qui s'éloignent et s'épuisent, des sentiments déjà jaunies par l'automne* », s'ils ne peuvent donner l'éternité qu'à ce qui n'en a plus pour longtemps à vivre, les complices « *stellaires* » sont capables de redonner des couleurs à l'aurore. « *Beaucoup de tendresses irisées, des centaines de jaunes et de bruns et de verts et de rouges* ». Trahis par Saroyan et par Zoé, Thomas et Louise mêlent leurs voix, leur mélodie mélancolique (« *Tralalilala* ») pour apprendre ensemble à oublier, effacer pour renaître, aimer.

Jean-Luc Douin

(1) *Une amitié stellaire*, Denoël 1989.

## Un an avec Hugo : 1845

Il y a en ce moment à Paris le fils d'un pape. C'est un Fumaroli, fils du cardinal della Ganga, qui fut pape après Pie VII et s'appela Léon XII. M. Fumaroli est aujourd'hui un homme d'environ 58 ans. Sous le règne de son père, il avait à Rome la direction des travaux publics et était quelque chose comme ministre. Pie VIII, qui était Castiglione et qui succéda à Léon XII, garda M. Fumaroli à son service, mais à l'avènement du pape actuel, Mauro Capellari, moine camaldule, qui règne depuis quinze ans sous le nom de Grégoire XVI, M. Fumaroli fut disgracié. Il perdit sa position. On lui chercha je ne sais quelles chicanes, il riposta par un procès, la rote fut saisie de l'affaire, Fumaroli insista, mina, travailla, pressa, plaïda, réclama ; cinq années ou six se passèrent ainsi. Enfin, un beau matin, au moment où il croyait toucher au dénouement, on lui signifia que la conclusion de son affaire était indéfiniment ajournée ; le gouvernement romain avait jugé à propos de fermer la bouche à la rote. (...)

de quatre-vingts ans, suivi d'un cortège d'évêques et de prélats essoufflés. Grégoire XVI ne peut souffrir qu'on le porte. Or les papes passent leur vie sur les épaules d'autrui. C'est là sa croix, non de porter, mais d'être porté. Le balancement des porteurs lui donne des nausées et des maux de tête. A chaque cérémonie de Saint-Pierre ou du Vatican, Grégoire XVI est malade de ce balancement trois jours avant et trois jours après.

Son nez est la plus fâcheuse difformité qui se puisse voir. C'est une sorte de tubercule énorme et hideux qui lui envahit presque tout le visage. Le peuple de Rome a un jeu. Chaque fois qu'une marmite ébréchée ou un fêlé ou trop vieille est jetée au rebut, les enfants des rues s'en emparent, lui mettent de la poudre sous le ventre, et la font sauter. Ceci se fait avec de grands cris de joie. Grégoire XVI, qui est du peuple, n'étant

jadis qu'un pauvre moine, a conservé le goût de ce jeu. On prétend qu'un jour un cardinal voulut lui en donner le plaisir. Le pape accepta. La marmite fut disposée dans un grand jardin, au moment où le pape s'en approchait, le feu prit à la poudre par hasard, dit-on. Le peuple qui fait ce conte dit que le cardinal, jaloux de l'élection de Capellari, voulait faire le siège vacant, et aida le hasard. Un éclat de la marmite frappa le pape au visage et lui déchira les cartilages du nez. La plaie guérit, mais le gonflement persista. De là, cette excroissance monstrueuse.

Grégoire XVI craint la France. C'est pour lui le pays du démon ; une sorte de plateau supérieur de l'enfer. »

★ Extrait de *Choses vues*, « Le Temps présent II », novembre 1845 (Laffont, « Bouquins », Histoire, p. 868-870).



## Bande dessinée

par Yves-Marie Labé

# Traits d'union

**LE DÉCALOGUE V ET VI : LE VENGEUR ET L'ÉCHANGE**  
de Frank Giroud, Bruno Rocco et Alain Mounier.  
Ed. Glénat, 64 p., 12 € chacun.

Série monumentale, comme il s'en écrit et s'en dessine peu en BD, *Le Décalogue* comprendra dix volumes, le dernier devant paraître en 2003. Le projet de Frank Giroud, scénariste de cette série ambitieuse aux prétentions historiques, mystiques et humanistes, s'est concrétisé lors du festival d'Angoulême 2001. Le premier tome paru, intitulé *Le Manuscrit*, écrit par Giroud et dessiné par Béhé, se situait à notre époque ; les événements du dernier volume devraient avoir lieu en 632, époque où furent calligraphiés les dix commandements en arabe de Mahomet, ce fameux « Décalogue » dont il est communément admis qu'il fut dicté par Dieu à Moïse, sur le mont Sinaï. Dans le dessin de Franck Giroud, ce décalogue revêt un aspect syncrétique, mélangeant les principes juifs, chrétiens et musulmans. La somme de ces dix édits est contenue dans le *Nahik*.

Qu'est-ce que le *Nahik* ? Un grimoire sur lequel, pendant treize siècles, se focalisent diverses passions, politiques ou amoureuses, érudites ou commerciales, et dont l'auteur, Alan D., est aussi inconnu que les conditions de disparition de celui qui l'illustra, Fernand Desnouettes. C'est autour de ce *Nahik*, pivot des dix albums, que se greffent dix récits qui éveillent des échos contemporains. Après avoir évoqué, dans de précédents albums, l'intégrisme islamiste et la fatwa puis le réseau Ratline créé par le Vatican pour sauver des criminels nazis, *Le Vengeur* plonge le lecteur dans le Berlin des années 1920, celui de Grosz et de la montée d'Hitler. Sept ans après le génocide arménien, un jeune militant tente de venger sa famille et son peuple décimés en exécutant un notable turc, réfugié dans la capitale allemande. Mais le destin le fait s'amouracher de la fille du « génocidaire »... Dans *L'Échange*, aussi, la grande histoire a rendez-vous avec la petite : une jeune Américaine, Alice, découvre à 20 ans un secret de famille, grâce à un ancien professeur de dessin. Nous sommes alors au début du XX<sup>e</sup> siècle, à New York.

Dus à l'inventivité de Frank Giroud, déjà auteur d'une magnifique BD sur la guerre d'Algérie (*Azrayen*) et des séries *Louis la guigne* et *Louis Ferchot*, mais



« Le Vengeur »

aussi à son talent d'historien et à ses goûts pour les sans-grade et les militants, rebelles à tout ordre inique, ce *Décalogue* doit aussi beaucoup à ses dessinateurs. Chacun dispose de dix à douze mois pour mettre en images le scénario livré par Frank Giroud. La fine fleur de la BD réaliste s'est lancée dans l'aventure, de Béhé à Franz, en passant par Alain Mounier ou Paul Gillon, faisant de chaque volume un univers autonome, dont le récit et le dessin se marient avec une intelligence et un souci du détail étonnants. Le récent festival de BD de Perros-Guirec vient d'ailleurs de primer *Le Vengeur*, attribuant ainsi un début de reconnais-

ce à cette série, dont la valeur graphique répond à l'audace scénaristique.

■ **LE CHEMIN DE SAINT-JEAN**, d'Edmond Baudoin

On pérégrine avec émotion le long de ce *Chemin de Saint-Jean* qu'emprunte Edmond Baudoin avec pour seuls impédiments sa mémoire, un encrier, un pinceau et du papier. C'est un sentier, un diverticule sur lequel s'inscrivent tant de souvenirs. Ceux de son frère Piero ; ceux de son père se roulant une cigarette de tabac gris ; ceux d'une fille « *longue, triste, belle et sûrement intelligente assise sur des sacs de voyage, en bordure de mer* » ; ceux d'une chapelle, plantée devant un désert qui ressemble à la mer ; ceux, enfin, de sa mère, Jeanne, qui « *a tant rêvé d'avoir un enfant instituteur* ». Devant ses croquis, devant ce chemin proche de Villars où les ombres de l'enfance décalquent celles de l'adulte, Edmond Baudoin, désormais professeur à l'université canadienne de Hull, s'étonne d'avoir réalisé, au-delà du possible, le rêve de sa mère. Et offre de superbes dessins en noir et blanc, griffés de songes et de questions (« *Pourquoi c'est dans les retours en arrière que je vais devant ?* »), mais gonflés de vie, portés par ce dynamisme du trait qui n'appartient qu'à lui (éd. L'Association, 48 p., 25 €).

■ **MAUPASSANT, CONTES ET NOUVELLES DE GUERRE**, de Dino Battaglia

Il s'agit de huit contes de l'écrivain normand, mis en scène avec une grâce fidèle, en noir et blanc, par l'un des maîtres de la BD italienne, Dino Battaglia. Le style concis de Maupassant se prête à merveille au découpage a priori désarticulé mais en réalité savamment ordonné des planches du maître italien, dont les grisés, les ombres et leur dégradé, ainsi que les précisions apportées à une toilette, à un uniforme ou à un regard, redonnent vie à ces paysans mûrs, pêcheurs naïfs, putains héroïques et bourgeois ventrus et sûrs de leur droit. La guerre de 1870, toile de fond de ces nouvelles, est omniprésente, entre les futaies, les bois et les villages, au travers d'« *officiers velus* » et des canons tonnant, loin des « *barrières* » des villes (éd. Mosquito, 108 p., 18,5 €).

■ **LA NURSE AUX MAINS SANGLANANTES**, de Benoît Sokal

La treizième aventure de l'inspecteur Canardo a pour décor la ville américaine de Crowtown et pour protagonistes, outre le fameux canard enquêteur et fumailleur, un avocat-bouledogue, Bill Keegan, et une nurse-chienne, Vanessa Morane. Baby-sitter d'un héritier qui se fait passer pour débile, elle est accusée du meurtre des parents de celui-ci. Benoît Sokal réinvestit avec maestria les codes du thriller, alternant plans et cadrages, caricaturant la société d'outre-Atlantique sans jamais tomber dans la facilité. Le palmipède philosophe et distancé laissera toutefois des plumes, à quelques miles de la frontière mexicaine, en une chute rebondissante et réjouissante (Casterman, 48 p., 9,45 €).



Le Monde  
DOSSIERS & DOCUMENTS  
LITTÉRAIRES

1 Voltaire, l'insurgé.  
2 L'humanisme est-il mort ?

Avril 2002 - 8 pages - 2,10 €

## Les origines de la pensée de Rawls

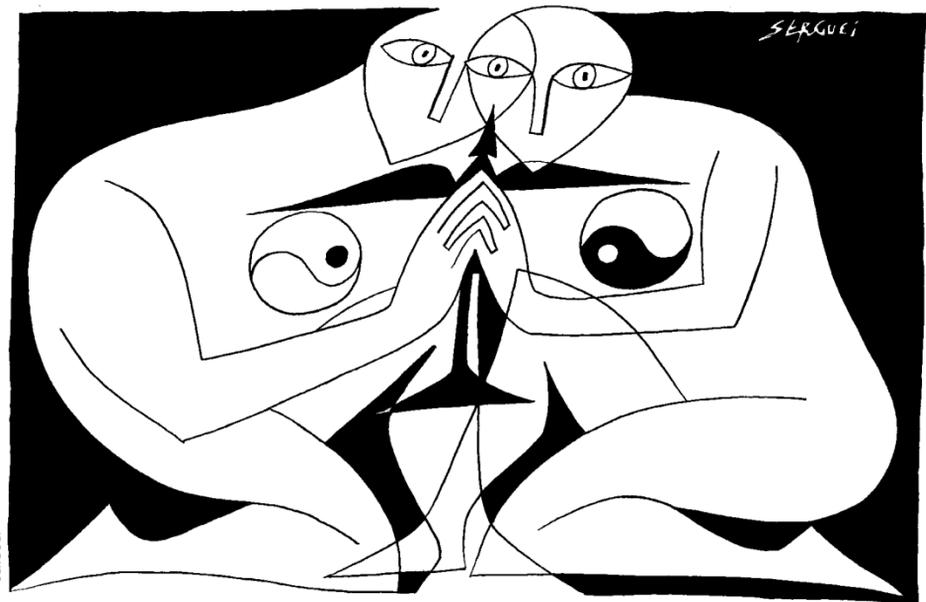
En relisant Kant, John Rawls livre les clés de sa propre conception de la « justice comme équité »

## LEÇONS SUR L'HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE MORALE de John Rawls.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marc Saint-Upéry et Bertrand Guillaume, La Découverte, 382 p., 25 €.

Du début des années 1970 jusqu'à sa retraite en 1991, John Rawls a offert chaque année, à ses étudiants de Harvard, un cours d'histoire de la philosophie morale, dont l'essentiel a été publié il y a deux ans aux Etats-Unis. Découvrir aujourd'hui la vingtaine de leçons qui le composent est doublement intéressant. D'abord, parce que ces *Leçons*, centrées sur la morale kantienne, constituent une excellente introduction à la *Métaphysique des mœurs*, qu'elles mettent en perspective par rapport à Hume et à Leibniz d'une part, et par rapport à Hegel d'autre part. Mais aussi parce qu'elles éclairent d'un jour nouveau les origines intellectuelles de ce qui reste le principal ouvrage de Rawls, sa *Théorie de la justice* publiée en 1971.

Ainsi que ces *Leçons* nous le rappellent, en effet, ce n'est pas sans peine que Rawls a fini par obtenir, pour ses idées, la reconnaissance dont elles jouissent actuellement. Il a dû, pour cela, batailler sur trois fronts à la fois : contre les utilitaristes, contre les néo-positivistes et contre les strausiens. Aux utilitaristes (qui domi-



naient à l'époque la scène de la philosophie morale), il a rappelé qu'une société où toutes les transactions seraient libres assureraient sans doute le bonheur de quelques-uns, mais certainement pas la justice pour tous. Aux néo-positivistes (qui, Quine et Goodman en tête, tenaient le haut du pavé à Harvard), il a prouvé que, si l'analyse logique du langage constituait un précieux instrument d'analyse, elle n'était pas le seul,

et que la réflexion critique sur les grands textes du passé pouvait encore se révéler profitable aujourd'hui. Aux strausiens (qui n'admiraient que la philosophie grecque d'inspiration socratique), il a montré, enfin, qu'il valait la peine de retourner aux auteurs du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, si l'on voulait trouver des pistes pour améliorer le fonctionnement du système démocratique.

C'est donc de Hobbes, de Loc-

ke, de Rousseau et de Kant que Rawls s'est inspiré pour concevoir sa vision personnelle du « contrat social ». Et c'est, plus particulièrement, la manière dont Kant construit l'impératif catégorique comme « procédure juridique » que nous retrouvons au cœur du « constructivisme » rawlsien. Autrement dit de la doctrine, omniprésente dans ces *Leçons*, selon laquelle nos concepts moraux, loin de procéder de nos

intuitions ou de préexister dans un quelconque ciel des idées, doivent d'abord être construits en fonction des attentes rationnelles de toutes les parties prenantes au contrat social (voir, notamment, la *Leçon 6*).

Qu'il n'y ait pas de meilleure procédure que celle-là pour édifier une démocratie conforme au modèle pluraliste et représentatif qui domine aujourd'hui l'Occident (en attendant que l'on trouve mieux), on en conviendra aisément. Il n'en subsiste pas moins une petite énigme. Pourquoi Rawls tient-il absolument à « vendre » sous le nom de philosophie « morale » une réflexion qui, même si elle inclut une dimension éthique, n'en concerne pas moins l'ordre juridique et politique ? Bien loin qu'il ne s'agisse que d'une question de mots, nous touchons ici à un aspect essentiel de sa pensée – aspect encore peu compris en France. Cette pensée, il faut le rappeler, s'est formée pendant les années 1960, marquées pour les intellectuels américains par un combat indiscutablement politique celui-là : le combat pour le respect des droits civiques des Noirs – et aussi pour une société moins inégalitaire, dans laquelle les riches accepteraient de contribuer, par le moyen d'un impôt progressif sur le revenu, aux efforts de l'Etat pour assurer aux pauvres des soins de santé et une éducation de meilleure qualité.

Or il ne fait aucun doute, bien que le célèbre professeur de Harvard se soit toujours montré discret sur ses engagements personnels, que l'impulsion première de la recherche rawlsienne a été le désir de donner, à ce combat politique, un fondement philosophique. Et il n'est pas non plus douteux que Rawls, en pleine guerre froide, ne pouvait pas se permettre d'aller chercher un tel fondement du côté du marxisme ni d'aucune autre idéologie de gauche, dont les limitations partisanes auraient forcément nuï à l'évidence de sa démonstration.

Cette nécessité stratégique d'aller voir ailleurs l'a donc convaincu de remonter aux théoriciens du contrat social, tout en plaçant sous le signe de la « morale » la réflexion qui devait l'amener à construire une nouvelle définition de la justice comme « équité » (« *justice as fairness* »). Puis une autre nécessité stratégique, celle de convaincre ses collègues néo-positivistes en adoptant un style aussi argumentatif que possible, l'a conduit vers le philosophe qui, au XVIII<sup>e</sup> siècle, a poussé le plus loin le constructivisme – autrement dit, vers Kant. Quiconque a lu la *Théorie de la justice* pouvait sans trop de risque présumer que tel avait été le cheminement de l'auteur. L'avantage de ces *Leçons*, c'est qu'elles en apportent la preuve.

Christian Delacampagne

## La voie du milieu

D'Anthony Giddens à Tony Blair, les textes fondateurs du New Labour

## LA TROISIÈME VOIE Le renouveau de la social-démocratie d'Anthony Giddens et Tony Blair.

Préface de Jacques Delors, traduit de l'anglais par L. Bouvet, E. Colombani et F. Michel, Seuil, « La couleur des idées », 272 p., 20 €.

Découvrir en français le corpus de textes qui proposait, à la fin des années 1990, la refonte de la social-démocratie sous le nom de « troisième voie » alors qu'un peu partout, en Europe et aux Etats-Unis, la gauche reflue, n'est-ce pas se confronter à une révolution inaccomplie ? Surtout en France, où la volonté du premier ministre britannique Tony Blair d'étendre l'idéologie du New Labour à l'ensemble de la gauche modérée en Europe a suscité peu d'enthousiasme auprès de la plupart des socialistes français ! Sous l'inspiration d'un professeur de sociologie, Anthony Giddens, directeur de la London School of Economics, la « troisième voie » était, il est vrai, bien plus qu'un simple *aggiornamento*. Au-delà de son destin politique,

elle constituera sans doute un tournant théorique comparable à la révision du marxisme opéré par le socialiste allemand Eduard Bernstein au début du XX<sup>e</sup> siècle, quand ce dernier constatait, contrairement à Marx, que le capitalisme n'allait nullement vers sa fin et légitimait par là la pratique du réformisme dans le mouvement ouvrier.

La « troisième voie » consiste à renvoyer dos à dos le néolibéralisme thatcherien mâtiné de conservatisme social et la vieille gauche « statistique » (attachée au rôle décisif de l'Etat dans la transformation sociale et méfiante devant les initiatives de la société civile). Elle se veut un centre gauche « dynamique » et n'hésite pas à se réclamer du « libéralisme éthique », incluant à l'occasion le Parti démocrate américain du président Clinton. Elle refuse d'abandonner à la « main invisible » du marché l'idéal de justice sociale, sans pour autant s'appuyer pour la réaliser sur l'Etat-providence hérité de la deuxième guerre mondiale et du monde bipolaire. Son maître mot : la responsabilisation des individus-citoyens, mieux adaptée à l'ère de l'autonomie. L'un des aspects controversés de son programme – « pas de droit sans responsabilité » – entend ainsi lier l'obtention des indemnités de chômage à la recherche effective d'un travail.

Mais l'originalité de la « troisième voie » résulte de ce qu'elle a su transformer l'ébullition intellectuelle qu'a connue la philosophie politique anglo-saxonne dans les années 1980 et 1990 en idées agissantes. Les débats entre communautaristes, libéraux, républicains y ont trouvé leur traduction avec les constats toujours actuels qui les ont provoqués : la désertion des urnes, la décomposition du tissu des solidarités traditionnelles et des institutions classiques (Eglises, partis, famille), la mondialisation, la gouvernance préférée au gouvernement des Etats-nations, le passage à une société post-industrielle, etc. Comme le sociologue Bruno Latour l'avait dit d'une autre source incontournable de la « troisième voie », l'allemand Ulrich Beck (« *Le Monde des livres* » du 4 janvier), on est bien en présence d'une « sociologie génèreuse ». Une science sociale qui n'est plus enivré de sa propre scientificité ni grippée dans des postures critiques stéréotypées, et qui préfère dessiner un avenir possible plutôt que l'Apocalypse.

Nicolas Weill

## Abondance L'enfant, cet « égal paradoxal » frugale

Alain Renaut aborde en philosophie la crise que traverse notre perception de l'enfance, soumise au régime de l'égalité

## LES TROIS CULTURES DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN de Jean-Baptiste de Foucauld. Ed. Odile Jacob, 382 p., 24 €.

Enfoncez-vous bien ça dans la tête ! Jean-Baptiste de Foucauld, ancien commissaire au Plan, avait écrit en 1995, avec Denis Piveteau, *Une société en quête de sens*. Il revient seul à la charge sur le même sujet, déplaçant juste son angle de vue, plus soucieux des moyens que de l'objectif. Et cela donne un livre très riche, dominé par un fort courant spiritualiste. L'auteur lutte aussi bien contre « la pensée borgne » (celle qui refuse de voir les contradictions de la société ou ne cherche la vérité que dans un camp) que pour la maîtrise du « désir de pouvoir » et la « mise sous tension » de la démocratie ainsi que pour la projection d'utopies qui n'est pas du ressort du libéralisme. Dans le nouveau « contrat de société », il souhaite que l'on sorte d'une vision instrumentale pour revenir aux finalités, et que l'on s'appuie sur les « trois cultures du développement humain : la résistance, la régulation et l'utopie ».

Où Jean-Baptiste de Foucauld nous donne le plus à réfléchir, c'est dans son chapitre sur « l'abondance frugale ». Il s'agit d'une analyse sur les besoins nécessaires, essentiels ou superflus. Notre drame aujourd'hui, c'est que l'économie stimule d'abord le superflu, selon l'idée que « qui peut le plus, peut le moins ». Or cette idée reçue est fautive. La frugalité est la condition de la solidarité. Il ne s'agit pas de légitimer la privation, mais au contraire de lutter contre toutes les formes de privation à commencer évidemment par l'extrême pauvreté. Redistribution et dons sont les deux mamelles de cette politique menant au « zéro exclusion ».

Pierre Drouin

Chaque vendredi  
LE MONDE TELEVISION  
avec *Le Monde*  
DATÉ SAMEDI

## LA LIBÉRATION DES ENFANTS Contribution philosophique à une histoire de l'enfance d'Alain Renaut. Bayard/Calmann-Lévy, 396 p., 24 €.

Jamais, constate le philosophe Alain Renaut, qui après sa réflexion sur la différence culturelle poursuit ici son exploration des « paradoxes de l'identité démocratique », les relations au monde de l'enfance n'ont paru aussi problématiques. La question touche au cœur de la dynamique démocratique. Car, si éduquer c'est éduquer à la liberté, comment nous y prendre à l'heure où l'esprit du contrat – de la discussion argumentative – a envahi l'espace familial aussi bien que scolaire ? Au point que l'écart même entre ces deux derniers et l'espace politique semble s'être considérablement réduit.

Voici donc un essai qui intéresse beaucoup de monde : parents déboussolés, politiques débattant de l'abaissement du droit de vote à dix-sept ans, éducateurs submergés, maîtres confrontés sinon à la violence, du moins aux affres de la négociation permanente... L'éducation est bel et bien devenue une des questions majeures sur lesquelles nos sociétés trébuchent. Si le diagnostic d'un tel malaise dans la relation éducative n'est pas nouveau, le mérite d'Alain Renaut est de formuler avec clarté les termes d'une tension dans laquelle la plupart des adultes se débattent au quotidien. Et souvent dans un grand désarroi.

Le problème, souligne-t-il, vient de deux côtés. D'une part, en effet, nous percevons de plus en plus l'enfant comme porteur de droits – celui, par exemple, de ne pas être maltraité –, bref, comme notre « égal » et notre semblable. Plus question d'imposer une relation d'autorité qui ne se soucierait en rien d'obtenir l'adhésion de celui sur laquelle elle s'exerce. Cette conquête décisive de la modernité qui aura tout de même mis plusieurs siècles à s'imposer – une évolution dont, en historien des idées, l'auteur retrace la longue histoire –, ne fait plus aujourd'hui question. Mais d'un autre côté, si le petit homme est désormais un homme, il n'en demeure pas moins notre « égal paradoxal » : fragile et vulnérable, il a besoin de ceux qui l'élèvent pour devenir ce qu'il est. Tous

les acquis récents de la psychologie ne nous invitent-ils pas, d'ailleurs, à prendre en compte cette dissemblance ? En un mot, « le régime de l'égalité s'avère impraticable jusqu'au bout » et le maintien d'une supériorité de l'éducateur vis-à-vis de l'éduqué incontournable.

L'intensité de la crise que nous traversons viendrait ainsi de la difficulté à conjuguer ces deux composantes de notre perception de l'enfance. Prenant de la hauteur, Alain Renaut montre toutefois que ce paradoxe se creuse depuis des décennies, la confusion actuelle n'étant du coup ni simplement imputable à telle option pédagogique ni à un supposé laxisme. En rupture avec un certain catastrophisme ambiant, le philosophe préfère l'inscrire dans le cadre d'un processus de laïcisation plus général – l'autorité ayant perdu toute source transcendante – tel que nous sommes devenus singulièrement démunis pour fonder la différence qu'il nous faut reconnaître à l'enfant « pour le penser comme enfant ». Nous voyons bien l'identité humaine que nous partageons avec lui. Mais ce qui nous en distingue nous est beaucoup plus difficile à cerner, s'offrant désormais « sous un jour infiniment énigmatique ».

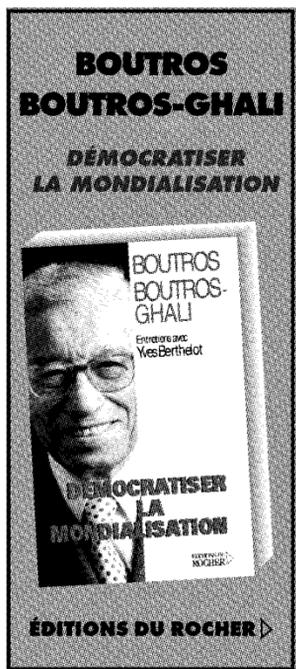
A égale distance de la déploration nostalgique et de l'optimisme béat, la question serait dès lors de

savoir comment refonder cette différence – afin de préserver la possibilité même d'une relation éducative – sans pour autant régresser vers des conceptions archaïques de l'autorité. Alain Renaut doute fort que l'on puisse la résoudre par une fuite en avant dans le registre exclusif des droits de l'enfant. Et c'est là que sa réflexion mérite toute notre attention : une fondation meilleure, se demande-t-il, ne devrait-elle pas être recherchée du côté d'une théorie des obligations morales envers les enfants ? Il serait « particulièrement désastreux », en effet, que l'inscription du rapport à l'enfance dans le registre exclusif du droit ait pour envers l'oubli de ce que nous leur devons en matière de sollicitude et de soutien moral. Les parents, remarque-t-il à ce propos, « ont à l'égard de leurs enfants des obligations de gaieté, de disponibilité, de joie ».

C'est dire que cet ouvrage – un vigoureux plaidoyer, en somme, pour une réattention de la dimension éthique de ce qu'il est convenu d'appeler la « parentalité » – constitue aussi une belle illustration de ce que la philosophie politique peut avoir à nous dire sur les grandes questions de société.

Alexandra Laignel-Lavastine

★ A signaler également, du même auteur : *Que faire des universités ?* (Bayard, 108 p., 13 €).



<p>Cognition Communication <b>ERMÈS</b> Politique</p>	<p>dans la dynamique des relations Nord-Sud et Sud-Nord. Tome 30 262 p./br. 23,00 €</p>
<p>Première revue scientifique francophone dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, HERMÈS vous permet de mieux comprendre les enjeux politiques d'aujourd'hui. Dirigée par Dominique Wolton.</p>	<p>L'OPINION PUBLIQUE. PERSPECTIVES ANGLAIS-SAXONNES Coordonné par Loïc Blondiaux, Dominique Reynié avec la collaboration de Natalie La Balme. Qu'est-ce que l'opinion publique, cette étrange figure du peuple ? Les textes fondateurs ici présentés offrent une base essentielle de réflexion pour comprendre les sondages. Tome 31 312 p./br. 23,00 €</p>
<p>TOUT SUR HERMÈS : <a href="http://www.wolton.cnrs.fr">www.wolton.cnrs.fr</a></p>	<p>LA FRANCE ET LES OUTRE-MERS L'ENJEU MULTICULTUREL Coordonné par Tamatoa Bambridge, Jean-Pierre Doumenge, Bruno Ollivier, Jacky Simonin, Dominique Wolton. Les Outre-mers sont révélateurs des questions débattues actuellement : mondialisation, communication interculturelle, autres formes de coopération politique. Tome 32/33 656 p./br. 29,00 €</p>
<p>WWW.DÉMOCRATIE LOCALE.FR Coordonné par Eric Maigret, Laurence Monnoyer-Smith. Creuset de toute rénovation politique, le local à l'épreuve des nouvelles technologies, du nouveau militantisme et de la crise des idéologies. Tome 26/27 388 p./br. 29,73 €</p>	<p>DÉRISION-CONTESTATION Coordonné par Arnaud Mercier. L'efficacité de la dérision pour contester les valeurs sociales. Tome 29 264 p./br. 22,87 €</p>
<p>STÉRÉOTYPES DANS LES RELATIONS NORD-SUD Coordonné par Gilles Boëtisch, Christiane Villain-Gandossi. Les perceptions de l'Autre</p>	<p>En vente en librairie ou à LA LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS : 151 bis, rue Saint-Jacques 75005 – Paris Tél : 01 53 10 05 05</p>

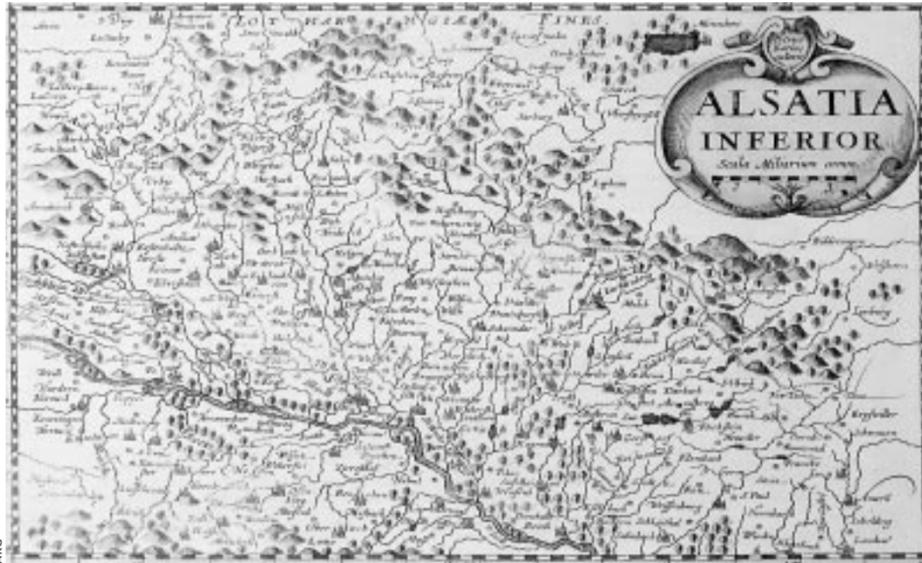
# L'Oberrhein retrouve son unité... historique

En étudiant la singularité politique de cette région comprise entre Alsace et pays de Bade, Odile Kammerer démontre combien le jacobinisme français et le pangermanisme ont pesé sur le travail des historiens

**ENTRE VOSGES ET FORÊT-NOIRE. Pouvoirs, terroirs et villes de l'Oberrhein 1250-1350** d'Odile Kammerer. Ed. Publications de la Sorbonne, 452 p., 34 €.

P eu de livres d'histoire démontrent aussi bien que celui-ci à quel point l'histoire récente des Etats nationaux a pesé sur l'étude des périodes plus anciennes, mais aussi comment la construction européenne est en train de changer les manières de faire et de penser des historiens. Bien d'autres avant Odile Kammerer - français d'un côté du Rhin, allemands de l'autre - ont entrepris d'écrire l'histoire médiévale de l'Alsace ou celle du pays de Bade. Mais l'auteur montre l'inanité de ce partage, qui n'existe que depuis que le Rhin fut considéré comme une frontière (avec Louis XIV), laquelle sépara dans les faits des populations habituées auparavant à franchir les multiples bras divagants du fleuve pour gagner leurs terres situées indifféremment sur l'une ou l'autre rive. La coupure du Rhin et les aléas de l'histoire n'ont pas seulement pesé sur les conclusions des historiens, empreintes ici de nationalisme jacobin, là de pangermanisme. Ils ont laissé des traces jusque dans l'organisation des archives dans lesquelles l'historien de cette région doit se plonger : entre 1870 et 1918, les archivistes allemands ont reclassés les fonds alsaciens par types de documents.

Après cette date, leurs successeurs français ont bouleversé cet ordre pour reconstituer les fonds originaux de chaque seigneurie, ville ou abbaye. On se doute que ces remaniements continus ne facilitent pas aujourd'hui la tâche des érudits, surtout quand ils ont la rare ambition, comme c'est le cas d'Odile Kammerer, de délimiter leur champ d'observation contre toutes les habitudes acquises des historiographies nationales qui ont prévalu d'un côté ou de l'autre du Rhin. En



Carte de l'« Alsace inférieure » (1650)

effet, l'Oberrhein - la traduction par « Haut-Rhin » est impossible puisqu'elle créerait une confusion avec le département français - n'avait guère, jusqu'à ce livre, d'existence historiographique. Il faut comprendre sous ce terme tout à la fois le sud de l'Alsace - en gros de Mulhouse à Sélestat - et l'espace équivalent dans le pays de Bade voisin. Le Rhin, à mi-distance des crêtes presque symétriques des Vosges et de la Forêt-Noire, sert d'axe approximatif à cette région, mais il se divise, au Moyen Age et jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, en de multiples bras qui se gonflent au printemps pour envahir les prairies inondables du « ried ».

Or nulle unité politique et territoriale ne caractérise alors cette région à cheval sur le fleuve, ni aucune de ses moitiés. C'est cette absence d'unité territoriale qui constitue l'interrogation majeure de ce livre : comment expliquer la non-territorialisation du pouvoir dans cette région fluviale, dominée certes par de puissantes abbayes

(telles Murbach et Munster au pied des Vosges), par l'évêque de Strasbourg (richement possessionné autour de Rouffach) et par un réseau serré de villes dont la Décapole (les dix villes alsaciennes relevant immédiatement de l'empereur) commence à occuper le premier rang mais qui présente surtout, et jusqu'à la Révolution française, l'aspect d'une inextricable mosaïque de petites seigneuries et de droits enchevêtrés. L'absence d'un pouvoir régional fédérateur distingue cette région d'autres, elles aussi fortement urbanisées dès le Moyen Age, telles que la Flandre ou la Toscane, tôt transformées en principautés. Même la montée en puissance des Habsbourg, originaires d'Alsace du Sud et de l'Aargau, ne parviendra pas, à la fin de la période étudiée, à inverser la tendance.

L'auteur aurait pu se contenter d'une explication politique : l'échec des Hohenstaufen (scellé à la mort de l'empereur Frédéric II en 1250) a laissé libre cours à d'autres familles

puissantes de la région (tels les Ribeupierre, qui commencent à établir leur fortune sur l'exploitation des mines d'argent de la vallée de Sainte-Marie) mais dont aucune ne pouvait se prévaloir du même prestige. La puissance des villes a aussi joué son rôle, comme l'évêque de Strasbourg, qui aurait pu prétendre régenter toute la région, en fit la cuisante expérience en 1262 face aux troupes de sa propre cité.

L'auteur ne méconnaît pas ces facteurs d'émiettement du pouvoir politique, mais elle les subordonne à un niveau plus profond d'explication qui prend en compte les caractères originaux de l'économie et de la société rurale de l'Oberrhein : ce qui donne à cette région, suivant les contemporains, l'aspect d'un « petit paradis », c'est la culture de la vigne. Celle-ci innervait l'essentiel des échanges locaux et de plus longues distances. Le vin - un vin rouge de basse qualité et un vin blanc déjà beaucoup plus apprécié - occupe de loin la première place dans les redevances, les cens, les péages,

le commerce. La vigne ne constitue pas alors une monoculture. Les plantes vivrières et les arbres fruitiers se glissent entre les ceps. Mais c'est le vin qui apporte la richesse, permet l'insertion dans les circuits monétaires, garantit l'indépendance de celui qui le produit et en vit. Même si le sol n'appartient pas en droit au paysan, les quelques rangées de vigne qu'il cultive et transmet à ses héritiers sont les siennes, et il s'y accroche jalousement.

## « LA VIGNE REND LIBRE »

Or, des villages aux villes toutes proches et qui s'en distinguent à peine, il n'y a pas, dans l'Oberrhein, de solution de continuité. Quel bourgeois de Ribeauvillé, de Colmar ou de Fribourg n'aurait pas ses vignes ou au moins des cens à prélever dans le vignoble et une volonté, partagée avec les paysans, de préserver un tel trésor ? Les juifs eux-mêmes cultivaient la vigne et se mêlent du commerce du vin. Le dense réseau des villes et avec lui le mouvement des échanges amplifient encore la faculté de résistance à toute volonté d'hégémonie. « La vigne rend libre », pourrait-on dire en plagiant l'adage célèbre qui exalte la liberté urbaine. Mais cela reviendrait à réduire à un schéma mécaniste une démonstration autrement nuancée et qui, au contraire, évite toujours de présenter l'évolution historique comme prédéterminée par un seul facteur isolé de tous les autres. La culture de la vigne n'est pas isolable des structures sociales, politiques et mentales dans leur ensemble. Elle permet que se réalise alors un équilibre endogène des forces qui ne manquera pas, plus tard, d'être rompu. Mais rien, à l'époque étudiée, ne permettait de deviner l'affrontement des Etats-nations dont la région allait devenir le théâtre et l'otage. Voilà plus qu'une thèse d'histoire régionale : une belle leçon de méthode et d'histoire européenne.

Jean-Claude Schmitt

# Deux sons de cloche

**LA CLOCHE DE DIX HEURES Radiographie d'une rumeur** de Nicole-Lise Bernheim. Ed. La Nuée bleue, 160 p., 17 €.

P roductrice de radio, Nicole-Lise Bernheim a passé l'automne 2000 à interroger le message séculaire d'une sonnerie dont le bourdon grave rythme l'entrée dans la nuit à Strasbourg depuis le mitan du XV<sup>e</sup> siècle, carillon auquel les abords de la cathédrale et de la Maison Kammerzell doivent leur atmosphère et leur succès touristique. Elle a recoupé les indices pour livrer le matériau captivant d'une rumeur qui mêle d'antiques terreurs à des pans de mémoires enfouies, scellées comme autant de douleurs ou de crimes.

Tout part d'une confusion entre deux sons. D'un côté, le sinistre Gruselhorn (« cor d'effroi »), qui, de 1349 à 1790, et sans que le passage au protestantisme (1529-1681) y changeât rien, rappelait la supposée trahison des juifs strasbourgeois lors de la peste noire, prétexte à un pogrome fameux dont les survivants furent contraints à l'exil. De l'autre, la Zehnerglock, annonçant depuis 1456 le couvre-feu, qui garantit la cité de l'incendie, interdit la circulation dans l'obscurité, assure la paix nocturne et délimite l'intervalle abandonné aux esprits nocturnes.

Mais rien n'est simple quand les deux usages se confondent, le cor retentissant immédiatement après la Zehnerglock, à suivre la maigre documentation parvenue jusqu'à nous. Même si elle entre indûment dans l'histoire de la cloche de 10 heures, la mémoire de l'exclusion des juifs participe d'une conscience fantasmagique dont les échos du micro-trottoir livrés en fin de certains chapitres, plus encore que les témoignages, attestent l'impact presque douloureux. Comme une légende qui saigne encore à l'autopsie.

Ph.-J. C.

# Patrimoine révélé Hourwitz, l'oublié

Un guide précieux pour parcourir en Europe des sites ignorés de la culture juive

**LE GUIDE CULTUREL DES JUIFS D'EUROPE** par un collectif de journalistes et d'historiens. Seuil, « Fondation Jacques et Jacqueline Lévy-Willard, 612 p., 29 €.

P as un guide de Strasbourg n'oublierait de signaler la cathédrale et son horloge astronomique, le quartier de la Petite France ou le Parlement européen. Mais en revanche qui connaît le mikveh (bain rituel) construit au XIII<sup>e</sup> siècle ? Qui sait que trois salles du Musée alsacien sont

consacrées à la culture juive ? Qui connaît le vieux cimetière juif de Rosenwiller ou celui de Hegenheim ? En Alsace comme ailleurs, le touriste curieux a peu de points de repère s'il s'intéresse un tant soit peu à la tradition et à la présence du judaïsme, en dehors du ghetto de Venise, de la Juderia de Tolède ou du vieux quartier juif de Prague.

Ce Guide culturel des juifs d'Europe a pour but de faire connaître des endroits souvent ignorés, presque invisibles, difficiles à visiter car il faut souvent prendre rendez-vous en s'y prenant à l'avance pour y avoir accès. Ce sont souvent les communautés juives locales qui conservent ce patrimoine émuvant, elles qui savent au sens propre qui en détient les clefs. L'un des nombreux avantages de ce guide est de signaler les numéros de téléphone, les adresses, les horaires de visite.

Divisé en six grandes aires géographiques (Europe du Nord, Europe du Sud-Ouest, Europe centrale, Europe du Sud-Est, Europe de l'Est et Europe du Nord), il convie le voyageur à des parcours peu communs dans plus de trente pays. Le travail n'a pas été le même d'un pays à un autre. En France, en Allemagne, en Italie ou en Espagne, la documentation existe, mais, à l'autre bout de l'Europe, il a fallu procéder à un travail de recherche et de défrichage. Tout ne pouvait être mentionné en un seul volume, les auteurs ont dû faire des choix - dont certains, ils en sont conscients, peuvent être contestés -, mais il fallait qu'il y ait encore, dans ces lieux de mémoire, quelque chose à voir et quelque chose à dire et à raconter, car il accorde aussi de la place à la littérature comme à l'histoire.

M. Si.

**APOLOGIE DES JUIFS (1789)** de Zalkind Hourwitz. Introduction de Michael Löwy et Eleni Varikas, éd. Syllepse, 84 p., 10 €.

E n 1788, la Société royale des sciences et des arts de Metz lança un concours sur le thème : « Est-il des moyens de rendre les juifs plus utiles et plus heureux en France ? » La ville comptait alors la plus forte communauté juive du royaume, celle-ci était victime de campagnes hostiles qui inquiétaient les édiles, et l'idée de l'émancipation se profilait en cette veille de la Révolution. Trois lauréats furent couronnés. Le premier, l'abbé Grégoire, est resté dans les mémoires avec son fameux *Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs* ; le deuxième était un avocat protestant de Nancy, Claude-Antoine Thierry, le troisième un Juif polonais remarquable et singulier, auteur oublié de cette *Apologie des juifs*.

Né en 1740 à Lublin, fils de rabbin, Zalkind Hourwitz a étudié à Berlin avec Moses Mendelssohn, puis à Metz avec le talmudiste Reb Aryeh Loeb, avant de s'établir à Paris. Pétri de philosophie des Lumières autant que de judaïsme, déiste éloigné de l'orthodoxie, marginal par rapport aux communautés organisées, c'est un esprit libre. Humaniste, il prône l'émancipation des opprimés sans pour autant récuser leurs particularités car, pour lui, la diversité des hommes et des langues est une richesse. Ironiste mordant, il raille les préjugés et déclare sans ambages que ce ne sont pas les juifs qu'il faut régénérer mais les chrétiens, pour « les rendre justes et humains envers les premiers ». Son texte, véritable manifeste pour un universalisme concret, méritait d'être réédité.

N. L.

# Présence juive en Alsace

Regards pluriels sur huit siècles d'histoire où se lisent tout autant l'ampleur du rejet que la réalité des échanges et des emprunts culturels

**REGARDS SUR LA CULTURE JUDEO-ALSACIENNE** Des identités en partage sous la direction de Freddy Raphaël. Ed. La Nuée bleue, 290 p., 19 €.

L a longue histoire des juifs et de l'Alsace remonte jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle, une histoire pleine de vicissitudes et de tourments, mais aussi de rencontres et de rapprochements. Pour en prendre la mesure et « analyser avec lucidité comment l'Alsace, terre des confins, a été d'une façon exacerbée à la fois une terre d'accueil et un lieu de persécution », il faut, selon Freddy Raphaël, s'arracher à la fascination d'un passé idéalisé, voire réinventé ou, au contraire, réduit à la sombre litanie d'un martyrologe. Les seize auteurs de cet ouvrage collectif, issu d'un colloque qui s'est tenu à Strasbourg en 2000, s'y emploient, et l'ensemble de leurs contributions restituée, dans un même mouvement, l'ampleur du rejet et la réalité des échanges et emprunts, qu'il s'agisse de l'art, de la langue ou bien encore de la cuisine.

Une des caractéristiques du judaïsme alsacien est d'être resté très longtemps rural. Au Moyen Age, les juifs vivaient dans les campagnes, car il leur était interdit de s'établir en ville, où les corporations marchandes, influentes, craignaient cette concurrence. N'ayant pas non plus le droit de cultiver la terre, ils étaient colporteurs, brocanteurs, fripiers, usuriers (le prêt à intérêt était interdit aux chrétiens), les plus entreprenants devenant marchands de chevaux ou de bestiaux. Personnages familiers sillonnant les contrées, ils étaient aussi en butte au mépris, soupçonnés de perfidie et régulièrement persécutés

pour leurs crimes supposés, comme en 1349, où 2 000 d'entre eux, accusés d'avoir empoisonné les puits et répandu la peste, furent massacrés.

Protégés, en principe sinon dans les faits, par les autorités, le Saint Empire romain germanique, puis le royaume de France, tour à tour accueillis et expulsés, ils n'entreront que tardivement dans la modernité. Si de hautes figures communautaires, tel Cerf Berr, œuvrèrent pour l'émancipation, l'accès des juifs alsaciens à une citoyenneté officielle fut accordée en 1791 à tous les juifs français ne sera véritablement effectif qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec les décrets napoléoniens. C'est plus tard encore qu'ils deviendront majoritairement citadins. A la veille de la première guerre mondiale, les deux tiers de la population juive résident encore dans les villages et les bourgades. Certes, auparavant, il y a eu des migrations et des changements dans la composition de cette population. Après l'annexion de 1870, plus de 6 000 personnes sont parties pour Paris ; à la même époque sont arrivés de nombreux juifs de l'Est, souvent mal accueillis d'ailleurs par leurs coreligionnaires locaux, qui jugeaient ces « Polaks » arriérés.

Cette présence importante et durable d'un judaïsme rural original a été largement occultée dans la mémoire régionale. Elle a été également négligée par les organisations communautaires, devenues urbaines et durement éprouvées par la Shoah. Son histoire comme ses traces matérielles, tels les oratoires ou cimetières de campagne laissés à l'abandon, font partie du patrimoine de cette région. Cet ouvrage, comme d'autres recherches récentes témoignant d'un regain d'intérêt, permet de retrou-

ver les fils d'une mémoire alsacienne plurielle.

Nicole Lapiere

★ Le judaïsme alsacien a son site Internet, <http://www.sdv.fr/judaisme/index.htm>. On y trouve aussi bien des dossiers d'actualité que des informations touristiques (comme le programme des animations culturelles et l'annonce de la journée européenne de la culture juive, le dimanche 16 juin), des documents historiques et des textes sur l'histoire des juifs d'Alsace, des informations sur les traditions et les coutumes ou sur le dialecte judéo-alsacien.

GAÏTO GAZDANOV

LE RETOUR DU BOUDDHA

« L'exil : la pierre d'angle d'une œuvre étonnante à travers laquelle Gazdanov n'a de cesse d'explorer l'essence de l'être humain. »

Alexie Lorca Lire

ÉDITIONS Viviane Hamy

Le saint et le héros

L'appel du désert

Charles de Foucauld, Anzème du Saint-Exupéry

264 pages - 19 € - 124.63 F

PRESSES DE LA RENAISSANCE

# La mort dans l'œil

En éclairant les faces multiples du dieu Yama, le grand érudit Charles Malamoud souligne les liens que tissent la mort, le soleil et l'écriture avec la culture de l'Inde ancienne

**LE DISCIPLE ET SES MAÎTRES**  
**Pour Charles Malamoud**  
 Sous la direction  
 de Lyne Bansat-Boudon  
 et de John Scheid.  
 Seuil, « Le Genre humain »,  
 n° 37, 270 p., 14,48 €.

**LE JUMENTA SOLAIRE**  
 de Charles Malamoud.  
 Seuil, « La librairie  
 du XXI<sup>e</sup> siècle », 202 p., 19,50 €.

Il a toujours l'air de s'excuser d'être là. Même quand il donne une conférence, qu'il se trouve au centre de l'attention, même quand chacun n'est venu que pour l'entendre, pour recueillir la clarté de ses analyses et le suivre à la trace dans ses pérégrinations à travers un savoir immense, on dirait qu'il va expliquer combien sa présence est fortuite, son exposé provisoire, sa renommée indue. Charles Malamoud est sans doute le plus pudique de nos savants. L'erreur serait de croire qu'il est simplement timide. Car sa réserve n'a rien à voir avec un trait de caractère. Ce n'est pas une affaire de psychologie. C'est une question d'éthique. Son savoir n'est pas de ceux qui clament pour s'imposer. Il se poursuit, simplement, et insiste, mine de rien, pour vous emmener, de proche en proche, dans des contrées inouïes et des époques sans mémoire.

Spécialiste de l'Inde ancienne, connaisseur de ses rituels, analyste de leurs agencements, Charles Malamoud n'est pas seulement, dans le domaine des études sanskrites, l'un des plus grands. C'est aussi, et sans doute surtout, un esprit parmi les plus singuliers de notre époque. Évidemment, il décevra les chercheurs d'évidences rapides : pas de discours globaux, aucun jugement général. Des dossiers circonscrits, des interrogations limitées. Curieuses, d'ailleurs, ces interrogations.

Elles portent sur d'étranges dieux, qui se nomment « Courroux », ou même, presque incroyablement, « Qui ? », sur des notions en apparence mineures (le « reste », le nombre deux), sur des objets insolites (une brique percée, la langue secrète des dieux, le trajet du couteau dans le découpage des victimes sacrifiées). Scrutant les textes les plus anciens de l'Inde, ceux qui parlent d'un temps encore sans écriture et d'un âge sans histoire, reliant ces textes aux rites encore connus ou observables aujourd'hui, Charles Malamoud éclaire à mesure, presque pas à pas, des structures inaperçues et des correspondances enfouies.

A cet anthropologue parti explorer l'histoire des religions, la revue *Le Genre humain*, qui vient de fêter ses vingt ans, rend un bel et non conformiste hommage. Jacques Derrida souligne « l'élégance infinie de sa retenue » avant d'exposer ce qu'il lui doit. Jean-Pierre Vernant insiste sur la répercussion des parcours indiens de Malamoud sur la conception de la Grèce avant de conclure : « Je n'ai pas connu beaucoup de gens qui m'aient donné ce même sentiment de gravité, de risque et de bonheur. » Le fait est : dès que commence à parler cette voix ténue, on se trouve embarqué dans des voyages imprévisibles. Le maître avance à mesure, comme si lui-même découvrait à chaque instant son chemin. De détail en détail, mot après mot, c'est finalement un paysage entier qui se dessine, un monde tracé par son sillon obstiné et tenace.

*Le Jumeau solaire*, qui rassemble une série d'études centrées sur la figure de Yama, le dieu de la mort, fournit un exemple magistral de cet exploit dont Malamoud est familier : construire, à partir d'une poussière de notations infimes, une perspective d'ensemble sur la culture indienne ancienne. Yama est consti-



MUSÉE GUIMET

Détail d'une peinture représentant les jumeaux Yama et Yami

tué par la convergence de traits au premier regard fort disparates. Fils du soleil, qui fut lui-même taillé dans une substance de mort, ce dieu immortel fait l'expérience de mourir, afin de connaître le sort des humains qu'il va devoir juger. Aucune rédemption toutefois dans ce divin trépas : Yama revenu des morts compulse le dossier rédigé sur chacun par son scribe pour

savoir comment le défunt s'est acquitté de ses devoirs. On aperçoit ici une première configuration : Yama est le spécialiste des limites, la mort vient reprendre la vie donnée en dépôt aux êtres humains, qui sont tenus, pour la conserver quelque temps, d'observer les rites et de maintenir l'ordre du monde. Ce n'est qu'un début. Car tout chez Yama est à deux faces, à dou-

ble détente. A commencer par son nom, signifiant d'une part « jumeau », d'autre part « contrainte », quand on met l'accent sur la première syllabe. Sa sœur jumelle, Yami, le désire. Elle implore qu'il s'accouple à elle. Yama refuse. Quand il meurt, elle est inconsolable. « Yama n'oubliait pas son frère mort, dit un texte sanskrit. Si on lui demandait : "Yami, quand donc est mort ton frère ?", elle disait seulement : "Aujourd'hui même." Les dieux dirent : "Il faut interrompre cela. Créons la nuit." » Ce qui fut fait. Ainsi naquit la nuit, qui n'est pas la réplique du jour, mais bien son interruption. Car tout, ici, est affaire non seulement de soleil et de mort, mais aussi de réplique, de duplication, d'alias. D'où des énoncés aussi déconcertants que celui-ci : « Cet homme qui est dans le disque du soleil, là-haut, et cet homme qui est dans un œil droit, en vérité ne sont rien d'autre que la Mort. »

En commençant à rapprocher ces fils divers, Charles Malamoud retrouve certains de ses thèmes de prédilection : la question de la dette et de son règlement, celle du pouvoir royal (dont Yama est aussi le dieu tutélaire), celle toujours du sacrifice et de ses rituels (les os du mort, ou une réplique, sont placés dans le bûcher, la disparition du sacrifiant n'empêchant pas le processus de se poursuivre). A quoi s'ajoute cette fois – à côté d'autres interrogations sur la gémellité, la différence des sexes, le désir, la loi, les devoirs... – une passionnante enquête méditative sur l'écriture en Inde. La noirceur de l'encre est en effet associée à celle de la mort. Et cette réplique de la parole, dont nul ne sait précisément comment elle se constituait avant d'apparaître pour la première fois seulement au milieu du III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, est continuellement tenue en défiance. Car, en Inde, tradition savante et tradition lettrée ne se recouvrent pas. « La

connaissance de l'écriture et des textes écrits ne se confond pas avec le savoir, souligne Malamoud. On peut être très savant, dans l'Inde hindoue, et de nos jours encore, tout en étant illettré. Il y a des zones du savoir, celles qui comptent le plus, qui sont interdites à l'écriture ou, du moins, auxquelles il est interdit de s'initier par l'intermédiaire d'un texte écrit. »

A l'évidence, un tel travail ne livre pas en une lecture toutes ses richesses. Il convient d'y revenir, de manière répétée, pour y trouver à chaque fois d'autres harmoniques. Comme en Inde. Ou bien comme chez Spinoza, qui savait combien « tout ce qui est beau est aussi difficile que rare ».

Roger-Pol Droit

(1) Ce volume rassemble des textes de Lyne Bansat-Boudon, Jacques Derrida, Jean Levi, Frits Staal, Jean-Pierre Vernant, Nicole Loraux, Kristofer Schipper, Marcel Detienne, Jacques Le Brun, J.-B. Pontalis et Maurice Olen-der, Alain Schnapp, John Scheid et Jesper Svenbro, Johannes Bronkhorst, Pierre Vidal-Naquet, Lokenath Bhattacharya. Une bibliographie des travaux de Charles Malamoud complète le volume.

★ Signalons à ceux qui auraient envie d'entendre Charles Malamoud ses prochaines interventions publiques à Paris :

– Le 18 mai à 10 h 45, à la Sorbonne (salle des Actes), au colloque organisé par François Chenet, « Catégories de langue et catégories de pensée en Inde et en Occident », où sa communication s'intitule « Du genre des mots au sexe des choses ».

– Le 30 mai à 18 h 30, à la Maison de l'Amérique latine (217, bd Saint-Germain), où un débat public réunira autour de lui notamment Jacques Derrida, Jean-Pierre Vernant et Maurice Olen-der.

– Le 11 juin à 17 h 30, à la Sorbonne, pour la Conférence Marc Bloch.

## Une dangereuse fascination Remèdes à l'insécurité sanitaire

Trois journalistes américains retracent sur un demi-siècle l'évolution de la politique américaine en matière d'armes biologiques

**GERMES**  
**Les armes biologiques et la nouvelle guerre secrète**  
 de Judith Miller, Stephen Engelberg, William Broad.  
 Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
 par Jean-François Chaix, Odile Demanche et Claude Wauthier,  
 Fayard, 402 p., 23 €.

Lors de sa parution à l'automne 2001, *Germes* a connu aux Etats-Unis une extraordinaire campagne de promotion : dans la foulée des attentats du 11 septembre, des lettres remplies d'une poudre blanche – des spores d'anthrax – ont semé pendant le mois d'octobre la panique aux Etats-Unis, justifiant ainsi l'alarme que lançait le livre sur les dangers des armes biologiques. Un des auteurs, Judith Miller, a même reçu dans son bureau du *New York Times* une lettre poudrée, qui s'est heureusement révélée factice.

Le livre raconte l'évolution de la politique américaine à l'égard des armes biologiques, jusqu'à la relance des armements qu'a opérée Bill Clinton à partir de 1995. Tout commence vers 1942 quand les Etats-Unis, alertés par l'utilisation d'agents infectieux par les Japonais en Chine, décident de se lancer dans l'étude des armes biologiques – un pas qu'avaient déjà franchi de longue date la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Les Américains allaient faire des progrès rapides, n'hésitant pas à récupérer le sinistre Shiro Ishii, directeur de l'unité 731 dans laquelle les savants japonais se livrèrent à de terribles expériences sur des cobayes humains. Engagés dans la course avec l'URSS, les Etats-Unis multiplièrent les expériences, testant par exemple la fièvre jaune sur des objecteurs de conscience volontaires. Cet appareil « biomilitaire » allait s'étoffer suffisamment pour qu'en 1962 la CIA propose d'utiliser les armes biologiques contre Cuba. Au même moment, apprend-on, la CIA indi-

quait qu'en dehors des Etats-Unis et de l'URSS il ne semblait pas que d'autres pays développent de telles armes.

Dans la foulée du mouvement opposé à la guerre du Vietnam, et sous l'impulsion de scientifiques et de journalistes perspicaces, la critique des armes biologiques se développait, et le président Richard Nixon décida en 1969 de les interdire, promouvant vigoureusement le Traité d'interdiction signé en 1972. Ce traité allait donner naissance à une des plus incroyables supercheries du siècle : car si les Etats-Unis jouaient le jeu et plaçaient réellement leurs installations en sommeil – même si la CIA conserva discrètement quelques stocks –, l'URSS, allait accélérer les recherches et développer un système bio-industriel comptant des dizaines d'usines. Le livre raconte bien comment les Etats-Unis ont douté très longtemps de cette réalité, ne parvenant à trancher que lorsque des savants soviétiques passèrent à l'Ouest en 1989, levant tout doute sur le mensonge de Moscou.

### PROCESSUS RÉACTIF

Une nouvelle inquiétude naissait d'ailleurs quand, vers 1988, il devint clair que l'Irak étudiait lui aussi de telles armes. Cette préoccupation n'allait cesser de grandir, et les auteurs décrivent l'action efficace, tout au long des années 1990, d'un groupe de militaires pour convaincre l'administration Clinton de reprendre les recherches biomilitaires et à préparer des mesures protectrices. Le dossier a passionné Bill Clinton, au point qu'il a lu en entier le numéro spécial d'un austère journal scientifique, le *JAMA* ! La machine biomilitaire américaine est donc aujourd'hui bien active.

Le livre trouve sa principale originalité dans ce récit de l'évolution récente de l'administration américaine. En 1999, deux journalistes de la BBC, Tom Mangold et Jeff Gold-

berg, avaient livré dans *Plague Wars* (éd. MacMillan) – qui n'est cependant pas traduit en français – une histoire plus complète des armes biologiques, notamment pour la Russie, l'Afrique du Sud et la Corée du Nord.

Les journalistes américains, très influencés par leurs sources militaires et officielles, sont par ailleurs elliptiques sur trois aspects importants de la nouvelle problématique des armes biologiques. D'une part, ils passent rapidement sur les effets secondaires des vaccins censés protéger les soldats américains d'une attaque biologique irakienne lors de la guerre du Golfe, et qui semblent avoir nui à la santé de plusieurs milliers de vétérans, nourrissant une intense polémique aux Etats-Unis. D'autre part, s'ils voient bien que les biotechnologies renouellent la donne des armes biologiques et relatent l'implication personnelle de grands noms de la génomique, comme Craig Venter ou Michael Haseltine, dans la promotion de la recherche sur ces armes, ils évitent de s'interroger sur la constitution d'un nouveau complexe « biotechno-militaire » lourd de menaces. Enfin, ils enregistrent mais ne s'étonnent pas que, jusqu'à présent, les attaques biologiques qu'ont subies les Etats-Unis sont d'abord venues... d'eux-mêmes.

Une petite ville de l'Oregon a subi, en 1984, une attaque biologique qui a rendu plusieurs dizaines d'habitants malades – attaque commise par une secte qui voulait prendre le pouvoir sur la région. En 1996, on arrêtait un extrémiste ancien soldat, Larry Wayne Harris, qui voulait provoquer une épidémie d'anthrax. Et fin 2001, encore, un petit entrepreneur du Nebraska, Timothy Tobiason, diffuse un manuel de fabrication d'armes biologiques. Dans ce domaine, il n'est pas sûr que ce ne soient pas ses propres fous qui menacent d'abord l'Amérique.

Hervé Kempf

Un médecin et un haut fonctionnaire pour une même philosophie : il faut apprendre à vivre dans un monde plein d'incertitudes

**LES DÉTECTIVES DE LA SANTÉ**  
**Virus, bactéries, toxiques : enquêtes sur les nouveaux risques**  
 de Jacques Drucker.  
 Ed. Nil, 240 p., 18,10 €.

**CES PEURS QUI NOUS GOUVERNENT**  
**Risques sanitaires : faut-il craindre la transparence ?**  
 de Martin Hirsch.  
 Albin Michel, 300 p., 17,50 €.

Les crises de sécurité sanitaire ont envahi notre vie quotidienne. Coup sur coup paraissent deux livres dont la lecture est indispensable à qui s'intéresse à ce sujet éminemment politique, dans le sens le plus noble du terme. Tous deux sont écrits par des hommes jouant un rôle-clé dans le dispositif de sécurité sanitaire : le professeur Jacques Drucker, qui vient d'abandonner ses fonctions de directeur de l'Institut de veille sanitaire (InVS), dont il était le fondateur, et Martin Hirsch, dont le mandat de directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) est tout juste renouvelé pour trois ans. Concordants dans leur philosophie – nous devons apprendre à vivre dans un univers risqué et plein d'incertitudes –, les deux ouvrages n'en sont pas moins rédigés de deux points de vue différents.

Médecin spécialiste de santé publique, Jacques Drucker s'attache à expliquer au grand public ce en quoi consiste la veille sanitaire et à expliquer la grandeur et les limites de l'épidémiologie. Il retrace pour cela une série de passionnantes « histoires de chasse » familières ou moins médiatisées : listériose, légionellose, « épidémie d'appendicites » dans l'île antillaise de la Désirade ou bioterrorisme. Analysant leur perception dans le public, Jacques Drucker qualifie par exemple les alertes aux pics de pollution d'« exutoire social » et de moyen « d'attirer l'attention du

public sur la mauvaise qualité de l'air », qui résulte, elle, d'une « pollution constante, plus diffuse et sournoise ». Là, comme lorsqu'il évoque les prescriptions abusives d'antibiotiques ou défend le vaccin contre l'hépatite B, Jacques Drucker raisonne en mettant en balance les bénéfices d'une attitude ou d'un médicament et les risques encourus et plaide pour une « politique raisonnée de prévention et de prévention privilégiant les impératifs de santé publique plutôt que les considérations économiques ». En ce sens, son livre reste avant tout celui d'un médecin.

Haut fonctionnaire et ancien directeur de cabinet de Bernard Kouchner, Martin Hirsch a choisi la forme de l'essai, sans renoncer à l'emploi de la première personne, ni au recours à l'anecdote. C'est ainsi que, pour illustrer l'impact de la crise de la vache folle, il nous raconte un dialogue où des spaghettis à la bolognaise servent dans une cantine scolaire amener le directeur général de l'Afssa à deux doigts de la démission et son épouse au bord du divorce. Mais l'essentiel est ailleurs. Le livre propose une réflexion en profondeur sur les rapports entre pouvoir politique, expertise scientifique et débat démocratique, en plaçant vigoureusement pour la transparence. Pour Martin Hirsch, qui rejette tant le « gouvernement des experts » qu'un « gouvernement sans experts », ces crises sont une occasion de redéfinir les responsabilités des politiques... Selon lui, « les crises permettent de traiter le mal à la racine » et « ont souvent une très grande vertu. Elles mettent au jour le décalage entre les exigences de consommateurs et les réponses qui leur sont fournies. » Outre un chapitre sur l'une de ses précédentes missions à la tête de l'ubuesque Pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (un livre dans le livre), Martin Hirsch consacre une part importante de son ouvrage à la crise de la vache folle. La réserve qu'il s'impose fait que le livre est moins décapant que celui

qu'il avait coécrit en 1996 (*L'Affolante histoire de la vache folle*, Balland) et que seules les personnes au fait du dossier mettront des noms (de ministres notamment) derrière des formules comme « certains commentaires » ou « quelques-uns le déplorent ». Néanmoins, comme celui de Jacques Drucker, le livre de Martin Hirsch possède la grande qualité d'être un témoignage de première main sur l'envers du décor en même temps que le cadre d'une mise en perspective de sujets aussi fondamentaux qu'encore trop peu explorés.

Paul Benkimoun

★ Signalons la réédition prochaine d'un ouvrage de référence, *La Sécurité sanitaire*, de Didier Tabuteau (éd. Berger-Levrault).

<b>Le Monde</b> A LA TELEVISION ET A LA RADIO
<b>Le Monde des idées</b> LCI Le samedi à 12 h 10 et à 17 h 10 Le dimanche à 12 h 10, 15 h 10 et à 0 h 10 Le lundi à 16 h 10
<b>Le Grand Jury</b> RTL-LCI Le dimanche à 18 h 30
<b>La rumeur du monde</b> FRANCE-CULTURE Le samedi à 12 heures
<b>A la « une » du Monde</b> RFI Du lundi au vendredi à 12 h 45 et 0 h 10 (heures de Paris)
<b>La « une » du Monde</b> BFM Du lundi au vendredi à 13 h 06, 15 h 03, 17 h 40 Le samedi 13 h 07, 15 h 04, 17 h 35

## L'ÉDITION FRANÇAISE

■ FLORENT MASSOT S'ASSOCIE À BERNARD FIXOT. Florent Massot et Philippe Robinet s'associent à Bernard Fixot pour créer une nouvelle maison : Ouvert la nuit. Ils détiendront 34 % de la société, dont XO possèdera le reste du capital. Florent Massot et Philippe Robinet animaient auparavant « Florent Massot présente », filiale du groupe de Nicolas Philippe (Le Serpent à plumes, manuscrit.com, éditions Nicolas Philippe). Les relations entre les deux hommes et leur actionnaire se sont dégradées depuis quelques mois, au moment où ils publiaient leur premier best-seller, l'autobiographie de Michel Serrault. Nicolas Philippe, qui est propriétaire des marques « Florent Massot présente » et éditions Florent Massot, a décidé de se séparer de ses deux salariés pour « divergences de vues ». Ils ont été accueillis à bras ouverts par Bernard Fixot : « Il s'agit d'une deuxième maison d'édition, qui publiera des livres différents de XO, mais avec les mêmes principes : un nombre limité de livres pour bien s'en occuper », explique le patron de XO. Florent Massot se réjouit d'avoir trouvé « un interlocuteur qui parle le même langage ».

■ LES LIBRAIRIES PRIVAT S'ÉTENDENT. L'une des cinq plus grandes librairies indépendantes, Le Hall du livre à Nancy, a été rachetée par les librairies Privat. Le groupe Librairies du Savoir/Privat, présidé par François d'Esneval, a réalisé un chiffre d'affaires de 94 millions d'euros et possède 31 magasins, parmi lesquels Arthaud à Grenoble, Les Volcans à Clermont-Ferrand ou La Sorbonne à Nice.

■ 153 MILLIONS D'EUROS POUR FRANCE-LOISIRS. Les 50 % de France-Loisirs détenus par Vivendi Universal ont été vendus pour 153 millions d'euros. Le montant n'avait pas été précisé lors de l'annonce de la transaction, au printemps 2001. Dans son bilan, le groupe de Jean-Marie Messier précise que l'opération a généré « une moins-value de cession d'un million d'euros ».

■ UN NOUVEAU DICTIONNAIRE YIDDISH-FRANÇAIS. L'intérêt pour la culture yiddish pousse certains à en lire la littérature dans cette langue, qui fut celle d'une grande partie du judaïsme ashkénaze. Le nouveau dictionnaire yiddish-français riche de 37 000 mots, remplace avantageusement l'unique ouvrage disponible, premier du genre, paru en 1982. Le traducteur, Bernard Vaisbrot (université Paris-VIII), Ytshok Niborki, de l'Institut national des langues et des civilisations orientales, et Simon Neuberger sont les auteurs de cet usuel qui comporte en outre une grammaire (en vente à la Bibliothèque Medem, 32 €, renseignements au 01-48-03-20-17 ; medem@yiddishweb.com).

■ PRIX. Le prix Alexandre-Vialatte a été attribué à Nicolas Michel pour *Le Dernier Voyage d'Emilie* (Gallimard). Le prix du roman du Var a été remis à Régis Jauffret pour *Promenade* (éd. Verticales) alors que Régis Franc a obtenu la mention spéciale pour *Du beau linge* (Robert Laffont).



Le livre de la mère et de l'amour infini

MAMA

ABDELMAJID  
BENJELLOUN

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER

## Climat morose à Bologne

La gravité et l'inquiétude liées à l'après-11 septembre n'ont pas épargné la Foire du livre pour la jeunesse. Une atmosphère marquée par la disparition de l'éditeur Pierre Marchand, sujet de nombreux hommages

Ce fut une foire plus sombre qu'à l'ordinaire. Non seulement parce que nombre d'éditeurs étrangers y découvraient l'absence d'un des leurs (*lire ci-contre*). Et que le printemps italien n'était pas au rendez-vous. Mais aussi parce que, après le 11 septembre, continue de flotter sur les foires un vent de gravité. Les éditeurs, singulièrement ceux qui s'adressent à la jeunesse, semblent avoir pris plus encore la mesure de leur responsabilité. « J'ai beau assister à de nombreux événements dans le monde concernant les femmes, le développement, la pauvreté ou la paix (...), je ne peux m'empêcher de penser que ce rendez-vous de Bologne, comme tous ceux qui concernent les enfants, est à la source de toutes les autres questions », a observé la première dame d'Égypte, Suzanne Mubarak, en inaugurant, mercredi 10 avril, cette 39<sup>e</sup> Foire du livre pour la jeunesse.

Relayant ces inquiétudes, et en écho au dernier Salon de Montreuil, la Foire avait consacré son exposition traditionnelle aux illustrateurs arabes. Elle rendait aussi hommage à l'Australien Robert Ingpen – prix Andersen 1986, trop peu connu en France –, dont une série d'époustouflantes aquarelles offraient une histoire du monde en quelques tableaux, de Stonehenge à Gandhi en passant par l'édification de la grande muraille de Chine ou la machine de Watt, et une superbe planche sur le passage de

l'anthropoïde à l'humain (*Becoming Human*).

La France n'était pas en reste, puisque l'illustrateur Eric Battut faisait cette année la « une » du catalogue Fiction. Pour la huitième année d'affilée, Le Seuil Jeunesse récolte une distinction avec *Le Petit Rebelle*, de Claudine Desmarteau, mention spéciale fiction, tandis que les autres prix récompensent *Silent Night*, de Sandy Turner (Simon & Schuster), *El señor Korbes y otros cuentos*, de Grimm, chez l'espagnol Media Vacca également distingué pour *Una temporada en Calcuta*. Le prix « Nouveaux horizons », décerné à un éditeur des « pays émergents », est attribué à la maison égyptienne Dar El-Shorouk, tandis qu'une seconde mention spéciale revient au suisse francophone La Joie de lire, pour les *Histoires naturelles* de Jules Renard mises en images par Yassen Grigorov.

Après deux années noires, Dorling Kindersley – racheté par Pearson lors de Bologne 2000 – espère finir 2002 à l'équilibre (grâce notamment à la série « A Life Like Mine », avec l'Unicef, ou « Revealed », une nouvelle collection avec des transparents pour jouer sur le montré/caché). Néanmoins, le documentaire peine à trouver un nouveau souffle, tandis que « l'âge d'or de la fiction continue », confirme Christine Baker, chez Gallimard. Côté ventes, la trilogie d'Eric Lhomme, *Le Livre des étoiles*, a été vendue à Barry Cunningham, le premier éditeur de J. K. Rowling,

les *Kamo* de Pennac à Walker Books, et *Maudit manoir*, chez Bayard, à l'américain Hyperion. Chez Gallimard, le très dynamique secteur « Musique » de Paule du Bouchet confirme sa percée, notamment en Angleterre, où certains de ses livres sont même utilisés à l'école. Côté achats, tout le monde cherche « des fictions de qualité », note Charlotte Ruffaut, chez Bayard. Mieux, la poule aux œufs d'or : un successeur à *Harry Potter* – dont le 5<sup>e</sup> tome, prévu en Angleterre en juillet est repoussé, J. K. Rowling n'ayant pas rendu son manuscrit.

Après les records d'entrées au cinéma enregistrés par *Potter* et *Le Seigneur des anneaux*, les professionnels du film et de la télévision viennent de plus en plus nombreux à Bologne chercher les « contenus » qui feront mouche. Mais les nouveaux auteurs vedettes ne dédaignent pas n'ont plus de s'y rendre. C'était le cas de Daniel Handler, alias Lemony Snicket, l'auteur des *Désastreuses aventures des orphelins Baudelaire*, déjà vendues à 3,5 millions d'exemplaires aux États-Unis, et dont les deux premiers tomes (sur 13 prévus) arrivent en France via Nathan. Snicket reçoit au Carlton avec une désinvolture totale. Chez lui, tout va de mal en pis dans le plus noir des mondes possibles. Tant mieux, dit-il. Son message aux enfants : « Mes livres sont horribles. Surtout, ne les lisez pas. » Et ça marche, bien sûr.

Florence Noiville

## Les auteurs américains contre Amazon

La révolte gronde. Les auteurs et les éditeurs américains ne sont plus contents d'Amazon.com. La Guilde des auteurs a adressé un courriel à ses 8 000 membres leur recommandant de cesser tout lien avec le libraire électronique. Depuis plusieurs mois, Amazon a développé un nouveau créneau : celui du livre d'occasion. Il n'est pas le seul à découvrir que les moteurs de recherche facilitent la quête de volumes dispersés aux États-Unis ou dans le monde entier. Mais Amazon a poussé la logique jusqu'au bout, en mettant sur le même plan les livres neufs et les livres d'occasion.

Amazon.com présente pour chaque livre : le prix public, le prix Amazon, et... le prix d'occasion. On peut par exemple se procurer l'édition de poche du premier roman de Charles Frazier – qui défraie la chronique par le montant de ses à-valoir (*lire ci-contre*) – pour 11,20 dollars (au lieu de 14), ou d'occasion à partir de 3,94 dollars. On peut même l'acheter directement, dans un état neuf, « jamais ouvert », précise le vendeur, pour 8 dollars. Ce qui montre que même aux États-Unis on revend les livres envoyés en service de presse. Amazon ne se contente pas de proposer à ses clients des livres d'occasion. Il les incite à les vendre. Dans un savoureux article du *New York Times* du 11 avril, Fred Bernstein raconte qu'en se connectant pour acheter un livre sur Amazon il a trouvé un message : « Fred A. Bernstein a

gagné 466,32 dollars, vendez vos précédents achats à Amazon.com aujourd'hui ! » L'ordinateur avait calculé le montant que M. Bernstein pourrait toucher en vendant tous les livres qu'il avait achetés. Amazon se contente de mettre en relation le vendeur et l'acheteur, moyennant une redevance d'environ un euro.

Cette présentation et cette incitation à la revente des livres ont fortement contrarié les auteurs et les éditeurs. La Guilde des auteurs et l'Association des éditeurs américains ont en vain demandé au PDG d'Amazon, Jeff Bezos, de mettre fin à ces pratiques. Celui-ci a justifié son choix dans une lettre adressée à ses clients. Pour lui, ce service « en offrant la possibilité de prix plus bas, incite les clients à visiter plus fréquemment le site » et à acheter davantage de livres.

L'histoire crée un grand débat dans les milieux professionnels américains et rappelle un peu la bataille du prêt payant en France. Dans sa lettre, Jeff Bezos rappelle d'ailleurs que la Guilde des auteurs est favorable au paiement d'une redevance dans les bibliothèques. Des auteurs prennent la plume pour contester la décision de leur Guilde. Débat passionné, au moment où la santé de l'édition américaine n'est pas des plus florissantes... et que personne n'a vraiment intérêt à se mettre Amazon.com à dos.

Alain Salles

## AGENDA

■ DU 19 AVRIL AU 6 MAI. ÉDITION. A Crest (26) se tient le 11<sup>e</sup> Salon de la petite édition sur le thème « Complicités texte/image » (de 15 heures à 19 heures, espace Crest, entrée 5 €, rens. : 04-75-76-74-83).

■ DU 21 AU 27 AVRIL. PAROLE. A Rennes (35), a lieu le 6<sup>e</sup> Festival de la parole « Mythos », où une place importante sera donnée au théâtre, un cycle consacré aux grands mythes (rens. : 02-99-14-11-52 ou www.festival-mythos.com).

■ LE 23 AVRIL. MAFFESOLI. A Lamaloules-Bains (34), Michel Maffesoli s'entretiendra sur « Le réenchantelement du monde » (à 18 h 30, centre Ulysse, boulevard de Mourcaïrol ; rens. : 04-67-95-77-25 ou 04-67-22-81-41).

■ DU 23 AU 26 AVRIL. POLAR. A Paris, le festival Le Polar européen à Paris propose de nombreuses manifestations : sept expositions, une semaine de cinéma policier européen, et des débats-rencontres dont une table ronde sur « Le polar venu du Sud » autour de l'œuvre de Juan Madrid (mercredi 24 avril à 19 heures, centre culturel Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna, 75016 ; rens. : 01-53-23-93-99) et au centre culturel suédois une soirée sur « Le polar venu du Nord » (à 19 h 30, 11, rue Payenne, 75003 ; rens. : 01-44-78-80-20).

■ LES 26 ET 27 AVRIL. MER. A La Baule (44), l'association des Écrivains en bord de mer et les éditions Joca Seria organisent la 1<sup>re</sup> édition de printemps avec Philippe Adam, Laurent Mauvignier et Tanguy Viel (à 15 h 30, chapelle Sainte-Anne, La Baule ; rens. : 02-40-69-51-94 ou jocaseriaeditions@wanadoo.fr).

■ LE 27 AVRIL. FILIATION. A Aix-en-Provence (13), la revue *Conférence* propose une journée autour du thème « Tradition, transmission, filiation » avec, notamment, Nicolas

Baverez, Jean-Marc Chouraqui et Alain Finkielkraut (à partir de 9 heures, centre de La Baume-lès-Aix, chemin de la Blaque ; rens. : 04-90-09-60-48).

■ LE 27 AVRIL. NOIR. A La Roque d'Anthéron (13), le Salon du roman noir accueille, pour sa 2<sup>e</sup> édition les écrivains italiens (à 10 heures, O.M.T., cours Foch, 13640 ; rens. : 04-42-50-58-63).



Humour anglais dans le terroir français

Waugh part en campagne

AUBERON WAUGH

ANATOLIA/ÉD. DU ROCHER

Disparu brutalement jeudi 4 avril (*Le Monde* du 6 avril), l'éditeur Pierre Marchand – qui, de Gallimard à Hachette, n'avait, de toute sa carrière, jamais manqué le rendez-vous international de Bologne –, aura été le grand absent de cette 39<sup>e</sup> Foire du livre pour enfants. Dès l'annonce de sa mort, Gallimard avait annulé la fête prévue au palais Del Re Enzo en l'honneur des 30 ans de Gallimard Jeunesse – ce secteur créé par lui en 1972, avec la complicité de Jean-Olivier Héron.

Pour Pierre Marchand, Bologne était un grand club, une réunion transfrontières de coéditeurs et d'amis. Pas étonnant que, venus d'un peu partout dans le monde, ces mêmes amis – dont beaucoup étaient présents à son service funéraire, lundi 8 avril, à l'église Saint-Germain-des-près – aient voulu rendre hommage à un créateur qui appartient déjà à la légende du livre de jeunesse et du livre illustré. Saluant « un grand architecte des idées et des images », dont les ouvrages reflètent « la complexité et la grandeur de la vie », Dick Robinson, patron des éditions Scholastic à New York et fidèle partenaire de Gallimard, a fait part de la tristesse de sa maison. Du côté des Anglais, Christopher Davis a rappelé combien Dorling Kindersley devait à Pierre Marchand : « Il m'a appelé en 1986 pour me dire

qu'il admirait notre utilisation de la photo. Il voulait créer avec nous une collection pour enfants. Ce fut Eyewitness (Les Yeux de la Découverte), qui s'est vendue en 40 langues à 45 millions d'exemplaires. Jusque-là, nous n'étions pas présents dans la jeunesse. Pierre a été notre catalyseur. » Toujours en Angleterre, Klaus Flugge, des éditions Andersen Press, a souligné le « flair » et les « forces créatives » de cet homme qui sut insuffler son enthousiasme aux générations d'éditeurs qu'il a formées.

Mais les hommages ont débordé le seul cadre des éditeurs étrangers. Au café des illustrateurs, où une cimaise lui était consacrée, Antonio Faeti, professeur à l'université de Bologne, a salué en Pierre Marchand « une réincarnation d'un autre éminent Pierre, ce Pierre-Jules Hetzel qui fut l'éditeur de Verne et de Hugo ». « Pour Pierre Marchand, tout était "gai savoir", a ajouté M. Faeti. « Il aimait la dialectique à condition qu'elle fût empreinte d'élégance. Il pressait l'éthique du beau. Il concevait la connaissance comme un incessant voyage de l'extase à la surprise. »

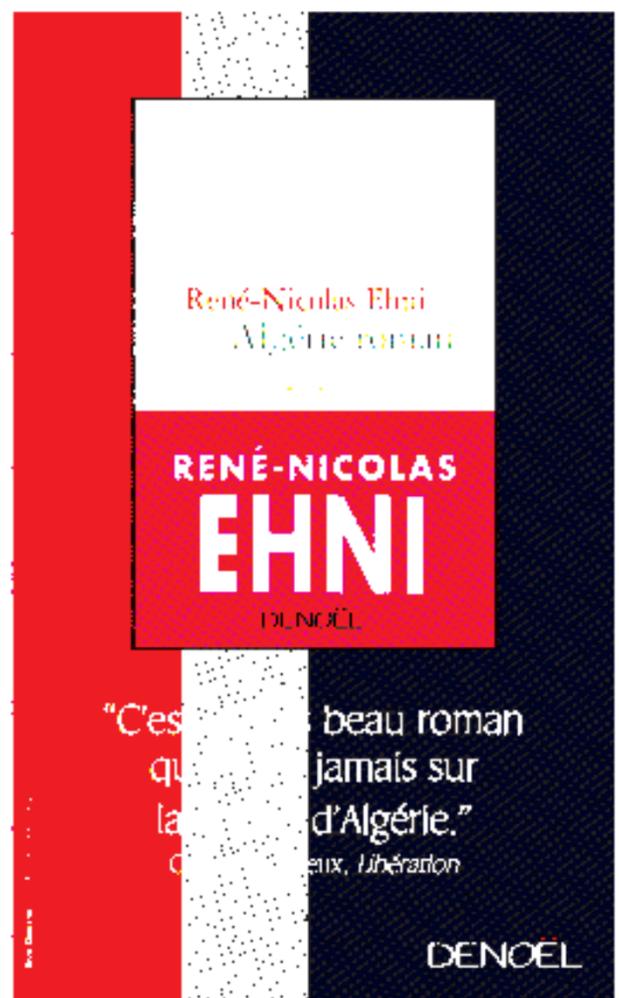
Comment honorer aujourd'hui sa mémoire ?, se demandait-on à Bologne. Les idées ne manquent pas. Un livre, des livres certainement. Et pourquoi pas, aussi, dès l'année prochaine, un prix Pierre-Marchand du livre illustré ?

FL.N.

## À L'ÉTRANGER

■ ÉTATS-UNIS : une montagne de dollars

Charles Frazier avait reçu 100 000 dollars d'avance de son éditeur Grove/Atlantic, pour son premier roman, *Cold Mountain*, publié en 1997. Chose rare, le patron de la maison, Morgan Entrekin, s'était investi personnellement en écrivant à tous les libraires du sud des États-Unis pour recommander le livre, dont l'action se passe pendant la guerre civile. Le roman s'est vendu à 1,5 million d'exemplaires en grand format et presque autant en poche. Depuis, Charles Frazier a pris un nouvel agent et mis son prochain roman (à paraître en 2005) aux enchères à partir simplement d'une page de synopsis. Des enchères très particulières puisque chaque éditeur ne pouvait faire qu'une seule proposition. Random House a remporté la mise en proposant plus de 8 millions de dollars, ce qui aurait été impossible pour une petite maison indépendante comme Grove/Atlantic. Ce deuxième roman, dont l'action se situe à la même période, devra atteindre au moins la moitié des ventes du premier pour que l'éditeur rentre dans ses frais. Mais il semble acquis d'avance qu'une large majorité des premiers lecteurs le lira. L'éditeur anglais de *Cold Mountain*, Hodder/Sceptre, a versé une avance de 1 million de dollars, qui viennent s'ajouter aux 3 millions de dollars que le producteur, Scott Rudin, a payés pour les droits de film adapté de *Cold Mountain*. Le livre a été vendu en Angleterre à 500 000 exemplaires en format de poche puis, après le National Book Awards, republié à 75 000 exemplaires en semi-poches et dans une édition limitée en grand format. En France, *Retour à Cold Mountain* a d'abord été publié par Calmann-Lévy puis au Livre de poche et n'a sans doute pas atteint les mêmes chiffres records.



René-Nicolas Ehni  
MAMA roman

RENÉ-NICOLAS  
EHNI

DENOEL

"C'est un beau roman  
qu'on ne trouve  
jamais sur  
d'Algérie."  
C'est un roman  
jeux, libération

DENOEL